

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES LETTRES
LES SCIENCES ET LES ARTS
AU CANADA
SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS

ESSAI DE CONTRIBUTION
A L'HISTOIRE DE LA CIVILISATION CANADIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

par **Antoine ROY**

PARIS
JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1930

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES LETTRES
LES SCIENCES ET LES ARTS
AU CANADA
SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS

ESSAI DE CONTRIBUTION
A L'HISTOIRE DE LA CIVILISATION CANADIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

par **Antoine ROY**

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE, A MA MÈRE

A MES PROFESSEURS

A MES AMIS

PRÉFACE

Le présent essai est une synthèse. Le mot de notre part peut paraître un peu ambitieux. Hâtons-nous de l'expliquer. Nous n'avons point négligé l'apport que pouvaient nous fournir des recherches personnelles. Nous en avons fait. Et l'on verra, en nous lisant, que nous nous sommes parfois servis de pièces inédites, tout à fait inconnues. Mais, nous n'hésitions pas à le reconnaître, nous avons surtout utilisé des travaux imprimés, recueils de documents, inventaires ou monographies.

Depuis une trentaine d'années, un grand effort historique a été réalisé au Canada. Des matériaux en nombre ont été amassés. Nous avons cru qu'il était temps de « faire le point » et de marquer les résultats obtenus sur un sujet particulièrement attachant : l'ancienne civilisation de la Nouvelle-France.

Nous devons donc beaucoup à tous ceux qui, avant nous, ont aimé le Canada d'autrefois et ont voué leur vie à son étude. En tête, la simple justice nous oblige à mettre le nom de M. P.-G. Roy. Sans lui, notre tentative aurait été impossible. Ce sont ses innombrables publications qui dans une large mesure nous ont permis de faire ce que nous avons fait. Nous nous faisons un devoir de reconnaître toutes nos obligations. Nous en avons d'infinies à Mgr Amédée Gosselin, que nous ne remercierons jamais assez d'avoir écrit son histoire de l'instruction ; à M. Fauteux qui ne peut toucher à une question sans y imprimer sa marque personnelle, précision et sens critique aigu ; à M. Massicotte, qui collectionne les faits curieux et les traditions populaires comme d'autres collectionnent les objets rares, un des hommes qui ont le plus

contribué à reconstituer la vie et les mœurs des anciens Canadiens ; à MM. Barbeau et Lanctôt, diligents explorateurs du folk-lore, grâce à qui celui du Canada est aujourd'hui mieux connu que celui de la France ; à M. Traquair, fondateur de l'archéologie canadienne.

Une très bonne fortune nous est échue, celle de travailler sous la direction de M. Emile Bourgeois. C'est un maître. Et ceux-là seuls qui ont eu le bonheur d'être ses élèves, savent tout ce que l'on peut apprendre auprès de lui. L'expérience qui nous manquait, ses conseils nous l'ont donnée.

Nous avons de plus trouvé un guide inappréciable en la personne de M. Claude de Bonnault, correspondant des Archives de Québec à Paris. M. Fauteux l'a qualifié naguère : l'homme de France « le mieux au fait de l'histoire canadienne ». Aucun de ceux qui le connaissent ne démentira ce jugement. Il s'est constamment montré pour nous l'ami le plus dévoué et n'a cessé de mettre à notre disposition les ressources multiples d'un savoir prodigieusement étendu.

Partout d'ailleurs nous avons rencontré un accueil sympathique. Toutes les personnes à qui nous avons communiqué le sujet de notre thèse s'y sont intéressées et très volontiers se sont empressées de nous aider de leurs avis. Un descendant d'illustres Canadiens, le M^{is} des Méloizes, nous a fourni des indications où se révèle le goût éclairé du savant et de l'artiste qu'il est. Le R. P. A. de Becdelièvre nous a épargné des erreurs que n'avaient pas su éviter de grands historiens.

Notre compatriote, M. Robert de Roquebrune, nous a rendu des services de premier ordre : sans lui, nous aurions ignoré l'existence de l'inventaire Cugnet, un des documents qui en disent le plus long sur l'état intellectuel du Canada au XVIII^e siècle. Un autre de nos compatriotes, M. Th. Beaudesne, directeur des Archives Publiques du Canada en France, nous a fait part de documents très importants. Nous avons mis largement à contribution la correspondance Tilly, retrouvée par lui dans les papiers de M. le Comte

de Montalembert. M. Olivier Flornoy peintre de très grand talent, et notre ami nous a fait profiter de ses connaissances techniques : il nous a appris comment il fallait regarder les œuvres des anciens portraitistes et tout ce qu'il fallait y voir, même chez les plus humbles. Nous n'avons pas été sans ressentir les heureux effets de la bienveillance de M. de la Roncière. On ne peut s'adresser à lui, pour n'importe quelle question d'histoire maritime ou coloniale, sans en retirer un profit immédiat. Mais cela, qu'est ce qui ne le sait pas ?

Un historien réputé, dont les arrêts font autorité, M. J. Tramond, avait bien voulu, il y a deux ans, à propos d'un petit ouvrage que nous avions alors publié, écrire ces mots : « le fils Roy de qui nous attendons beaucoup ». Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour ne pas démeriter d'une opinion aussi flatteuse. Puisse tout de même, M. Tramond ne pas avoir trop espéré de nous ! Puisse-t il ne pas éprouver aujourd'hui une trop forte déception !

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES NATIONALES.

- F⁵⁰ 12 liasse 3 *bis* (mémoire de 1702 relatif à la construction du bastion Saint-Simon, à Québec).
H⁵ 3263 (Registre des recettes et des dépenses faites par le Séminaire de Saint-Sulpice de Paris pour le Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, 1740-1782).
K. 1232 (Mémoires de M. de la Salle. — Plans du Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal).

ARCHIVES DE LA MARINE.

- A. 1.60 (Arrêt du Conseil d'Etat de 1722 relatif aux frères Charon).

ARCHIVES DES COLONIES.

- C¹¹ A. (Toute cette série, et particulièrement le vol. 114. fol. 144-204, pour l'inventaire de M. Cugnet, 1742).
E. dossiers 15 (Bailly), 139 (Druillon) et 297 (Maillon).
G¹ 480-457 (Terrier de 1723-1725).

ARCHIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

- Inventaires de Marie Rollet (1649), Guillaume Richard (1694), Martinbault-Pilet (1728), Boucher de Montbrun (1745), Verrier (1759).
Correspondances privées (xviii^e siècle).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

- Fonds français 12506 (Chansons sur la prise de Chouaguen).
Ibidem, 22799-22815 (Correspondance Villermont).
Nouvelles acquisitions françaises, 4156 (Voyage au Canada, dans le Nord de l'Amérique Septentrionale, etc., fait de 1751 à 1761 par J. C. Bonnefons).

Collection Clairambault, 1016 (Documents analysés par J.-E. Roy. *Rapport sur les archives de France relatives à l'histoire du Canada*. p. 747-754).

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

Collection Ph. Gagnon (Correspondances privées. xvii^e et xviii^e siècles).

ARCHIVES PARTICULIÈRES.

Archives de Saint-Sulpice à Paris (Eloges de quelques personnes mortes en odeur de sainteté à Montréal par M. de Belmont).

Archives de M. le comte de Montalembert, château de la Bristière par Echillais (Charente-Inf.), (Lettres adressées à M. de la Mothe-Tilly, à Rochefort, par ses frères et beaux-frères du Canada (1709-1716).

Archives de Mme la comtesse de Saint-Sauveur-Bougainville, à Paris (Correspondance Bougainville).

Archives de M. le baron Hulot de Collart, à Neuilly-sur-Seine (Généalogie de la famille de Catalogne).

Archives de M. Louis Dugas, château du Colombier, par Saint-Maurice de l'Exil (Isère). (Pierre Boucher et les Boucherville, 3 vol., par Louis Dugas).

II. — BIBLIOGRAPHIE

I^o SOURCES IMPRIMÉES ET DOCUMENTS.

OUVRAGES ET JOURNAUX CONTEMPORAINS (I).

ASSELIN DE RONVAL. — *Voyage de Canadas en la Nouvelle-France*, 1662 (*Rapport sur les Archives Publiques du Canada pour l'année 1928*, p. 28-32).

BOUCHER (Pierre). — *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France, vulgairement dit le Canada*. Paris, 1664. Rééd. par B. Sulte, dans son étude : *Pierre Boucher et son livre (Mémoires de la Société Royale du Canada, 2^e série, vol. 2, 1896, sect. I, p. 99-168)*.

CHARLEVOIX (le P. F. X. de). — *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*. Paris, 1744, 3 vol.

DOLLIER DE CASSON (abbé). — *Histoire du Montréal, 1640-1672*. Montréal, 1871.

Edits et ordonnances. — Recueil en 3 volumes, publiés chacun sous un titre différent.

Edits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil d'Etat du Roi concernant le Canada... Québec, 1854.

1. Lorsqu'un ouvrage a eu plusieurs éditions, nous indiquons celle dont nous sommes servis.

Arrêts et règlements du Conseil Supérieur de Québec et ordonnances et jugements des intendants du Canada... Québec, 1855.

Complément des ordonnances et jugements des gouverneurs et intendants du Canada... Québec, 1856.

FERLAND (abbé). — *Notes sur les registres de Notre-Dame de Québec.* Québec, 1863.

Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec (attribuée à la mère Jeanne-Françoise Juchereau de Saint-Ignace). Montauban, 1751.

Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France. Québec, 1886-1889, 6 vol.

KALM (*Voyage de*) *en Amérique.* — Analysé et trad. par L. W. Marchand (*Mémoires de la Société Historique de Montréal*, 7^e et 8^e livraisons). Montréal, 1880).

KNOX (Captain John). — *An historical journal of the campaigns in North-America for the years 1757, 1758, 1759 and 1760*, p. p. A. G. Doughty. Toronto, 1914, 3 vol.

LA HONTAN (*Nouveaux voyages de M. le baron de*), dans *l'Amérique Septentrionale...* La Haye, 1715, 2 vol.

LA POTHERIE (M. de Bacqueville de). — *Histoire de l'Amérique Septentrionale.* Paris, 1722, 4 vol.

LE BEAU (*Avantures du sieur C.*), ou *Voyage curieux et nouveau parmi les sauvages de l'Amérique Septentrionale.* Amsterdam, 1738, 2 vol.

LE CLERCQ (le P. Chrestien). — *Premier établissement de la foy dans la Nouvelle-France...* Paris, 1691.

LE TAC (le P. Sixte). — *Histoire chronologique de la Nouvelle-France ou Canada...*, p. p. Eugène Réveillaud. Paris, 1888.

[E. Z. MASSICOTTE], *Jeanne Mance* (documents sur) dans *The Canadian Antiquarian...*, 3^e série, vol. 9, 1912, p. 1-44.

MORIN (la sœur). — *Annales de l'Hôtel-Dieu de Montréal.* Montréal, 1921.

Relations (The Jesuit) and allied documents, travels and explorations of the Jesuit missionaries in New-France, 1610-1791, p. p. R. G. Thwaites. Cleveland, 1896-1901, 73 vol.

ROY (Pierre-Georges). — *Archives de la Province de Québec. Ordonnances, commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France* (1639-1706). Beauceville, 1924, 2 vol.

— *Rapports de l'archiviste de la Province de Québec pour 1920-1921, 1921-1922, 1922-1923, 1923-1924, 1924-1925, 1925-1926, 1926-1927, 1927-1928, 1928-1929.* Chacun de ces *Rapports* est un recueil de documents et d'articles documentés. Il serait trop long d'énoncer tout ce que nous avons utilisé dans les *Rapports*. Cela équivaldrait presque à analyser le contenu de chaque volume. Nous ne ferons exception que pour quelques documents particulièrement importants.

2^o MÉMOIRES ET CORRESPONDANCES.

BOUCAULT (Nicolas-Gaspard). — *Etat présent du Canada* (1754) dans Pierre-Georges Roy, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1920-1921*, p. 1-50.

BOUGAINVILLE. — *Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France* (1757), dans Pierre-Georges Roy, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1923-1924*, p. 42-70.

- DUPLESSIS (le P. F. X.). — *Lettres* (1716-1759), p. p. J.-E. Roy, Lévis, 1892.
- DUPLESSIS DE SAINTE-HÉLÈNE (la Mère Marie-André Regnard). — *Lettres* (1720-1747), p. p. l'abbé H. Verreau dans la *Revue Canadienne*, 1875, p. 41-56, 105-120, 183-193, 289-294 ; rééd. avec des pièces nouvelles par M. A. Léo Leymarie dans *Nova Francia*, depuis 1927. En cours de publication.
- FRANQUET. — *Voyages et mémoires sur le Canada* (1752-1753). Québec, 1889.
- FRONTENAC (Correspondance échangée entre la Cour de France et le gouverneur de) pendant sa première administration (1672-1682), dans Pierre-Georges Roy, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1926-1927*, p. 1-144.
- (Correspondance échangée entre la Cour de France et le gouverneur de) pendant sa seconde administration (1689-1699), dans Pierre-Georges Roy, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1927-1928*, p. 1-211.
- (Correspondance échangée entre la Cour de France et le gouverneur de) pendant sa seconde administration (1689-1699), (fin), dans Pierre-Georges Roy, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1928-1929*, p. 247-384.
- HERVILLE (Lettres d'), dans A. Gosselin. *Les normands au Canada...* (*Revue catholique de Normandie*, vol. 9, 1899-1900 et 10, 1900-1901).
- LA TOUR (abbé de). *Mémoires sur la vie de M. de Laval, premier évêque de Québec*. Cologne, 1751.
- MARIE DE L'INCARNATION (la Mère). — *Lettres*. Paris, 1681.
- D'autres lettres de la même ont été publiées par Eugène Griselle, sous le titre : *La vénérable mère Marie de l'Incarnation... Supplément à sa correspondance*. Paris, 1909.
- Mémoires sur le Canada depuis 1749 jusqu'à 1760* par le sieur de C... Québec, 1838.
- Une autre version de ces *Mémoires* a été publiée par M. P.-G. Roy, sous le titre *Mémoire du Canada* dans le *Rapport de l'archiviste de...* Québec pour 1924-1925, p. 94-198.
- MONTCALM (Lettres du marquis de) au chevalier de Lévis p. p. l'abbé H. R. Casgrain dans la *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, t. VI.
- (Correspondance de), dans le *Rapport sur les Archives Publiques du Canada pour l'année*, 1929, p. 31-106.
- NAVIÈRES (Lettre du curé), p. p. B. Sulte, sous le titre : *Un voyage à la Nouvelle-France en 1734*, dans la *Revue Canadienne*, 1886, p. 15-35.
- POUCHOT. — *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique Septentrionale entre la France et l'Angleterre...* Yverdon, 1781, 3 vol.
- TÊTU (Mgr Henri). — *Le chapitre de la cathédrale de Québec et ses délégués en France. Lettres des chanoines Pierre Hazeur de l'Orme et Jean-Marie de la Corne* (1723-1773) dans le *Bulletin des Recherches Historiques*, 1907, 1908, 1909 et 1910.

3^o INSTRUMENTS DE TRAVAIL SPÉCIAUX.

- Catalogue of the château de Ramezay...* Montréal, 1917.
- Catalogue of pictures... in the Public Archives of Canada*. Ottawa, 1925.
- Catalogue illustré de l'Exposition Rétrospective des Colonies françaises de l'Amérique du Nord* (avril-juin 1929). Paris, 1929.

- DIONNE (N. E.). — *Québec et la Nouvelle France. Bibliographie.* Québec, 1905-1907, 3 vol.
- *Inventaire chronologique des cartes, plans, atlas relatifs à la Nouvelle-France et à la Province de Québec.* Ottawa, 1909.
 - *Inventaire chronologique des livres... publiés en diverses langues dans et hors la Province de Québec, 1^{er} supplément, 1904-1912.* Québec, 1912.
- GAGNON (Philéas). — *Essai de bibliographie canadienne...* Québec, 1895 et t. II, Montréal, 1913.
- HARRISSE (H.). — *Notes pour servir à l'histoire, à la bibliographie et à la cartographie de la Nouvelle-France.* Paris, 1872.
- MARION (S.). — *Relations des voyageurs français en Nouvelle-France au XVII^e siècle.* Paris, 1923.
- MASSICOTTE (E.-Z.). — *Arrêts, édits, ordonnances, mandements et règlements conservés dans les archives du Palais de Justice de Montréal, 1^{re} partie (1653-1700), dans les Mémoires de la Société Royale du Canada, 3^e série, vol. 11, 1917, sect. I, p. 147-174; 2^e partie (1701-1725), dans les Mémoires de la Société Royale du Canada, 3^e série, vol. 12, 1918, sect. I, p. 209-223.*
- Rapports sur les Archives Publiques du Canada, 1883-1929.* Contiennent l'inventaire analytique des principales séries des archives françaises, qui intéressent l'histoire du Canada.
- ROY (Joseph-Edmond). — *Rapport sur les Archives de France relatives à l'histoire du Canada.* Ottawa, 1911.
- ROY (Pierre-Georges). — *Archives de la Province de Québec. Inventaire d'une collection de pièces judiciaires, notariales, etc. etc., conservées aux Archives Judiciaires de Québec.* Beauceville, 1917, 2 vol.
- *Archives de la Province de Québec. Inventaire des ordonnances des intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives Provinciales de Québec.* Beauceville, 1919, 4 vol.
 - *Archives de la Province de Québec. Inventaire des Procès-verbaux des Grands-Voyers conservés aux Archives de la Province de Québec.* Beauceville, 1923, 2 vol.
- TANGUAY (Mgr. Cyprien). — *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes.* Montréal, 1871-1890, 7 vol.
- *Répertoire général du clergé canadien...* Montréal, 1893.

4^o OUVRAGES HISTORIQUES.

- BARBEAU (C.-M.). — *Le folk-lore canadien-français dans les Mémoires de la Société Royale du Canada, 3^e série, vol. IX, 1915, sect. I, p. 449-483.*
- *Les métamorphoses dans les contes populaires canadiens dans Ibidem, 3^e série, vol. X, 1916, section I, p. 143-160.*
 - *Contes populaires canadiens, 1^{re} série dans The Journal of American folk-lore, vol. 29, 1916, p. 1-136; 2^e série dans Ibidem, vol. 30, 1917, p. 1-140; 3^e série, dans Ibidem, vol. 32, 1919, p. 90-167.*
- BARBEAU (C.-M.) et autres; *Anecdotes populaires du Canada dans The Journal of American folk-lore, vol. 33, 1920, p. 173-197.*
- BARBEAU (C.-M.). — *Veillées du bon vieux temps à la bibliothèque Saint-Sulpice à Montréal les 18 mars et 24 avril 1919 (Contes, chansons, art populaire).* Montréal, 1920.

- BAUDRY (P. J. U.). — *Un vieux fort français*, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 1^{re} série, vol. 5, 1887, sect. I, p. 93-114.
- BELLAY (A.). — *L'église de la Longue-Pointe* (*Revue Canadienne*, 1893, p. 420-429).
- BIBAUD (Michel). — *Histoire du Canada sous la domination française*. Montréal, 1843.
- BIBAUD (jeune). — *Les Institutions de l'histoire du Canada ou annales canadiennes jusqu'à l'an 1819...* Montréal, 1855.
- *Tableau historique des progrès matériels et intellectuels du Canada*. Montréal, 1858.
- BOIS-CAHALL (Raymond du). — *The Sovereign Council of New-France*. New-York, 1915.
- BOUCHER DE LA BRUÈRE (Montarville). — *La naissance des Trois-Rivières*. Les Trois Rivières, 1928.
- Bulletin des Recherches Historiques*, Lévis, 1895-1930, 36 vol.
- ROY (P.-G.). — *Index du Bulletin des Recherches historiques*. Beauceville, 1925-1926, 4 vol. (Vu l'usage presque continué que nous avons fait du Bulletin, nous renonçons à mentionner ici tous les articles dont nous nous sommes servis. On les trouvera cités au cours de ce travail, parmi les références mises au bas de chaque page. Pour les renvois, nous avons adopté la désignation abrégée: *B.R.H.*).
- CARLESS (William). — *The architecture of French Canada*. Montréal, 1925 (*Mac Gill University Publications*, série XIII (art et architecture), n° 3).
- CASGRAIN (Abbé H.-R.). — *Une paroisse canadienne au XVII^e siècle* (La Rivière-Ouelle). Montréal, 1924.
- CHAPAIS (Thomas). — *Jean Talon, Intendant de la Nouvelle-France*. Québec, 1904.
- CHAPAIS (Thomas). — *Le marquis de Montcalm*. Québec, 1911.
- COUILLARD-DESPRÈS (Abbé Azarie). — *La première famille française au Canada, ses alliés et ses descendants*. [Familles de Louis Hébert et de Guillaume Couillard]. Montréal, 1906.
- *Histoire des seigneurs de la Rivière du Sud et de leurs alliés canadiens et acadiens*. Saint-Hyacinthe, 1912.
- *Histoire de la seigneurie de Saint-Ours*. Montréal, 1915-1917, 2 vol.
- *Histoire de Sorel*. Montréal, 1926.
- [DANIEL Abbé]. — *Histoire des grandes familles françaises du Canada...* Montréal, 1867.
- DELANDE (J.). — *Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France*. Québec, 1927.
- DEVINE (le P. E. J.). — *Le fort Sainte-Marie, résidence des missionnaires et des martyrs Jésuites au Canada, 1639-1649*, trad. de l'anglais par le P. Paul Prud'homme, S. J. Fort Sainte-Marie, 1926.
- DUSSIEUX (L.). — *Le Canada sous la domination française*. Paris, 1862.
- FAILLON (Abbé E.-M.). — *Vie de Madame d'Youville*. Montréal, 1852.
- *Vie de la sœur Bourgeoys, fondatrice de la Congrégation de N.-D. de Villemarie en Canada...* Montréal, 1853. 2 vol.
- *Vie de M^{lle} Mance et Histoire de l'Hôtel-Dieu de Villemarie...* Montréal, 1854, 2 vol.
- *L'Héroïne chrétienne du Canada ou Vie de M^{lle} Le Ber*. Montréal, 1860.
- *Histoire de la colonie française en Canada*. Montréal, 1865-1866, 3 vol.

- FAUCHER DE SAINT MAURICE. — *Le crucifix outragé. Un procès de sorcellerie à Montréal en 1742* (*Revue Canadienne*, 1870, p. 92-102).
- FAUTEUX (Aegidius). — *Les bibliothèques canadiennes* (extrait de la *Revue Canadienne*). Montréal, 1916.
- *La famille d'Aillebout*. Montréal, 1917.
- FAUTEUX (J.-N.). — *Essai sur l'industrie au Canada sous le régime français*. Québec, 1927, 2 vol.
- GAGNON (Ernest). — *Chansons populaires du Canada*. Québec, 1865.
- *Feuilles volantes et pages d'histoire*. Québec, 1910.
- *Le fort et le château Saint-Louis (Québec)*. Montréal, 1925.
- *Louis Jolliet, découvreur du Mississipi et du pays des Illinois, premier seigneur de l'île d'Anticosti*. Montréal, 1926.
- GAILLY de TAURINES (Charles). — *La nation canadienne. Etude historique sur les populations françaises du nord de l'Amérique*. Paris, 1894.
- GARNEAU (F. X.). — *Histoire du Canada*. Paris, 1920, 2 vol.
- GASPÉ (Philippe Aubert de). — *Les anciens Canadiens*. Québec, 1863.
- *Mémoires*. Ottawa, 1866.
- GOSSELIN (abbé Amédée). — *L'instruction au Canada sous le régime français (1635-1760)*. Québec, 1911.
- GOSSELIN (abbé Auguste.). — *Vie de Mgr de Laval, premier évêque de Québec*. Québec, 1890, 2 vol.
- *Les Jésuites au Canada : le Père de Bonnécamp (Mémoires de la Société Royale du Canada, 2^e série, vol. I, 1895, sect. I, p. 25-61)*.
- *Encore le Père de Bonnécamp (Ibidem, 2^e série, vol. III, 1897, sect. I, p. 93-117)*.
- *Un épisode de l'histoire du théâtre au Canada (1694), [l'affaire du Tartufe] (Ibidem, 2^e série, vol. 4, 1898, sect. I, p. 53-72)*.
- *Mgr de Saint-Vallier et son temps (Revue catholique de Normandie, 8^e année, 1898-1899, p. 117-143, 255-273, 279-298, 408-428, 470-488; 9^e année, 1899-1900, p. 18-39, 157-170)*.
- *Pages canadiennes : une famille de héros [les Pécaudy de Contrecoeur]*. Evreux, 1904.
- *L'Eglise du Canada depuis Mgr de Laval jusqu'à la Conquête, 3 partie en 3 vol. 1^{re} partie : Mgr de Saint-Vallier*. Québec, 1911. — 2^e partie : *Mgr de Mornay, Mgr Dosquet, Mgr de Lauberivière*. Québec, 1912. — 3^e partie : *Mgr. de Pontbriand*. Québec, 1914.
- GOURMONT (Rémy de). — *Les Français au Canada et en Acadie*. Paris, 1888.
- *Les Canadiens de France*. Paris, 1893.
- HANOTAUX (G.) et MARTINEAU (A.). — *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde, t. 1 : l'Amérique*, par Ch. de La Roncière, J. Tramond, E. Lauvrière. Paris, 1930.
- Histoire de la paroisse de Champlain. Les Trois-Rivières, 1915-1917, 2 vol.*
- Histoire littéraire (Précis d'). Littérature canadienne-française*. Lachine, 1928.
- JEAN-BRUNHES (Mariel) (Mme Raymond Delamarre). — *Les vieilles chansons françaises au pays de Québec (Le Correspondant, 25 octobre 1928, p. 208-223)*.
- JODOIN (Alex.) et VINCENT (J.-L.). — *Histoire de Longueuil et de la famille de Longueuil*. Montréal, 1889.

- KERALLAIN (René de). — *Les Français au Canada. La jeunesse de Bougainville et la guerre de Sept ans.* Nogent-le-Rotrou, 1896.
- LALANDE (Le P.). — *Une vieille seigneurie. Boucherville.* Montréal, 1890.
- LANCOT (Gustave). — *Fables, contes et formules* dans *The Journal of American folk-lore*, vol. 29, 1916, p. 141-151.
- *Les chansons et rondes de Laprairie* dans *Ibidem*, vol. 33, 1920, p. 336-345.
- *Contes populaires canadiens. Contes de Québec* dans *Ibidem*, vol. 39, 1926, p. 371-446.
- LA RONCIÈRE (Charles de). — *Une épopée canadienne.* Paris, 1930.
- LAVOIE (J. A.). — *La famille Lavoie au Canada.* Québec, 1922.
- LEBLOND DE BRUMATH (A.). — *Histoire populaire de Montréal depuis son origine jusqu'à nos jours.* Montréal, 1926.
- Légendes du Saint-Laurent*, éd. du Pacifique Canadien, s. d.
- LEYMARIE (A. Léo). — *Deux impressions typographiques au Canada en 1759.* Paris, 1925 (tirage à part des *Procès-verbaux et Mémoires du Congrès international des bibliothécaires et des bibliophiles.* Paris, 1923).
- LORIN (Henri). — *Le comte de Frontenac. Étude sur le Canada français à la fin du XVII^e siècle.* Paris, 1895.
- MARIE-ANTOINE (Le P.). — *Saint-Michel de la Durantaye. Notes et souvenirs, 1678-1929.* Québec, 1929.
- MARION (Séraphin). — *Un pionnier canadien.* Pierre Boucher. Québec, 1927.
- MASSICOTTE (E.-U.). — *Athlètes canadiens-français...* Montréal, 1909 (L'introduction contient une étude sur la vie et les mœurs avant la Cession).
- *Mœurs, coutumes et industries canadiennes-françaises.* Montréal, 1913.
- MASSICOTTE (E.-Z.) et BARBEAU (C. M.). — *Chants populaires du Canada.* 1^{re} série. Lancaster (E.-U.), 1919.
- MASSICOTTE (E.-Z.). — *Croyances et dictons populaires des environs des Trois-Rivières* dans *The Journal of American folk-lore*, vol. 32, 1919, p. 168-178.
- MASSICOTTE (E.-Z.). — *Formulettes, rimettes et devinettes du Canada* dans *Ibidem*, vol. 33, 1920, p. 299-320.
- *Un recensement inédit de Montréal en 1741* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. 15, 1921, sect. I, p. 1-61.
- *Faits curieux de l'histoire de Montréal.* Montréal, 1924.
- *Conteurs canadiens-français du XIX^e siècle.* 3 séries en 3 vol. Montréal, 1924.
- MAURAU (abbé Olivier). — *Dollier de Casson, sulpicien, premier ingénieur et architecte de Montréal* dans la *Revue trimestrielle canadienne*, février 1919.
- MORIN (Victor). — *Précurseurs d'histoire* [les anciens notaires] dans la *Revue canadienne*, 1917, t. I, p. 15-26 et 95-107.
- *La chanson canadienne. Origines, évolution, épanouissement*, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. 21, 1927, sect. I, p. 161-205.
- *Croquis montréalais.* Ed. du Pacifique Canadien, 1929.
- MYRAND (Ernest). — *M. de la Colombière, orateur. Historique d'un sermon célèbre prononcé à N. D. de Québec, le 5 novembre 1690...* Montréal, 1898.

- *Noëls anciens de la Nouvelle-France*. Montréal, 1926.
- Nova-Francia*, Paris, 1925-1930, 5 vol.
- PARKMAN (F.). — *The old régime in Canada*. London, 1904 (*Parkman's Works*, t. IV).
- RAMBURE (chanoine). — *L'art monumental au Canada français. L'art religieux, XVII^e et XVIII^e siècles* dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Québec*, vol. 6, 1912.
- RENAUD (Paul-Emile). — *Les origines économiques du Canada. L'œuvre de la France*. Paris, 1928.
- ROCHEMONTREIX (le P. Camille de). — *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*. Paris, 1895-1898, 3 vol.
- *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVIII^e siècle*. Paris, 1906, 2 vol.
- ROY (Joseph-Edmond). — *Histoire de la seigneurie de Lauzon*. Lévis, 1897-1904, 5 vol.
- *Histoire du notariat au Canada, depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*. Lévis, 1899-1902, 4 vol.
- ROY (Pierre-Georges). — *Les petites choses de notre histoire*, 5 séries en 5 volumes. Lévis, 1919-1925.
- *Le vieux Québec*, 1^{re} série. Québec, 1923.
- *Les vieilles églises de la Province de Québec. 1647-1800*. Québec, 1925.
- *Vieux manoirs, vieilles maisons*. Québec, 1927.
- *L'île d'Orléans*. Québec, 1928.
- *La ville de Québec sous le régime français*. Québec, 1930, 2 vol.
- Saint-Vallier (Mgr de) et l'Hôpital-Général de Québec*. Québec, 1882.
- SALONE (E.). — *La colonisation de la Nouvelle-France*. Paris, 1906.
- SCOTT (abbé). — *Nos anciens historiographes et autres études d'histoire canadienne*. Lévis, 1930.
- SULTE (Benjamin). — *Chronique trifluvienne*. Montréal, 1879.
- *Histoire des Canadiens-français*. Montréal, 1882-1884, 8 vol.
- *Pages d'histoire du Canada*. Montréal, 1891.
- *La mère Marie de l'Incarnation* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 2^e série, vol. III, 1897, sect. I, p. 45-63.
- *Nos ancêtres étaient-ils ignorants ?* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. 12, 1918, sect. I, p. 201-208.
- TACHÉ (J.-C.). — *Trois légendes de mon pays*. Québec, 1912.
- TACHÉ (Louis H.). — *La poésie française au Canada*. Saint-Hyacinthe, 1881.
- TANGUAY (abbé Cyprien). — *Etude sur une famille canadienne : famille de Catalogne* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 1^{re} série, vol. 2, 1884, sect. I, p. 7-14.
- TASCHEREAU (L.-A.). — *L'habitant de Québec. La noblesse canadienne française*, s. l. n. d. [1922].
- TRAQUAIR (Ramsay). — *The old architecture of the Province of Québec*. Montréal, 1925 (*Mc Gill University Publications*, série XIII (*Art et Architecture*), n^o 1).
- TRAQUAIR (Ramsay) et BARBEAU (C. M.). — *The church of Saint-Famille (Island of Orléans. Québec)*. Montréal, 1926 (*Ibidem*, n^o 13).

- TRAQUAIR (Ramsay) et BARBEAU (C.-M.). — *The church of Saint-François de Sales (Island of Orléans. Québec)*. Montréal, 1926 (*Ibidem*, n° 14).
- TRAQUAIR (Ramsay) et ADAIR (E.-R.). — *The church of the Visitation. (Sault au Récollet. Québec)*. Montréal, 1927 (*Ibidem*, n° 18).
- TRAQUAIR (Ramsay). — *Old churches and church carving in the Province of Québec*. Montréal, 1928 (*Ibidem*, n° 19).
- TRAQUAIR (Ramsay) et BARBEAU (M.). — *The church of Saint-Pierre (Island of Orléans. Québec)*. Montréal, 1929 (*Ibidem*, n° 22).
- TRAQUAIR (Ramsay) et BARBEAU (C.-M.). — *The church of Saint-Jean, (Island of Orléans. Québec)*. Montréal, 1929 (*Ibidem*, n° 23).
- TRUELLE (abbé Charles). — *Paroisse de Charlesbourg*. Québec, 1887.
- Ursulines (les) de Québec depuis leur établissement jusqu'à nos jours. Québec, 1863-1866, 4 vol.
- Ursulines (les) des Trois-Rivières. Les Trois-Rivières, 1888-1892, 2 vol.
- VAILLANCOURT (Emile). — *Une maîtrise d'art en Canada*. Montréal, 1920.
- *Primitifs et maîtrises d'art au Canada*. Montréal, 1927.
- VALLÉE (Dr A.). — *Un biologiste canadien*. Michel Sarrazin. Québec, 1927.
- VATTIER (G.). — *Essai sur la mentalité canadienne-française*. Paris, 1928.

CHAPITRE PREMIER

L'INSTRUCTION

Nous voulons esquisser un tableau de la civilisation canadienne. C'est par un exposé de l'instruction au Canada que nous devons logiquement commencer. Mais cette histoire, très intéressante d'ailleurs, est passablement compliquée. Mgr Gosselin nous a, par bonheur, frayé la voie. Les matériaux sans nombre, sans prix, amassés par lui, constituent la base solide sur laquelle nous avons édifié la présente étude.

Les Canadiens étaient-ils instruits ? Nous nous réservons d'exprimer plus loin notre opinion à cet égard. Dès à présent, nous devons constater que jamais, à aucune époque et presque en aucun lieu, ils n'ont été dépourvus de moyens d'instruction.

Les choses suivirent leur cours naturel. On alla d'abord au plus pressé. C'est-à-dire que l'on commença par ouvrir des écoles où l'on dispensait l'instruction primaire. Puis, avec le développement de la population, les besoins intellectuels augmentant comme les autres, on créa des établissements d'ordre plus élevé, on organisa un enseignement secondaire, divers enseignements techniques, un embryon d'enseignement supérieur.

Les premières écoles.

Bien entendu, ce sont des missionnaires que l'on trouve à l'origine de la civilisation canadienne. L'initiative à cet égard appartient aux Récollets. Dès 1616, le frère Paci-

lique Duplessis tenait une école aux Trois-Rivières : en 1618, le P. Le Caron et le P. d'Olbeau en avaient chacun une, le premier à Tadoussac, le second à Québec (1).

Il convenait de saluer ces débuts de l'enseignement au Canada, mais qu'on ne s'y méprenne point. Il n'y avait pas encore à cette époque de population enfantine française à laquelle les missionnaires pussent faire la classe. Leur clientèle scolaire n'était et ne pouvait être que strictement indigène. L'éducation des Sauvages restera une de leurs grandes préoccupations. Les religieuses s'associeront à eux dans cette belle tâche ; mais l'histoire de ces intéressantes tentatives est en dehors de notre sujet. Suivant en cela l'exemple de Mgr Gosselin, nous voulons nous borner à rechercher ce qui fut fait au Canada, avant 1760, pour l'instruction des jeunes Canadiens, fils de Français et créoles de la colonie.

L'enseignement primaire.

Aucun plan d'ensemble n'a jamais présidé à l'organisation de cet enseignement primaire. Et nous sommes même insuffisamment renseignés sur le fonctionnement des écoles. Il y en eut dès le ^{xvii}^e siècle à Québec, à Montréal, aux Trois-Rivières et dans un assez grand nombre de seigneuries. Mais nous ne pouvons affirmer qu'elles aient toutes duré et que l'instruction élémentaire ait continué à être dispensée sans interruption dans toutes les localités où nous l'avons vu donner.

Tout porte à croire que les Canadiens furent sous ce rapport aussi bien partagés que l'étaient les Français, leurs contemporains. Naturellement, comme il fallait s'y attendre, nous trouvons que les habitants de Québec furent entre tous favorisés.

1. P. G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 26-27. — *La première école du Canada* dans le *B. R. H.*, 1902, p. 353-359.

Dès 1635, les Jésuites inauguraient leur Collège en ouvrant une petite école (1). Le Séminaire en fonda une à son tour en 1700 (2). Ces deux établissements se maintinrent jusqu'à la fin du régime français.

A Montréal, Marguerite Bourgeoys dès son arrivée se mit à enseigner les enfants (1653). Il n'y eut pas là d'école régulière avant la sienne (30 avril 1658) (3). Un peu plus tard, dès 1661, il y en eut une seconde, celle du Séminaire, tenue d'abord par M. Souart (4). Nous savons qu'aux Trois-Rivières, le notaire Ameau cumulait ses fonctions avec celle d'instituteur depuis 1652 (5).

Une fois organisé dans les villes, l'enseignement primaire y fut toujours assuré. Dans les « côtes », rien n'est moins certain. Elles n'apparaissent guère avant 1670, ces écoles rurales. Au début du xviii^e siècle, il restait encore beaucoup à faire. Les autorités de la colonie s'émurent de l'insuffisance de l'enseignement dans les campagnes. Un effort sérieux fut alors tenté pour mettre les avantages de l'instruction plus à la portée des habitants (6).

Les recherches de Mgr Gosselin permettent de dresser une liste que nous reproduisons ci-dessous (7).

1. A. Gosselin, *L'instruction au Canada sous le régime français*, p. 35.

2. *Ibidem*, p. 50.

3. *Ibidem*, p. 78. — Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. II, p. 284-285.

4. Gosselin, *op. cit.*, p. 79. — P. G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 326.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 116. Avant lui, une école existait certainement, celle de M. Menil (Menouel?) dans laquelle Jacques Hertel avait mis son fils François. A sa mort, Jacques Hertel se trouvait devoir au sieur Menil 86 l. 12 s pour la pension de son dit fils (1652) (*Histoire de la paroisse de Champlain*, t. I, p. 432).

6. Gosselin, *op. cit.*, p. 123-124.

7. Région de Québec :

Sillery, 1668 (?) (Gosselin, *op. cit.*, p. 54, n. 1). — Beauport, 1670 (?) (*B. R. H.*, 1924, p. 127-128). — Notre-Dame des Anges, 1670 (?) (*Ibidem*, p. 127-128). — Sainte Foy, avant 1673 (Gosselin, *op. cit.*, p. 70). — Sainte Famille de l'île d'Orléans, 1673 (?) (*Ibidem*, p. 72. — P. G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 326). — Château-Richer, avant 1674 (Gosselin, *op. cit.*, p. 60). — Saint Joachim, avant 1676 (*Ibidem*, p. 53-54). — Pointe de

Mais cet état est manifestement incomplet. Kalm n'affirmait-il pas, en 1749, que chaque village du Canada possédait son école (1) ? Nous sommes autorisés à penser que lorsque l'école manquait dans la paroisse l'initiative du curé y suppléait souvent.

Autant qu'on peut en juger avec une documentation aussi fragmentaire que celle dont nous disposons, le gouvernement des Trois-Rivières paraît avoir été moins bien partagé que les deux autres quant au nombre des écoles primaires. Il était d'ailleurs moins peuplé.

Tout ce dont nous venons de parler avait été fait presque exclusivement pour les petits garçons. Pourtant, l'école de Marguerite Bourgeoys, à Montréal, reçut pendant plusieurs années les enfants des deux sexes. Il en fut de même à la Sainte-Famille de l'île d'Orléans.

Pour avoir une idée moins incomplète de la diffusion de l'enseignement primaire, il faut tenir compte de celui que distribuait les maîtres ambulants (2) et ne pas négliger non plus un autre facteur, celui de l'éducation familiale. C'est auprès de leur père et de leur mère que, sous l'ancien régime, se sont instruits bien des Canadiens (3).

L'instruction des filles mérite une attention spéciale, nous en ferons l'objet d'une étude particulière. Auparavant, nous

Lévy, 1694 (*Ibidem*, p. 67). — Sainte Anne de Beaupré, 1721 (*Ibidem*, p. 127). — Charlesbourg, 1727 (*B. R. H.*, 1916, p. 271) — La Durantaye, 1747 (Gosselin, *op. cit.*, p. 127). — Cap Santé, 1749 (*Ibidem*, p. 128). — Kamouraska, 1758 (*Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1923-1924*, p. 317).

Région des Trois Rivières :

Champlain, 1682 (Gosselin, *op. cit.*, p. 122). — Batiscan, 1721 (*Ibidem*, p. 100). — Sainte-Anne de la Pérade, 1738 (*Ibidem*, p. 122).

Région de Montréal :

Le Fort Frontenac, 1675 (*Ibidem*, p. 127). — La Prairie de la Madeleine, 1683 (*Ibidem*, p. 126). — Lachine, avant 1685 (*Ibidem*, p. 88). — Boucherville, 1689 (Lalande, *Une vieille seigneurie...*, p. 163. — La Pointe aux Trembles, avant 1717 (Gosselin, *op. cit.*, p. 96). — Longueuil, 1721 (*Ibidem*, p. 100).

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 133.

2. *Ibidem*, p. 128-131, 466.

3. *Ibidem*, p. 135.

devons répondre pour les garçons à plusieurs questions qui se posent naturellement quand on parle d'enseignement primaire. Qu'est-ce que l'on enseignait dans les écoles ? et qu'est-ce qui enseignait ? Quel était le régime en vigueur dans ces modestes établissements ? externat ou internat ? gratuité ou système payant ? Quelle sorte de clientèle les fréquentait ? Autant de points qu'il nous faut maintenant passer en revue. Examen qui nous fera connaître mieux que des solutions banales, qui nous réserve au contraire quelques surprises.

Lire, écrire, compter et le catéchisme, tel était au Canada, comme ailleurs, le programme habituel des petites écoles. Mais c'était là en quelque sorte un programme minimum. En plusieurs endroits, nous voyons que l'on avait augmenté le nombre des matières enseignées. A la Pointe de Lévy, de 1694 à 1704, le curé Philippe Boucher apprit le latin à ses élèves (1). De 1702 à 1710 environ, le latin fit également partie du savoir que l'on pouvait acquérir au Château Richer (2). En 1749, on enseignait encore le latin à Saint-Joachim (3).

Les jeunes Canadiens purent en outre s'initier aux connaissances pratiques nécessaires pour exercer un métier. Mais ce genre de formation ressortissant plutôt à l'enseignement technique, nous le laisserons provisoirement de côté ; nous y reviendrons.

Aussi longtemps que le Canada fut aux Français, l'éducation de la jeunesse resta une institution d'Eglise. Prêtres et religieux donnèrent généralement l'instruction eux-mêmes : en tout cas, ils la contrôlèrent toujours. Les instituteurs des Jésuites furent d'ordinaire des pères pour le catéchisme et pour le reste des frères ou des donnés, laïques voués au service de la Compagnie (4). A Montréal,

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 67.

2. *Ibidem*, p. 64-66.

3. *Ibidem*, p. 59.

4. *Ibidem*, p. 44.

Saint-Sulpice ne paraît avoir employé comme **maîtres d'école** que des prêtres, des clercs, c'est-à-dire des laïques ayant reçu les ordres mineurs, ou des frères (1).

En 1686, il se forma à Montréal une « Association de citoyens de Ville-Marie pour les écoles de cette ville », tous maîtres d'école à ce qu'il semble, et tous laïques, sauf un ecclésiastique qui s'adjoignit plus tard à eux. La communauté des « frères maîtres d'escolle » ne dura que sept ans (1693). Nous ignorons ce qu'elle fit au juste. Mais il ne faudrait pas se représenter ces « citoyens » comme des laïques soucieux d'émancipation pédagogique. Deux prêtres de Saint-Sulpice, MM. Souart et de la Faye, avaient présidé à la constitution de leur société (2). Nous avons le droit de supposer que le Séminaire avait voulu se décharger sur eux de la direction des écoles : après leur échec, il la reprit pour la conserver jusqu'à la fin du régime français.

La tentative des frères instituteurs nous intéresse parce qu'on y trouve le germe d'une autre création, destinée à un plus grand retentissement, celle des frères Charon. Entre les deux institutions, le lien est visible. Mathurin Rouillé, chef de la première communauté, fit ensuite partie de la seconde (3).

Jean-François Charon, fils de Claude Charon de la Barre riche marchand de Québec, avait fondé en 1688 une communauté de frères et il avait assigné à leur activité un double but : soigner les malades et tenir des écoles. Le manque d'instituteurs pour les garçons se faisait sentir dans les campagnes. Charon avait voulu y pourvoir en en formant lui-même. L'hôpital général, que les frères devaient

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 87.

2. *Ibidem*, p. 82-83. — E. Z. Massicotte, *Formation d'une communauté de frères instituteurs à Montréal en 1686*, dans le *B. R. H.*, 1922, p. 37-42.

3. E. Z. Massicotte, *Inventaire des documents et des imprimés concernant la communauté des frères Charon et l'hôpital général de Montréal sous le régime français* dans le *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1923-1924*, p. 196.

desservir, fut bâti en 1692. C'est une belle leçon d'énergie que l'histoire de Charon et de ses luttes pour obtenir le droit de faire du bien dans sa patrie. Il mourut en 1719. Finalement, il échoua dans la double mission qu'il s'était proposée.

On ne peut pourtant pas dire que l'œuvre des frères Charon — même si on ne veut l'envisager qu'au point de vue de l'instruction publique — ait été stérile. En 1721, ils avaient ouvert six écoles. En 1735, vingt-quatre maîtres d'école avaient été par eux amenés de France (1). A cette date, la communauté paraissait vouée à une mort prochaine. Pour la sauver, on essaya une fusion avec les frères des Ecoles Chrétiennes (1737) Mais cette union n'eut pas de suite : rien ne pouvait dès lors arrêter la décadence des frères Charon. Ils disparurent entièrement en 1747 (2).

Ce serait une erreur de s'imaginer que les Canadiens n'aient point connu d'instituteurs véritablement laïques. Les premiers maîtres d'école des Trois Rivières ne paraissent avoir contracté aucun engagement religieux. Il y en eut d'autres depuis qui étaient dans les mêmes conditions : il y en eut toujours. Mgr Gosselin en énumère plusieurs (3). Nous pouvons, aux noms cités par lui, ajouter quelques autres sujets (4).

Certains de ces instituteurs pouvaient sans conteste passer pour des gens instruits. C'est ce dont font foi les emplois que par la suite ils se trouvèrent aptes à remplir, d'huissier, de notaire (5).

1. Six en 1718 sur l'Eléphant, (*B.R.H.*, 1928, p. 759). Six encore en 1719 sur le Chameau, (Gosselin, *op. cit.*, p. 98). Faisaient-ils tous partie de l'institut ?

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 90-113. — E. Z. Massicotte, *Inventaire...*, *op. cit.*, p. 163-201.

3. *Ibidem*, p. 61-62.

4. Claude Maugue, à Beauport, 1673 (*B.R.H.*, 1927, p. 104). — Charles Caupet, à Québec, 1743 (P. G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. 1, p. 123). — N. de Montdardier, à Kamouraska, 1758 (*Journal de Bougainville dans le Rapport...*, pour 1923-1924, p. 317).

5. *Les notaires au Canada sous le régime français dans le Rapport de*

Laïques ou non, tous les maîtres d'école étaient placés sous la haute direction de l'ordinaire ecclésiastique. Les laïques, dont le clergé avait une tendance particulière à se méfier, faisaient l'objet d'une étroite surveillance. Les autorités administratives de la colonie, si peu disposées qu'elles fussent à tolérer les empiètements de l'Eglise, reconnaissaient la légitimité de son intervention dans ce domaine. On peut considérer la législation scolaire comme ayant été fixée par plusieurs actes de Mgr de Saint-Vallier (1), deux ordonnances de l'Intendant Dupuy (2), un mandement de Mgr Dosquet (3).

Défense était faite d'enseigner à lire et à écrire tant dans les villes que dans les campagnes sans une permission écrite de l'évêque, de l'archidiacre ou des grands vicaires. Le candidat instituteur pouvait, si bon lui semblait, réclamer à l'Intendant une autorisation : mais celle-ci n'avait de valeur que si auparavant il avait obtenu l'approbation des supérieurs ecclésiastiques. L'intendant avait simplement le droit de confirmer les nominations de l'évêque. Et l'on ne voit pas que cette confirmation ait jamais été jugée nécessaire.

C'est à l'évêque et à ses grands vicaires qu'appartenait la prérogative de visiter les écoles. Ils veillaient à ce qu'elles fussent bien tenues, conformément aux prescriptions en vigueur. Les maîtres devaient être catholiques, de bonnes mœurs. On leur interdisait de tenir des écoles mixtes (4). Aucun homme ne devait enseigner les filles, aucune femme les garçons, à moins que ce ne fussent

l'Archiviste de... Québec pour 1921-1922, p. 26 (Claude Maugue), 29 (François La Bernade de la Prairie), 37 (J. B. Tetro).

1. Lettre circulaire de 1691, statuts du 4^e synode de Québec (1700), rituel de 1703 (Gosselin, *op. cit.*, p. 124-125).

2. Du 4 juin et du 16 novembre 1727 (*B.R.H.*, 1916, p. 250-251 et 271).

3. De 1735 (J.E. Roy, *Histoire de la seigneurie de Lauzon*, t. II, p. 168).

4. Mgr de Saint-Vallier en 1691, en 1703 ; Mgr. Dosquet, en 1735 — (Gosselin, *op. cit.*, p. 466).

gens mariés et qui en eussent par écrit permission de l'évêque (1).

On n'avait pas toujours été aussi sévère dans la Nouvelle France. Bien loin d'en vouloir à Marguerite Bourgeoys, on lui avait été reconnaissant de faire la classe aussi bien aux garçons qu'aux filles, dans la Villemarie naissante, jusqu'en 1666 (2). Il est possible que la sœur Raisin et sa compagne, toutes deux religieuses de la Congrégation de Notre-Dame, aient tenu aux Trois-Rivières une seule école pour les deux sexes (1664) (3). Fait certain, les mêmes religieuses dans leur maison de la Sainte-Famille (Ile d'Orléans) commencèrent par recevoir indistinctement tous les enfants qu'on leur amenait, filles et garçons (1686) (4).

Le régime ordinaire des petites écoles était l'externat. Ceci n'est point particulier au Canada. On ne peut s'étonner davantage de voir, çà et là, des pensionnats adjoints aux dites écoles.

L'école des Jésuites à Québec faisait partie de leur collège et celui-ci dès l'origine comportait un pensionnat. Pensionnat ou séminaire, c'est tout un au XVIII^e siècle. Ce premier collège disparut dans l'incendie de 1640. C'est probablement en attendant sa reconstruction que Martin Boutet de Saint-Martin, « donné » des Jésuites (5), fut mis par eux à la tête d'une maison d'éducation (1651). Cette maison répondait à un double but : on y enseignait à lire et à écrire et l'on y recevait comme internes quelques enfants (6).

En 1659, un séminaire était installé, selon toute probabi-

1. Ordonnance de Dupuy du 4 juin 1727 (*B.R.H.*, 1916, p. 250-251).

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 79.

3. *Ibidem*, p. 116.

4. *Ibidem*, p. 73.

5. On appelait ainsi des serviteurs laïques voués par contrat et pour la vie au service des Missions Jésuites (Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, t. I, p. 388-389. — P. Fouqueray, *Martyrs du Canada*, Paris, 1930, p. 51-52, 54-55).

6. Gosselin, *op. cit.*, p. 36.

lité, dans la maison de Mme Dupont (1). Ces institutions disparurent par la force des choses. Dans le nouveau collège il y eut place pour les pensionnaires des basses classes comme pour les autres.

L'illustre François Hertel, celui que la Nouvelle-France devait plus tard appeler le héros, avait été, nous le savons, confié par son père à un sieur Menil, dont il était le pensionnaire et qui devait vraisemblablement faire la classe aux Trois-Rivières (2). Le petit séminaire de Québec fondé en 1668 par Mgr. de Laval n'était en somme qu'un pensionnat qui envoyait ses élèves suivre les cours du collège des jésuites (3). Il recevait d'ailleurs au début des Hurons aussi bien que des Français (4).

D'autres « séminaires » existaient à Saint-Joachim (dès avant 1676) (5), au Château-Richer (1674-1705) (6), à la Prairie de la Madeleine (1683) (7).

La plupart du temps, l'externat dans les écoles était gratuit. La plupart du temps, mais non pas toujours. Sous le régime français, la gratuité de l'enseignement primaire apparaît comme un bienfait : elle n'a jamais constitué un droit. On ne payait pas chez les Jésuites de Québec (8) et sans doute pas davantage dans leurs autres écoles. On ne payait pas non plus au séminaire de Montréal (9).

En 1722, un arrêt du Conseil d'Etat défendit aux maîtres d'école, faisant partie de la communauté des frères Charon, et que le Roi rétribuait, de rien exiger de leurs élèves (10). Clause qui de toute évidence n'aurait pas été spécifiée si la gratuité avait été de droit. Ceux-là

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 252.

2. *Histoire de la paroisse de Champlain*, t. I, p. 432.

3. Gosselin, *op. cit.*, p. 389, 394-395.

4. P. G. Roy, *Les petites Choses de Notre Histoire*, 5^e série, p. 123-125.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 53-54.

6. *Ibidem*, p. 60-66.

7. *Ibidem*, p. 126.

8. *Ibidem*, p. 75.

9. *Ibidem*, p. 79, 88.

10. Arch. de la Marine A. I. 60, pièce 42 (Ind. par M. de Roquebrune).

étaient « fondés » c'est-à-dire pourvus d'un traitement fixe. Nous devons en dire autant des maîtres choisis par les Jésuites ou par Saint-Sulpice. Leur subsistance était assurée. Ils ne demandaient rien à personne. Mais les autres instituteurs, — surtout les laïques — comment, de quoi auraient-ils vécu si leurs écoliers ne les avaient point rémunérés ? A certains la fabrique de la paroisse allouait une indemnité qu'elle ne leur payait pas toujours régulièrement (1). D'ordinaire, le maître d'école faisait fonction de clerc, c'est-à-dire de sacristain et, à ce titre, il touchait pour son assistance aux services, une partie du casuel : le tiers ou le quart de ce qui revenait au curé. Ainsi en avait décidé Mgr. de Saint-Vallier, dans son rituel de 1703 (2). Ceux des frères Charon qui étaient appointés par le Roi, en qualité d'instituteurs, reçurent 375 l. par an depuis 1718 (3).

Et maintenant, si l'on nous demande, qu'est-ce qui composait la clientèle des écoles de campagne, nous répondrons : les fils d'habitants.

Les familles riches ou notables envoyaient, à ce qu'il semble, leurs enfants dans les villes, de préférence à Québec.

Enseignement secondaire.

C'est qu'en effet Québec, capitale de la Nouvelle-France, était un vrai centre d'éducation, un foyer de vie intellectuelle. On pouvait y faire des études secondaires, supérieures ; on pouvait s'y préparer à des carrières pratiques.

Québec avait son collège, le collège des Jésuites. Fondé en 1635 (4), avant Harvard par conséquent, il a duré jus-

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 120.

2. *Ibidem*, p. 125-126.

3. *Ibidem*, p. 96-98, 103.

4. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, t. I, p. 207-209.

En 1641, la population totale de la Nouvelle-France ne dépassait pas 200 personnes. — Faillon, *Histoire de la colonie Française...*, t. I, p. 344.

qu'à la fin de l'ancien régime. C'est une grande, une très grande institution, une des œuvres françaises les plus fécondes. On ne dira jamais assez ce que le Canada doit aux Jésuites. Grâce à eux, dès ses premiers pas, cette société en formation a bénéficié de l'apport incalculable des civilisations mères de la nôtre : entre le vieux monde et le nouveau, la liaison spirituelle et morale n'a jamais été interrompue.

Qu'était-ce donc que ce collège de Québec ? Qu'y enseignait-on ? Il y a beaucoup de points sur lesquels nous sommes plus mal documentés que sur celui-là.

Les débuts de ce célèbre établissement avaient été modestes et c'est progressivement qu'il s'était développé jusqu'à embrasser un cycle d'études assez étendu. A l'origine, « quelques écoliers et un professeur », c'était tout comme personnel enseignant et enseigné (1). Quant aux matières inscrites au programme : le catéchisme, la lecture, l'écriture, sans doute aussi le calcul, rien de plus. Mais très vite les Jésuites sentirent la nécessité de hausser le niveau de leur enseignement. Dès 1636, semble-t-il, ils ouvrent des classes latines (2). En 1651, ils ont un professeur de mathématiques (3), et un professeur de grammaire (4). En 1655, on comptait quatre professeurs au collège : l'un pour les basses classes, les autres respectivement pour les chaires de grammaire, humanités, rhétorique-philosophie (5).

Le maître de la petite école, chargé d'apprendre à lire et à écrire aux plus jeunes enfants, était un frère coadjuteur. Ce que l'on s'explique mal, c'est que Saint-Martin, qui devait plus tard professer les mathématiques avec distinction, ne les ait pas enseignées dès 1655, car tout porte à croire que,

1. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 208.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 249.

3. *Ibidem*, p. 250.

4. Rochemonteix, *op. cit.*, *loc. cit.*

5. *Ibidem*, *loc. cit.* — Gosselin, *op. cit.*, p. 251.

pendant ce temps, il n'avait pas quitté le collège. Mais on ne peut aller contre les textes. Ceux-ci sont formels. En 1651, il y avait un professeur de mathématiques, probablement un Jésuite. En 1655, il n'y en avait plus. C'est à la demande de Mgr de Laval que la chaire fut rétablie (entre 1659 et 1664) (1). Celui-ci, désireux de former un clergé indigène, pria les Jésuites de se charger de son éducation. Les Pères acceptèrent et, déférant au vœu de l'évêque, ajoutèrent aux cours qu'ils avaient déjà deux nouvelles classes : mathématiques et théologie (2). C'est ainsi que se constitua au collège de Québec l'enseignement supérieur. Nous en reparlerons (3).

L'école d'hydrographie, elle aussi, faisait partie du collège. Nous ne faisons que l'indiquer ici, nous réservant de consacrer à cette institution la notice détaillée qu'elle mérite.

Que valait au juste l'enseignement secondaire donné par les Jésuites ? Pouvons-nous nous faire une idée de la force des études ? Le niveau de ces dernières paraît avoir été très honorable. Mgr de Laval avait trouvé le collège tenu sur un bon pied (4). Tel était du reste l'avis des Jésuites. Le Père Joseph Germain écrivait, de Québec, le 5 novembre 1711 : « Pour ce qui est du collège de Québec, toutes choses y sont ou se font comme dans nos collèges d'Europe et peut-être avec plus de régularité, d'exactitude et de fruit que dans plusieurs de nos collèges en France (5). »

Le corps professoral fut toujours très réduit. En 1733, il

1. En 1664, Martin Boutet de Saint-Martin s'intitulait professeur de mathématiques (J. E. Roy, *Histoire de la Seigneurie de Lauzon*, t. I, p. 331).

2. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 211.

3. En 1676, on comptait six professeurs au collège : pour la petite école, la grammaire, les humanités, la rhétorique, les mathématiques et la philosophie (Gosselin, *op. cit.*, p. 255).

4. En 1661. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 225-226.

5. Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 66, p. 208.

comprenait trois professeurs pour cinq classes (4). Ces maîtres de la jeunesse canadienne semblent avoir été d'ordinaire des scholastiques, c'est-à-dire des Jésuites en cours d'études (2).

Nous avons dit : cinq classes. Le cycle de l'enseignement secondaire était en effet de cinq ans : trois années de grammaire, (cinquième, quatrième, troisième), une d'humanités, (seconde), une de rhétorique (3).

Education toute classique, pareille à celle que l'on donnait dans les collèges de France. Ni histoire, ni géographie (4), mais du français, un peu de grec (5) et surtout du latin, beaucoup de latin. La grammaire latine de Despautère était en grand honneur au collège (6). En quatrième on commençait à faire des vers latins (7). En seconde et en rhétorique, on composait des narrations, des discours, à la manière des bons auteurs (8). Que traduisait-on ? Cicéron, évidemment, mais aussi Virgile, Ovide, Cornélius Népos, Quinte-Curce, Eutrope (9).

Même certains arts d'agrément n'étaient pas négligés. On cultivait la musique (10) ; et jusqu'à la fin du

1. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 215, n. I. On lit par erreur 1633 au lieu de : 1733. Erreur typographique facile à corriger.

2. C'est ainsi que le P. de Charlevoix, entre sa philosophie et sa théologie, fut pendant quatre ans (1705-1709) professeur de grammaire à Québec. — Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 367.

3. Gosselin, *op. cit.*, p. 280-281. — Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 215, n. I.

4. Hocquart écrit dans un mémoire de 1737 que « la plupart des enfans d'officiers et des gentilshommes... ignorent les premiers élémens de la géographie, de l'histoire » (Arch. des Colonies, C¹¹ A 67, fol. 106 v^o). Mais en France, au xviii^e siècle « la géographie et l'histoire n'avaient à peu près aucune place dans l'enseignement » (Vte G. d'Avenel, *Le goût de l'instruction...*, III, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1930, p. 813).

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 291-295.

6. *Ibidem*, p. 283.

7. *Ibidem*, p. 286.

8. *Ibidem*, p. 288.

9. *Ibidem*, p. 285.

10. Au xviii^e siècle, la musique faisait partie des matières enseignées dans les classes de grammaire (Vte G. d'Avenel, *art. cité*, p. 802).

En 1666, François de Moussard était maître de musique au collège de Québec (P.-G. Roy, *La ville de Québec sous le régime français*, t. I, p. 355).

xvii^e siècle on formait les enfants à la déclamation (1).

Les cours du collège étaient suivis à la fois par des pensionnaires, par des externes, et enfin par les élèves du petit Séminaire (2).

Les écoliers canadiens qui vinrent achever leurs études dans l'ancienne France ne semblent pas s'être mal trouvés de les avoir commencées dans la Nouvelle. A vrai dire lorsque Joseph-Michel Sarrazin arriva à Paris en 1731, son oncle le chanoine Hazeur estima utile de lui faire refaire sa philosophie ; mais sa formation classique fut jugée suffisante (3). En 1741, Mme de Thiersant rappela en France son fils Pierre-François qui était alors élève du collège de Québec : le jeune Thiersant obtint sans difficulté le titre de bachelier. Il n'avait que dix-sept ans (4).

Sous le régime français, il n'y eut au Canada qu'un seul établissement secondaire de plein exercice : le collège de Québec. Monopole de fait qui présentait de graves inconvénients à cause de la difficulté des communications. Des tentatives furent faites pour y remédier et rapprocher l'instruction de la clientèle scolaire. Dans quelques écoles on enseigna le latin. Cela, nous le savons. A Montréal on fit mieux, du moins on essaya davantage. Dès le commencement du xviii^e siècle peut-être même avant, les MM. de Saint-Sulpice avaient adjoint à leur école, une classe de latin. Les études y furent assez poussées pour permettre aux élèves de traduire Phèdre et Cicéron (5).

A partir de 1692, les Jésuites donnèrent des leçons de latin dans leur résidence de Montréal (6). Ce n'était « qu'un petit établissement ». Il fut question de le transformer en collège véritable. A la demande des habitants de Montréal,

1. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 216.

2. *Ibidem*, t. III, p. 369.

3. A. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 176-177.

4. *B. R. H.*, 1923, p. 370.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 230, 371-372.

6. *Ibidem*, p. 373-378.

M. de Beauharnais écrivit en ce sens au ministre (1727). Des fonds étaient nécessaires, M. de Maurepas les refusa (1728) (1). En 1731, MM. de Beauharnais et Hocquart revinrent à la charge, sans plus de succès. Les choses en restèrent là (2).

Nous n'en avons pas fini avec l'enseignement secondaire. Nous connaissons encore une maison où on le dispensait en partie tout au moins. En 1749, aux Trois Rivières, il y avait une façon de collège tenu par les Récollets (3). Il avait été fondé au xvii^e siècle (4) ; c'est tout ce que nous en savons.

Enseignement supérieur. La Théologie.

S'il n'y avait guère qu'à Québec que l'on pouvait trouver un système complet d'enseignement secondaire, à plus forte raison en était-il de même pour l'enseignement supérieur. Nulle part ailleurs dans la colonie on ne pouvait avoir l'équivalent de ce qui était réuni là. Tout d'abord, les deux classes supérieures du collège — philosophie (ou logique) et théologie — constituaient une petite faculté de théologie. Le Séminaire de Montréal avait bien voulu organiser quelque chose d'analogue. L'essai ne fut pas heureux. Gervais Lefebvre qui vint à Québec, en 1703, après avoir fait sa philosophie à Montréal, fut obligé de la recommencer (5).

Ce sont des Pères Jésuites qui enseignaient au collège la philosophie et la théologie. Le cours de philosophie était de deux ans ; celui de théologie, en durait au moins trois (6).

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 373-377. — Communication de M. P. G. Roy.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 377-378.

3. Kalm, *Voyage en Amérique* (*Mém. de la Société Historique de Montréal*, 8^e livraison, p. 65).

4. Salone, *La colonisation de la Nouvelle France*, p. 405.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 371-372.

6. On considéra comme remarquable le cas du P. Laure qui fit sa théologie en deux ans. Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 432-433.

« On suivait la méthode scholastique et on expliquait le docteur angélique, Saint Thomas (1). » Il arrivait parfois qu'un seul professeur fût chargé des deux classes (2). La théologie comprenait la théologie scholastique et la morale.

La physique était alors partie intégrante de la philosophie. Les collégiens apprenaient donc en même temps l'une et l'autre. Il paraît qu'on leur faisait suivre aussi un cours de mathématiques (3). En dehors de la leçon du professeur, les principaux exercices en philosophie et théologie étaient les répétitions et les disputes. Il y avait disputes tous les samedis et, à la fin de chaque mois, réunions privées. A la fin de l'année scolaire, on donnait une soutenance publique de thèses contradictoires. La première eut lieu le 2 juillet 1666. « Toutes les puissances » y assistaient. Talon daigna prendre part à cette argumentation. Louis Jolliet et Pierre de Francheville avaient ce jour-là « très bien répondu de toute la logique » (4).

Ces chaires avaient été fondées pour instruire les jeunes gens qui se destinaient à la prêtrise. Sous le régime français, il n'y eut pas d'autre institution où l'on donnât la formation ecclésiastique. Dès 1670, cinq ou six canadiens avaient déjà été ordonnés (5). C'étaient d'anciens élèves du collège. Il n'y avait pas alors au Canada de maison d'éducation correspondant à ce que nous appelons grand séminaire. Ou si l'on veut, le collège était tout à la fois faculté de théologie et grand séminaire. Les séminaires de Québec et de Montréal étaient des sociétés de prêtres. Quant au petit séminaire de Québec il ne faut y voir rien d'autre qu'un internat où prenaient pension des élèves du Collège.

1. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 217.

2. *Ibidem*, t. III, p. 368.

3. *Ibidem*, t. I, p. 211. — Ferland, *Cours d'histoire du Canada*, t. II, p. 63. — Gosselin, *op. cit.*, p. 307.

4. Thwaites, *op. cit.*, t. 50, p. 190 (*Journal des Jésuites*, juillet 1666). — Ferland, *op. cit.*, t. II, p. 63.

5. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 220.

En principe, d'après un règlement de la fin du xvii^e siècle, n'y étaient admis que les enfants âgés de dix ans. Il semblerait donc qu'ils arrivaient sachant lire et écrire pour entrer en cinquième. En outre du vivre ou du couvert, enfants et jeunes gens trouvaient là des répétiteurs qui les aidaient dans leur travail (1).

En tant qu'internat du collège, le Séminaire connut une grande vogue. « Toute la jeunesse de la ville et du païs [y] est instruite », écrit Raudot père au ministre en 1705 (2). Nous avons peine à croire qu'il n'exagère pas. Parler ainsi, c'est faire bien peu de cas du pensionnat des Jésuites. Celui-ci pourtant existait toujours.

Le collège de Québec — dans ses hautes classes comme dans les autres — était donc fréquenté à la fois par des externes et des internes. En 1669, on y comptait de cent à cent vingt élèves se partageant par moitié entre l'une et l'autre catégorie (3).

Vaudreuil et Bégon affirmaient, en 1718, que « la plupart des curés et des missionnaires » du Canada avaient été tirés du Petit Séminaire (4), en d'autres termes sortaient du collège. C'est beaucoup dire. La Nouvelle-France, au point de vue ecclésiastique, n'a jamais pu se suffire à elle-même. En 1760, sur un chiffre total de 163 individus représentant l'ensemble du clergé canadien, tant séculier que régulier, 51 seulement étaient nés dans la colonie (5).

Ces classes de philosophie et de théologie n'étaient guère abordées que par les jeunes gens auxquels les supérieurs reconnaissaient la vocation sacerdotale. Est-il exact que l'on renvoyât du Petit Séminaire tous ceux qui ne parais-

1. *Mémoire de Bougainville de 1757 dans le Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 61. — *État présent du Canada par le sieur Boucault (1754) dans le Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1920-1921*, p. 39.

2. 19 octobre 1705 (*Arch. des Colonies*, C¹¹ A. 22, fol. 304).

3. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 219-220. — Cf. P.-G. Roy, *La ville de Québec sous le régime français*, t. I, p. 452.

4. Gosselin, *op. cit.*, p. 403-404.

5. Sulte, *Histoire des Canadiens Français*, t. VII, p. 73-74.

saient pas appelés à cette carrière (1)? C'est ce que prescrivaient les règlements. Étaient-ils toujours observés? En fait, très peu d'élèves achevaient leurs études, allaient même jusqu'à la philosophie. On a conservé les noms de 843 sujets ayant passé au Petit Séminaire de 1668 à 1548. Sur ces 843, 198 seulement sont indiqués comme ayant été jusqu'au bout de leurs classes. De ces 198, 118 avaient embrassé l'état ecclésiastique (2).

L'illustre Louis Jolliet avait reçu les ordres mineurs en 1662, il fit sa philosophie en 1664-1666. Peut-être même commença-t-il sa théologie. C'est vers 1668 qu'il abandonna l'état ecclésiastique (3). Autre exemple. M. de Lavaltrie, propriétaire et traitant au Labrador, lorsqu'il voulut entrer dans les ordres, put être ordonné après deux ans d'études (1742) (4). Lui aussi avait donc fait sa philosophie. En 1737, Michel Chartier de Lotbinière, alors âgé de quinze ans, soutint une thèse — de philosophie évidemment — et son père regrettait de n'avoir pu assister à la soutenance (5). Il fut plus tard capitaine du détachement de la marine.

Particularité intéressante, ce n'est pas seulement du Canada que l'on venait s'asseoir sur les bancs du collège. Oui, on venait de France s'instruire à Québec. Assez souvent, les Jésuites y faisaient passer certains de leurs jeunes religieux pour y suivre les cours de théologie (6). Plusieurs laïques durent les imiter. Jean Michelance, natif de Ciboure, qui mourut à Québec en 1715, à l'âge de 21 ans, était « étudiant en logique » (7).

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 395, 417.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 416-417. — Cf. Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. III, p. 262-263.

3. Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 8.

4. P.-G. Roy, *La famille Margane de Lavaltrie*, p. 28.

5. *B. R. H.*, 1927; p. 392.

6. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 221.

7. *B. R. H.*, 1928, p. 668.

En 1666, sur vingt pensionnaires du collège, quatre étaient originaires de France (P.-G. Roy, *La ville de Québec sous le régime français*, t. I, p. 355, 424.)

L'école d'hydrographie.

Nous ne pouvons quitter le collège de Québec sans dire ce qu'était l'école d'hydrographie. Car, — sauf pendant quelques années — l'école appartenait toujours au Collège. L'initiative de cette « Académie de marine » revient aux Jésuites. Nous ne savons à quelle époque Martin Boutet de Saint-Martin inaugura son cours de mathématiques. Probablement avant 1664 (1). Saint-Martin professait au collège et ce n'est pas seulement les mathématiques pures qu'il enseignait, mais aussi les mathématiques appliquées, appliquées à l'art le plus utile pour les Canadiens, celui de la navigation (2).

Lorsqu'en 1671 il reçut de Talon sa nomination comme professeur d'hydrographie (3), il n'eut qu'à continuer ce qu'il faisait auparavant ; mais son importance s'accrut du caractère officiel que revêtaient dès lors ses fonctions. Quelques années plus tard, en 1678, il devenait un plus grand personnage encore, car il obtenait un brevet de Louis XIV le « retenant » en qualité d'ingénieur pour « enseigner l'hydrographie, le pilotage et autres parties des mathématiques (4). » Le texte de ce document nous révèle que Martin Boutet avait fait différents voyages « tant en Canada que sur les armées navales de sa Majesté pendant plusieurs campagnes ».

Ce Saint-Martin, qui passe pour avoir été le maître de Jolliet (5), fut assurément un homme de grande valeur. Les services qu'il a rendus lui méritent une place à part dans l'histoire du Canada et de son développement intellectuel. Déjà en 1676, le P. Enjalran pouvait dire de lui : « il a ins-

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 328-330.

2. *Ibidem*, *loc. cit.*

3. *Ibidem*, p. 328.

4. *B. R. H.*, 1928, p. 47.

5. J.-E. Roy, *La cartographie et l'arpentage sous le régime français* (*B. R. H.*, 1895, p. 20).

truit la plupart des capitaines qui conduisent les vaisseaux en ce pays (1) ». Et, en 1686, le marquis de Denonville n'hésitait pas à lui accorder ce magnifique témoignage de satisfaction : il « a fait tout ce que nous avons de gens qui ont entendu la navigation (2) ».

A cette date, Saint Martin était mort, sans doute aux environs de 1680. Il avait fondé l'enseignement de l'hydrographie à Québec; mais, après lui, on constate une solution de continuité. Ce n'est qu'en 1686, qu'un nouveau professeur fut nommé. Celui-là le fut par le Roi. Il s'appelait J.-B. Louis Franquelin (3). Sans doute lui aussi avait-il appris ce qu'il savait en travaillant avec Saint Martin.

Franquelin, bon dessinateur, excellent cartographe, repartit pour la France en 1694 ou 1695; il ne devait pas en revenir (4). Il eut pour successeur le meilleur homme qu'eut alors le Canada dans cette partie de la navigation, Louis Jolliet, avec le titre de maître d'hydrographie (1697) (5); mais il ne put faire profiter longtemps ses compatriotes de son expérience, car il mourut en 1700 (6).

Les Jésuites, qui, depuis 1695 au moins, continuaient l'enseignement créé par eux, offrirent de remplacer Jolliet, si on leur accordait le traitement dont il était titulaire (400 livres) (7). On était alors en octobre 1700. Cette suggestion fut repoussée et Franquelin de nouveau nommé hydro-

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 330.

2. *Ibidem*, p. 330-331.

3. Arch. des Colonies C¹¹ A. 7, fol. 71, v^o (Extrait des lettres de M. de Meulles, 1685 avec réponses en marge). — P.-G. Roy, *Le Vieux Québec*, 1^{re} série, p. 84.

4. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 91.

5. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 92-93. — Garneau, *Histoire du Canada*, t. I, p. 299, note 46. Il ne faut pas confondre le titre d'hydrographe du Roi avec celui de maître d'hydrographie. Jolliet avait le premier depuis 1680 (Ernest Gagnon, *Louis Jolliet...*, p. 189, 234, 263). Après lui, le terme d'hydrographe prévalut pour désigner le maître d'hydrographie.

6. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 92.

7. Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 213; t. III, p. 25, note. — Cf. P. G. Roy, *op. cit.*, p. 84.

graphe (1701) (1). Mais il se contenta de toucher les appointements de sa place et ne se soucia aucunement de venir l'occuper. On lui substitua Jean Deshayes (2). Ce dernier décéda à Québec en 1706 (3).

Un changement allait se produire. Nonobstant le refus qu'on leur avait opposé, les Jésuites, depuis 1700, avaient entretenu chez eux, à leurs frais, un cours d'hydrographie (4). De 1700 à 1706, il y eut donc à Québec deux écoles de navigation. Après 1706, il n'y en eut qu'une, celle des Jésuites. En 1708, elle devint service d'Etat. Découragé par les morts consécutives des titulaires et peut-être aussi par la difficulté de se procurer de bons maîtres, le gouvernement avait jugé plus simple, de ne pas faire de doubles emplois. Et, puisqu'il avait sous la main des professeurs éprouvés, de s'adresser à eux. Désormais et jusqu'en 1759, il n'y eut plus qu'une école de navigation à Québec, celle du collège; une chaire unique, subventionnée par le Roi et occupée par les Jésuites (5). Les cours se donnaient pendant l'hiver; l'été, les écoliers s'embarquaient sous les ordres du capitaine en second du port et apprenaient la pratique du métier de pilote (6).

Ecole d'hydrographie ou comme l'on disait à Québec,

1. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 93.

2. *Ibidem*, p. 93.

3. P.-G. Roy. *Jean Deshayes, hydrographe du Roi (B.R.H., 1916, p. 131).*

4. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 93. — Gosselin, *op. cit.*, p. 337.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 338-344. — Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVIII^e siècle*, t. I, p. 184. — J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 49, 52-53. — Abbé Auguste Gosselin, *Les Jésuites au Canada : le Père de Bonnécamp...* (*Mémoire de la Société Royale du Canada 2^e série*, vol. I, 1895, section I, p. 25-61). — *Encore le Père de Bonnécamp (Ibidem, 2^e série, vol. III, 1897, sect. I, p. 93-117.* En 1757, M. Pellegrin, capitaine en second du port de Québec, reçut une commission d'hydrographe du Roi pour remplacer le P. de Bonnécamp passé en France (P. G. Roy, *Inventaire des ordonnances...* t. III, p. 206).

6. Renaud, *Les origines économiques du Canada...*, p. 391. — Chapais, *Le Marquis de Montcalm*, p. 57. — M. Pellegrin est l'auteur d'un *Mémoire sur la navigation du Canada* publié dans le *Rapport concernant les Archives Canadiennes* pour l'année 1905, vol. 1^{er}, V^e partie, p. 3-6.

Ecole royale de mathématiques (1). C'est là qu'ont été formés tant de navigateurs canadiens, pilotes et capitaines de navire. En dehors des connaissances spécialement requises pour la marine, les leçons portaient sur la géométrie, la trigonométrie, l'astronomie, un peu de physique (2).

Le maître d'hydrographie délivrait à ses élèves — au moins depuis 1717 — des certificats qui justifiaient de leurs capacités et leur donnaient le droit de prendre le titre de pilotes (3). Il formait aussi une autre espèce de techniciens, très utile dans une colonie, les arpenteurs. Ceux qui voulaient obtenir une commission pour en exercer l'emploi devaient généralement présenter à l'intendant une attestation de leur valeur professionnelle signée par le professeur d'hydrographie (4). Parfois c'est en suivant la voie de l'apprentissage, en s'engageant au service d'un arpenteur, que l'on devenait arpenteur soi-même. Certains réunissaient les deux formations, l'école et l'apprentissage (5).

Entre Québec et Montréal, il y eut toujours une sorte de rivalité, ou mieux d'émulation, en vertu de laquelle la seconde ville de la colonie ne voulait presque jamais rester en arrière de la capitale. L'art de la navigation fut donc enseigné lui aussi à Montréal, chez les Jésuites au moins depuis 1694 (6) et au xviii^e siècle chez les frères Charon. En 1707, les enfants de M. de Ramezay pouvaient apprendre chez ces derniers « la navigation et les fortifications » (7).

Ces écoles de province eurent certainement leur utilité ;

1. Aug. Gosselin, *Encore le père de Bonnécamp*..., p. 94.

2. V. à ce sujet la liste d'instruments demandés au ministre par Bigot en 1748 pour le P. de Bonnécamp. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au xviii^e siècle*, t. II, p. 75, en note.

3. Rapport sur les Archives Canadiennes pour 1899, supplément, p. 506 (7 juillet 1717).

4. J.-E. Roy, *op. cit.*, p. 18, 49-52, 106.

5. *Ibidem*, p. 51-52.

6. Gosselin, *op. cit.*, p. 334.

7. P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 93.

mais il faut reconnaître qu'elles n'ont pas beaucoup fait parler d'elles.

On ne se souvient guère aujourd'hui que du collège de Québec. Pendant un siècle et plus, presque toute l'élite de la colonie s'y est instruite. De là sont sortis prêtres, officiers, magistrats, négociants, voire quelques grands hommes.

Il semble qu'en son temps ce centre d'enseignement eut une grande réputation. Cette réputation allait au loin, franchissait les mers. Nous en trouvons une preuve assez inattendue dans les mémoires de Jamerai Duval. C'est à « l'université de Québec » — ainsi appelait-il le collège des Jésuites — qu'en 1717, âgé de 22 ans, le petit vacher du couvent lorrain de Sainte-Anne rêvait de venir compléter son instruction (1). A cette époque de sa vie, c'est surtout la géographie qui le préoccupait. Sans doute avait-il eu connaissance de l'école d'hydrographie et savait-il qu'il existait à Québec une classe où l'on enseignait l'art de faire des cartes.

Ainsi, dans leur collège de Québec, les Jésuites avaient réalisé la formule de l'école unique : un enseignement identique donné par les mêmes professeurs à tous les enfants, sans distinction de naissance ou de fortune. La seule différenciation, dans la formation de ceux-ci, venait de leur plus ou moins d'aptitude ou de persévérance à continuer leurs études. Grâce aux facilités, mises à l'obtention des bourses, l'égalité était rétablie entre ceux qui avaient le moyen de les payer, ces études, et ceux qui ne l'avaient pas (2).

1. *Œuvres de Valentin Jamerai Duval*, Saint-Petersbourg, 1784, 2 vol., t. 1, p. 12-13. — *B. R. H.*, 1924, p. 377-378.

2. Champigny écrivait auminiestre, en 1699, que l'on entretenait toujours au Petit Séminaire « 40 ou 50 enfants dont une partie page pension et les autres y sont par charité ». (Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, t. III, p. 369, note 1). Raudot père, en 1705, s'exprime ainsi sur le Petit Séminaire : Ceux qui le tiennent, c'est-à-dire les prêtres du Séminaire, ne font payer à leurs pensionnaires que 175 livres de France pour leur nourriture et leur habillement. « Ils prennent même moins de ceux qui ne sont pas en état de payer cette somme et poussent

Mgr de Saint-Vallier, le seul des évêques de Québec, qui n'ait pas été affilié aux Jésuites, se montra jaloux de leur emprise sur les intelligences. Il voulut diminuer leur monopole, et pour cela, leur enlever l'enseignement primaire. Les Pères tinrent bon. L'évêque ne put les obliger à fermer leurs basses classes. L'école qu'il ouvrit — celle du Séminaire — se partagea, avec l'école des Jésuites, la population enfantine de Québec. Et ce fut tout (1).

Les Ecoles de droit.

« L'université de Québec » disait en 1717 Valentin Jamerel Duval. La qualification peut paraître excessive, ambitieuse. Et pourtant... Les classes de philosophie et de théologie représentaient au petit pied une faculté de théologie ; l'école d'hydrographie, une faculté des sciences. Il y eut à Québec au XVIII^e siècle une école de droit. Cet enseignement ne dut rien aux Jésuites : il échappa à leur influence et se donna en dehors d'eux.

Les promoteurs de cette nouvelle branche d'instruction furent des magistrats. Plus exactement, les seuls professeurs de droit dont on ait conservé le souvenir au Canada avant la conquête anglaise furent deux procureurs-généraux : Mathieu-Benoit Collet et Guillaume Verrier qui, de

même leur charité assez loin pour garder chez eux ceux qui ne paient rien.» (Raudot au ministre, 19 octobre 1705. Arch. des Colonies C¹¹ A.22 fol. 304). En 1747, Mgr de Ponthriand disposait de 36 bourses du montant de 100 fr. (Fauteux, *La famille d'Aillebout*, p. 41). Les Jésuites n'ont jamais demandé aucune rétribution aux externes qui suivaient les cours moyens et supérieurs de leurs collègues. Quant aux pensionnaires, en l'absence de textes formels, nous sommes en droit de penser qu'ils agissaient avec eux à Québec comme ils ont partout agi. Chacun sait qu'ils n'ont jamais refusé les facilités de s'instruire aux élèves méritants (Vte d'Avenel, *Le goût de l'instruction...*, I, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1929 p. 869).

1. Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 558-559. — Cf. A. de Becdelièvre, *La Congrégation des Messieurs. chez les Jésuites de Paris et les Missions de la Nouvelle-France* dans le *B.R.H.*, 1930, p. 301-306.

leur propre mouvement, ouvrirent chez eux des cours de législation. L'école de M. Collet date des premières années du XVIII^e siècle. Elle existait en 1717 depuis quelque temps déjà (1), peut-être depuis 1712, année que M. Collet avait été nommé procureur-général. Sans doute dura-t-elle jusqu'à sa mort (1727). M. Collet eut pour successeur M. Verrier qui le remplaça tout à la fois comme procureur-général et comme professeur de droit.

Ce M. Verrier fut incontestablement l'homme le plus savant, le plus laborieux qui ait vécu au Canada avant 1760 (2). Ses cours de droit eurent une tout autre portée que ceux de M. Collet. Il ne paraît les avoir commencés qu'en 1733 ; mais il les continua pendant vingt-cinq ans, jusqu'à son décès (1758) (3).

Ses leçons ou conférences n'étaient d'abord qu'hebdomadaires ; mais il se vit bientôt obligé d'en donner deux par semaine (4). M. Verrier dut avoir un certain nombre d'auditeurs, mais peu d'élèves réguliers. Les Canadiens de ce temps préféraient la vie active à l'étude, la carrière d'officier ou de traitant à celle de magistrat (5).

Les meilleurs disciples du procureur-général furent, nous dit-on, MM. Varin et Foucault et, détail significatif, tous les deux le furent après qu'ils eurent été nommés conseillers (6).

On ne saurait nier pourtant que M. Verrier n'ait eu une grande influence sur ses contemporains. Il a largement contribué à entretenir chez eux le goût des belles-lettres en

1. *Rapport sur les Archives Canadiennes pour 1899, supplément*, p. 506.
— Ph. Gagnon, *Essai de bibliographie canadienne*, t. I, p. 565.

2. J.-E. Roy, *Les Conseillers au Conseil Souverain de la Nouvelle France* (B. R. H., 1895, p. 186).

3. J. E. Roy, *Histoire du Notariat au Canada*, t. I, p. 382. — Aug. Gosselin, *Le père de Bonnécamp*..., article cité, p. 30-31.

4. J. E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 384.

5. Ferland, *Cours d'Hist. du Canada*, t. II, p. 451. — P.-G. Roy, *Les conseillers au Conseil supérieur et la noblesse* (B. R. H., 1921, p. 258).

6. J. E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 384. — Ferland, *Cours d'Histoire du Canada* t. II, p. 451.

fournissant à la vie de l'esprit, dans ce qu'elle a de plus raffiné, les aliments qu'elle réclame.

Peu importe à cet égard que les jeunes élèves de M. Verrier aient plus ou moins profité de ses leçons de droit. Son action ne se restreignait pas aux termes de son enseignement. A côté de la formation juridique qu'il voulait leur donner, à son défaut peut-être, il se souciait de compléter leur instruction générale. Il possédait une belle bibliothèque d'environ 4.000 volumes. Libéralement il la mettait à leur disposition. Dans la petite maison de la rue Saint-Georges, où il les réunissait, ses élèves trouvaient une excellente collection des classiques latins, presque tous les bons auteurs français des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles — sans parler de ceux du ^{xviii}^e — un bon fonds d'histoire, des dictionnaires, grammaires, prosodies, etc. (1).

M. Verrier n'a peut-être fait aucun jurisconsulte. Mais en tant qu'éducateur il a bien travaillé tout de même pour le présent et pour l'avenir. Et certainement il a laissé les Canadiens plus cultivés qu'ils ne l'étaient à son arrivée.

Qu'est-ce qui empêcha son école de droit d'avoir la même vogue que l'école d'hydrographie ? La raison en est bien simple. Il fallait un certificat de capacité pour être pilote ou capitaine de navire ; il n'en fallait aucun pour exercer une charge de judicature, quelle qu'elle fut (2).

Il n'y a jamais eu d'avocats au Canada tant que dura le régime français ; mais il y avait des praticiens, des procureurs-postulants. Aucun grade n'était exigé d'eux. Presque tous d'ailleurs venaient de France. On n'en demandait pas davantage aux notaires. A défaut de savoir livresque,

1. J.-E. Roy, *Histoire du Notariat...*, t. I, p. 383. V. le chapitre suivant.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 385-386. Cependant, le ministre, pour encourager les jeunes gens à suivre les cours de droit de M. Verrier, avait déclaré qu'il leur donnerait la préférence pour les places qui vauquaient au Conseil Supérieur [probablement en 1733]. Il tint parole. Par la suite, presque tous les conseillers furent choisis parmi les anciens élèves de M. Verrier (P.-G. Roy, *Le sieur de Vincennes...*, p. 158).

Cf. P.-G. Roy, *La ville de Québec...* ; t. II, p. 133-134.

avaient-ils au moins la pratique du métier ? Non, on ne voit nulle part que la moindre condition de stage leur ait été imposée. En 1710, René-Claude Barolet, qui fut plus tard notaire, s'engageait en qualité de clerc chez un notaire de Québec, Chambalon. C'est le seul exemple connu d'un notaire ayant fait son apprentissage chez un confrère (1). Cependant en 1760, sur les 43 notaires qui exerçaient dans la colonie presque tous y étaient nés (2). Où donc avaient-ils appris ? Peut-être quelques-uns avaient-ils passé chez M. Verrier. Mais il est probable que la plupart s'étaient formés eux-mêmes. Les livres ne manquaient pas au Canada, pas même les livres de droit (3).

La médecine.

Qu'il n'y eût guère de place dans la Nouvelle-France pour les professions libérales, cela se conçoit. Mais l'on comprend aussi que l'on n'ait jamais pu s'y passer de médecins ou de chirurgiens. Le nombre des uns et des autres paraît avoir toujours été suffisant pour répondre aux besoins de la population. La plupart venaient de France (4). Mais on en connaît pourtant quelques-uns qui étaient Canadiens. Si mince que l'on suppose leur savoir, encore fallait-il qu'ils l'eussent acquis quelque part et rien ne prouve qu'ils soient allés étudier en France.

Nous ne devons pas nous attendre à trouver dans le Québec du XVIII^e siècle une Faculté de Médecine. Comment donc ces Canadiens se sont-ils instruits ? Claude Benoist,

1. J.-E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 120.

2. J.-E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 388-389.

3. Il existait une bibliothèque de droit au Conseil supérieur. En 1732, M. Hocquart fit venir de France douze exemplaires des *Institutions* d'Argou pour les greffiers et les juges (B.R.H., 1899, p. 203-204).

4. Massicotte, *Les Chirurgiens, Médecins, etc. de Montréal sous le Régime Français dans le Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1922-1923*, p. 131-155. — Sur 80 sujets, dénombrés par lui, 4 seulement, 4 chirurgiens, étaient nés au Canada.

fil de chirurgien, chirurgien lui-même avait été — tout semble l'indiquer — l'élève de son père (1). De même les Soupiran qui, pendant trois générations, ont pratiqué la médecine à Québec sans autre formation que celle qu'ils se transmettaient de père en fils (2). Mais les autres médecins et chirurgiens canadiens, qu'est-ce qui leur avait enseigné les notions qui leur étaient nécessaires ? Telle est la question qui se pose notamment pour Pierre Boucher de Montbrun, sieur de Noix, fils d'officier, descendant de Pierre Boucher (3), et pour Charles Alavoine, fils d'un marchand de Montréal (4), tous deux chirurgiens. On peut admettre qu'ils avaient fait leur apprentissage auprès d'un confrère en exercice. Cette pratique était en usage au Canada. Jean Martinet de Fonblanche, chirurgien à Montréal, eut ainsi trois élèves, si ce n'est plus, de 1674 à 1686 (5). Nous en connaissons deux à Simon Soupiran, chirurgien à Québec, en 1715, 1717 (6). Peut-être les médecins du Roi ou du moins les plus célèbres d'entre eux, Sarrazin, Gaulthier, ont-ils donné quelques leçons aux jeunes gens qui voulaient embrasser leur profession.

Rien ne s'oppose à ce qu'il en ait été ainsi. Il n'était pas aussi facile d'être médecin ou chirurgien que d'être notaire. En 1658, Jean Madry, chirurgien à Québec, avait obtenu de François de Barnouin, premier chirurgien du Roi, des lettres qui non seulement lui conféraient la maîtrise en chirurgie, mais de plus lui donnaient le titre de lieutenant et commis du premier chirurgien « pour recevoir tous les aspirans, surveiller l'exercice de la profession, poursuivre et faire punir tous ceux qui enfreindraient les statuts de

1. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 71. — Massicotte, *op. cit.*, p. 142.

2. Vallée, *op. cit.*, p. 72.

3. Massicotte, *op. cit.*, p. 141.

4. Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, t. II, p. 26.

5. Massicotte, *op. cit.*, p. 135. — Faillon, *Histoire de la Colonie Française...*, t. III, p. 251-252.

6. *B. R. H.*, 1925, p. 51, et 1926, p. 541.

l'ordre. Tous les maîtres barbiers chirurgiens de la colonie étaient soumis à son autorité » (1).

Madry fut remplacé dans ses fonctions par le chirurgien Gervais Baudoin qui mourut à Québec en 1700 (2). Un peu plus tard, en 1709, Georges Mareschal, premier chirurgien du Roi, nommait son lieutenant dans la Nouvelle-France Jourdain Lajus (3).

Au XVIII^e siècle, l'autorité du chirurgien en chef paraît avoir été en déclinant au profit d'un nouveau venu, le Médecin du Roi. En 1700, pour la première fois, le Roi octroya un traitement à un médecin du Canada, Sarrazin en l'espèce, qui fut nommé médecin des hôpitaux de la Nouvelle-France. Pratiquement on dit dès lors médecin du Roi (4).

Petit à petit, le médecin du Roi acquit une juridiction sur ses confrères. Lorsqu'en 1724, Timothée Silvain — de son vrai nom O'Sullivan — obtient du ministère un brevet de médecin pour pratiquer dans l'île de Montréal, il est spécifié qu'il exercera « sous les ordres du sieur Sarrazin, médecin du roi à Québec » (5). Une ordonnance de MM. de La Jonquière et Bigot, en date du 12 juin 1750, décida que nul désormais ne pourrait venir exercer la chirurgie au Canada sans avoir au préalable subi un examen sérieux par-devant

1. J. E. Roy, *Histoire du Notariat...*, t. I, p. 12.

2. Sur Baudoin et sa famille, v. P. G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 122-132.

3. J. E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 13.

Lajus mourut en 1742. (P.-G. Roy, *La ville de Québec...* t. I, p. 252.

4. Vallée, *op. cit.*, p. 247. En 1695, M. de Champigny demandait au ministre, pour qu'il y ait au moins un bon chirurgien dans la colonie, d'obtenir du Roi d'en affecter un aux hôpitaux avec une rétribution annuelle. Ceci prouve qu'il n'y avait alors rien de tel. Il indiquait, comme le plus apte, à son avis, pour remplir cette place, Sarrazin qui terminait alors ses études en France. Champigny au ministre, 6 novembre 1695 (Arch. des Colonies C¹¹ A. 13, fol. 365). Notons qu'en 1675, le Rcy entretenait deux chirurgiens à l'Hôtel-Dieu de Québec (P.-G. Roy, *op. cit.* t. I, p. 409).

5. *Rapport sur les Archives canadiennes pour 1899, supplément*, p. 123. Sur Silvain v. Aegidius Fauteux, *Un médecin irlandais à Montréal avant la cession* (B. R. H., 1917, p. 303-311, 333-338, 356-372).

le médecin du Roi, le chirurgien du Roi de Montréal ou celui des Trois-Rivières. Les chirurgiens établis dans la colonie étaient soustraits à cette obligation (1). Si, en dernier état, de pareilles garanties étaient requises des chirurgiens, à plus forte raison devait-il en être de même des médecins. Il ne semble point qu'aucun Canadien ait pu, par ses propres moyens et par des études locales, s'élever au rang de médecin. A ceux qui ambitionnaient ce titre, force était donc de venir le chercher en France.

C'est ce que fit Sarrazin, simple chirurgien des troupes, lorsqu'il passa dans la métropole en 1694 (2). Il suivit les cours de l'Ecole de Paris ; mais comme il lui importait avant tout de revenir au plus vite au Canada avec le titre de docteur, il abrégéa ses études et alla se faire recevoir devant une faculté, indulgente, s'il en fut, celle de Reims (probablement en 1697) (3).

Études faites en France.

A ce point de vue, comme à d'autres, Sarrazin eut des imitateurs. Pour commencer, son fils aîné, Joseph-Michel. Envoyé à Paris en 1731 pour y faire sa médecine, il y suivit aussi des cours de droit (4). Mais il mourut en 1739, avant qu'on ait pu juger des résultats de cette brillante éducation. Le jeune Sarrazin bénéficiait d'une pension de 450 livres que lui avait accordée le ministre de la ma-

1. J.-E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 18-19. Cf. *B.R.H.*, 1913, p. 339-341. A la fin du régime français, il n'y avait au Canada qu'un médecin du Roi — c'est-à-dire à sa solde — il y avait trois chirurgiens entretenus par lui, attachés aux hôpitaux de Québec, Montréal et des Trois-Rivières (Etat du Canada, 1760. Arch. des Colonies, D² C 49, fol. 368).

2. Vallée, *op. cit.*, p. 18, 24.

3. Frontenac au ministre, 15 octobre 1697, dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 343. — Vallée, *op. cit.*, p. 31-32, 37, 42.

4. Vallée, *op. cit.*, p. 175-178.

rine (1). Le docteur Vallée le salue, à juste titre, comme le « premier boursier canadien à l'étranger » (2).

En 1732, Joseph-Michel Sarrazin demeurait au collège de Presles, chez son oncle, le chanoine Hazeur de l'Orme, délégué du chapitre de Québec en France, avec son cousin germain Jean-François Hazeur (3). L'excellent chanoine n'avait pas voulu traiter différemment ses neveux et à chacun d'eux il avait tenu à assurer le bénéfice d'une instruction supérieure. Hazeur fut officier, officier du détachement de la marine, aussi bien que son frère Desmarets — ainsi l'appelait-on — lequel avait également été appelé à Paris par l'oncle chanoine (4). En 1741 ou 1742, M. de l'Orme vit arriver un autre neveu, Claude-Michel Sarrazin : et il s'occupa de le faire instruire. Il lui fit apprendre tout ce qui regarde le génie, l'artillerie, ainsi que le dessin.

Sarrazin désirait être officier. Il le fut, mais du génie (5). Les Canadiens d'alors avaient tous la vocation militaire.

Le père des jeunes Hazeur nommés plus haut, Jean-François, avait lui aussi étudié en France. Il se destinait, ou on le destinait, à être conseiller comme son père. Il fit son droit et revint au pays avec un diplôme de licencié en droit qui lui permit de prendre le titre d'avocat en Parlement, distinction rare au Canada (6). Il siégea au Conseil, mais à ce qu'il paraît, ce ne fut jamais qu'un homme médiocre (7).

En 1679, il n'y avait dans toute la Nouvelle-France qu'un

1. Vallée, *op. cit.*, p. 175, 177.

2. *Ibidem*, p. 178.

3. Mgr Henri Têtu, *Le chapitre de la cathédrale de Québec et ses délégués en France...* (B. R. H., 1910, p. 200).

4. *Ibidem*, p. 200-201.

5. *Ibidem*, p. 326-327, 354. — Vallée, *op. cit.*, p. 181-185.

6. Têtu, *op. cit.* (B. R. H., 1907, p. 236-237).

7. A la mort de son père, en 1708, il était déjà avocat en Parlement (P.-G. Roy, *Notes sur François Hazeur* dans le B. R. H., 1926, p. 711). Nommé en 1710 lieutenant particulier de la prévôté de Québec (P.-G. Roy, *La Prévôté de Québec*, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. X, sect. I, 1916, p. 122) et en 1712, conseiller au Conseil Supérieur (P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 14).

seul licencié en droit, François-Madeleine-Fortuné Ruette d'Auteuil, fils du procureur-général (1). A tort ou à raison, M. d'Auteuil, le père, se plaignait d'avoir « consommé » le plus clair de son bien pour l'éducation de son fils (2). Il l'avait effectivement envoyé à Paris et l'avait tenu à l'Ecole de droit de 1672 à 1678 (3).

D'autres Canadiens passèrent la mer pour acquérir une plus vaste érudition théologique. Quelques-uns se firent jésuites (4). D'autres restèrent dans le clergé séculier. Ainsi, l'abbé de Vincelotte, un Amyot, qui prit le sous-diaconat aux Missions Etrangères en 1732 (5). Nommé plus tard archidiacre de Québec, il refusa cette place qu'il avait pourtant sollicitée (1739) (6). L'abbé de Beaujeu est sans doute le premier Canadien qui ait été reçu docteur en théologie : il le fut à la Sorbonne, aux environs de 1746 (7). C'était un sujet remarquable, un « grand sujet » comme l'on disait autrefois. Tout colonial qu'il fût, il avait « remporté le prix d'une thèse de théologie sur tous ses concurrents français » (8).

Mgr de Pontbriand aurait toujours voulu avoir à Paris plusieurs étudiants en théologie. Mais on ne peut pas dire qu'il les y entretenait, à en juger par le secours que l'un de ceux-ci, Michel Valin, récollet, touchait grâce à lui : 150 l. par an (1756) (9).

1. *Jugements et Délibérations du Conseil Souverain...*, t. II, p. 342.
— Duchesneau à Colbert, 13 nov. 1680 (*Bibl. Nat. n. acq. fr.*, 9270, fol. 280). — Auteuil à Colbert, 1680, dans P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1922-1923*, p. 3.

2. Auteuil au ministre, 10 nov. 1679 (*B. R. H.*, 1923, p. 47).

3. P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1922-1923*, p. 1.

4. Le premier jésuite canadien français est le P. Michel Baudoin (1692-1787), entré dans la Compagnie en 1713 (P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 160-163).

5. Têtu, *op cit.* (*B. R. H.*, 1910, p. 223).

6. *Ibidem* (*B. R. H.*, 1908, p. 76).

7. P.-G. Roy, *op. cit.* 5^e série, p. 181-182.

8. Lettre du supérieur de Saint-Sulpice à Paris au supérieur de Saint-Sulpice à Montréal, s. d., publiée en appendice aux *Anciens Canadiens* de Ph. Aubert de Gaspé, p. 393.

9. Abbé Auguste Gosselin, *l'Eglise du Canada...*, 3^e partie, p. 429.

Enfin plusieurs enfants ou jeunes gens séjournèrent quelques années en France pour acquérir une instruction classique qu'ils auraient aussi bien trouvée sans sortir de chez eux, au Canada. On cite, comme ayant ainsi fait leur éducation à l'étranger, Jacques Testard de Montigny, plus tard capitaine du détachement de la marine (1), François Charon, le fondateur des frères Charon (2), Charles-Denis Regnard Duplessis de Morampont, dernier prévôt de la maréchaussée à Québec. Parti du Canada en 1719, à quinze ans, il y revint en 1724, sans avoir pu finir sa philosophie (3).

Les langues indigènes.

Une école fit toujours défaut au Canada : et l'on peut s'étonner que l'on n'ait jamais songé à la créer. Une institution semblable à celle des « jeunes de langue » aurait certainement attiré un grand nombre d'élèves. La connaissance des idiomes indigènes était indispensable aux Canadiens. Que ce fut pour les besoins de l'évangélisation, de la politique ou du commerce, ce savoir leur était absolument nécessaire.

Il n'y avait pas, il n'y eut jamais au Canada de professeurs qui enseignassent publiquement l'algonquin ou l'abénaqui. Mais, dès la seconde moitié du ^{xvii}e siècle, les Jésuites instruisaient ceux qui le voulaient ; il y avait des maîtres dans leur collège de Québec, les missionnaires qui revenaient des pays d'En Haut ; il y avait sans doute aussi des livres, car les Jésuites en avaient composé pour cet enseignement-là comme pour les autres enseignements (4).

Dès le début, dès la fondation de la Nouvelle-France, on

1. P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1922-1923*, p. 290.

2. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 355.

3. *Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. 101, 119-120 ; app., p. III, vi.

4. Rochemontreix, *op. cit.*, t. I, p. 222.

y trouve des interprètes ou truchements. Il fallait bien s'aboucher avec les indigènes, et entretenir des relations avec eux : les intérêts de la traite — on ne s'occupait guère alors que de cela — le voulaient ainsi. Nous connaissons les noms de neuf des interprètes de Champlain, l'ayant servi avant 1629 (1). La part qui leur revient dans les origines de la colonie est très importante. Par leur connaissance des langues et des nations, par leur instruction générale, par leur condition sociale, ils étaient sensiblement au-dessus du commun (2). Au retour des Français (1632), ils allaient former un premier noyau de classe dirigeante. C'étaient des hommes intelligents, entreprenants, courageux parfois jusqu'à l'héroïsme, mais sur lesquels le facteur religion n'avait pas énormément de prise.

Leur savoir, ils entendaient le garder pour eux, car l'influence qu'ils avaient sur les Sauvages, ils ne se souciaient aucunement de la partager avec les missionnaires. Jamais Marsolet ni ses collègues ne voulurent communiquer quoi que ce soit au P. Le Jeune (1633) (3).

Les Jésuites avaient immédiatement compris que, pour se rendre maîtres de l'esprit des Sauvages, il fallait qu'ils parlassent leurs langues, qu'ils les parlassent mieux qu'eux. Réduits à leurs seules forces ils se mirent à la tâche et tout de suite se préoccupèrent de faciliter la besogne de ceux qui viendraient après eux. Le P. Le Jeune composa une grammaire et un dictionnaire algonquin (4). Le P. Chaumonot (arrivé à Québec en 1639) a laissé des ouvrages indispensables pour l'étude du huron (5). Le P. Le Sueur (arrivé en 1716) a élaboré un dictionnaire des racines abéna-

1. Sulte, *Pages d'histoire...*, p. 175-203.

2. Abbé Ferland, *Notes sur les registres de N.-D. de Québec*, p. 29-30. — François Marguerie pouvait écrire l'anglais, le hollandais et le latin (1640-1641) (Sulte, *op. cit.*, p. 191).

3. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, t. I, p. 233.

4. *Ibidem*, t. I, p. 233.

5. *Ibidem*, t. I, p. 401-402. Dès 1635, le P. de Brébeuf avait ébauché un dictionnaire de cette langue (Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. X, p. 54).

quises (1). Le P. Aubery, qui en était arrivé à préférer pour écrire l'abénaqui au français, avait confectionné un vocabulaire de cette langue (2).

Marie de l'Incarnation, elle aussi, dès qu'elle avait entrevu une nouvelle voie pour travailler utilement à la gloire de Dieu, s'y était jetée résolument. Du moment que ce qu'elle avait appris avec ses pensionnaires sauvagesses pouvait servir les apôtres des Indiens, elle avait voulu les faire profiter de son expérience. Et c'est ainsi qu'elle avait trouvé le temps de faire un dictionnaire français-algonquin, un dictionnaire algonquin-français, un dictionnaire et des catéchismes algonquins, hurons, iroquois, etc. (3).

Quant aux laïques, ceux qu'au xvin^e siècle l'on appelait interprètes, ils pouvaient être civils ou militaires. Il y en avait dans les villes, dans les troupes, certains vivaient à demeure chez les nations auprès de qui ils tenaient lieu de résidents (4).

Autant que le génie des armes, qu'on leur reconnaissait généralement, les anciens Canadiens paraissent avoir eu le don des langues. Pierre et Jean-Baptiste Talon, deux enfants de onze et huit ans, abandonnés pendant près de trois ans, chez les sauvages du Texas (1687-1689), apprirent plusieurs langues indigènes, et de manière à les parler très bien (5).

En revanche, la connaissance des langues européennes

1. Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 397-398. — Le P. Marest, aumônier d'Iberville en 1697, a fait un dictionnaire des langages parlés à la Baie d'Hudson (La Roncière, *Une épopée canadienne*, p. 116).

2. Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 400-401.

3. Marie de l'Incarnation, *Ecrits spirituels et historiques*, t. I, p. 47 (introduction) et errata.

4. V. principalement à ce sujet, Massicotte, *Les interprètes à Montréal sous le régime français* (B. R. H. 1928, p. 140-150. — Cf. Tableau des sauvages qui se trouvent à l'armée du Marquis de Montcalm le 28 juillet 1757 dans P. G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 287-288.

5. M. de Villiers et P. Rivet, *Deux vocabulaires inédits recueillis au Texas v. 1688* dans le *Journal de la Société des Américanistes de Paris*, nouvelle série, t. XXI, 1929, p. 307-311. Cf. Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. I, p. 558.

était moins développée dans la Nouvelle-France. Les Canadiens méprisaient-ils donc l'anglais? On serait tenté de le croire. En tout cas ils l'ignoraient. Lors de son expédition de la Belle-Rivière (1749), M. de Céloron rencontra des Anglais; mais il ne put tirer d'eux aucun renseignement, parce qu'ils ne parlaient, ni n'entendaient le français : personne du détachement ne savait l'anglais (1).

En 1689-1691, M. de Lino était le seul citoyen de Québec qui put faire fonction d'interprète en cette langue (2). Il y en eut d'autres par la suite. Il y en eut aussi pour le flamand (hollandais). En général, c'étaient des gens qui, avant de s'établir dans la Nouvelle-France, avaient, plus ou moins longtemps, vécu dans la Nouvelle-Angleterre (3).

Enseignement technique.

Nous devons avoir passé en revue à peu près tous les moyens de s'instruire qu'avaient, au sortir de l'école primaire, les Canadiens des classes moyennes et supérieures. Mais il n'y avait pas au Canada que des prêtres, des officiers, des magistrats, des négociants, des capitaines de navire ou des interprètes. Il y avait surtout des habitants, c'est-à-dire des cultivateurs, et aussi un certain nombre d'ouvriers. De bonne heure, on pensa à faire quelque chose pour eux, au point de vue éducatif.

L'école de Saint-Joachim, au Cap Tourmente, que nous avons déjà citée, n'était pas seulement une école primaire; c'était aussi — et très probablement dès 1668 — une ferme-

1. P. G. Roy, *La famille Céloron de Blainville*, p. 29.

2. P. G. Roy, *Mathurin-François de Lino* (*B. R. H.*, 1915, p. 153-154). — En 1679, Jolliet, à la Baie d'Hudson, ne put se faire entendre des Anglais qu'en leur parlant latin (Ernest Gagnon, Louis Jolliet, p. 182). De même Iberville, toujours à la Baie d'Hudson, en 1694 et 1697 (Ch. de la Roncière, *op. cit.*, p. 82, 106).

3. Massicotte, *op. cit.*, *passim*. — Savait-on d'autres langues? Dans plusieurs bibliothèques canadiennes, on trouve des grammaires italienne (inv. Cugnet, Vezon), espagnole (inv. Collet, Cugnet); des dictionnaires italien (inv. Verrier, Vezon), espagnol (inv. Collet); des auteurs italiens (inv. Verrier, Vezon); un vocabulaire français-allemand (inv. Vezon).

école, une école d'arts et métiers (1). Une ferme-école, c'est-à-dire une école d'agriculture. A cet égard, on ne voit pas très nettement les résultats qu'elle a pu donner. La tentative avorta. Il n'y a sans doute pas lieu d'en chercher la cause ailleurs que dans l'indifférence des habitants. Ils n'avaient pas encore compris l'utilité pour leurs enfants d'apprendre à travailler autrement qu'ils ne le faisaient, autrement que n'avaient fait leurs pères (2).

L'école des arts et métiers réussit beaucoup mieux. On y formait des menuisiers, des charpentiers, des couvreurs, des serruriers, des taillandiers, des cordonniers, des tailleurs, des maçons, des voituriers; on y faisait aussi des sculpteurs, des peintres, des architectes (3). De tout temps, les ouvriers spécialisés ont constitué une élite. Au Canada, sous l'ancien régime, alors qu'était en vigueur le système de la petite industrie, ceux qui savaient leur métier devenaient patrons.

Dans un but charitable et vraiment chrétien, le clergé canadien prit à tâche de donner au plus grand nombre possible d'enfants le bénéfice d'une instruction technique. On s'arrangeait pour ne refuser aucun de ceux qui voulaient travailler. Les élèves des arts et métiers étaient soumis à l'internat. On fixa un prix de pension très modique. Des bourses furent fondées, et plusieurs écoliers purent être reçus par charité (4).

Combien de temps tout cela dura-t-il ? Cette ingénieuse création d'une école technique fonctionnait-elle encore au xviii^e siècle ? Sauf pour les beaux-arts, rien ne le prouve.

Est-il exact qu'il y ait eu au Petit Séminaire une section

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 53-54, 347, 476. — Ferland, *Cours d'Histoire du Canada*, t. II, p. 65.

2. Il est question de l'école d'agriculture en 1705. On ignore si l'école d'arts et métiers existait encore à cette date. Gosselin, *op. cit.*, 358-360.

3. Gosselin, *op. cit.*, p. 354, 360-363. — Renaud, *op. cit.*, p. 392. — Failon, *op. cit.*, t. III, p. 263. — Salome, *La colonisation de la Nouvelle-France* p. 277. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...* t. I, p. 424.

4. Gosselin, *op. cit.*, p. 56-57, 358-359.

d'arts et métiers? Nous ne le croyons pas. Les élèves du Petit Séminaire étaient tous, en principe, destinés à la prêtrise; mais les règlements de la maison les obligeaient à apprendre, en guise de distraction, un métier manuel. La sculpture rentrait-elle dans les métiers? En tout cas on la leur enseignait. Sage précaution. Ceux qui faute de vocation, interrompaient leurs études, n'étaient point rejetés dans le siècle sans moyen d'existence (1). Parfois, on leur offrait de rester au service du séminaire (2).

A certains de leurs domestiques, les Messieurs du Séminaire assuraient un gagne-pain. Tel fut le cas de Pierre Cloutier à qui, en vertu de son contrat d'engagement, ils devaient faire apprendre le métier de cordonnier « chez eux », c'est-à-dire sans doute au Petit Séminaire (3). A s'en tenir à la lettre des textes, il n'y eut rien de plus dans cette école sous le rapport de l'enseignement professionnel.

Jamais le Canada ne fut privé de bons ouvriers. A défaut de l'école, on avait l'apprentissage, méthode préconisée par Colbert (4). Les frères Charon n'avaient point ouvert d'école technique : mais ils hébergeaient dans leur institut des ouvriers de différents corps de métiers et ceux-ci prenaient des apprentis.

Chaque engagement donnait lieu à un contrat qui nous renseigne sur ses modalités. Nous avons des formules de contrats pour toutes sortes d'apprentis, pour des métiers comme pour des professions : pour les états de tanneur (5), cordonnier (6), charpentier (7), menuisier (8), serru-

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 349, 361, 395, 420.

2. *Ibidem*, p. 419.

3. P. C. Roy, *Inventaire des Ordonnances...*, t. I, p. 147 (1715).

4. Renaud, *op. cit.*, p. 390.

5. J. N. Fauteux, *L'industrie au Canada sous le régime français*, t. II, p. 422 (1706), p. 430-431 (1719), 438 (1738).

6. Massicotte, *Faits curieux de l'histoire de Montréal*, p. 147 (1692). — J. E. Roy, *Histoire... de Lauzon*, t. I, p. 466 (1706).

7. *Les notaires au Canada sous le Régime français dans le Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1921-1922*, p. 13 (1648).

8. Massicotte, *op. cit.*, p. 147 (1691).

rier (1), forgeron (2), fabricant de bas (3), tonnelier (4), ramoneur (5).

On sait qu'il n'y avait pas au Canada de maîtrise pour les métiers. L'exercice des professions n'était pas absolument libre ; mais, dans la mesure où le permettaient les règlements de police, chacun pouvait travailler comme il l'entendait, sans avoir rien à payer, sans avoir à justifier non plus sa capacité (6).

Entre l'artisan et l'artiste, la distinction, sous l'ancien régime, était souvent en France difficile à établir. Il en allait pareillement au Canada. Et l'on devenait d'ordinaire peintre ou sculpteur de la même manière que l'on serait devenu menuisier ou serrurier : par l'apprentissage (7).

Pour certains, le professeur fut leur père (8). Quelques-uns apprirent théorie et pratique dans une école. Peinture, sculpture, architecture étaient enseignées à Saint-Joachim au ^{xvii}^e siècle ; elles l'y furent probablement jusqu'aux environs de 1750 (9).

1. Massicotte, *Inventaire des documents et des imprimés concernant la communauté des frères Charon* dans le *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1923-1924*, p. 170 (1695). — *Les notaires au Canada...*, p. 21 (1663). — Cf. Tanguay, *op. cit.*, t. I, p. 480.

2. Massicotte, *Inventaire...*, p. 169 (1692).

3. *Ibidem*, p. 179 (1719).

4. Renaud, *op. cit.*, p. 390. (1689)

5. P.-G. Roy, *La ville de Québec...* t. II, p. 82 (1737).

6. Renaud, *op. cit.*, p. 385-386. — Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 250-251.

7. Sculpteur, 1692 (J.-E. Roy, *Histoire du notariat...*, t. I, p. 159, n. 4), — 1704 (E.-Z. Massicotte, *Les Chaboillez* dans le *B. R. H.*, 1922, p. 185), Architecte, entre 1741 et 1746 (*B. R. H.*, 1913, p. 307).

8. E. Z. Massicotte, *Maçons, entrepreneurs, architectes* dans le *B. R. H.* 1929, p. 139.

9. Traquair, *Old churches...*, p. 2. — *B. H. R.*, 1913, p. 307. — Barbeau (*Les Arts au Canada français* dans le *Devoir* de Montréal, 22 mars 1926) cite plusieurs maîtres qui auraient enseigné les arts à Saint-Joachim : Jean Soumande, directeur de l'école et professeur d'architecture ; N. de Cordenais, Jacques Leblond de la Tour, peintres ; Gabriel le Prevost, sculpteur. On a pu attribuer aux leçons des frères coadjuteurs des Jésuites la formation de quelques-uns des architectes canadiens (Rochemonteix, *op. cit.*, t. I, p. 220-221).

L'éducation des filles.

L'instruction féminine n'a jamais été négligée au Canada. Et même l'on peut hésiter sur le point de savoir si l'on n'a pas fait à cet égard pour les filles plus qu'on n'a fait pour les garçons.

Les institutrices des jeunes Canadiennes sous le régime français furent exclusivement des religieuses : Ursulines, Sœurs de la Congrégation (celles-ci à la vérité n'étaient pas des religieuses), Hospitalières. Les Ursulines et les Sœurs de la Congrégation eurent la plus grande part dans cette mission — à elles revient l'honneur d'avoir élevé presque toutes les femmes de la colonie.

Dès le lendemain de son arrivée à Québec (1639), Marie de l'Incarnation, supérieure des Ursulines, avait reçu toutes les filles qu'on lui amenait : les Sauvageesses comme les Françaises (1).

En 1642, elle ouvre un pensionnat (2). Désormais — sauf pendant les interruptions momentanées causées par les incendies — les Ursulines maintiendront ces deux sortes d'établissements : externat, internat.

Aux Trois-Rivières, les Ursulines — installées là depuis 1697 — étaient à la fois hospitalières et enseignantes ; elles tenaient en même temps l'hôpital et des écoles (3), des écoles et un pensionnat (4).

A Québec, les Hospitalières de l'Hôtel-Dieu (5), de l'Hôpital-Général (6) élevaient quelques pensionnaires. C'est en

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 152. — Eug. Grisselle, *La vénérable Mère Marie de l'Incarnation...*, p. 71.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 153.

3. *Ibidem*, p. 166-167. — *Mémoire de Bougainville de 1757 dans le Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1923-1924*, p. 60.

4. *Les Ursulines des Trois-Rivières*. Trois-Rivières, 1888-1892, 2 vol., t. I, p. 178-201.

5. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 33.

6. *B. R. H.*, 1927, p. 458. — Kalm, *op. cit.*, p. 114.

1641 que les premières avaient commencé à se faire enseignantes (1) et, en 1725, les secondes (2). Ces religieuses purent faire du bien, en firent certainement. Mais beaucoup plus important apparaît le rôle joué par les Sœurs de la Congrégation. Nous avons vu les débuts de Marguerite Bourgeoys à Montréal. On croit qu'elle y enseigna d'abord les garçons et les filles, et plutôt les filles que les garçons. Aussi s'explique-t-on mal l'affirmation suivante que nous trouvons sous la plume de Marie de l'Incarnation. En 1664, elle écrit : « A l'endroit des filles françoises... il n'y en a pas une qui ne passe par nos mains (3). » Et en 1669, « Les François nous amene leurs fille de plus de 60 lieue d'icy quoyque Mgr nostre Prelat aye estably des maitresses d'escolle à Montréal pour suppléer en ce lieu attendant que nous y soyons establie (4) ». Il semblerait, à l'entendre, que cet établissement d'institutrices à Montréal était un événement tout récent.

Quoi qu'il en soit, en 1660, les Sœurs de la Congrégation avaient, à Montréal, et un externat et un pensionnat pour l'éducation des « jeunes personnes (5) ». Après 1670, elles essaient. Elles fondent successivement des écoles à Champlain (1676) (6), à la Sainte Famille de l'île d'Orléans (1685) (7), à Lachine (vers 1686) (8), à la Pointe aux Trembles de Montréal (vers 1690) (9), à la Basse-Ville de Québec (1691) (10), au Château-Richer (1693) (11), à Boucherville

1. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 33.

2. *B. R. H.*, 1927, p. 458.

3. Marie de l'Incarnation à une religieuse ursuline de Tours, Québec 19 août 1664 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 230).

4. Griselle, *op. cit.*, p. 71.

5. Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 266.

6. Gosselin, *op. cit.*, p. 197. — *Histoire de... Champlain*, t. I, p. 115, 211.

7. Gosselin, *op. cit.*, p. 202-203. — P.-G. Roy, *l'île d'Orléans*, p. 173-176.

8. Gosselin, *op. cit.*, p. 201.

9. *Ibidem*, p. 200.

10. *Ibidem*, p. 185-188.

11. *Ibidem*, p. 212.

(1703) (1), à la Prairie de la Madeleine (vers 1705) (2), à la Pointe aux Trembles de Québec (1716) (3), à Saint-Laurent de Montréal (1732) (4) — en tout dix écoles dont neuf dans des paroisses de la campagne. Les règlements de la Congrégation recommandaient aux Sœurs de prendre des pensionnaires (5). C'est ce qu'elles avaient fait à Québec (6), à la Sainte-Famille (7), au Château-Richer (8), à Champlain (9).

C'est encore pour instruire les jeunes filles, pour compléter leur instruction en même temps que pour les sanctifier, que les Sœurs avaient imaginé leur congrégation des filles externes. Œuvre double, à la fois école du dimanche pour les grandes filles qui savaient lire et confrérie religieuse, tiers-ordre, si l'on veut (10).

Aucune des maisons d'éducation énumérées par nous, ne s'adressait à une clientèle particulière, n'était faite pour une classe sociale plutôt que pour une autre. Chez les Sœurs de la Congrégation comme chez les Ursulines, l'instruction proprement dite était gratuite (11). Quant au prix de la pension, il était de 120 livres par an chez les Ursulines (12) et d'un taux moindre chez les Sœurs (13). Celles-ci se montraient fort accommodantes, au point de se contenter parfois — comme les Ursulines d'ailleurs — de paiements en nature (14). Quelques bourses avaient été fondées

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 218. — Lalande, *Une vieille seigneurie, Boucherville*, p. 155, 157.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 219.

3. *Ibidem*, p. 219-223. — P. G. Roy, *Notes sur Nicolas Dupont de Neuville* (*B. R. H.*, 1927, p. 136).

4. Gosselin, *op. cit.*, p. 223-224.

5. *Ibidem*, p. 173-174.

6. *Ibidem*, p. 193.

7. *Ibidem*, p. 210.

8. *Ibidem*, p. 215.

9. *Histoire... de Champlain*, t. I, p. 213.

10. Gosselin, *op. cit.*, p. 175, 472-475.

11. *Ibidem*, p. 153, 163, 173. — Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 265.

12. Gosselin, *op. cit.*, p. 162.

13. *Ibidem*, p. 175, 210, 216.

14. Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 266. — Gosselin, *op. cit.*, p. 162.

tant chez les Ursulines que chez les Sœurs pour venir au secours des familles les plus indigentes (1).

Il y aurait inexactitude à se représenter le pensionnat des Ursulines de Québec comme strictement aristocratique. Des filles d'officiers, de magistrats, de marchands, s'y rencontraient avec des filles de simples habitants (2). Et les Sœurs de la Congrégation n'avaient pas non plus pour élèves rien que des enfants du peuple. En 1712, M. de Tilly écrivait à son frère La Mothe-Tilly que sa petite nièce placée dans une communauté de filles de la Congrégation — probablement à Montréal — y recevait « une bonne éducation (3) ».

Nous pouvons croire M. de Tilly. Dans les maisons où l'on élevait les jeunes filles, on paraît avoir pris encore plus de soin de leur éducation proprement dite que de leur instruction. Sans doute la mère Duplessis de Sainte-Hélène fait-elle quelques réserves touchant le sérieux de cette formation ; sa nièce, écrit-elle, « est pleine de jugement mais l'éducation canadienne ne cultive pas assez ses bonnes qualitez » (1751) (4). D'autres observateurs appréciaient avec plus d'indulgence les résultats obtenus (5) ; et les jolies manières des Canadiennes constituaient pour ceux qui les voyaient un de leurs plus grands charmes. Elles n'avaient ni l'air provincial, ni l'air bourgeois ; c'étaient de vraies femmes du monde, et même des femmes du monde de Paris (6).

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 155, 215-216, — *Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 201-202.

2. *Les Ursulines de Québec...*, t. I, p. 322-333, 481-482, 484-490 ; t. II, p. 171-176, 190-191. — Tanguay, *op. cit.*, t. I, 621-622.

3. Tilly à La Mothe-Tilly. Québec, 7 nov. 1712. Cf. Lettre du même au même, Québec 30 octobre 1711 (Arch. de M. le comte de Montalembert, comm. par M. Th. Beauchesne).

4. *Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène*, A. Léo Leymarie dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 45.

5. Charlevoix déclarait les Canadiennes capables « de conduire les plus grandes affaires ». *Op. cit.*, t. III, p. 173 (1721).

6. La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 279. — Kalm, *op. cit.*, p. 214. — Pou-

C'est pour toutes les « jeunes personnes », quelle que fût leur condition, que les religieuses faisaient la classe. Peu après son arrivée à Québec, Mgr de Laval fait enlever une servante de M. Denys et la confie aux Ursulines « sur le seul prétexte qu'il voulait la faire instruire (1) ». En 1691, le curé de Québec se préoccupait spécialement de donner le moyen d'apprendre à lire et à écrire aux filles en service dans les maisons de la Basse-Ville (2).

Lire et écrire, telle était en effet la base de l'éducation féminine. Ajoutons-y le calcul, le catéchisme et le travail à l'aiguille (3). Cependant, vers 1686, les règlements des Sœurs de la Congrégation font allusion aux livres latins dont elles doivent se pourvoir dans le cours de leur enseignement (4). On apprenait aux jeunes filles à faire des ouvrages de dames, des travaux d'art, d'art proprement dit et d'art appliqué. Quand nous serons arrivés au chapitre de l'art canadien, nous entrerons à ce sujet dans quelques détails.

Vers 1680, les Sœurs de la Congrégation avaient voulu fonder à Montréal, sous le nom de Providence, une école ménagère pour apprendre aux filles à gagner leur vie dans le service. Mais elle dut fermer ses portes aux environs de 1692 (5). Une tentative analogue faite à Québec n'eut pas plus de succès. Cette seconde Providence ne vécut que six ans (1686-1692) (6).

Mgr de Pontbriand aurait voulu que la pharmacie fit partie des notions que l'on s'efforçait d'inculquer aux filles (7). L'idée n'était pas mauvaise mais nous ignorons s'il

choit, *Mémoires...*, t. II, p. 294-295. — L. A. Taschereau, *L'Habitant de Québec...*, p. 35.

1. Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 469.

2. Gosselin, *op. cit.*, p. 466.

3. *Ibidem*, p. 177, 237, 240, 244. — Kalm, *op. cit.*, p. 232. — *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 61.

4. Gosselin, *op. cit.*, p. 174.

5. *Ibidem*, p. 176-177.

6. *Ibidem*, p. 181-183. — P.-G. Roy, *La ville de Québec*, t. I, p. 471-472.

7. *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 61.

y fut donné suite. Pourtant des sages-femmes canadiennes apprirent dans la colonie même ce qu'il leur fallait (1). C'était sans doute assez peu de chose.

Mais aussi les parents ne donnaient pas beaucoup de temps aux institutrices de leurs filles pour éduquer celles-ci. Ils ne les leur laissaient parfois qu'un an (2). Marie de l'Incarnation assure qu'elles en gardaient parfois jusqu'à ce qu'elles fussent en âge d'être pourvues (3). Lorsqu'il visita les Ursulines, en 1749, Kalm n'y vit pas d'élève âgée de plus de douze ans ou environ (4). Ce qui était habituel chez les Ursulines paraît l'avoir été également chez les Sœurs de la Congrégation (5),

Le Niveau Intellectuel de la Population.

Mgr Gosselin conteste que, avant 1760, les femmes au Canada fussent plus lettrées que les hommes (6). La thèse contraire a été soutenue. Il est difficile de se faire une opinion. Canadiens et Canadiennes avaient certainement les moyens de s'instruire. En usaient-ils ? Et peut-on vraiment savoir ceux qui en tiraient le plus grand profit ?

L'ignorance des Canadiens ! la leur a-t-on assez reprochée ! Que ce soit des Français ou plus tard des Anglais, nombreux assurément sont les contemporains qui se sont plu à propager cette mauvaise réputation (7). Mais les témoignages

1. En 1755, la nommée Braquenard, sage-femme à Québec, demandait l'autorisation d'établir deux écoles pour enseigner son art, l'une à Montréal et l'autre à Québec. On ne voit pas de suite à cette demande. *Rapport sur les Archives Canadiennes pour 1905* (1), 6^e partie, p. 200.

2. Marie de l'Incarnation à son fils, Québec, 9 août 1668. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 258.

3. *Ibidem*, p. 258.

4. Kalm, *op. cit.*, p. 133.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 174-175.

6. *Ibidem*, p. 145-150.

7. La Hontan, *Nouveaux voyages...*, t. II, p. 88. — De Meulles au Ministre, 12 nov. 1684 (Arch. des Colonies, C¹¹ A. 6, fol. 407, v^o. — Mémoire de Beauharnais et Hocquart au Roi 1732, (extrait dans le *B. R. H.*, 1899, p. 203). — Mémoire de Hocquart, 1737 (?) (Arch. des Colonies, C¹¹ A. 67, fol. 106 v^o. — L'abbé de la Tour et Montreuil, major-général de Montcalm,

ges en sens contraire ne font pas défaut. Nous les retrouverons en leur lieu. Qu'il nous suffise présentement de dire qu'on aurait tort de se laisser impressionner par des propos médisants, trop exagérés pour être vrais. A des généralisations hâtives, nous opposerons la réponse des faits, du plus grand nombre de faits possible. Nous ne faisons ici que poser des prémisses. La suite de cet ouvrage les développera.

En étudiant la composition des bibliothèques canadiennes, en examinant les correspondances qui sont parvenues jusqu'à nous, en envisageant la vie intellectuelle et artistique du pays sous ses différents aspects, nous serons amenés à faire plusieurs remarques. Nous constaterons qu'au XVIII^e siècle, la Nouvelle-France possédait une élite très cultivée, que les grands marchands avaient visiblement fait de meilleures études que beaucoup d'officiers, qu'un certain nombre d'habitants avaient des lettres, et enfin que s'il n'y avait pas de femmes savantes dans la colonie les femmes instruites n'y manquaient pas.

Ne leur en veuillons pas trop d'avoir ignoré l'orthographe ; c'était une maladie très répandue à cette époque — en France aussi bien qu'au Canada. Sans sortir de la colonie, les officiers canadiens se sont rarement piqués d'écrire correctement les mots ; l'orthographe de quelques-uns d'entre eux est la plus libre, la plus fantaisiste, la plus extraordinaire que l'on puisse imaginer (1).

cités par Ferland, *Cours d'Histoire du Canada*, t. II, p. 64-65, 537, note 2. — *Voyage au Canada...* par J.-C. Bonnefons (Bibl. Nat., n. acq. fr., 4156, p. 49). — Murray à lord Shelburne, Londres, 20 août 1766 dans l'abbé Ivanhoe Caron, *La colonisation de la Province de Québec. Débuts du régime anglais*, p. 264.

1. Le cas de M. d'Ouville, fermier du poste de Toronto, à qui on fut forcé de retirer ce poste en 1729 parce qu'il ne savait ni lire ni écrire, devait être une anomalie (R. de Hertel, *Michel d'Agneau d'Ouville et sa famille*, dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 221).

Voir Lettre de M. de Contrecoeur, 1755, dans le *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1921-1922*, hors texte entre les pages 380 et 381. Extraits de lettres du même dans Gosselin, *op. cit.*, p. 295. Celles de M. de Clignancour (nov. 1711) et de Mme de Grais (s. d.) ne valent pas mieux (Arch. de M. le c^{te} de Montalembert).

En revanche si on écrivait mal le français — car la syntaxe nous le verrons, n'était pas beaucoup plus respectée que l'orthographe — on le parlait bien. La Potherie, Charlevoix, Kalm s'en portent garants. « On parle ici parfaitement bien sans mauvais accent », assure le premier (1). Et le P. de Charlevoix : « Nulle part ailleurs on ne parle plus purement notre langue. On ne remarque même ici aucun accent » (2). Le même dit encore : « La rusticité, soit dans le langage, soit dans les façons, n'est pas même connue dans les campagnes les plus écartées » (3). Franquet s'exprime en termes identiques sur le compte des Canadiennes. Elles parlent « un français épuré, n'ont pas le moindre accent » (4). Quant à Kalm, en sa qualité d'étranger, nous pourrions le récuser s'il nous vantait l'élégance du parler canadien. Mais c'est d'une expérience personnelle qu'il nous fait part, une expérience qui pourrait bien lui avoir laissé un souvenir quelque peu dépité. Voici ce qu'il rapporte : « Les dames canadiennes, celles de Montréal surtout, sont très portées à rire des fautes de langage des étrangers... Les belles dames du Canada ne peuvent entendre aucun barbarisme ou expression inusitée sans rire » (5).

Bougainville, ennemi juré des Canadiens, prétend que « leur diction est remplie de phrases vicieuses empruntées de la langue des sauvages ou des termes de marine, appliqués dans le style ordinaire » (6). Pour ce qui est des indianismes, Bougainville exagère (7). Le reste de ce qu'il dit est certainement vrai. Encore aujourd'hui, la langue que l'on

1. La Potherie, *Histoire de l'Amérique Septentrionale...*, t. I, p. 279 (1700).

2. Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France...*, t. III, p. 79 (1720).

3. *Ibidem*, t. III, p. 80.

4. Franquet, *Voyages et Mémoires...*, p. 57 (1752).

5. Kalm, *op. cit.*, p. 215 (1749).

6. *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 61.

7. P. Poirier, *Des vocables algonquins... entrés dans la langue*, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. X, 1917, sect. I, p. 339-364.

parle dans la Province de Québec est toute émaillée d'expressions maritimes (1).

Au demeurant les Canadiens n'étaient pas des Sauvages et il y a eu une civilisation canadienne. Nous nous réservons de mettre en relief tout ce qu'elle a eu de brillant et en même temps de solide, de sérieux. Ce n'était pas une création artificielle, importée du dehors, sans racines dans le pays. C'était le fruit d'une lente et déjà longue élaboration, le résultat d'un consciencieux travail d'assimilation.

A la veille de la Cession, les Canadiens avaient déjà des traditions de culture qui remontaient à plusieurs générations. Sur les bords du Saint-Laurent l'esprit humain s'était formé des habitudes, des catégories nouvelles ; il s'était constitué un idéal particulier : il avait sa manière à lui de rechercher le vrai et le beau.

Cette civilisation — c'est évident — n'était l'apanage que d'une élite. La plus grande partie de la nation y restait étrangère. Mais n'est-ce pas le propre de toute civilisation d'être le fait d'une minorité ?

En ce qui touche le Canada, nous voudrions pourtant connaître le niveau intellectuel de la masse de la population. Que savait-elle ? De tout ce qu'on lui avait inculqué — ou cherché à lui inculquer — qu'avait-elle retenu ? En l'absence de statistiques résultant d'enquêtes rigoureusement menées, nous devons nous satisfaire avec des conclusions approximatives. Et d'abord un fait s'impose à nous, qui est certain : les Canadiens — dans leur généralité — avaient le goût de l'instruction. Ils comprenaient ses avantages, ils désiraient les assurer à leurs enfants.

1. Oscar Dunn, *Glossaire franco-canadien et vocabulaire de locutions vicieuses usitées au Canada*. Québec, 1880. — S. Clapin, *Dictionnaire canadien-français*... Montréal et Boston, 1894. — N. E. Dionne, *Le parler populaire des Canadiens français*... Québec, 1909. — L. P. Geoffrion, *Zigzags autour de nos parlers*, 3 séries. Québec, 1924-1927. — Cf. Gailly de Taurines, *La nation canadienne*... Paris, 1894, p. 235-254 (La langue française au Canada). — L. P. Geoffrion, *Le parler des habitants de Québec* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*. 3^e série, vol. XXII, 1928-sect I, p. 63-80.

Comment interpréter autrement leurs initiatives pour leur procurer des instituteurs ou des institutrices, les démarches faites par eux pour avoir des écoles ? (1). Si les Jésuites augmentèrent successivement le nombre des matières enseignées dans leur collège — c'est parce que les parents le leur avaient demandé (2).

Venons aux précisions. Les habitants savaient-ils écrire ? Il paraît établi qu'en arrivant au Canada la plupart des colons le savaient (3). Bon nombre de ceux-ci du reste appartenaient à des milieux où l'instruction était entrée dans les mœurs, faisait partie de la vie familiale. La bourgeoisie de l'ancienne France a beaucoup fait pour la Nouvelle.

Si les premiers Canadiens étaient des hommes relativement instruits, peut-on en dire autant de leurs fils et de leurs petits-fils ? Un bon juge en la matière — J. E. Roy — n'a pas craint d'affirmer ceci : « Dans les couches moyennes, de 1608 à 1759, sur 100 colons, il n'y en avait pas 20 qui ignorassent l'écriture » (4). Mgr Gosselin de son côté a constaté que les signatures d'hommes étaient toujours plus nombreuses que les signatures de femmes (5). J. E. Roy ne parlait pas par ouï-dire. Ce qu'il disait, il l'avait vu, il l'avait vu sur les pièces innombrables qu'il avait dépouillées. Nous faisons donc nôtre son opinion en y ajoutant une observation qui l'explique. Pour peu qu'on ait eu sous les yeux d'anciens documents canadiens — inédits ou publiés — on ne peut s'empêcher d'être frappé d'un détail : à savoir la quantité importante de gens qui déclarent ne pouvoir signer. Il y en a tant que, si on tenait pour vraies

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 66, 466. — Abbé Auguste Gosselin, *Les Normands au Canada*..., dans la *Revue Catholique de Normandie*, t. IX, 1899-1900, p. 389-390.

2. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. I, p. 208-210.

3. J. E. Roy, *Histoire de la seigneurie de Lauzon*, t. I, p. 495, — Gosselin, *L'instruction au Canada*..., p. 31.

4. *Lettres du P. F. X. Duplessis*, notice biographique, p. viii.

5. Gosselin, *op. cit.*, p. 147-148.

ces affirmations, le Canada n'aurait été habité à peu près que par des illettrés. Au recensement de Montréal, fait en 1741, par la Compagnie des Indes, sur 506 comparants, 171 seulement apposèrent leur signature (1). En 1721, aucun des habitants de Chambly n'avait pu signer le procès-verbal du procureur-général Collet (2). En 1751, sur trois marguilliers et quatre syndics de Saint-Ours, il ne se trouve personne pour signer une reddition de comptes (3).

Que faut-il en déduire ? Devons-nous supposer que tous ces prétendus ignorants l'étaient réellement ? Si nous examinons individuellement quelques-uns d'entre eux nous serons encore plus surpris. Pouvons-nous admettre qu'aient été dépourvus de toute éducation des gens comme Gabriel Gosselin, tenu au xvii^e siècle pour un notable de la colonie (4), comme Louis Cureux de Saint-Germain, bourgeois de Québec en 1743 (5), comme Pierre Laporte, officier de milice à Boucherville en 1745 (6) ? Nous ne sommes nullement forcés de l'admettre. Ils déclareraient ne savoir signer. Qu'est que cela prouve ? Rien du tout. Le fait peut sembler étrange. Il l'est en effet, mais il faut l'accepter tel quel. Sous l'ancien régime, lorsqu'on savait écrire, assez souvent, pour une raison ou pour une autre, on déclarait qu'on ne savait pas signer. Cette anomalie se rencontre maintes et maintes fois en France (7). Ce qui s'y pratiquait se pratiquait aussi au Canada. Nous avons des exemples typiques,

1. E. Z. Massicotte, *Un recensement inédit de Montréal en 1741* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XV, 1921, sect. I, p. 6.

2. *Procès-verbaux... par M. B. Collet p. p. l'abbé I. Caron dans le Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1921-1922*, p. 309.

3. Abbé A. Couillard Després, *Histoire de Saint-Ours...*, t. I, p. 264-265.

4. Ph. Gagnon, *Noms propres au Canada français* dans le *B. R. H.*, 1909, p. 91. — P. G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 58.

5. *La vente des esclaves...* dans le *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1921-1922*, p. 113.

6. *Inventaire Boucher de Montbrun, 1745*. Comm. par M. P. G. Roy.

7. A. de Bourmont, *Lecture et transcription des vieilles écritures...* Caen et Paris, 1881, p. 15, note 3.

grâce auxquels nous pouvons prendre en flagrant délit de mensonge les auteurs de déclarations d'ignorance. Mgr Gosselin a constaté, sur les registres du Château-Richer, que les mêmes témoins qui ne savent pas signer à une page le savent à la suivante (1). Noël Simart ne peut pas signer son acte de mariage. Pourtant quelques jours auparavant, il avait passé son contrat et il l'avait signé (1661) (2). En 1668, François Chorel de Saint-Romain, marchand à Champlain, appose sa marque au bas d'un inventaire (3). Serait-ce parce qu'il ne pouvait pas faire mieux ? Mais, non, car en 1682 nous le voyons signer correctement : Saint-Romain (4). En 1753, au fort Saint-Frédéric, Michel Boileau, lorsqu'il fait baptiser sa fille, déclare qu'il ne sait pas signer. Le desservant du fort enregistre ce refus sans protester. Il n'aurait eu pourtant qu'à tourner deux pages de son registre pour découvrir une signature du nommé Michel Boileau (5).

Pour nous résumer, cette instruction rudimentaire, qui consiste à lire et à écrire, devait être largement répandue. Ce qui l'atteste, c'est la facilité avec laquelle les habitants changeaient d'état ou pouvaient remplir des fonctions publiques. Quelques-uns devenaient marchands, d'autres notaires, huissiers, greffiers, juges seigneuriaux, procureurs fiscaux, arpenteurs. Enfin on trouvait toujours chez eux suffisamment de sujets pour remplir les places d'officiers de milice. Et pourtant Bougainville a osé mettre cette phrase dans un de ses mémoires : « Les Canadiens ne savent pas écrire (6). » On voit par là le cas qu'il convient de faire de semblables affirmations.

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 27.

2. *B. R. H.*, 1925, p. 520.

3. *Histoire de... Champlain*, t. I, p. 30.

4. *Ibidem*, t. I, p. 163.

5. Baudry, *Un vieux fort français* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, série I, vol. V, 1887, sect. I., p. 106.

6. *Mémoire de Bougainville de 1757*, dans le *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1923-1924*, p. 61.

Sur un point cependant, nous devons l'avouer, l'instruction des habitants paraît avoir présenté une lacune regrettable. Un certain nombre d'entre eux manifestaient une tendance excessive à la crédulité. A diverses reprises, il est question au Canada des sorciers, c'est-à-dire de gens qui réussissaient à se faire passer pour tels (1). Il y avait même dans la Nouvelle-France une terre classique des sorciers. C'était l'Ile d'Orléans (2). Pareille disposition d'esprit n'indique pas une formation très scientifique. Mais cela enrichit le folk-lore.

1. Lettres de... Marie de l'Incarnation, p. 563-564 (1661). — Faillon, *op.cit.*, t. II, p. 469-470 (1662). — *Mgr. de Saint-Vallier...* p. 247. — Faucher de Saint-Maurice, *Le crucifix outragé. Un procès de sorcellerie à Montréal en 1742* dans la *Revue Canadienne*, 1870, p. 92-102.

2. P.-G. Roy, *l'Ile d'Orléans*, p. 475-477.

CHAPITRE II

LA VIE INTELLECTUELLE. CE QU'ON LISAIT CE QUE L'ON PENSAIT. LES BIBLIOTHÈQUES

Les mœurs canadiennes.

Les mœurs canadiennes, sous le régime français, offraient un singulier contraste de grande dureté et de culture raffinée. Dur, on l'était encore en France au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles. Mais au Canada on était encore plus dur. La faute en était aux sauvages. A force de vivre près d'eux, avec eux, les Canadiens s'étaient faits sauvages eux-mêmes et on les avait vus « malheureusement devenir aussi cruels que leurs bourreaux » (1).

Guerres sans merci. Les partis de guerre que, de temps à autre, la Nouvelle-France lançait contre la Nouvelle, Angleterre, brûlaient et tuaient tout — ou presque tout — ce qui pouvait être brûlé et tué (2). Luttés sans pitié ; les Renards nous coupaient le chemin de la Louisiane : on les exterminera jusqu'au dernier (3). Aux atrocités indiennes répondaient des représailles canadiennes non moins atroces. En 1696, quatre Iroquois furent brûlés vifs sur la

1. Châteaubriand, *Les Natchez* (*Atala, Les Natchez...* ed. Garnier, p. 287).

2. « Un de nos partys a esté brusler le premier village de la Nouvelle York et y a tué tout ce qu'il y a rencontré d'hommes et de bestiaux. » — Le P. Beschefer à Villermont, Paris, 21 juin 1696 (Bibl. Nat. fr., 22.806, fol. 55 v^o).

3. Garneau, *Histoire du Canada*, t. I, p. 480-481. — Hanotaux et Martineau, *Histoire des colonies francaises...*, t. I p. 133. (*Le Canada*, par M. Tramond).

place publique de Montréal ; leur supplice dura six heures : presque toute la ville y assistait (1). Le Marquis de Vaudreuil, second gouverneur de ce nom, passait pour un homme d'humeur fort débonnaire. Il n'avait fait qu'une fois campagne, chez les Renards ; il aimait à raconter ce qu'il y avait vu. On avait pris un vieillard, on l'avait mis au poteau et il paraît qu'il « faisait de fort plaisantes figures pendant qu'on le brûlait. Le marquis de Vaudreuil en riait encore de souvenir » en 1758 (2).

Et pourtant ces mêmes hommes, ces mêmes Canadiens étaient de grands liseurs, de grands épistoliers, de grands curieux des choses de l'esprit. Ils savaient apprécier les belles œuvres de quelque ordre qu'elles fussent et goûtaient les plaisirs de la vie de société dans ce qu'ils ont de plus délicat.

L'imprimerie.

Nous objectera-t-on qu'il n'y avait pas d'imprimerie dans la Nouvelle-France, tandis que dès 1638, cet art avait été introduit dans le Massachusetts (3). Mais nous ne croyons pas qu'il y ait un rapport direct, nécessaire entre la typographie et la culture intellectuelle. D'ailleurs est-il bien sûr qu'on n'ait jamais imprimé au Canada ?

M. P.-G. Roy a réuni presque tous les textes qui traitent de cette question. Nous n'avons qu'à nous y reporter (4). En 1749, Kalm consignait cette note sur son journal : « il n'y a pas d'imprimerie maintenant en Canada, quoiqu'il y en ait eu autrefois. » Autrefois, mais quand donc ?

1. Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, t. I, p. 542. — P.-G. Roy, *Crimes et peines sous le régime français* dans la *Revue Canadienne*, 1916, p. 260.

2. *Journal de M. de Bougainville* p. par Mgr Amédée Gosselin dans *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1923-1924*, p. 349. — Pour être juste, rappelons qu'à la même époque (1757) tout Paris courait voir écarteler Damiens.

3. Garneau, *Histoire du Canada*, t. I, p. 362.

4. P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 186-189.

Dès 1665, les Jésuites projetaient d'avoir une presse à Québec. Mais on n'en parle plus par la suite. Le recensement de 1666 nous fait connaître un imprimeur qui habitait dans l'île d'Orléans. S'agissait-il bien d'un ouvrier typographe (1) ?

En 1749, le ministre refusait d'établir au Canada l'imprimerie qu'avait réclamée le comte de la Galissonnière : imprimerie royale qui aurait édité les actes du gouvernement. Mais ne pouvait-il pas exister des presses non-officielles ? Le P. du Jaunay, jésuite, qui desservait la mission de Saint-Joseph des Miamis, en avait bien fait venir une de France, après 1735, mais sans doute peu après. « Il s'en servit pour imprimer une bible en langue outaouaise à l'usage des écoles, et des circulaires, périodiques ou journaux (2). » Est-il admissible que la colonie proprement dite ait été plus mal lotie que cette lointaine résidence ?

On suppose que Mgr de Saint-Vallier put faire imprimer à Québec au moins son mandement de 1686 (3). On peut considérer comme acquis que deux mandements de Mgr de Pontbriand (de mai et du 28 octobre 1759) sortirent d'une petite presse appartenant à l'évêque (4).

La Bibliothèque de la Province de Québec possède un curieux « journal de ce qui s'est passé au Canada depuis le mois d'octobre 1755 jusqu'au mois de juin 1756. » C'est un fascicule de huit pages imprimées, formant un tout, sans aucune indication d'origine. Très probablement, ce recueil

1. Ne serait-ce pas lui qui aurait composé un ouvrage rarissime dont un exemplaire se trouve à la Bibliothèque de la Province de Québec ? Ce petit volume de douze pages contient les traités de « paix accordée par l'empereur de France aux Iroquois » des nations Tsonnantouan, Onneyout et Onnontagué. Québec 22 mai, 12 juillet et 13 décembre, 1666 ?

2. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVIII^e siècle*, t. II, p. 54-55.

3. *B. R. H.*, 1911, p. 160.

4. Ph. Gagnon, *Essai de bibliographie canadienne*, [t. I], p. 381-385. — A. Léo Leymarie, *Deux impressions typographiques au Canada en 1759* (t. à p. des *Procès verbaux et mémoires du Congrès international des bibliothécaires et des bibliophiles*. Paris, 1923). Paris, 1925.

Cf. P.-G. Roy *La ville de Québec...*, t. II, p. 301-302.

de nouvelles a été rédigé à Québec : d'un examen attentif se dégage le sentiment qu'il y a été imprimé.

Par contre, deux ouvrages qui se présentent comme imprimés à Québec n'en ont que l'apparence : et il faut leur appliquer le mot de supercherie. Le premier est un traité de mystique de la Mère Duplessis de Sainte-Hélène, la « Musique Spirituelle » de 1718. L'auteur s'est amusée à le recopier en lui donnant toutes les caractéristiques d'un imprimé : ce n'en est pas moins purement et simplement un manuscrit (1).

L'autre pseudo-édition canadienne est bien connue ; c'est la « lettre d'un habitant de Louisbourg » soi-disant imprimée à Québec chez Guillaume Le Sincère en 1745. Mais ce Guillaume Le Sincère n'a jamais existé au Canada. Cette impression n'a pu être faite qu'à La Rochelle (2).

Concluons. Des presses ont peut-être, et même probablement, fonctionné au Canada. Mais elles n'y ont pas imprimé grand'chose. Peu importe. Plus que la quantité de ce que l'on tire, nous semble intéressante la qualité de ce qu'on lit. En dépit de leurs imprimeries, les gens de la Nouvelle-Angleterre formaient au XVIII^e siècle un peuple religieux, mais, peu éclairé, sans lettres et sans arts (3). Peut-on soutenir qu'ils valaient les Canadiens au point de vue intellectuel, pour la variété et l'étendue des connaissances, l'activité de la pensée ? Evidemment non.

Car pour la vie de l'esprit, le Canada, au XVIII^e siècle, c'est la France et Québec « Paris en Amérique ». Cela dit tout.

1. *Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. 192-193. — A. Couillard Desprès, *Histoire des seigneurs de la Rivière du Sud.*, p. 89, note 1.

2. *Nova Francia*, vol. 1, 1925-1926, p. 136.

Comm. de M. Aegidius Fauteux.

3. Ed. Laboulaye, *Histoire des Etats-Unis*, 3 vol. 1877-1883, t. I, p. 229-230.

Le goût des livres.

On lisait beaucoup, on lisait énormément au Canada (1). A telles enseignes que les livres constituaient une fraction non négligeable des importations (2).

On avait toujours lu dans la colonie. On n'avait jamais cessé d'y aimer les livres, de les apprécier. De bonne heure on avait pris l'habitude d'en donner à ses parents, à ses amis, de leur en envoyer de France (3). Ces cadeaux-là, pensait-on, sont des cadeaux qui restent ; et de fait, plus d'un est resté jusqu'à nous. Quand ils n'en recevaient pas, volontiers les Canadiens en demandaient aux Français de leur connaissance (4).

On en faisait aussi venir de France à ses frais (5). Dans la colonie même, on en achetait, livres neufs ou d'occasion (6) ; mais les Canadiens n'aimaient pas les

1. *Lettres du P. F. X. Duplessis*, notice biographique, p. VIII.

2. Kalm, *op. cit.*, p. 138.

3. *Journal des Jésuites*, 1^{er} janvier 1646, dans Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 28, p. 142-143, et 1^{er} janvier 1651 (*Ibidem*, t. 36, p. 112). — *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 165 (1653), p. 278 (1669). — *Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. 53 (1719), p. 61 (1719), p. 126 (1725), p. 140 (1727), p. 247 (1745), p. 264 (1748), p. 293 (1756). — Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1910, p. 300 (1741). — *B. R. H.*, 1930, p. 372 (1738).

4. E. Serrigny, *Journal d'une expédition contre les Iroquois en 1687...* p. 156-157 (lettre du Chevalier de Baugy, 1682) — J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 213, note 2 (1742). — *Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia*, vol. III, 1927-1928, p. 358 (1750).

5. *Arch. Nat. H⁵ 3263* (Registre de recettes et de dépenses faites... pour le séminaire de Montréal en Canada, 1740-1782, fol. 15, 31, 35, 37, 42, etc. Ind. par M. Fauteux. — Têtu, *op. cit.*, dans le *B. R. H.*, 1910, p. 171 (1730).

6. *Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 49 (1752). — J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, appendice, p. vi-xvii (bibliothèque du curé Boucher).

M. Massicotte vient de nous faire connaître les noms de deux libraires de Montréal au XVIII^e siècle : Sanschagrin (1741) et Bargeas (1754) (*B. R. H.*, 1930, p. 298-299).

payer plus cher qu'ils ne croyaient qu'ils valaient (1).

Tous les ans, les Jésuites distribuaient à leurs élèves quelques volumes en prix : des auteurs classiques généralement ou bien des commentaires sur ces auteurs (2).

Ceux qui avaient des livres pouvaient en prêter à ceux qui n'en avaient pas : ils devaient même le faire. Dans quelle mesure, les bibliothèques des Jésuites, des Séminaires s'ouvraient-elles au public ? Nous l'ignorons ; mais nous savons qu'elle ne lui étaient pas fermées. Les Jésuites laissaient sortir leurs livres (3). La bibliothèque de Saint Joseph, à la Pointe de Lévy, formée par le curé Boucher, augmentée par ses successeurs, était spécialement organisée pour le prêt à domicile. On y tenait registre des emprunts. En dépit de cette sage mesure, on éprouva une fois de plus quel est le triste sort de tout livre prêté : quelques-uns peut-être furent gâtés ; trop, beaucoup trop furent perdus (4).

M. Cugnet, M. Verrier qui possédaient de belles collections de livres acceptaient qu'elles fussent aussi pour leurs amis, qu'on y fit des emprunts. Autrement s'expliquerait-on qu'ils eussent les mêmes ouvrages en multiples exemplaires, qu'ils eussent sur leurs rayons, tant de volumes dépareillés ?

L'habitude de la lecture était, sinon générale, au moins très répandue au Canada. Il y a dans les documents que nous avons consultés maints passages qui le prouvent. Lec-

1. *Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène, loc. cit.*, p. 119 (1733).

2. Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 316-318.

3. Dès 1645, M. Nicolet, prêtre, se rendant à l'Île aux Oies, les Jésuites lui prêtèrent deux livres (Couillard Desprès, *Histoire... de la Rivière du Sud...* p. 11, n. 2). A la mort de Jean Deshayes (1706), on inventoria chez lui quatre livres de sciences qui lui avaient été prêtés par le P. Raffeix : celui-ci les réclama (*Jean Deshayes, hydrographe du Roi*, dans le *B. R. H.*, 1916, p. 132). — Le P. Duplessis, recommande à ses sœurs, religieuses de l'Hôtel-Dieu, les livres du P. Seurin : « vous les pourrez, ajoute-t-il, emprunter chez nos Pères » (1718). (*Lettres du P. F. X. Duplessis...*, p. 40).

4. J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 99-100.

tures en commun et lectures en particulier. Sitôt réinstallé à Québec (1633), Champlain avait établi au Fort où il résidait l'usage de lire à haute voix pendant les repas : « le matin, c'était quelque bon historien et, le soir, la vie des Saints » (1). Coutume toute monastique. Les communautés religieuses y demeurèrent fidèles (2).

Mais on lisait aussi en particulier, chacun pour soi. Et tout le monde lisait, les femmes comme les hommes, les habitants des campagnes aussi bien que les bourgeois des villes. On lisait même trop, au gré du clergé (3). Contre ce danger, les évêques luttent comme ils peuvent. Mgr de Saint-Vallier recommande à ses diocésains d'avoir tous quelque bon livre dans leur maison ; et il pousse la sollicitude jusqu'à dresser une liste de ceux qu'il juge le plus utiles pour le salut de leur âme (1693) (4). Mgr de Pontbriand fait mieux. Ayant obtenu de la Cour 1.900 volumes pieux — catéchismes et heures — il les répartit dans ses paroisses (1753) (5).

Les bibliothèques.

M. Fauteux estime que l'on peut accepter le chiffre proposé par M. Sulte : 60.000 volumes dans la colonie aux environs de 1760 (6). Ce que dit M. Fauteux a toujours un grand poids : nous aimons pouvoir nous abriter derrière une telle autorité. A notre avis, cette évaluation serait plutôt au-dessous de la vérité. Nous manquons d'éléments pour apprécier l'importance numérique des bibliothèques

1. *Relation de 1634* dans Thwaites, *op. cit.*, t. 6, p. 102.

2. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 278-279 (1669). — Mgr. de Saint-Vallier... p. 153 (1700-1701). — Kalm, *op. cit.*, p. 100 (pour l'Hôtel-Dieu de Québec).

3. Gosselin, *op. cit.*, p. 125, 474. — Caron, *La Colonisation de... Québec. Débuts du régime anglais*, p. 229.

4. Aug. Gosselin, *L'Eglise du Canada...* 1^{re} partie, p. 99-100.

5. *Ibidem*, 3^e partie, p. 238.

6. Aegidius Fauteux, *Les bibliothèques canadiennes*, p. 12-13.

religieuses. Il se pourrait qu'elle ait été plus considérable que nous le supposons.

Des livres, il y en avait toujours eu au Canada. Quoi qu'ait pu prétendre l'abbé de la Tour (1), il y en avait déjà beaucoup dès le début du xviii^e siècle (2). Mais l'abbé est parti en 1731, (3) au moment où commençait pour le Canada l'ère de sa plus grande prospérité. C'est alors que le luxe s'y épanouit sous presque toutes ses formes : les arts et les lettres prennent dans la vie de la nation une place que jusqu'ici on n'avait pu leur donner.

Et pourtant, cela peut sembler étrange, mais c'est un fait : jamais, à aucune époque de son histoire, la Nouvelle-France n'a été sevrée de ressources intellectuelles. Les bibliothèques y apparaissent presque avec les premiers colons. Bien modestes, sans doute, ces anciens fonds de livres. Mais l'existence était si rude en ces temps, toute de travail et de lutte !

Jean Nicolet, l'interprète, mourut en 1642. Le notaire, qui fit l'inventaire de ses meubles, trouva chez lui une trentaine de volumes. Il y avait là de tout un peu : « Les livres pieux y dominent, la moitié environ mais... on voit que Nicolet tenait à avoir quelques clartés de tout : sciences, histoire, géographie, philosophie et morale. La note artistique et la note littéraire elles-mêmes ne sont pas absentes, grâce aux deux livres de musique et aux *Métamorphoses* d'Ovide, mises en vers » (4). Retenons cet éclectisme. Nous le retrouverons. Ce sera une des dominantes de l'esprit canadien.

Le brave Lambert Closse, major de Montréal, avait lui aussi une trentaine de volumes (1662). Mais le notaire, qui

1. « Il faut même convenir qu'il y a peu de secours, peu de livres et peu d'émulation ». — Abbé de la Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval...*, p. 99.

2. Fauteux, *op. cit.*, p. 13-14.

3. P. G. Roy, *Le Vieux Québec*, 1^{re} série, p. 16.

4. Fauteux, *op. cit.*, p. 7-8.

dressa son inventaire, a omis d'en donner les titres. Ainsi que le dit M. Fauteux, c'est bien regrettable (1). « A la bibliothèque Saint-Sulpice, nous apprend M. Fauteux, nous en possédons un bon nombre de ces très vieux livres que feuilletèrent, au temps de Maisonneuve et de Marguerite Bourgeoys, les doigtstachés de poudre de nos arrière-grand pères et certainement aussi les doigts plus gracieux de nos aïeules. Plusieurs portent laborieusement griffonnée sur leur feuille de garde la signature de leurs premiers propriétaires. Leurs pages jaunies et usées attestent qu'elles ont été lues et relues » (2).

De tout temps, mais surtout à cette époque, les plus belles « librairies » étaient celles des maisons religieuses, séminaires et couvents. « Nous voyons les Jésuites se constituer, dès les commencements, à Québec, une bibliothèque qui devint par la suite importante... » (3). En 1716, le Père Laure, novice jésuite, en avait la garde (4) Ce fut assurément le plus vaste dépôt d'imprimés qui ait existé au Canada sous le régime français. Par malheur nos renseignements, à son sujet, sont à peu près nuls (5).

« Un des soucis de Mgr de Laval lui-même, lorsqu'il établit son séminaire de Québec, fut d'y créer une bonne bibliothèque ». En 1682, il y fit entrer celle de M. Poitevin, curé de Saint-Josse, à Paris; son propriétaire l'avait

1. Fauteux, *op. cit.*, p. 8. — Cf. E. Z. Massicotte, *L'inventaire des biens de Lambert Closse* dans le *B. R. H.*, 1919, p. 20.

2. Fauteux, *op. cit.*, p. 9. — Chez Jean Terme, habitant d'Argentenay, dans l'île d'Orléans, on inventoria, en 1665, « huit livres de plusieurs sortes fort usés ». (P. G. Roy, *Le Suisse Jean Terme* dans le *B. R. H.*, 1927, p. 517. — A l'inventaire de Marie Rollet, veuve de Louis Hébert et en secondes noces de Guillaume Huboust, ne figure aucun livre (inv. du 21 août 1649. Comm. par M. P. G. Roy). Il n'y en a pas davantage chez Jacques Aubuchon, habitant du Cap de la Madeleine et précédemment marchand à Québec (5 juillet 1668) (*Histoire de la paroisse de Champlain*, t. I, p. 28-29).

3. Fauteux, *op. cit.*, p. 9.

4. Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 68, p. 326-327 en note.

5. Kalm, *op. cit.*, p. 105, mentionne au Collège des Jésuites un local affecté à leur bibliothèque.

léguee au Séminaire (1). Mgr de Saint-Vallier lui donna la sienne en 1685. Il aurait bien voulu la reprendre ensuite. Forts de leur droit, les MM. du Séminaire, qui constituaient pourtant le clergé diocésain, s'y opposèrent absolument (2). Brûlée en 1705 (3), cette bibliothèque ne tarda pas à être reconstituée.

Si l'on en croit M. de Gaspé, dans les dernières années du XVIII^e siècle, « la bibliothèque de Québec contenait une collection complète de toutes les œuvres des philosophes modernes » (4). « La bibliothèque de Québec », nul doute qu'il ait voulu désigner par là la bibliothèque du Séminaire. Les belles séries de volumes qu'il y admirait, d'où venaient-elles ? Pour ancienne qu'elle fût, cette bibliothèque avait pu s'enrichir des dépouilles des Jésuites (5).

Le chapitre de Québec, dont on sait les interminables démêlés avec le Séminaire, sur ce terrain comme sur les autres, avait entendu maintenir son indépendance. Et il n'avait pas voulu que ses livres se confondissent avec ceux du Séminaire. En 1723, le chanoine Hazeur de l'Orme, délégué du chapitre à Paris, obtenait du Roi, pour la bibliothèque de ses confrères et par l'entremise du duc d'Antin, l'*Histoire métallique de Louis XIV*. Pour être plus sûr qu'ils appréciasent son présent autant qu'il le méri-

1. Fauteux, *op. cit.*, p. 9-10. Cf. Chapais, *Jean Tarlon...* p. 296.

2. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. III, p. 315.

3. Aug. Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. II, p. 529.

4. Gaspé, *Mémoires*, p. 314.

5. A la suppression des Jésuites leur bibliothèque avait été dispersée (1776). Leur collège n'existait plus depuis 1759 (Garneau, *Histoire du Canada*, t. II, p. 328). — Fauteux, *op. cit.*, p. 9. — Pour le remplacer le Séminaire avait dû se charger de l'éducation de la jeunesse (Caron, *La colonisation de... Québec. Débuts du régime anglais*, p. 217). C'est là que le jeune Gaspé fit ses classes. Quant à la bibliothèque du Séminaire avait-elle fait, ou non, depuis la Cession, des achats importants d'ouvrages nouveaux ? Selon M. Sulte, beaucoup de livres furent importés de France au Canada entre 1760 et 1800 (Sulte, *Nos ancêtres étaient-ils ignorants ?* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XII, 1918, sect. I, p. 203).

tait, il leur faisait remarquer qu'il valait au moins 7 à 800 francs (1).

Il va de soi qu'à Montréal, le Séminaire avait aussi sa bibliothèque. Les MM. de Saint-Sulpice, à chaque génération, tenaient fort à laisser à leurs successeurs plus de volumes qu'ils n'en avaient reçus. Et ce n'est point leur faire tort que de s'imaginer qu'ils guettaient toutes les occasions possibles d'accroître leur dépôt. Plusieurs des bibliothèques notables du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècles sont venues s'y fondre (2).

Nous voudrions bien avoir le catalogue de l'une ou l'autre de ces bibliothèques. Le seul inventaire que nous connaissions d'une bibliothèque de communauté d'hommes ne saurait y suppléer : car c'est celui des frères Charon. Les frères Charon n'étaient pas des lettrés. En 1719, leur institut possédait environ soixante-dix ouvrages. Sauf cinq ou six volumes, ce n'étaient que livres pieux (3).

Les religieuses ne pouvaient pas non plus manquer de livres. Par les allusions qu'y font dans leur correspondance, la mère Marie de l'Incarnation, la mère Duplessis de Sainte-Hélène, nous connaissons les titres de quelques-uns des ouvrages qu'elles lisaient (4) : et ce n'était pas uniquement des traités de dévotion. La mère de Sainte-Hélène parle, sans nulle gêne, des voyages de La Hontan, comme d'un livre qui lui est familier : visiblement, en écrivant, elle l'a sous la main, devant elle, sur sa table (5).

En même temps que s'enrichissaient ces bibliothèques

1. Têtu, *op. cit.*, dans le *B. R. H.*, 1907, p. 270-273.

2. Fauteux, *op. cit.*, p. 10-11.

3. E.-Z. Massicotte, *Inventaire des documents... concernant la communauté des frères Charon...* dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 199.

4. *Lettres de Marie de l'Incarnation...*, p. 211 (1660), 303 (1671), 623 (1668). — *Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 39. — *Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia*, vol. IV, 1926 p. 56 (1755).

5. *Ibidem*, dans *Nova Francia*, vol. III, 1927-1928, p. 285 (1740) et vol. IV, 1929, p. 52 (1753).

collectives, d'autres bibliothèques s'étaient constituées, chez les particuliers. Peu nombreuses encore à la fin du ^{xvii}^e et au commencement du ^{xviii}^e siècles, elles ne sont pas non plus très riches. On vise à l'utilité : ce dont on se préoccupe d'abord, c'est de réunir autour de soi les instruments de travail dont on a besoin. Ils varient suivant la profession, Livres de piété chez M^{lle} Mance, administratrice de l'Hôtel-Dieu de Montréal, — une douzaine à peine — (1673) (1) ; livres de droit chez M. de Villeray, premier conseiller au Conseil Souverain (1675) (2) : livres de mathématiques, de cosmographie, de science nautique chez Jean Deshayes, hydrographe du Roi (1706) (3). Ni l'un ni l'autre n'en avait d'ailleurs guère plus de quarante (4).

A cette époque le clergé représente encore l'élément le plus instruit qu'il y ait au Canada. Des bibliothèques dignes de ce nom, on ne peut espérer en découvrir ailleurs que dans les communautés ou dans les presbytères (5).

1. *Jeanne Mance*, dans *The Canadian Antiquarian*, 3^e série, vol. IX, 1912, p. 29, 35.

2. P.-G. Roy, *La bibliothèque de Louis de Villeray...* dans le *B. R. H.*, 1922, p. 178-180.

3. P.-G. Roy, *Jean Deshayes, hydrographe du Roi*, dans le *B. R. H.*, 1916, p. 136-138.

4. « quatre ou cinq vieux livres » chez Mathurin Gagnon habitant du Château-Richer et auparavant, marchand à Québec (1696), (Ph. Gagnon, *Une vieille famille canadienne*, dans le *B. R. H.*, 1911, p. 307). — 47 volumes chez M. Raimbault, notaire et procureur du Roi à Montréal (1706), (E.-Z. Massicotte, *Le juge Pierre Raimbault...*, dans le *B. R. H.*, 1915, p. 80-81). — 3 volumes chez M. Chéron, conseiller au Conseil Supérieur (1717), (*B. R. H.*, 1924, p. 223). — 12 volumes, presque tous ouvrages de dévotion, chez Simon Dupuy, enseigne des troupes (1716), (abbé Couillard-Després, *Histoire des seigneurs de la Rivière du Sud...*, p. 95). — 15 volumes chez le Marquis de Vaudreuil, gouverneur du Canada (22 juin 1726), (*L'ameublement d'un seigneur canadien...* dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1921-1922*, p. 248). — 27 livres, chez M. Collet, procureur-général (J.-E. Roy *Histoire du Notariat...*, t. I, p. 297, note I). — M. Leduc, procureur-général, mort quinze jours après son arrivée à Québec, avait apporté avec lui environ 131 volumes (P.-G. Roy, *Ce qu'on trouve dans un inventaire...* dans le *B. R. H.*, 1926, p. 130-134). — Il n'y avait pas de livres chez Louis Couillard de Lespinay seigneur de la Rivière du Sud (1678). (A. Couillard-Després, *En marge de l'histoire de la Rivière du Sud*, dans le *B. R. H.*, 1915, p. 118-122).

5. Fauteux, *op. cit.*, p. 10-11.

Mais peu à peu nous assistons, chez les laïques aussi, à une éclosion de vraies bibliothèques. Nous avons conservé assez de documents pour être en mesure de les étudier en détail. Nous pouvons admirer les abondantes collections, formées par des hommes de savoir et de goût, si bien composées qu'aujourd'hui encore elles feraient nos délices. Bibliothèques de prêtres, de magistrats, de marchands, d'officiers, bibliothèques de femmes également.

Soyons justes, soyons francs. Même au XVIII^e siècle, il n'y avait pas de livres partout. On en trouve rarement chez les habitants (1), pas toujours chez les marchands, les officiers ou les seigneurs (2). Encore qu'il faille tenir compte des détournements toujours possibles dans les successions, nous estimons cependant que les constatations faites par nous doivent correspondre au véritable état des choses.

Mais, en compensation, que de belles et bonnes bibliothèques nous pouvons citer ! L'abbé Nicolas Boucher, curé de Saint-Jean de l'Île d'Orléans, avait réuni à peu près cent trente volumes, traitant presque exclusivement de théologie (1733) (3). C'est peu comparé à ce qu'avait fait son frère. Philippe Boucher, qui mourut en 1721, avait groupé dans son presbytère de Saint-Joseph de la Pointe de Lévy, un excellent choix de livres. Un peu modifié dans sa composition — des volumes avaient été perdus, les successeurs du curé en avaient acheté d'autres — il se main-

1. Inventaires dans lesquels nous n'avons trouvé aucune mention de livres : Guillaume Richard, habitant de la Pointe-aux-Trembles de Montréal (24 nov. 1694). — Jacques Pilet, habitant de Boucherville (22 mars 1728) (Ces deux inventaires nous ont été communiqués par M. P. G. Roy). — Jacques de Lavoye, habitant de la Petite-Rivière-Saint-François-Xavier (13 août 1736), (J. A. Lavoie, *La famille Lavoie...*, p. 114-119).

2. On ne voit aucun livre chez Julien Tavernier, négociant à Montréal (11 novembre 1756) (E. Z. Massicotte, *Inventaire des biens de Julien Tavernier...* dans le *B. R. H.*, 1921, p. 109-115). — Jean Boucher, écuyer, sieur de Monthrun, en possédait deux, deux ouvrages de piété (Inventaire du 27 février 1745. Comm. par M. P. G. Roy). Cf J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. I, p. 461.

3. P. G. Roy, *Bibliothèque de l'abbé Nicolas Boucher...*, dans le *B. R. H.*, 1924, p. 157-159.

tenait encore, en 1755, au chiffre respectable d'à peu près 500 volumes (1).

Mgr de Saint-Vallier s'était refait une bibliothèque. Pour plus de sûreté, il la gardait en sa chambre. A sa mort (1726) elle montait à 300 volumes (2). On en aurait trouvé un peu moins chez M. Nouchet, conseiller au Conseil Supérieur: 220 volumes (1758) (3) et un peu plus chez M. Fournerie de Vezon: 400 (1760). Ce dernier, officier des troupes de terre, arrivé au Canada en 1757, n'y était certainement pas venu avec tous ces livres-là. S'il les avait, c'est parce que sa femme les lui avait apportés, sa femme, Louise Réaume, fille d'une Couagne, issue de tout ce qu'il y avait de plus grand dans le commerce montréalais (4).

Mais ce ne sont là que des bibliothèques de moyenne importance, bien peu de chose en comparaison des 3.000 volumes de M. Cugnet (5), des 4.000 de M. Verrier (6).

Encore plus considérable devait être la bibliothèque de M. Dupuy, l'intendant. Des épaves, de riches épaves en ont été recueillies à la Bibliothèque Saint-Sulpice (7).

Pour loger autant de livres des arrangements nouveaux deviennent nécessaires. M. Cugnet affecte aux siens un appartement, entendons par là une pièce distincte qui n'est pas son bureau (8). M. Péan, le fameux aide-major de Québec, a disposé autour de son cabinet des armoires aux

1. J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 71-73, 97, et appendice p. vi-xvii.

2. *Pose des scellés aux biens de Mgr de Saint-Vallier...* dans le *B. R. H.*, 1926, p. 55.

3. P. G. Roy, *La bibliothèque de J. E. Nouchet...* dans le *B. R. H.*, 1918, p. 285-288.

4. Fauteux, *op. cit.*, p. 16-21 et comm. de M. Fauteux.

5. Inventaire des biens de M. François-Etienne Cugnet, directeur receveur du domaine d'Occident, Québec, 1742 (Archives des Colonies, C¹¹ A. 114 fol. 144-204). Doc. ind. par M. de Roquebrune.

6. Inventaire de la bibliothèque de M. Verrier (Québec, 1758). Communiqué par M. P. G. Roy.

7. Fauteux, *op. cit.*, p. 15-16.

8. Inv. Cugnet, fol. 176.

panneaux grillagés de laiton et doublés de taffetas (1760)(1). C'est là qu'il range ses volumes. Aménagement tout à la fois sain pour les livres et plaisant à l'œil ; voilà qui révèle un amateur averti.

Et déjà en effet, la bibliophilie est née au Canada, la bibliophilie, c'est-à-dire l'amour des livres pris en eux-mêmes, dans leur individualité matérielle, le soin de leur conservation, le souci de tous les détails qui les concernent. M. Philippe Boucher avait à cet égard d'excellentes habitudes. Sur chacun des ouvrages qui faisaient partie de sa bibliothèque, il n'omettait jamais d'inscrire, avec son nom, la date à laquelle il l'avait acheté et le prix qu'il lui avait coûté (2). M. de Belmont, supérieur de Saint-Sulpice, n'aimait que les beaux livres (3). Lui, se contentait d'un ex-libris manuscrit. Mais M. Dupuy en avait un, imprimé en rouge (4). Sur quelques-uns de ses volumes — pas sur tous — l'intendant Hocquart faisait apposer des fers qui portaient ses armes (5).

Déjà se manifeste aussi le goût de la collection. Déjà certains Canadiens s'amusaient à réunir des séries d'objets analogues les plus nombreuses possibles. M. Verrier recherchait les dictionnaires — il en avait vingt-huit — les *ana* — il en avait douze — les almanachs royaux — il en avait trente-deux.

Nous n'avons encore rien dit du contenu de ces bibliothèques. A tout seigneur, tout honneur. Nous publierons un jour l'inventaire de M. Verrier. C'est un document curieux. Mais il ne nous renseigne que sur une seule bibliothèque. Qu'y avait-il dans les autres ? Ne peut-on en donner une idée ? Ces bibliothèques canadiennes ne présentent-

1. P. B. Casgrain, *La maison d'Arnoux...* dans le *B. R. H.*, 1903, p. 42.

2. J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, app. p. xvii.

3. Mort en 1732. Fauteux, *op. cit.*, p. 11. Cf. E. Z. Massicotte et Régis Roy, *Armorial du Canada français*, 1^{re} série, p. 36.

4. Fauteux, *op. cit.*, p. 16.

5. *Ibidem*, p. 16.

elles point quelques traits communs, caractéristiques, qu'il soit possible de dégager ? Si évidemment, et c'est ce que nous allons essayer de faire.

Tout d'abord, elles renferment un fonds spécial professionnel, qui varie suivant la vocation personnelle du propriétaire : théologie pour les prêtres, droit pour les magistrats, sciences naturelles pour les médecins (1).

A cette époque, les Canadiens des classes dirigeantes, prêtres en tête, se préoccupaient fort de leurs devoirs d'état. Le savoir en était un. Quoiqu'on ait pu prétendre, ils se piquaient de remplir dignement leurs emplois. Effectivement, ils ne les remplissaient pas mal. En veut-on une preuve. M. Verrier avait la 1^{re} édition du *Dictionnaire de Droit* de Ferrière. Lorsque parut la seconde, il jugea indispensable de l'avoir aussi ; et il l'eut.

Les curés devaient suffire à des tâches multiples. Il n'est pas rare de les voir faire fonction de notaires, recevoir des contrats de mariage, des donations, des testaments, dresser des actes de vente, de partage, de tutelle, faire des inventaires, etc. (2). Une ordonnance de M. Bégon les autorisa même formellement, quand il n'y avait pas de notaires dans la paroisse, à recevoir les testaments des habitants (1722) (3). De toute nécessité, il leur fallait donc avoir dans leur presbytère, quelque coutumier, quelque

1. M. Fauteux (*Un médecin irlandais...* dans le *B.R.H.*, 1917, p. 337) fait allusion à la bibliothèque de Silvain. En 1692, Sarrazin, se sentant gravement malade, légua tous ses livres de chirurgie à ses trois confrères montréalais (E.-Z. Massicotte, *Les chirurgiens, médecins, etc. de Montréal...* dans le *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1922-1923*, p. 139). Mais il ne mourut pas. Sa bibliothèque ne put que s'accroître avec les années et, en 1741, le chanoine Hazeur de l'Orme estimait que M. Gauthier, nommé médecin du Roi à Québec, pourrait bien s'en accommoder. (Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B.R.H.*, 1910, p. 296).

2. P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, passim.

3. E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits, ordonnances... conservés dans les Archives du Palais de Justice de Montréal*, 2^e partie, 1701-1725 dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XII, 1918, sect. I, p. 221.

traité de procédure. Ils les avaient (1). M. Philippe Boucher possédait même toute la législation justinienne, Code, Digeste, Institutes et Authenticum (2). Parmi ses livres, il gardait également un manuel de médecine élémentaire (3). Assurément, un tel ouvrage était bien placé chez lui (4).

Pas de bibliothèque laïque qui ne contienne quelques livres de religion. Plus ou moins d'ailleurs. Jean Deshayes fait exception. Était-il catholique ? A en juger par sa bibliothèque, on ne s'en douterait guère. Aucun auteur pieux ; pas le moindre livre de prières. Chez les bons Canadiens, la religion ne perd jamais ses droits : et, pour commencer, la Bible a presque toujours sa place, en français, en latin ; sinon les deux Testaments, au moins le Nouveau (5). Nous n'avons noté qu'une fois la présence du manuel pour les missions du P. Duplessis, l'illustre jésuite canadien : chez M. Nouchet. Serait-ce que nul n'est prophète en son pays ?

Kalm a osé écrire sans sourciller : « Je n'ai jamais vu de bible latine ou française entre les mains d'un ecclésiastique, prêtre ou moine » (6). Qu'est-ce que cela prouve ? Tout simplement que les ecclésiastiques n'ont pas lu la Bible devant lui.

Ce même Kalm, qui semble avoir réservé toute son estime de protestant pour les Jésuites, a dit encore ceci : « Les curés ne paraissent pas très forts sur le latin... La

1. Inv. Philippe et Nicolas Boucher.

2. Inv. Philippe Boucher.

3. *Le Médecin charitable*. Inv. Philippe Boucher.

M. Verrier possédait bon nombre de livres de médecine.

4. Un officier allemand au service de l'Angleterre en 1776 a dit des curés canadiens : « certains d'entre eux ont un savoir considérable » (Bracq, *L'évolution du Canada français*, p. 262).

5. Inv. Jeanne Mance, Leduc, Simon Dupuy, Chéron, Philippe et Nicolas Boucher, Cugnet, Verrier. « Épîtres et Évangiles pour toute l'année » (Inv. Vaudreuil et Vezon) « Hist. de la Bible » (Inv. Vezon et Charest. Dufils, 1715, dans J.-É. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 84, note 5). Les Pères de l'Eglise ne sont représentés chez M. Cugnet que par saint Augustin en ses *Confessions*, mais M. Verrier a une bibliothèque ecclésiastique en 36 volumes.

6. Kalm, *op. cit.*, p. 237.

plupart ne parlent le latin que très difficilement » (1).

S'ils ne le parlaient pas, ils le comprenaient. Autrement l'auraient-ils lu ? Toute bibliothèque canadienne, de prêtre ou de laïque, comporte quelques classiques latins — parfois en traduction — souvent aussi dans le texte. M. Cugnet, M. Verrier les avaient à peu près tous, — y compris Pétrone, qui n'excitait plus les mêmes susceptibilités de la part du clergé qu'au temps du baron de La Hontan, si tant est qu'il les ait jamais excitées (2). La littérature grecque est d'ordinaire moins bien représentée. A ce point que Philippe Boucher est seul à notre connaissance à avoir eu un Plutarque (3). Mais, pour la littérature française, les bibliothèques canadiennes ne laissent guère à désirer. Celle de M. Verrier offre une série à peu près complète des auteurs du xvi^e et du xvii^e siècles. Constatons une lacune regrettable. Nos ancêtres lisaient du Bartas (4), ils ignoraient Ronsard. Quant aux écrivains contemporains, les Canadiens du xviii^e siècle connaissaient les principaux et Montesquieu et Voltaire et Rousseau. Ce que la France d'alors produisait de meilleur pénétrait dans la colonie sans trop faire attendre ceux qui l'habitaient.

Et même ces derniers n'estimaient pas superflu d'avoir quelque teinture des littératures étrangères : italienne (5),

1. Kalm, *op. cit.*, p. 110.

2. Fauteux, *op. cit.*, p. 11-12.

3. *L'Iliade* (Inv. Raimbault), *l'Iliade et l'Odyssée* (Inv. Verrier et Vezon), Anacréon, Sapho (Inv. Cugnet), Hérodote (Inv. Verrier), Thucydide (Inv. Cugnet), la *République* de Platon (*Ibidem*), le *Politique et la Rhétorique* d'Aristote (*Ibidem*), *Daphnis et Chloé* (Inv. Verrier). *Les Caractères* de Théophraste que l'on trouve dans plusieurs bibliothèques (Inv. Simon Dupuy, Nicolas Boucher, Cugnet, Verrier) doivent ressortir à la fois à la littérature grecque et à la littérature française, car l'ouvrage, de La Bruyère s'est présenté jusqu'à la fin du xviii^e siècle comme une continuation de Théophraste. (*Les Caractères* de Théophraste... avec les *Caractères ou les mœurs du siècle*).

4. Inv. Verrier.

5. *Sonnets et entretiens* de Pétrarque (Inv. Cugnet), *Décameron* de Boccace (*Ibidem*), Machiavel (*Ibidem*), *Jérusalem délivrée* (Inv. Cugnet et Vezon), *Théâtre italien* (Inv. Vezon).

espagnole (1), portugaise (2), anglaise (3). Cela fait plaisir de savoir que les Canadiens ont connu et admiré Le Tasse, Cervantès, Milton, Camoens, sans doute aussi Shakespeare. On peut choisir plus mal.

La littérature ne préjudiciait pas à l'histoire. Les anciens Canadiens en raffolaient. Sur trois livres, un d'histoire. C'est la proportion ordinaire de leurs bibliothèques. A ce point de vue tout leur était bon. Et leur curiosité se portait dans toutes les directions. Histoire ancienne, histoire de France, histoire des divers états de l'Europe, mais aussi histoire universelle. De quel pays au monde n'avaient-ils pas l'histoire ? Algérie (4), Abyssinie (5), Turquie (6), Indoustan (7), Ceylan (8), Chine (9), Japon (10).

L'Amérique n'était pas non plus négligée. Ce que l'on en savait alors, ou peu s'en faut, les Canadiens l'apprenaient dans la *Conquête du Mexique* d'Antonio de Solis (11), les *Histoires de Saint-Domingue* (12) et de la *Nouvelle-France* (13) du P. de Charlevoix, l'*Histoire naturelle et morale des îles Antilles* par Rochefort (14) l'*Histoire du Nouveau Monde* par Jean de Laet (15).

Les *Relations* des Jésuites ne paraissent pas avoir joui alors d'une grande vogue (16). Au XVIII^e siècle du moins, car au XVII^e on les lisait. Pierre Boucher s'en est beaucoup servi,

1. *Don Quichotte* (Inv. Cugnet et Vezon).
2. *Les Lusiades* (Inv. Vezon).
3. *Le Paradis perdu* (Inv. Cugnet); *Théâtre anglais* en 6 vol. (Inv. Vezon).
4. Inv. Verrier.
5. Inv. Collet, Cugnet, Verrier.
6. Inv. Cugnet.
7. Inv. Philippe Boucher, Vezon.
8. Inv. Cugnet.
9. Inv. Philippe Boucher.
10. Inv. Cugnet, Nouchet.
11. Inv. Cugnet et Vezon.
12. Inv. Vezon.
13. Inv. Vezon. — Registre de... Saint-Sulpice, cité plus haut, fol 15
14. Inv. Philippe Boucher.
15. Inv. Nouchet.
16. On en trouve une chez M. Verrier.

ainsi que des *Voyages* de Champlain (1). Mais le temps avait marché. Si respectables qu'elles fussent, ces sources avaient momentanément cessé d'intéresser les Canadiens. La *Hontan* leur plaisait encore (2). Mais l'*Histoire* de la Potherie, faite pour eux, les a vraisemblablement laissés indifférents (3).

Ce qui les attirait bien plus que l'histoire de leur propre pays, c'était celle des pays lointains. Visiblement ils se sentaient portés d'instinct à vouloir connaître le passé, les mœurs, les croyances de ces peuples étrangers, si différents de nous. Aussi étaient-ils grands amateurs de récits de voyages. Mais ce qu'ils semblent y avoir surtout cherché, ce sont des éclaircissements sur les cultes autres que le leur. L'étude comparée des religions les tentait. Autant que leurs moyens le leur permettaient, ils s'y livraient. N'est-elle pas significative, cette simple liste de quelques ouvrages possédés par M. Cugnet : histoire des religions de tous les royaumes du monde, histoire des variations des Eglises protestantes, histoire ecclésiastique de Fleury, traité des dogmes hérétiques, histoires de l'arianisme, de Luther, de Calvin, du schisme grec, de l'hérésie de Wicleff, de l'hérésie des Iconoclastes, de Mahomet.

Les élèves de M. Verrier, qui avaient accès à sa bibliothèque, pouvaient se documenter sur les religions de l'Orient et de l'Extrême-Orient. Ils trouvaient chez leur professeur une théologie païenne, une histoire des dieux orientaux, les lettres des missionnaires sur l'idolâtrie chinoise, un traité de la religion chinoise, les *Sentences dorées* de Hoangti-Xao, abrégé du confucianisme, les *Missions de Siam* de La Loubère, si pleines de renseignements sur le

1. Marion, *Un pionnier canadien : Pierre Boucher*, p. 104. L'annaliste, qui a rédigé l'*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, avait aussi consulté les *Relations*.

2. Inv. Ph. Boucher, Cugnet, Verrier. — Cf. *supra*, p. 68.

3. Nous ne l'avons vu citée dans aucun inventaire.

Bouddhisme, sous sa forme pâli, les *Relations des Missions de Siam*, les *Voyages* de Chardin en Perse (1).

Nous avons voulu donner un aperçu des lectures canadiennes. Il est imparfait. Nous n'avons pas achevé notre promenade autour des bibliothèques de la Nouvelle-France. Qu'y trouve-t-on encore. Peu de philosophie — si ce n'est moderne — quelques ouvrages de sciences, principalement les éléments d'Euclide (2), un ou deux livres d'art (3) et d'héraldique (4), des romans mais en petit nombre.

S'il est exact que les romans troublent l'imagination de ceux qui les lisent, nous pouvons nous rassurer quant à l'équilibre moral des Canadiens. Car on n'a jamais fait là-bas grande consommation de ce genre de littérature. Les femmes en sont friandes, dit-on ; mais il n'y avait pas au Canada de livres spéciaux pour les femmes ; pas plus que pour les officiers. Et ceux que rien n'obligeait à avoir des connaissances déterminées tenaient à se donner des lumières de tout (5).

Les romans du grand siècle étaient passés de mode. Pourtant M. Cugnet restait fidèle à Scarron, dont il avait même plusieurs exemplaires, et à Mme d'Aulnoy, (6). M. Verrier gardait encore, parmi ses livres, une place

1. Se trouvaient aussi chez Philippe Boucher, de même que les *Mémoires de la Chine* du P. Le Comte. — Chez M. Nouchet, la *Morale de Confucius*. — Chez M. de Vezon, les *Cérémonies religieuses des peuples du monde*.

2. Inv. Philippe Boucher, Cugnet, Vezon.

3. *L'architecture française* par Savot (Inv. Cugnet), — *L'Explication des peintures* (Inv. Verrier), — *Les lois des bâtiments* par Desgodets (*Ibidem*), *L'architecture* d'Aviler (*Ibidem*), — *La Science des Médailles* (*Ibidem*), — *le Secret des arts* (Inv. Vezon).

4. *Le blason, L'origine des armoiries* (Inv. Leduc), — *L'art héraldique* (Inv. Philippe Boucher), — *La vraie science des armoiries*, de Palliot (Inv. Cugnet), — *Essai sur la noblesse de France*, de Boulainvilliers (*Ibidem* et inv. Verrier), — *Traité de la noblesse*, par La Roque (Inv. Verrier).

5. V. à l'inv. de la bibliothèque de M. Verrier les noms des acheteurs. M. de Lanaudière était officier, M. Panet, notaire, M. Arnoux, chirurgien, M. Daine, lieutenant-général de la prévôté de Québec.

6. Il ne lui restait d'ailleurs que le second tome du *Comte de Warvic*.

pour *Francion* et le *Roman Bourgeois*. La très galante Mme de Villedieu, à la faveur d'une réédition, bénéficiait d'une nouvelle jeunesse. Elle avait beaucoup plu vivante ; elle continuait à plaire après sa mort (1). On se passionnait pour les extraordinaires aventures du comte de Gabalis (2). On se laissait émouvoir par les récits de l'abbé Prévost, par les *Mémoires d'un homme de qualité* (3), par le *Doyen de Killerine* (4). Parler de l'abbé Prévost, c'est faire penser à Manon. *L'histoire du chevalier des Grieux* se présenta d'abord comme une suite des *Mémoires*. Après des *Grieux*, avant nous, les Canadiens du XVIII^e siècle ont sans doute connu, c'est-à-dire aimé, la faible et touchante Manon Lescaut. Le romancier qui avait le plus de succès au Canada, c'était peut-être La Hontan. Romancier ? Mais oui, puisque, nous dit Charlevoix, on ne le prenait que pour tel dans la colonie (5).

Faut-il l'avouer ? Certaines de ces bibliothèques recélaient parfois des écrits qui sentaient leur époque. Ainsi de la *Paysanne parvenue*, par le chevalier de Mouhy (6). Ce livre ne vaut pas grand'chose. Mais il en est qui appartiennent à des genres encore moins recommandables. Sans se donner beaucoup de peine on aurait pu en découvrir chez M. Verrier. N'allons pas pour cela comparer les habitants de la Nouvelle-France aux gens des Iles. On lisait beaucoup dans les autres colonies. Mais qu'est-ce qu'on lisait ? A Saint-Domingue, des romans plus que légers, sans autre mérite qu'une franche obscénité (7). Les Canadiens avaient des goûts plus honnêtes. Sans doute rien ne les effrayait, pas même les ouvrages les plus scabreux. Mais ces lectures frivoles n'étaient pour eux qu'un passe-temps.

1. Inv. Cugnet.

2. Inv. Verrier.

3. Inv. Cugnet, Vezon.

4. Inv. Vezon.

5. Charlevoix, *op. cit.*, t. I, p. LV (liste des auteurs).

6. Inv. Nouchet.

7. A. Savine, *Saint-Domingue à la veille de la Révolution*, p. 72.

Un trait dont il convient de les louer, c'est le souci constant, témoigné par eux, de garder le contact intellectuel avec la mère-patrie, de ne pas rester dans ce domaine, en arrière d'elle. Manifestement, ils voulaient, même à distance, participer à la vie de la République des Lettres : ils entendaient être avertis du mouvement des idées qui passionnaient la France et l'Europe. M. Verrier, mort en 1758, avait dans sa bibliothèque quelques-uns des meilleurs ouvrages qui eussent été mis en vente au cours des dernières années : *l'Esprit des lois* (1748), neuf volumes de *l'Histoire naturelle* de Buffon (depuis 1749), le *Discours couronné par l'Académie de Dijon*, c'est-à-dire le premier discours de Rousseau (1750), le *Siècle de Louis XIV* (1752). Nous avons toutes raisons de supposer que ces volumes n'avaient pas mis longtemps pour passer l'Océan et venir à Québec. En 1742, M. Cugnet pouvait montrer à M. Boisseau, procureur du Roi, qui dressait son inventaire, l'édition en douze volumes de Mme de Villedieu. Elle avait paru l'année d'avant (1). C'est au début de 1744, que Charlevoix publia l'édition en trois volumes in-4^o de son *Histoire de la Nouvelle-France* : dès le 27 mars, Saint-Sulpice de Paris l'achetait pour le compte de Saint-Sulpice de Montréal (2).

Mais le plus obligeant même des correspondants ne devine pas toujours ce qui intéressera ses amis ou ses clients, sans compter que ces derniers peuvent désirer vouloir se renseigner par eux-mêmes. Heureusement que déjà à cette époque les journaux avaient été inventés. Pour suivre la production littéraire, scientifique du vieux pays, c'était le meilleur moyen. C'était même le seul. Les Canadiens s'en servirent. De tout temps, ils avaient trouvé plaisant de lire des gazettes qui venaient de France (3). A mesure que le

1. Inv. Cugnet.

2. Registre de recettes, et de dépenses faites... pour le Séminaire de Montréal, fol. 15.

3. Il y avait chez Nicolet le *Recueil des Gazettes* de 1634 et celui de 1635 ; chez M. Philippe Boucher, quelques *Mercuries galants* ; chez

xviii^e siècle s'avance, ils se préoccupent surtout de connaître tout ce qui s'imprime là-bas. Rien de ce qui est écrit en français ne leur est indifférent. C'est pourquoi M. Cugnet avait reçu le *Journal littéraire* de La Haye (1), le *Journal des Savants* (2), et M. Verrier, les *Observations sur les écrits modernes*, de l'abbé Guyot des Fontaines (3).

Les inventaires, que nous avons examinés, nous ont déjà beaucoup appris. Ne peuvent-ils nous fournir davantage encore ? Les lectures que l'on fait donnent des indications psychologiques. A plus forte raison, celles que l'on préfère. Les Canadiens ne marquaient-ils point quelques prédilections qui nous expliqueraient un peu mieux leur état d'esprit ? Nous avons recherché quels avaient été leurs auteurs favoris. Il semble qu'entre tous les Latins, ils aient particulièrement goûté César (4), Ovide (5), Lucain (6), Pétrone (7) ; et, parmi les modernes, Boileau (8). Quelques autres ouvrages leur agréaient, un peu moins que ceux-ci, un peu plus que le reste : l'*Eloge de la Folie*, d'Erasmus (9), les *Essais* de Montaigne (10), les *Œuvres* de Balzac (11), les *Lettres de Guy Patin* (12), les *Contes* de La Fontaine (13), le

M. Charest-Dufils, 12 *Mercurus galants* (1715) (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 84, n. 5). — 5 volumes du *Mercurus galant* chez M. Cugnet ; des *Mercurus* divers chez M. Verrier. — *Journaux de Verdun*, achetés en 1750 et 1751 par Saint-Sulpice (Registre cité plus haut, fol. 31 et 35).

1. 22 tomes de la *République des Lettres*, c'est-à-dire du *Journal littéraire* de la Haye (1713-1737), et du *Journal historique de la République des Lettres* publié à Leyde (1732-1733).

2. 30 tomes du *Journal des Savants*.

3. Vol. 23 à 31.

4. Inv. Cugnet (7 exemplaires) et Nouchet.

5. Surtout les *Métamorphoses*. Inv. Raimbault, Deshayes, Verrier (plusieurs exemplaires), Vezon.

6. Inv. Leduc, Cugnet, Verrier (5 exemplaires), Vezon.

7. La Hontan, M. Rémy, curé de Lachine en 1680 (Fauteux, *op. cit.*, p. 11-12). Inv. Leduc, Cugnet, Verrier.

8. Inv. Leduc, Philippe et Nicolas Boucher, Verrier (2 exemplaires), Vezon.

9. Inv. Verrier, Nouchet, Vezon.

10. Inv. Cugnet (2 exemplaires), Verrier, Vezon.

11. Inv. Dupuy, Leduc, Cugnet, Verrier.

12. Inv. Cugnet, Verrier, Vezon.

13. Inv. Leduc, Cugnet, Verrier.

Siècle de Louis XIV (1). Dans le genre tout à fait sérieux, Pasquier (2), Moreri (3), Bayle (4), Fleury, le Fleury de l'*Histoire ecclésiastique* (5), Pufendorff (6) jouissaient d'un grand crédit.

En fait de voyageurs nul n'était plus lu que Leguat (7), et Dampier (8), un Français et un Anglais. Mezeray restait apprécié comme historien (9). Le P. Maimbourg avait ses partisans (10).

Les Canadiens montraient un goût prononcé pour l'histoire. Ils l'ont conservé (11). Mais, sous le régime français, ils n'ont produit que des annalistes, des annalistes qui sont des religieuses. On pouvait attendre d'eux un peu mieux.

Le métier d'historien est un métier qui doit s'apprendre comme les autres. Ceux qui l'auraient voulu l'auraient appris chez M. Verrier, car il avait, ce que rien ne saurait remplacer pour la préparation à ce genre d'étude, une bonne bibliothèque de travail. Une partie de sa bibliothèque pouvait être regardée comme telle. On a vu quelques-uns des ouvrages de fond qu'il possédait : les *Recherches de la France* de Pasquier, les *Dictionnaires* de Bayle et de Moreri, le *Traité de la noblesse* de La Roque, l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury (12). Ce n'est déjà pas mal. Mais, si on ne

1. Inv. Verrier (3 exemplaires) Nouchet, Vezon.

2. Inv. Villera, Cugnet, Verrier, Nouchet.

3. Inv. Ph. Boucher, Sarrazin (Vallée, *le Docteur Sarrazin*, p. 280), Nouchet, Verrier, Vezon.

4. Inv. Ph. Boucher, Cugnet, Verrier, Vezon.

5. Inv. Ph. Boucher, Verrier. Registre de recettes et de dépenses faites... pour le Séminaire de Montréal, fol. 42.

6. Inv. Cugnet, Verrier, Vezon.

7. Inv. Vaudreuil et Cugnet (2 exemplaires).

8. Inv. Cugnet (2 exemplaires) et Vezon.

9. Inv. Ph. Boucher, Cugnet, Verrier.

10. Inv. Ph. Boucher, Cugnet, Vezon.

11. « L'histoire est cultivée au Canada plus peut-être qu'en aucun autre pays du monde » (R. de Gourmont, *Les Canadiens de France*, p. 197-198).

12. M. Cugnet possédait les *Mémoires de Boulainvilliers concernant l'ancien gouvernement de la France* et du même les *Mémoires présentés à M. le duc d'Orléans*.

le savait point de science certaine, s'imaginerait-on qu'aux environs de 1750, on pouvait compulser à Québec, — toujours chez M. Verrier, — le *Glossaire* de du Cange — sans doute son *Glossaire latin*, — l'*Art de vérifier les dates*, la *Bibliothèque historique de la France* du P. Lelong, la *Bibliothèque Orientale* d'Herbelot ? A côté de ces recueils de caractère général, s'étagaient divers ouvrages, de ceux que l'on appelle des mines de renseignements, d'autant plus précieux qu'ils avaient été souvent puisés aux sources elles-mêmes : *Antiquités* de Fauchet, *République* de Jean Bodin, *Traité de la police* de La Mare, *Description de Paris*, par Germain Brice, *Abrégé chronologique de l'histoire de France* du président Hénault, *Mémoires* d'Amelot de la Houssaye, les tout récents *Essais historiques sur Paris* de Poullain de Saint-Foy (1). Une série de textes diligemment choisis, permettaient de contrôler les assertions des historiens. Pour le Moyen-Age, on devait se contenter de Joinville (2). Mais, à partir du xvi^e siècle, on pouvait reconstituer — avec les livres de M. Verrier ou ceux de M. Cugnet — la physionomie de chaque règne à l'aide de témoignages contemporains (3).

Encore ignorons-nous des ressources certainement plus considérables, qui devaient être offertes aux travailleurs : celles de la bibliothèque des Jésuites.

L'esprit critique et la pensée libre.

Les Canadiens du xviii^e siècle avaient une qualité — ou un défaut — qui les aurait beaucoup servis en histoire. Ils

1. 1754-1757, 5 vol.

2. Communes existait chez M. Cugnet. Au siècle précédent, chez M. de Villeray.

3. Brantôme (en 15 volumes), *Journal de l'Etoile*, la *Satire Menippée* (Cugnet), *Mémoires de Tavannes* (id.), *Histoire Universelle*, d'Aubigné (Cugnet), *Lettres du Cardinal d'Ossat* (id.), *Mémoires de Retz* (Cugnet), de *Guy Joly* (id.), de *Bussy-Rabutin*, de *Beauvau* (Cugnet). On pouvait consulter chez M. Ph. Boucher un recueil de pièces sur Louis XIII en 8 volumes.

étaient doués au plus haut degré de sens critique (1). En toutes choses, ils voulaient entendre le pour et le contre, l'attaque et la défense. Lorsqu'il y avait deux thèses en présence, ils faisaient plaider devant eux les adversaires : jansénistes contre jésuites, Genève contre Rome (2).

Aucune proposition ne leur semblait suffisamment évidente par elle-même pour pouvoir être acceptée sans discussion. Avant d'admettre quoi que ce soit, ils le discutaient. La comparaison était devenue pour eux une méthode naturelle, une attitude habituelle à leur esprit. Ils comparaient tout, les témoignages des historiens, les hommes, les mœurs, les religions (3).

Faut-il donc se les représenter comme de parfaits sceptiques ? Non, nous n'en avons pas le droit. La vérité est qu'ils avaient subi une initiation un peu dissolvante. Ce n'est pas impunément qu'ils avaient écouté tant de professeurs du doute : de Charron (4) et Montaigne, à Fontenelle (5), à Voltaire (6), au M^{is} d'Argens (7) en passant par Locke (8) et Bayle.

À l'encontre de ce que l'on croit d'ordinaire, une certaine indépendance intellectuelle avait toujours existé au Canada. La Hontan s'est récrié sur l'intolérance du clergé de son temps en matière de livres. Mais il ne faut pas toujours

1. M. Verrier possédait le *Traité des superstitions*, de Thiers, le *Traité des Jeux*, du même, son *Histoire des perruques*, sa *Dissertation sur les prêches de l'Eglise*.

2. M. Cugnet avait des ouvrages jésuites (une *Retraite de Bourdaloue*, les *Sermons du P. de la Colombière*) et jansénistes (*Lettres de M. Nicole*, de M. de Sacy, *Mandement du cardinal de Noailles*). — Mêmes tendances dans la bibliothèque de M. Verrier (*Lettres du P. Quesnel*, *Pensées et jugements du P. Bouhours*, œuvres de Fleury et arrêt de suppression du discours de l'abbé Fleury sur les libertés de l'église gallicane). Il avait le *Catéchisme du concile de Trente* ; mais il avait aussi l'histoire de ce même concile par fra Paolo, traduite par Amelot de la Houssaye.

3. Cf. *supra*, p. 77-78.

4. Inv. Cugnet et Verrier.

5. *Ibidem.*, Inv. Vezon.

6. Inv. Cugnet, Verrier, Nouchet.

7. Inv. Verrier et Vezon.

8. Inv. Verrier.

prendre ce qu'il dit pour parole d'Évangile. Il ment très souvent, et, quand il ne ment pas, il exagère presque toujours. En réalité, les prêtres ne paraissent pas avoir beaucoup gêné la libre activité des cerveaux canadiens. Grands liseurs eux-mêmes, ils neamnaient pas pour si peu que de ne pas venir prendre chez eux le mot d'ordre. Le cas de l'*Anti-Coton* qui fut brûlé à Québec par la main du bourreau en 1626 reste un exemple isolé (1). On n'avait pas empêché M. de Frontenac de faire sa lecture spirituelle dans des livres jansénistes et qui, pis est, de les prêter volontiers « aux uns et aux autres » (2).

M. Verrier avait dans sa bibliothèque l'*Index librorum prohibitorum*. A titre de document, c'est évident. En vertu des libertés de l'Eglise gallicane, on ne reconnaissait en France aucune juridiction aux congrégations cardinalices pas plus de l'Index que de l'Inquisition ou de la Propagande (3).

Pour être imbus de « principes philosophiques » (4) pris dans des livres « impies » et « dangereux » (5), ces hommes du XVIII^e siècle n'en demeuraient pas moins catholiques. Rien ne nous autorise à en douter. Il y eut bien, à un certain moment, un athée qui fit scandale à Québec. Mais Mgr de Saint-Vallier le convertit (6). Et les autres Canadiens ne croyaient pas offenser Dieu en usant de la raison qu'Il leur avait donnée. Certains problèmes préoccupèrent toujours l'humanité. Blâmerons-nous ceux qui s'en inquiétaient au XVIII^e siècle de ne pas s'être contentés des enseignements reçus, d'avoir voulu chercher, étudier, réfléchir? Leur imputerons-nous à crime d'avoir tenu à se faire, sinon

1. B. R. H., 1895, p. 45.

2. Remarques sur l'oraison funèbre de feu M. de Frontenac dans le B. R. H., 1895, p. 107.

3. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. I, introduction, p. L.

4. Gaspé, *Les Anciens Canadiens*, p. 403 (notes).

5. Caron, *La colonisation de la province de Québec... Débuts...*, p. 229

6. Mgr de Saint-Vallier..., p. 246-247.

une religion, tout au moins une opinion personnelle ?

Les Canadiens les plus cultivés pratiquaient leur religion. Tout le monde la pratiquait au Canada. M. Bigot lui-même se montrait fort « exact à satisfaire au devoir paschal » (1).

Mais les Canadiens du XVIII^e siècle n'auraient pas été des Français de leur temps s'ils n'avaient été légers, légers de caractère, légers à tous égards. Ils pensaient : c'était la mode. Ils parlaient peut-être encore plus qu'ils ne pensaient.

Comment n'auraient-ils pas été de brillants causeurs ? Ils avaient de l'esprit, c'est-à-dire le don d'envisager les faits sous leur côté plaisant et de savoir au besoin se moquer d'eux-même. Il paraît que leurs femmes en avaient encore plus qu'eux (2). Mais ceci n'est pas un mal. Que serait une conversation à laquelle des femmes ne se mêleraient point ? Gens d'action pour la plupart, ils ne pouvaient manquer d'anecdotes et d'historiettes à raconter. La fréquentation des bons auteurs leur avait enseigné la manière de les narrer, sans trop d'ennui pour les auditeurs. La variété de leurs lectures — car ils étaient curieux de tout — leur permettait, ce qui jette tant de charme sur une causerie, de passer rapidement d'un sujet à un autre en émettant sur chacun un avis personnel, superficiel souvent, mais parfois amusant. Charlevoix nous donne un aperçu des soirées de Québec : « On politique sur le passé, on conjecture sur l'avenir ; les sciences et les beaux-arts ont leur tour et la conversation ne tombe point » (3).

La douceur de vivre ne fit qu'augmenter au cours des années qui suivirent. A une date indéterminée il se forma même une société littéraire (4).

Kalm apprécia chez les Canadiens l'étendue des connais-

1. Information sur François Bigot pour la charge de secrétaire du Roi, 1754 (Arch. Nat. V² 43).

2. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 173. — Mémoire de Hocquart de 1737 (?) (Arch. des Colonies C¹¹ A. 67, fol. 79-80).

3. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 79. (1720).

4. Mémoire de Bougainville de 1757 dans le Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924, p. 61.

sances et l'amour de la science (1). On savait dans la Nouvelle-France varier le ton des entretiens.

Montcalm, Lévis auraient-ils pu supporter quatre ans de Canada s'ils n'avaient retrouvé là-bas dans leurs quartiers d'hiver tous les agréments de l'existence telle que la concevaient les Français les plus civilisés du XVIII^e siècle?

Les Canadiens lisaient donc et parlaient de ce qu'ils lisaient; ils écrivaient aussi.

1. Kalm cité par Rameau de Saint-Père, *Une colonie féodale en Amérique : l'Acadie*, t. I, p. 298.

CHAPITRE III

LA LITTÉRATURE : PROSE ET POÉSIE LES LETTRES. LE FOLK-LORE

Ils écrivaient, ils écrivaient beaucoup et même ils n'écrivaient pas toujours mal. Pouvons-nous cependant, avant la Cession, prononcer le mot de littérature canadienne ? A cette question l'on fait d'ordinaire une réponse négative. Tel était notamment l'avis de Rémy de Gourmont : « on ne peut pas, dit-il, appeler littérature, c'est-à-dire art, les mémoires, les notes, les lettres, tous ces premiers monuments laissés par les contemporains des temps héroïques du Canada (1). »

Jugement un peu sommaire. Pour notre part, nous ne nous sentons pas autorisés à passer condamnation sur tout ce qui a été écrit au Canada pendant un siècle et demi de domination française. Mais avant d'aller plus loin, il conviendrait de déterminer exactement la valeur des termes. Il nous semble que l'on peut et quel'on doit considérer comme canadiens non seulement tous les ouvrages composés par des Canadiens, mais encore tous ceux qui ont été faits au Canada ou qui se donnent pour tels, même lorsqu'ils l'ont été par des Français (2). En ce sens, les œuvres de Champlain, La Hontan, La Potherie, Charlevoix — en partie tout au moins — les lettres de Montcalm, Lévis, Bougainville, qu'ils ont écrites au Canada, appartiennent à la littérature

1. R. de Gourmont, *Les Canadiens de France*, p. 190.

2. Pour nous comme pour les Canadiens de l'ancien régime, sont Canadiens les gens nés dans la colonie ou qui s'y sont établis sans esprit de retour.

canadienne (1). Mais ces auteurs sont bien connus. On les a beaucoup étudiés. Citer leurs noms suffira. Nous préférons nous étendre davantage sur ceux dont on parle moins, sur les véritables Canadiens et leurs tentatives pour rendre compte de ce qu'ils avaient vu ou fait, pour exprimer leurs pensées.

Rémy de Gourmont ne s'était guère trompé en réduisant à des lettres, à des mémoires ce qu'ont écrit les anciens Canadiens. Et c'est en effet à peu près tout ce qu'ils nous ont laissé.

Les lettres.

Le Canada n'était pas un pays si sauvage que la correspondance n'y tint une grande place dans la vie quotidienne. On s'écrivait beaucoup. Des lettres s'échangeaient à l'intérieur même de la colonie. D'autres partaient de là pour les postes, pour les îles, mais principalement « pour France » comme l'on disait. Les Canadiens y passaient assez souvent pour leurs affaires, leur santé, leurs études, parfois aussi en service commandé (2). La dispersion des familles Canadiennes, surtout des familles militaires, qui se produisit de si bonne heure, rendait nécessaires les relations épistolaires. « Nous sommes tous si écartés, que nous ne nous voyons presque pas. » Ainsi s'exprimait Tilly dans une lettre à son frère La Mothe-Tilly du 30 octobre 1711 (3). Ne pouvant se voir, on s'écrivait sans se laisser déconcerter le moins du monde par les lenteurs, par les risques, par tous les aléas de la correspondance.

Représentons-nous la distance où le Canada était de la

1. Lescarbot et Denys se rattachent à l'Acadie.

2. Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1908, p. 19-20. — *B. R. H.*, 1919, p. 218.

3. Arch. de M. le Comte de Montalembert. Comm. par M. Th. Beauchesne. Pour les extraits de lettres faits au cours du présent chapitre, nous avons rétabli l'orthographe actuelle.

France en un temps où il fallait sept à huit semaines pour venir dans la colonie, trente à quarante jours au moins pour en revenir (1). En 1694, le courrier de Québec ne passait qu'une fois par an à Saint-Louis des Illinois (2). Aussi n'obtenait-on que rarement réponse à ses lettres l'année même où l'on avait écrit.

Faire diligence ne suffisait pas toujours ; car, même en temps de paix, l'on n'était jamais sûr qu'un courrier parvint à sa destination. Sarrazin constatait le fait avec sérénité : « Je ne sçais par quel hazard, ses lettres [de M. d'Isnard] — quoiqu'hazards fort ordinaires en Canada — et les miennes ont été perdues » (3).

Aucune circonstance d'ailleurs ne pouvait être assez forte pour empêcher un Canadien de prendre la plume. Partout qu'ils fussent ils écrivaient. Les missionnaires leur avaient donné l'exemple. De leurs misérables campements, chez les Sauvages, Jésuites et Récollets, trouvaient toujours moyen de rendre compte de leur conduite à leurs supérieurs : autant que prêcher, c'était pour eux une obligation de conscience (4). A l'école de tels maîtres, les gens de la Nouvelle-France avaient poussé l'amour de la correspondance jusqu'à l'héroïsme : écrire était pour eux une autre manière d'agir. Avant de mourir, à la veille de subir les tourments les plus atroces que l'on puisse concevoir, déjà torturé par les Iroquois, Claude de Brigeat adressait au P. Le Moyne un message où se lisent ces mots : « Nous avons fait alliance entre nous — c'est-à-dire René Guillerier, son compagnon de captivité et lui — pour faire et pour souffrir tout ce que nous pourrons pour la conversion de ceux qui nous tuent et nous prions Dieu tous les jours

1. *Avantures du sieur G. Le Beau...*, t. I, p. 72.

2. Le P. Gravier à Villermont, Saint-Louis des Illinois, 31 mars 1694 (Bibl. nat. fr. 22804, fol. 60 et v^o).

3. Sarrazin à Réaumur, Québec, 10 octobre 1726, dans Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 218-219. — Cf. Têtu, *op. cit.*, dans le *B. R. H.*, 1910, p. 359.

4. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, t. I, introduction, p. x-xi.

pour leur salut (1661) (1). » Vers le même temps (1661), un autre captif des Iroquois, adressait quatre lettres au même P. Le Moyne, à sa mère, à un ami. A ce dernier il écrivait : « Je me recommande à vos bonnes prières et à celles de tous nos bons amis. Je ne peux m'empêcher de pleurer bien fort en leur disant ce dernier adieu, car je ne sais ce que je deviendrai (2). » Et au P. Le Moyne : « Le jour mesme que vous partistes des Trois-Rivières, je fus pris sur les trois heures du soir par quatre Iroquois d'en-bas. La cause pour laquelle je ne me fis pas tuer, à mon malheur, c'est que je craignois de n'estre pas en bon estat » en état de grâce (3). Et plus loin : « Mon père, je vous prie de bénir la main qui vous écrit et qui a un doigt brulé dans un calumet pour amande honorable à la Majesté de Dieu que j'ay offensé. L'autre a un pouce coupé, mais ne le dites pas à ma pauvre mère (4). » L'auteur de ces lettres était un « jeune enfant de famille », pieux et délicat, qui faisait « toutes les délices de sa mère ». Il s'appelait François Hertel et il avait dix-huit ans (5).

Sur terre, sur mer, en paix, en guerre, en France comme au Canada, quand il s'agissait d'écrire, quand ils jugeaient qu'il y avait utilité à le faire, les Canadiens ne chômaient point. En 1686, M. de Tonty se rendait au pays des Illinois et des Miamis ; mais « en chemin » il donnait de ses nouvelles à ses amis de Montréal (6).

Quelques années auparavant, M. d'Auteuil, procureur-

1. Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. II, p. 511-512 — Sur la véritable forme du nom Brigeat ou Brigeac, v. E. Z. Massicotte, *Les colons de Montréal...* dans le *B. R. H.*, 1927, p. 380 et *Brigeac, Brigeart ou Brijat* dans le *B. R. H.*, 1929, p. 639-640.

2. Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 47, p. 92. — *B. R. H.*, 1927, p. 157-159. — Cette lettre n'est pas signée, mais il y a toutes raisons de l'attribuer à François Hertel.

3. Twaites, *The Jesuit Relations...*, t. 47, p. 82.

4. *Ibidem*, t. 47, p. 84.

5. *Ibidem*, t. 47, p. 82. Cf. Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. I, p. 305.

6. Lettre n. s. de Montréal, 30 octobre 1688 (Bibl. Nat. Clairambault, vol. 1016, fol. 466).

général, s'était senti atteint irrémédiablement ; mais sa volonté de sauvegarder les intérêts de son fils l'emporta sur la maladie. Il rédigea une longue lettre pour Colbert. On était alors au 10 novembre. Il décédait le 27 (1).

Bon nombre de ces missives n'atteignirent jamais ceux ou celles à qui on les destinait. Dans presque toutes ces correspondances canadiennes, les mêmes plaintes se répètent, au sujet de lettres que l'on sait avoir été envoyées et qui n'ont jamais été reçues (2).

Le plus grand nombre, espérons-le, parvinrent à leur adresse. De toutes manières, nous n'avons conservé qu'une infime partie des lettres qui furent écrites au Canada ou par des Canadiens sous le régime français. Quand des papiers ne présentent pas un intérêt matériel suffisant, tel est leur sort ; tôt ou tard on les détruit. Ainsi on a calculé que, durant son séjour à Québec, la mère Marie de l'Incarnation n'avait pas dû écrire moins de 7 à 8000 lettres. Que nous en reste-t-il ? Environ 200 (3).

Si peu que nous ayons, c'est encore beaucoup. Dans son excellente généalogie de la famille d'Aillebout, M. Aegidius Fauteux fait allusion à plus de cent lettres inédites de la seule branche d'Argenteuil, lettres qu'il a eues entre les mains et qu'il a lues (4).

Les correspondances qui subsistent font défiler sous nos yeux toutes les classes, tous les états de la société canadienne : prêtres, officiers civils et militaires, magistrats, marchands, artisans ou petits bourgeois, habitants (5).

1. *B. R. H.*, 1923, p. 42-43.

2. L. Juchereau de Saint-Denis à sa nièce, des Natchitoches le 3 avril 1741, dans le *Rapport de l'Archiviste... de Québec pour 1921-1922*, h. t. entre les p. 404 et 405. — Tilly à La Mothe-Tilly, 14 novembre 1709 (Arch. de M. le comte de Montalembert. Comm. par M. Th. Beauchesne).

3. Marie de l'Incarnation, *Écrits spirituels et historiques*, t. I, p. 48 (Introduction générale).

4. Fauteux, *La famille d'Aillebout*, p. 76.

5. Quelques lettres d'habitants ont été publiées. De Toussaint Loizel, habitant de Sainte-Anne des Illinois, à son frère, 13 avril 1736 (*B. R. H.*,

N'oublions pas les femmes, religieuses ou non. Ce serait faire tort au Canada de ce qu'il a produit de meilleur dans le genre épistolaire (1).

Tout le monde faisait des lettres au Canada, jusqu'aux disparus. En 1692, une religieuse de Montréal, la sœur Tardy, recevait des billets de l'autre monde (2). Il est fâcheux pour nos Archives de n'en avoir point sauvé quelques-uns

Qu'y a-t-il dans toutes ces lettres ? De quoi parlent-elles ? Ici une distinction s'impose ; et il faut faire deux catégories, des lettres officielles et des lettres des particuliers. Les premières, adressées pour la plupart au ministre — le ministre de la marine — ou à des officiers supérieurs employés dans la colonie — renferment plus que des renseignements historiques. C'est presque toute l'histoire du pays qu'elles contiennent, une histoire qui se confond souvent avec la chronique locale. Dans un monde aussi restreint que le monde canadien, quelques milliers d'habitants perdus sur un immense territoire, les moindres faits divers prenaient de l'importance. Les administrateurs veillaient sur la conduite des officiers et des magistrats et croyaient devoir en donner au ministre un compte rendu détaillé. Ces papiers d'Etat ont souvent une allure passablement anecdotique.

1926, p. 224). — De Denis Nadeau habitant de Beaumont, à sa fille, 17 avril 1744 (v. plus bas). — De Lebert Laforce, milicien de la Prairie Carillon, 28 juillet 1758 (*B. R. H.*, 1925, p. 300). — De Louis Hallé, milicien de la Pointe de Lévy, à sa femme, Fort Frontenac, 9 juin 1757 (*J.-E. Roy, Hist. de Lauzon*, t. II, p. 259-260). — De Joseph Couture, milicien de la même paroisse, à son oncle François Bourassa, Saint-Frédéric, 11 août 1758 (*Ibidem*, t. II, p. 261). — Nous connaissons encore une lettre de Jean Gagnon, à M. d'Hautebourg, des îles de Mingan, 14 mars 1752. Ce Gagnon était « commis des Sept Îles » au service de Mme Fornel fermière de la traite de Tadoussac (Coll. Gagnon. Bibl. de la Ville de Montréal).

1. Dans son *Essai de bibliographie canadienne*, t. I, p. 531-656 et t. II, p. 317-367 et 442-462, Ph. Gagnon a inventorié une assez grande quantité de lettres missives canadiennes.

2. O. Maurault, *Dollier de Casson*, dans la *Revue trimestrielle canadienne*, 1918-1919. Comm. par M. P.-G. Roy.

Quant aux correspondances privées, elles n'avaient souvent d'autre raison que d'apprendre à des parents, à des amis, habitant au loin, tout ce qui pouvait les intéresser dans le pays où l'on demeurerait soi-même. Les lettres de Marie de l'Incarnation sont une des meilleures sources de l'histoire canadienne de 1639 à 1672 (1). Car elle a deux grands mérites : exactitude, véracité (2). Elle sait se garder de tout parti pris ; elle ne veut voir les hommes et les faits ni en bien, ni en mal, mais simplement comme ils sont.

Les lettres de la Mère Marie-Andrée Duplessis de Saint-Hélène nous rendent pour une partie du xviii^e siècle un service analogue (3). Celles que recevait Villermont ne sont pas moins instructives : de ses correspondants, il exigeait des réponses détaillées à des questions précises (4). Toutes les missives canadiennes recueillies par Villermont n'ont pas été composées au Canada ; quelques-unes lui ont été adressées de France.

C'est de France également, mais cette fois au Canada

1. *Lettres de la vénérable mère Marie de l'Incarnation*... Paris, 1681. Rééd. par M. l'abbé P. F. Richaudeau : *Lettres de la R. Mère Marie de l'Incarnation*. Tournai, 1876, 2 vol. — Nous nous sommes servis de l'édition de 1681, due à Dom Claude Martin, fils de Marie de l'Incarnation. — M. l'abbé Griselle, a publié, en 1909, quelques lettres inédites (Eugène Griselle, *La vénérable mère Marie de l'Incarnation... Supplément à sa correspondance*. Paris, s. d.). — Sous le titre *La mère Marie de l'Incarnation*, M. Sulte a extrait de cette correspondance les passages les plus intéressants au point de vue historique (*Mémoires de la Société Royale du Canada*, 2^e série, vol. IV, 1897, sect. I, p. 45-63). — Cf. Bourgeois et André, *Les sources de l'Histoire de France*, xvii^e siècle, II *Mémoires et lettres*, p. 257-258 et III *Biographies*, p. 219.

2. Reconnaissons pourtant le caractère visiblement exagéré de sa description du tremblement de terre (1663), exagération qui se rencontre au même degré dans les *Relations* et dans *l'Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*. — Marion, *Relations des voyageurs français*..., p. 112-114 ; 134-136. — R. de Gourmont, *Les Français au Canada*..., p. 106-109. Cf. Alph. Gagnon, *Etudes archéologiques*... Montréal, 1925, p. 96-118.

3. *Lettres de la R. Mère Marie-André Regnard Duplessis de Sainte-Hélène* (1720-1747) p. p. M. l'abbé Verreau, dans la *Revue Canadienne* 1875. Rééd. avec des pièces nouvelles dans *Nova Francia* depuis 1927. En cours de publication.

4. Bibl. nat. fr. 22799-22815. Quelques copies ou extraits de lettres adressées à Villermont dans Clairambault, vol. 1016.

qu'ont été envoyées les lettres du P. Duplessis (1), celles des chanoines Hazeur et de la Corne (2). Dans la correspondance des deux chanoines, se trouvent couchées toutes les informations de la mère-patrie bonnes à savoir pour des Canadiens ; c'est peut-être parce que l'un et l'autre, doués d'une grande facilité épistolaire, aimaient à allonger leurs missives.

Délégués en France du chapitre de Québec, ils devaient à leurs confrères des rapports sur leurs agissements, les démarches faites par eux, les résultats obtenus. De leurs lettres d'affaires, ils ont fait des gazettes. Mais c'est très probablement au titre de lettres d'affaires qu'elles ont été préservées de la destruction. En effet, pour ce qui est des correspondances privées, on ne les a gardées généralement que lorsqu'on y avait intérêt. Si un certain nombre de lettres ont été conservées, c'est d'ordinaire parce qu'elles comportaient quittance ou pouvaient servir de preuves à l'appui de tel ou tel droit. Même celles là peuvent nous donner des nouvelles de l'ancien Canada. Lorsqu'on faisait une lettre d'affaire, on traitait de cette affaire, on racontait aussi autre chose. On en racontait parfois suffisamment pour nous amuser encore.

On demande souvent aux lettres particulières plus qu'elles ne peuvent donner. Ce que nous voudrions y trouver c'est le moyen d'atteindre l'âme même des générations qui nous ont précédés. Bien plus que les lettres des gouverneurs, des intendants, des missionnaires, tant et tant de fois utilisées, ce que nous recherchons de préférence ce sont les missives, les billets des simples Canadiens, de quelque condition qu'ils fussent, dans l'espoir d'y découvrir le secret

1. 78 lettres adressées à ses deux sœurs, religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec. Elles s'échelonnent entre 1716 et 1759 (*Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. p. J. E. Roy).

2. p. p. Mgr Têtu dans *Le chapitre de la cathédrale de Québec et ses délégués en France. Lettres des chanoines Pierre Hazeur de l'Orme et Jean-Marie de la Corne, 1723-1773* (B. R. H., 1907 à 1910).

de ceux qui ont vécu avant nous, d'y apercevoir leur vrai visage.

Ces correspondances, elles nous valent presque toujours une moisson de menus faits, d'anecdotes, dont nous ne saurions faire fi, puisqu'elles nous aident à reconstituer, pierre par pierre, la vie de nos ancêtres. Certes, il ne nous déplaît pas d'apprendre que M^{lle} de la Valtrie — qui depuis épousa M. du Tisé — a fait un enfant — on ne dit pas avec qui — « par la méchante conduite de sa mère » (1) ou que M. de Villeray, fils du premier conseiller, conseiller lui-même, est « un misérable chien qui maltraite sa femme et ses enfants à les tuer de coups de bâton » (2). Tout cela a son intérêt. Mais nous aimerions connaître autre chose, savoir davantage. Comme nous, comme tous les hommes, nos ancêtres ont cru, ils ont aimé, ils ont souffert. Mais était-ce de la même manière que nous ? Pouvons-nous, en nous aidant de leurs correspondances, déterminer un peu leur psychologie ? Au moins avons-nous là des témoignages sincères. Les Canadiens du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècles ne cherchaient pas, c'est évident, à renseigner leurs contemporains sur leur état d'âme. Comment se seraient-ils préoccupés de se composer, au regard de la postérité, une attitude avantageuse ?

Certains pères canadiens ont laissé sous forme de lettres à leurs enfants de véritables enseignements moraux. Par exemple M. de Contrecoeur, capitaine du détachement de la marine, à son fils, alors cadet dans les mêmes troupes (vers 1755). Il n'y a qu'à admirer les leçons qu'il lui donne. Elles pourraient d'ailleurs tenir en deux mots : la crainte de Dieu et l'obéissance aux chefs. « Surtout ayez la crainte de Dieu devant les yeux. Pensez que, si vous abandonnez Dieu, Il vous abandonnera et que le moyen de prospérer est de

1. Tilly à La Mothe-Tilly. Québec, 30 octobre 1711 (Arch. de M. le comte de Montalembert).

2. Tilly à La Mothe-Tilly. Québec, 14 novembre 1709 (Arch. de M. le comte de Montalembert).

Le servir. Ne vous abandonnez point au libertinage. Si Dieu n'est pas capable de vous arrêter, craignez les suites du libertinage, qui vous feront perdre votre âme et ruiner votre corps. Avoir toujours de la bonté pour tous ceux sur qui vous avez de l'autorité, les traiter doucement (1) ».

Tout cela est très bien pensé, mais nous l'avons déjà entendu. Les conseils de M. de Lotbinière à son fils sortent davantage du langage ordinaire et dénotent une connaissance plus particulière de celui à qui ils s'adressent. M. de Lotbinière, alors archidiacre de Québec, était l'ancien garde des sceaux du Conseil Supérieur. Son fils voulait se faire récollet. Le père l'engageait à réfléchir, car il ne croyait pas à sa vocation ; en quoi il ne se trompait guère !

Cette lettre pourrait être citée tout au long. C'est un modèle du genre. Lotbinière a su trouver les accents justes. Sans le chercher, sans emphase, il est éloquent. Les mots qu'il emploie sont ceux qu'il fallait et il les met à leur place. Entre le fond et la forme, il y a une parfaite correspondance. Style sobre, naturel, nous n'osons dire persuasif, puisque le pauvre M. de Lotbinière n'a pas réussi à convaincre son fils. Pourtant il lui parlait en excellents termes. « L'affaire est de conséquence, lui disait-il, et il y va de votre salut ou de votre réprobation éternelle. Songez-y, mon fils, la retraite est faite pour cela. Il ne faut pas que le respect humain vous fasse agir. Il faut que ce soit Dieu qui agisse sur vous et, pour cela, il faut, pendant votre retraite, vous jeter entre les bras de sa miséricorde. Il peut tout et en vous abandonnant entièrement à Lui, Il vous inspirera ce que vous devez faire. Vous avez des personnes chez vous et en nombre qui peuvent et qui sont en état de vous aider dans une chose de cette conséquence. En tout cas, je n'ai qu'une chose à vous dire : si Dieu vous veut religieux, je serai charmé de vous voir faire vos vœux ; si

1. P. G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 4^e série, p. 248-252.

Dieu ne le veut pas, j'en serai au désespoir. Je suis votre père et le serai toujours (1737) (1). »

Denis Nadeau, habitant de Beaumont, s'exprime avec presque autant de majesté pour faire savoir à sa fille qu'il approuve ses fiançailles : « Je consens à votre mariage pourvu que ce soit votre avantage, ne connaissant pas celui qui vous fait l'honneur de vous rechercher. Mais M. notre curé m'a dit qu'il le connaissait et qu'il était honnête homme... Je vous souhaite toutes les bénédictions du Seigneur (1744) (2). »

On ne pêchait point habituellement par excès de tendresse sous l'ancien régime. Même en famille, l'autorité ne se souciait pas en général d'être affectueuse. Il faut bien le reconnaître, on ne s'aimait pas alors entre parents et enfants, entre frères et sœurs, comme on s'aime aujourd'hui. L'honneur, le devoir — sentiments fort beaux en soi — accaparaient presque toutes les âmes. Et les relations entre les proches s'accommodaient d'une indifférence mutuelle qui nous étonne un peu. En 1709, Tilly mande à son frère qu'il regrette d'être sans nouvelles de ses fils, établis à Saint-Domingue. Leurs lettres ont dû se perdre en route. Car il suppose qu'ils lui écrivent une fois par an. Il ne leur en demande pas davantage (3).

Le même Tilly, deux ans plus tard, dans une autre lettre à son frère, montre jusqu'où pouvait aller l'ignorance réciproque dans laquelle on vivait les uns à l'égard des autres. « Nous embrassons toute votre aimable famille, neveux et nièces, dont je ne sais pas le nombre (4). » Aux environs de 1746, les deux enfants du docteur Sarrazin s'étaient si bien perdus de vue que la fille, Mme de Varennes, mariée

1. *B. R. H.*, 1927, p. 389-390. — Cf. P. G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 14.

2. *B. R. H.*, 1925, p. 39.

3. Tilly à La Mothe-Tilly, Québec 14 nov. 1709 (Arch. de M. le comte de Montalembert).

4. Tilly à La Mothe-Tilly, Québec 30 octobre 1711 (Arch. de M. le comte de Montalembert).

au Canada ne savait si son frère, officier en France, était mort ou vivant (1).

Lorsque des deuils surviennent, la résignation à la volonté divine se traduit avec une sécheresse qui nous semble bien cruelle. « Dieu soit loué en tout et nous devons adorer sa divine Providence. » C'est ce que dit Tilly qui vient de perdre un fils. Ce sont les mots d'usage. Mais un peu plus loin, Tilly parle un tout autre langage. Après avoir dit à son frère qu'une de ses filles aussi lui a été enlevée, il ajoute : « Après la perte de ma fille très chère et de mon fils, rien ne me touche. Je suis endurci aux peines d'esprit présentement. La perte de mes deux chers enfants m'est tout à fait rude et j'ai peine de m'en consoler. Votre nièce de Gaspé est fort grosse. Elle est dans une [telle] affliction d'avoir perdu sa chère sœur que je crains pour son accouchement. Ils viennent hiverner avec nous cet hiver. Ma femme ne se consolerait pas si facilement, si elle ne l'avait pas avec elle. Ces deux filles lui étaient des compagnes et non pas des enfants (2). »

A deux siècles de distance le chagrin de Tilly nous émeut. Il nous plaît de recueillir tous les indices qui montrent qu'à certaines heures les Canadiens d'autrefois sentaient et réagissaient, comme nous sentons et réagissons nous-mêmes. Chez ces rudes créoles de la Nouvelle France — ou tout au moins dans certaines familles — n'y aurait-il pas toujours eu une veine cachée de sensibilité ? François Hertel, chez les Iroquois, ne voulait pas penser à lui, ni à la mort qui le guettait, mais uniquement à sa mère pour éviter de lui faire de la peine. Et pourtant ce fut un héros, un homme terrible entre tous.

Environ un siècle plus tard, Mme de Lusignan — Louise-Gillette des Méloizes — adressait à sa « chère mère mignonne » une des lettres les plus tendrement affectueuses, les

1. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 182.

2. Tilly à La Mothe-Tilly, Québec, 7 novembre 1712 (Arch. de M. le comte de Montalembert).

plus aimantes qu'il nous ait été donné de lire. Cet exquis témoignage d'amour filial n'est pas daté : Mme de Lusignan a dû l'écrire en France peu d'années après la Cession (1).

Quand nous feuilletons des correspondances d'antan, c'est surtout dans l'espoir, plus ou moins avoué, d'y surprendre des secrets d'ordre sentimental. Au Canada, comme ailleurs, des lettres d'amour ont dû s'échanger entre maris et femmes peut-être, entre amants et maîtresses plus sûrement. Que M. de Blainville en ait adressé à son épouse, c'est possible, mais sans doute pas en 1716, lorsque lui-même confiait ses doléances à son beau-frère La Mothe-Tilly : « Elle doit vous écrire par d'autres voies que par la mienne... Il est quelquefois fâcheux à un mari de se mêler des affaires de sa femme. Ce qui fait que vous aurez, s'il vous plaît, affaire à elle (2). »

Mme Raimbault, femme d'un maître-menuisier de Montréal, avait l'humeur plus agréable. Une lettre d'elle écrite de Paris à son mari, resté au Canada, en fait foi. Elle lui dicte ses volontés, dans les grandes comme dans les petites choses. Mais si gentiment ! Que peut-on refuser à une femme qui vous dit : « Mon très cher mari, je pense à vous jour et nuit... » (15 mars 1681) (3).

Mme d'Eschambault fut, dit-on, une très tendre amie pour Bougainville (4). Mais les lettres qui subsistent d'elle, dans les papiers Bougainville, ne pourraient, en aucun pays du monde, passer pour des lettres d'amour. Elle lui parle de la guerre, elle lui parle de son mari. Heureusement que dans l'une de ces missives, on peut lire cette phrase : « Je finis en vous assurant que vous m'êtes de plus en plus cher (5). »

1. Collection Gagnon. Bibl. de la ville de Montréal.

2. Blainville à La Mothe-Tilly, Montréal, 20 octobre 1716 (Arch. de M. le comte de Montalembert).

3. *B. R. H.*, 1927, p. 325-327.

4. Jean Dorsenne, *La vie de Bougainville*. Paris, 1930, p. 87-88.

5. Mme d'Eschambault à Bougainville 18 juillet 1760. Cf. autre lettre de la même au même, 21 juillet 1760 (Fonds Bougainville, appartenant à Mme la comtesse de Saint-Sauveur-Bougainville. Comm. par M. Th. Beauchesne).

Ce n'est pas beaucoup. Peut-être Bougainville, qui savait la valeur des mots, jugea-t-il que c'était suffisant. Oui, pas mal de lettres d'amour ont dû circuler dans la Nouvelle-France, surtout à cette époque ; mais les lettres d'amour se gardent moins bien que les lettres d'affaires.

La valeur littéraire des lettres.

Les extraits que nous avons faits des correspondances canadiennes ne permettent pas d'apprécier leur mérite littéraire — en admettant qu'elles en aient un. Pour notre part, nous leur en reconnaissons un, très réel. Cependant si les auteurs de ces lettres ont fait œuvre d'écrivains, c'est bien sans le vouloir. Il n'y a guère d'exemple qu'une épître canadienne ait été composée à loisir, dans le silence du cabinet. C'est en coup de vent que la plupart ont été rédigées ; on écrivait comme on pouvait, au courant de la plume, à bride abattue. Durant trente ans, à Québec, Marie de l'Incarnation n'a jamais eu une heure à elle pour composer quoique ce soit à tête reposée — ses lettres encore moins que le reste (1). C'est pendant quatre à cinq mois, pendant que les vaisseaux étaient en rade, que les Canadiens devaient expédier leur correspondance de toute l'année. Et généralement, pour pouvoir donner à leurs parents et amis les dernières nouvelles de la colonie, ils attendaient le départ des derniers vaisseaux. Aussi ne concevait-on pas qu'un courrier put être fait autrement qu'avec une extrême précipitation (2). Presque toujours en écrivant, les Canadiens s'excusent de ne pouvoir faire une lettre plus « honnête » (3).

1. Marie de l'Incarnation, *Ecrits spirituels et historiques*, t. 1, 58-61 (Introd. générale).

2. Henri Brémond, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, t. VI, p. 5, 112. — Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 227.

3. Lettre de l'abbé d'Eschambault, Panavamskek, 24 septembre 1697 dans le *B. R. H.*, 1916, p. 207-208.

En France, le P. Duplessis manquait pareillement de temps pour rédiger les siennes. Ce qu'il voulait dire à ses sœurs, il le jetait sur le papier à la hâte entre un sermon et une séance de confessionnal (1).

Et pourtant nous aimerions que l'on fit une anthologie de lettres canadiennes. Un recueil de ce genre pourrait modifier les idées reçues au sujet du développement intellectuel de la Nouvelle-France.

On sait aujourd'hui que la mère de l'Incarnation est un grand écrivain. Si nous avons pu en douter, nous n'en douterions plus maintenant, grâce à l'abbé Brémond. On se fatigue de trop de sublime. Au cours de son voyage au pays des mystiques, il lui a été agréable de se reposer en lisant les lettres de Marie de l'Incarnation. Une nature de femme s'y révèle, bien équilibrée, primesautière et gaie à ses heures, sensible aux impressions du dehors. « Rien ne l'absorbe, ni même ne l'occupe vraiment ; mais tout l'intéresse, l'attendrit, l'amuse et l'enchanté (2). » Et quand elle le veut, elle sait conter avec charme et facilité, non sans esprit. L'abbé Brémond pense que l'histoire de des Groiselliers narrée par sa mère a amusé dom Claude Martin. En tout cas elle l'a amusé, lui : elle nous amuse aussi. Et de fait, il serait malaisé de traiter de choses aussi sérieuses sur un mode plus plaisant (3).

Le comte de Frontenac a toujours joui d'une grande réputation d'esprit. Il est bien évident que tout, dans ses lettres à la Cour, n'a pas été rédigé par lui. Mais certains passages portent sa marque (4).

1. *Lettre du P. F. X. Duplessis...*, p. 275, 279.

2. H. Brémond, *op. cit.*, t. VI..., p. 112-116.

3. *Ibidem*, t. VI..., p. 117

4. V. la *Correspondance échangée entre la Cour de France et le gouverneur de Frontenac pendant sa première administration* (1672-1682) dans le *Rapport de l'Archiviste de...*, Québec pour 1926-1927, p. 3-144, ainsi que la *Correspondance échangée entre la Cour de France et le gouverneur de Frontenac pendant sa seconde administration* (1689-1699) dans le *Rapport de l'Archiviste de...*, Québec... pour 1927-1928, p. 3-211 et dans le même *Rapport...*, pour 1928-1929, p. 247-384.

Ayant besoin de femmes pour la Colonie, surtout pour les colons, il en réclame avec désinvolture. A l'appui de sa demande, il allègue les désordres qui se produisent « dans les lieux les plus éloignés où les femmes sont bien aises d'avoir plusieurs maris lorsque les hommes ne trouvent pas seulement à avoir une femme » (1).

Mgr de Saint-Vallier accusait le gouverneur d'avoir accepté de lui cent pistoles, contre l'engagement tacite de ne pas laisser jouer Tartufe, et d'avoir fait jouer la pièce tout en gardant les cent pistoles. Frontenac ne daigna même pas se justifier : « A l'égard des cent pistoles que M. l'évêque m'a données, c'est une chose si risible que je n'ai jamais cru qu'on la pût tourner à mon désavantage, mais qu'elle donnerait matière à se réjouir à ceux qui en entendraient parler » (2). Volontiers Frontenac eut appelé cela la sottise querelle du Tartufe !

Les correspondances d'officiers ne sauraient prétendre, pour la plupart, aux honneurs des « morceaux choisis ». Si encore ils n'avaient ignoré que l'orthographe ! Mais les notions de la plus élémentaire syntaxe leur étaient tout aussi étrangères. Ils commencent une phrase et cette phrase reste en suspens. Les incidentes s'enchevêtrent. Et, pour augmenter encore la confusion, il leur arrive parfois d'employer des pronoms qui ne se rapportent à rien. On a souvent de la peine à comprendre ce qu'ils veulent dire. Le savaient-ils eux-mêmes ? Ceci nous inspire quelque admiration à l'égard des commis des bureaux qui pouvaient utiliser de pareils fatras. Hâtons-nous d'ajouter que tous les officiers ne se servaient pas de la même encre. Iberville (3)

1. Lettre au ministre, 2 nov. 1672 dans le *Rapport... pour 1926-1927*, p. 12.

2. Lettre au ministre du 4 nov. 1695 dans le *Rapport... pour 1928-1929*, p. 276. — Cf. abbé Auguste Gosselin, *Tartufe à Québec* dans le *B. R. H.*, 1898, p. 48-49.

3. Voir lettres d'Iberville (Plaisance, 24 sep. et 26 oct. 1696) p. p. l'abbé A. Gosselin, *Les Normands au Canada...*, dans la *Revue catholique de Normandie*, vol. X, 1900-1901, p. 243-253, et 253-258.

d'abord, quelques autres ensuite, La Mothe-Cadillac (1), Villebon (2), Villieu (3), Louvigny (4), Saint-Pierre (5), Contrecoeur (6), le M^{re} de Vaudreuil (7), exprimaient leur pensée avec netteté, en hommes habitués à commander et pour qui c'est une obligation de profession que de savoir rendre compte d'une situation. Savoir « rendre bon compte » était une qualité très appréciée chez les militaires et constituait une bonne note pour celui à qui l'on reconnaissait ce mérite (8).

Les connaissances grammaticales des femmes ne valaient souventes fois pas mieux que celles des officiers, leurs frères ou leurs maris. Marie-Madeleine de Verchères nous paraît bénéficier, au point de vue littéraire comme à d'autres, d'un prestige tant soit peu usurpé. Elle en a certainement dit plus qu'elle n'en a fait : et ce qu'elle a dit rien ne prouve qu'elle l'ait dit elle-même. Sa première lettre sur ses exploits a dû être composée par La Potherie (9).

1. La Mothe-Cadillac à... Montréal, 28 sept. 1694 dans le *Rapport... pour 1923-1924*, p. 80-93.

2. Villebon à M. Renaudot (?). Naxoat, 24 déc. 1695 (Bibl. Nat., Clairambault, vol. 1016, fol. 503-507).

3. Villieu au ministre. Rochefort 19 déc. 1702 (Bibl. Nat., Clairambault, vol. 869, fol. 306).

4. Louvigny au conseil de marine. Québec, 21 septembre 1717, dans le *B. R. H.*, 1928, p. 506-509.

5. Saint-Pierre au Gouverneur de la Virginie. La Rivière aux Bœufs, 15 décembre 1753 (E. Guénin, *La Nouvelle-France*, p. 246-247).

6. Contrecoeur à... Fort-Duquesne, 4 avril 1755 dans le *B. R. H.*, 1929, p. 480-481.

7. Vaudreuil à Lotbinière. Montréal, 21 sept. et 7 oct. 1757 dans le *B. R. H.*, 1927, p. 395-397.

8. Note de M. Hocquart sur Rigauville : « cet officier est homme de teste et rend bon compte » (1732) dans le *B. R. H.*, 1927, p. 611.

9. Lettre de M^{lle} de Verchères à la comtesse de Maurepas, 15 octobre 1699, p. dans le *Supplément au Rapport sur les archives canadiennes pour 1899*, p. 6-7.

Il suffit de comparer le texte de cette lettre avec le passage de son *Histoire* où la Potherie a rapporté les mêmes faits (t. I, p. 325-328 et III, p. 152-154) pour trouver aux deux récits un air de parenté inquiétant. La Potherie nous dit avoir écrit lui-même au C^{te} de Pontchartrain pour lui mander l'action de M^{lle} de Verchères pendant que cette dernière en faisait autant pour sa femme (Maurepas a été mis par erreur en tête

Les lettres de la mère de Sainte-Hélène, sans valoir celles de la mère de l'Incarnation, sont parmi les meilleures qui soient jamais venues du Canada en France. Impossible de les lire sans plaisir. On y sent un esprit ouvert et une âme délicate.

Les religieuses écrivaient-elles mieux que les femmes du monde? Peut-être. La M^{lre} de Vaudreuil ne mettait pas un mot d'orthographe : mais du moins elle savait tourner gentiment un billet (1). M^{me} d'Eschambault en eût été bien incapable.

Le style des Jésuites est aisé, correct, irréprochable. Les prêtres, formés au séminaire, y avaient appris à rédiger convenablement leurs lettres (2). Le chanoine Hazeur de l'Orme s'exprime, dans les siennes, avec facilité, abondance et clarté. Très agréable à lire, parfois un peu diffus, jamais ennuyeux. Son ton est celui d'une conversation aimable, de bonne compagnie. Il semble qu'il prenne lui-même plaisir à ce qu'il raconte. Le chanoine de la Corne écrit moins bien, non sans charme toutefois. Lui aussi s'attarde volontiers en longueurs peu utiles ; il aime à décrire. Il ne se prive pas d'épigrammes, même envers ses confrères.

Nous avons trouvé plus d'originalité dans la correspondance des grands marchands de Québec et de Montréal. Ce sont des personnalités vigoureuses, attachantes qui se laissent entrevoir dans ces lettres. Leur style les peint. Ces

de la lettre publiée, c'est bien Pontchartrain qu'il faut ici). La Potherie a dû faire les deux épitres.

On possède un autre récit de l'héroïque aventure de Marie-Madeleine de Verchères. C'est une relation soi-disant écrite par elle pour M. de Beauharnais en 1726 (*Supplément au Rapport...*, p. 7-12).

1. La M^{lre} de Vaudreuil à la Mère de Sainte-Hélène. Montréal, 8 janvier 1759, p. p., P. G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 2^e série, p. 87-88.

La Mère de Saint-Pierre (Geneviève Boucher), morte en 1776, à 90 ans, savait mettre dans ses lettres une fermeté, une netteté remarquables. Son style exprime bien cette personnalité énergique, d'un caractère presque viril (*Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 98-100. — Daniel, *Histoire des grandes familles...*, p. 232-234).

2. Gosselin, *L'Instruction...*, p. 293-294.

gens-là sont très intelligents : ils savent ce qu'ils veulent, ce qu'ils font, où ils vont et ils savent le dire en bon, en excellent français. Il y a chez eux des phrases qui mériteraient d'être retenues. Au premier chef, ce passage de Comporté. De Québec, le 30 octobre 1687, il écrit à Villermont : « Notre compagnie du Nord vous est fort obligée du soin que vous prenez pour elle. Le gouverneur qui a pris possession de la Baie du Nord (1) et qui en a chassé les Anglais, aura l'honneur de vous rendre cette lettre. C'est un gentilhomme d'un très grand mérite et d'une conduite admirable et soldat comme l'épée qu'il porte. Il vous instruira comme toutes les choses se sont passées et en quel état sont nos affaires : il s'en nomme M. d'Iberville (2). » Trois jours après, c'est Riverin qui, à son tour s'adresse à Villermont : « Nous attendons ce qui aura été réglé à Londres au sujet de la Baie d'Hudson. Nous prenons nos mesures comme si elle était toute à nous, quoiqu'on puisse avoir réglé. Les Anglais ont beau faire ; nous ne leur laisserons jamais ce morceau (3). »

Citons encore un mot bien frappé. En 1689. M. de l'Orme (sans doute Soumande de l'Orme) alors à La Rochelle, reçoit d'un correspondant qui l'appelle son frère, probablement François Hazeur, une lettre du Canada. Celui que nous supposons avoir été Hazeur, expose les événements les plus récents survenus à la Baie du Nord, de manière fort intelligible, après quoi, il conclut : « Nos Canadiens ont envie de bien faire » (4).

1. Baie James.

2. Comporté à Villermont. Québec, 30 octobre 1687 (copie) (Bibl. Nat., Clairambault, vol. 1016, fol. 485).

3. Riverin à Villermont, Québec, 3 novembre 1687 (Bibl. Nat. Clairambault, vol. 1016, fol. 485).

4. Copie d'une lettre écrite à Québec le 4 juillet 1689 à M. de l'Orme par son « frère » (Bibl. Nat. fr. 22800, fol. 261-262). — V. aussi lettre de Louis Prat au ministre. Québec, 4 novembre 1708, dans le *B. R. H.*, 1925, p. 543-544.

Les mémoires et les journaux.

Ce que nous avons dit des lettres peut s'appliquer aux mémoires. Les mémoires ne sont en somme que des lettres auxquelles leurs auteurs ont donné de plus amples développements. Certaines missives de la mère de l'Incarnation sont de véritables mémoires « admirables de bon sens, de fermeté, d'éloquence » (1).

On faisait beaucoup de mémoires au Canada. Il y en avait qui étaient commandés : comptes rendus ou rapports. Mais souvent aussi c'est volontairement, sans y être contraint par qui que ce fût, que l'on en composait. Et pourquoi tous ces mémoires ? Pour conseiller, pour dénoncer. Pour conseiller la cour, pour dénoncer ses ennemis.

Les conseillers n'ont jamais fait défaut au Canada. Sous Louis XIV, ils avaient la partie belle. Le grand Roi, on le sait, voulait que tout citoyen eût la liberté de lui présenter des requêtes et des projets (2).

Nous avons parcouru un certain nombre de ces mémoires. Les plus remarquables pourraient bien être ceux de Riverin. Ils sont correctement ordonnés ; et puis Riverin sait toujours se faire comprendre. Veut-il donner son avis sur la traite et la ferme du castor, il entre immédiatement en matière. Son exorde ne peut manquer d'impressionner le lecteur. « L'empressement avec lequel on va chercher les castors jusque chez les sauvages les plus éloignés en multiplie tellement la quantité que si Sa Majesté n'a pas la bonté d'en continuer la réunion dans une seule main, la colonie périra » (3). Il disait réunion là où nous dirions aujourd'hui monopole.

1. H. Brémond, *op. cit.*, t. VI, p. 112, n. 2.

2. Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, éd. Bourgeois, p. 558.

3. Mémoire de Riverin, 10 février 1696. — Arch. des Colonies C¹¹ A 14, fol. 280-285.

Sur Denis Riverin, qui fut marchand, conseiller au Conseil Supérieur

Plus encore que se faire valoir, on aimait nuire au prochain. La maladie de la diffamation sévissait dans la colonie. « La médisance et la calomnie règnent en Canada au delà de ce qu'on en peut penser ». C'est la mère de Sainte-Hélène qui s'en plaint en 1729 (1). Mais elle n'est pas seule à faire ce reproche à ses compatriotes. Mgr de Laval, Mgr de Saint-Vallier avaient failli être submergés sous un déluge de mémoires hostiles (2). Et il n'y avait pas que les écrits que l'on envoyait en France. Certains s'amusaient à en colporter sur place, au Canada. Ainsi faisaient en 1706, la comtesse de Saint-Laurent et M. d'Auteuil qui en voulaient à l'intendant d'alors, M. Raudot (3). En 1748, le chanoine Hazeur de l'Orme n'hésitait pas à déclarer que « la Cour devrait châtier les mauvais écrivains du Canada » (4).

Sous le nom de journaux sont venus jusqu'à nous des itinéraires tenus par les officiers en campagne ou par des voyageurs. A titre de documents historiques, ils sont intéressants. Plus ou moins d'ailleurs. Mais rien, absolument rien ne saurait les recommander à un autre point de vue.

Nous avons conservé quelques journaux, civils ceux-là, tenus pendant le siège de Québec (5). Le seul qui soit, je ne dis pas écrit, mais simplement rédigé est celui qu'a publié

et député du Canada en France, de 1702 à 1716, v. P. G. Roy, *Notes sur Denis Riverin* dans le *B. R. H.*, 1928, p. 65-76, 129-139, 193-206.

1. Lettre du 25 octobre 1729 (A. Léo Leymarie, *Lettres de Mère Marie-Andrée Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia*, vol. III, 1927-1928, p. 50).

2. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. II, p. 321 et t. III, p. 336.

3. P. G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 18. Le texte que nous citons ne parle que de M^{me} de la Forest. Mais celle-ci se faisait appeler comtesse de Saint-Laurent (P. G. Roy, *La famille Viennay-Pachot*, p. 4-5).

4. Têtu, *Le chapitre de... Québec...*, dans le *B. R. H.*, 1910, p. 363.

5. Jean-Claude Panet, *Journal du siège de Québec en 1759*. Montréal, 1866. — *Journal de M. Récher, curé de Québec, 1757-1760* dans le *B. R. H.*, 1903, p. 129-147, 161-164, 289-307, 321-346, 353-373. — *Journal du siège de Québec du 10 mai au 18 septembre 1759* p. p. Aegidius Fauteux. Québec, 1922. Ce *Journal* a paru dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1920-1921*, p. 140-241.

M. Fauteux. On l'attribue à François-Joseph de Vienne, garde magasin à Québec (1).

Il est encore un journal à qui nous devons au moins une mention : le *Journal des Jésuites*. Ce qui en subsiste ne couvre que la période de 1645 à 1668 (2). Le *Journal* forme la contre-partie — une contre-partie absolument nécessaire — des *Relations*. A sa lumière, les Canadiens des premiers temps apparaissent tels qu'ils étaient. Mais ce précieux document est dépourvu de toute qualité littéraire.

De mémoires au sens moderne du mot, d'autobiographies, de recueils de souvenirs, le Canada ne nous en offre point. Beauchêne en avait peut-être composé qu'aurait utilisés Le Sage. Ce dernier a intitulé son ouvrage : *Les Aventures de M. Robert Chevalier dit de Beauchêne, capitaine de filibustiers dans la Nouvelle-France rédigées par M. Le Sage* (3). Le Sage affirme expressément que son livre a été composé d'après les mémoires de Robert Chevalier, à lui confiés par sa veuve. Mais d'autres auteurs en ont dit autant, et ce n'est pas plus vrai pour cela. La liste est longue des supercheries littéraires. Elle n'est pas près d'être close. Cependant M. Fauteux qui a étudié le prétendu roman de Le Sage est d'avis que cette fois nous pouvons le croire sur parole : sa part dans l'œuvre a dû se borner à coudre aux récits de Beauchêne quelques épisodes romanesques. Ceci, pour le côté de l'invention. Quant au style, qui nous dira ce qui dans les *Aventures* publiées est de Beauchêne ? Y a-t-il même quelque chose de lui ? (4).

Les « Mémoires de feu M. Boucher, seigneur de Boucherville... » mis au jour récemment (5), sans être tout à fait

1. Mgr Amédée Gosselin, *François-Joseph de Vienne et le Journal du siège de Québec en 1759* dans le *Rapport... pour 1922-1923*, p. 407-416.

2. Avec quelques lacunes entre 1654 et 1656. — V. le B. R. H., 1899, p. 21-22. — Le *Journal* est compris dans le recueil de Thwaites, *The Jesuit Relations...*

3. Paris, 1732, 2 vol. in-12.

4. V. à ce sujet A. Leo Leymarie, *Robert Chevalier dit de Beauchêne...* dans *Nova-Francia*, vol. V, 1930, p. 358-362.

5. B. R. H., 1926, p. 398-404.

des souvenirs, sont mieux qu'un état de services. A l'énumération de ses charges, de ses exploits, Pierre Boucher — car c'est lui-même qui a rédigé cet abrégé de sa vie pendant soixante ans, de 1635 à 1695, — Pierre Boucher sait mêler des anecdotes, contées avec bonne humeur et parfois même une pointe d'ironie. Nous avons là à l'état embryonnaire ce que nous recherchons chez les mémorialistes : une note personnelle, des renseignements de minime importance, mais qui ne sont pas ceux des documents officiels, d'autres faits ou les mêmes faits jugés différemment, l'opinion des contemporains sur leur époque. Cet homme était réellement bien doué. On doit regretter qu'il n'ait pas écrit davantage. Il y avait peut-être en lui l'étoffe d'un Joinville.

On serait tenté de croire que la *Relation* de Nicolas Jérémie peut rentrer dans la catégorie des souvenirs. Car ce Canadien, pur sang, de père et de mère, qui a passé vingt ans à la Baie d'Hudson, a été témoin oculaire d'une bonne partie des événements qu'il raconte. Mais Jérémie, dans son livre, ne parle pas beaucoup de lui. Sa personnalité n'apparaît guère dans ses récits. L'œuvre au demeurant reste estimable, « fort instructive et judicieusement écrite » au sentiment de Charlevoix (1).

Le Canada d'avant 1760, nous le savons déjà, n'a pas eu de véritables historiens. A leur défaut, il a compté des annalistes, des religieuses qui, dans leur couvent, ont raconté la chronique de leur maison : *Annales de l'Hôtel-Dieu de Montréal* (2), *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Qué-*

1. *Recueil d'arrests et autres pièces pour l'établissement de la Compagnie d'Occident*. Amsterdam, 1720, 1^{re} pièce : *Relation du Détroit et de la Baie d'Hudson* par M. Jérémie (*Voyages au Nord*, t. VI).

Cette histoire va de 1612 à 1714.

Sur Nicolas Jérémie, qui servit à la Baie d'Hudson, presque sans interruptions de 1694 à 1714 et commanda le fort Bourbon de 1709 à sa reddition, v. le *B. R. H.*, 1903, p. 188 et 246 ; 1907, p. 90-92 et la *Revue de l'Histoire des Colonies Françaises*, 1927, p. 458-459.

2. *Annales de l'Hôtel-Dieu de Montréal* par la sœur Morin. Montréal, 1921. Ces annales nous conduisent jusqu'en 1695. — Cf. S. Marion, *Rela-*

bec (1). Ce dernier ouvrage s'arrête en 1716. La composition en est d'ordinaire attribuée à la mère Françoise Juchereau de Saint-Ignace. En réalité, celle-ci avait réuni les matériaux ; mais c'est de la mère Duplessis de Sainte-Hélène qu'ils reçurent une forme tant soit peu littéraire (2). Il faut reconnaître que la mère de Saint-Ignace a fait un sérieux effort pour se documenter. Tout ce qu'elle avance, elle a voulu l'étayer sur des textes. Et elle paraît en avoir consulté même en dehors des archives de la maison : ainsi elle cite les Registres de catholicité de Québec, et les *Relations* des Jésuites.

Les autres communautés de femmes, eurent également leurs historiographes, des religieuses à qui l'on avait dévolu cette fonction. Mais leurs œuvres n'ont pas été publiées. La substance s'en retrouve dans des chroniques que leurs familles spirituelles ont composées au xix^e siècle (3).

L'Histoire du Montréal, de l'abbé Dollier de Casson s'apparente, par son inspiration apologétique et par sa disposition chronologique, aux *Annales* des couvents (4). Montréal, en ces temps reculés, n'était-il pas tout entier une communauté religieuse ? Est-il exact, comme le veut l'abbé Maurault, que, dans le récit de l'abbé Dollier, « la simplicité » voisine avec « le sublime » ? (5). Le sublime est parfois dans les faits. Dans le Montréal des origines, il abonde.

tions des voyageurs français en Nouvelle-France au XVII^e siècle, p. 125-130. — La sœur Morin est considérée comme la première femme auteur du Canada (*Canadian Historical Review*, 1922, p. 283).

1. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*. Montauban, 1751. — Cf. Marion, *op. cit.*, p. 131-136.

2. F. J. Audet, *l'Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*. dans le *B. R. H.*, 1925, p. 509-510.

3. *Les Ursulines de Québec depuis leur établissement jusqu'à nos jours*. Québec, 1863-1866, 4 vol. Sur les annalistes des Ursulines, v. notamment ce qui en est dit au tome II, p. 36-40, 66-70, 359-362. — Cf. Marion, *op. cit.*, p. 118-125. — *Les Ursulines des Trois-Rivières*. Trois-Rivières, 1888-1892, 2 vol. — *Mgr de Saint-Vallier et l'Hôpital-Général de Québec*. Québec, 1882.

4. [Abbé François Dollier de Casson], *Histoire du Montréal*, 1640-1672. Montréal, 1871.

5. Abbé O. Maurault, *Dollier de Casson*. — Cf. Marion, *op. cit.*, p. 149-153.

Mais il n'est pas à la portée de tout le monde de pouvoir l'exprimer dans le langage des hommes.

Les *Mémoires sur la vie de M. de Laval, premier évêque de Québec*, par l'abbé de la Tour sont une biographie — très critiquée du reste — du prélat (1). L'abbé de la Tour a eu entre les mains — c'est lui-même qui nous en avertit — plusieurs « bons mémoires ». Les meilleurs, suppose-t-on, devaient être ceux de M. Glandelet, qui avait été, avant lui, doyen du chapitre de Québec (2).

Nous arrivons à la fin du régime français. Avons-nous eu tort de refuser au Canada la gloire d'avoir produit un historien ? Car enfin, il y a le sieur de C. (3). Ses *Mémoires* sont une véritable histoire de douze ans, écrite avec agrément, où le récit des événements s'entremêle de portraits, de jugements, de données statistiques. Il y a là tout à la fois de la composition et du sens critique. L'auteur lui-même a eu conscience de ce que valait son travail. Ses premiers mots font voir quels ont été son dessein, son ambition : « Le pays dont j'entreprends d'écrire l'histoire ». C'est de la sorte qu'il débute. Malheureusement, M. Fauteux a cru pouvoir percer l'anonymat du mystérieux sieur de C. Ce serait un certain Louis-Léonard de France, sieur de Courville, écrivain de la Marine. Né en France, c'est en France qu'il aurait confectionné ses *Mémoires* (4). Si cette attribution de paternité se vérifie, la littérature canadienne ne peut plus revendiquer le sieur de C. : il lui échappe.

1. Tome I (seul paru). Cologne, 1751.

2. *B. R. H.*, 1924, p. 60-61 et 1929, p. 476-477. — Cf. *Louis Bertrand de la Tour et son œuvre* (Abbé Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 183-224).

3. On connaît trois manuscrits de ces *Mémoires*, qui ne présentent pas du reste entre eux de différences très importantes. Le premier a été publié à Québec en 1838 (*Mémoires sur le Canada depuis 1749 jusqu'à 1760*). Le second l'a été dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1924-1925*, p. 94-198. Le troisième, inédit, a figuré, en 1929, à l'Exposition Rétrospective des colonies françaises de l'Amérique du Nord (*Catalogue illustré*, p. 212-213).

4. *Exposition rétrospective... Catalogue...* p. 212-213.

Les Canadiens n'ont pas eu le loisir de pratiquer l'érudition historique, de se livrer à la recherche méthodique des documents. Un pays neuf au demeurant se prête mal à ce genre d'occupation. Mais, si l'histoire des Français en Amérique commençait seulement, dans les mêmes régions vivaient des peuplades, sinon aborigènes — ce serait peut-être trop dire, — du moins fixées là depuis des siècles, peut-être des millénaires. Il eût été intéressant d'étudier leurs mœurs, leurs traditions, avant qu'elles ne fussent altérées par le contact avec les Européens. C'est ce que l'on a fait, bien que l'on n'y eût peut-être pas appliqué les procédés que nous qualifions aujourd'hui de scientifiques. Les missionnaires, surtout les Jésuites, et avec eux, un laïque, l'interprète Perrot, ont grandement servi les futures disciplines intellectuelles. L'ethnographe, le sociologue, l'historien des religions ne cessent de puiser dans le livre du P. Lafitau (1), dans le *Mémoire* de Perrot (2).

Littérature pieuse.

Au cours des pages qui précèdent nous avons très souvent rencontré des noms de prêtres et de religieuses associés à des œuvres dont le but n'était pas uniquement édifiant. Mais la littérature pieuse — celle qui ne veut qu'être pieuse — a fleuri au Canada. Il fallait s'y attendre.

Ici, comme ailleurs, Marie de l'Incarnation est hors de pair (3). Cette Thérèse du Nouveau-Monde s'est placée, par ses écrits, au premier rang des grands mystiques, parmi

1. P. J. F. Lafitau, *Mœurs des sauvages américains comparées aux mœurs des premiers temps*. Paris, 1724, 2 vol.

2. *Mémoire sur les mœurs, coutumes et religion des sauvages de l'Amérique Septentrionale*, par Nicolas Perrot, p. p. le R. P. Tailhan. Paris et Leipsig, 1864, in-8°. — Le 2^e livre de Pierre Boucher est consacré aux mœurs des Sauvages, d'après les *Relations* des Jésuites (Marion, *Pierre Boucher*, p. 114-134).

3. V. au tome I de ses *Ecrits spirituels et historiques* (p. 46-47. Introduction générale), la liste de ses œuvres.

les maîtres. Nous ne pouvons pas la juger à cet égard. Contentons-nous de savoir que l'abbé Brémond a admiré la délicatesse de ses analyses psychiques : jusque dans les profondeurs du mysticisme le plus extatique elle transporte la pénétration d'un génie qui est tout de clarté. Par la belle allure de sa santé morale elle fait penser à une autre mystique, allemande celle-là, l'« incomparable Gertrude » (1).

Les traités de la Mère Duplessis de Sainte-Hélène ne visent pas si haut. Car elle aussi a été une mystique. Ses ouvrages sont restés manuscrits. Ce qui ne les a pas empêchés de faire, à ce que nous assure M. J.-E. Roy, « les délices de plusieurs générations » (2).

Sa sœur, la Mère Marie-Joseph-Geneviève de l'Enfant-Jésus, a composé pareillement des écrits pieux, en particulier, une « Manne de Bethléem... » qui plaît fort aux âmes amoureuses de contemplation. On nous dit qu'elle était très avancée dans l'intelligence des choses divines (3). De tout cela, rien n'a été imprimé.

La Mère Daneau de Muy de Sainte-Hélène — qui était annaliste en titre des Ursulines, pendant la guerre de Sept Ans — a laissé un *Abrégé de la vie de Mme la comtesse de Pontbriand* (4). Ce récit veut manifestement porter les lecteurs au bien. Louable dessein. C'est un mérite, mais il n'en a pas d'autre (5).

C'est à cette place que nous parlerons des *Relations des Jésuites* (6). Trop souvent, on a voulu les traiter en docu-

1. H. Brémond, *op. cit.*, t. VI, p. 42-43, 136, 138, 173, 295. — Marie de l'Incarnation, *Ecrits spirituels...*, t. I, p. 54-56 (Introd. gén.)

2. *Lettres du P. F. X. Duplessis...*, p. 192-193, note et app. p. xvi

3. *Lettres du P. F. X. Duplessis...* p. 193, et app. p. xxi.

4. Dans le *B. R. H.*, 1912, p. 194-210, 225-246, 257-280, 289-310.

5. *L'Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, fait allusion (p. 245, 304-305) à une vie de la Mère Marie-Catherine de Saint-Augustin, hospitalière de l'Hôtel-Dieu de Québec, laquelle vie aurait été imprimée en 1689, ainsi qu'à des écrits des mères de la Nativité et de Saint-Paul (1689), p. 309.

6. Les *Relations des Jésuites* ont été rééditées à Québec en 1858, 3 vol. — Des *Relations inédites de la Nouvelle-France* (1672-1679) l'ont été à Paris en 1861, 2 vol.

On aura avantage à consulter les *Relations* dans l'édition de Thwaites,

ments purement historiques. C'est un tort. Les *Relations* rentrent dans cette catégorie d'ouvrages qui se proposent moins l'instruction du public que sa conversion. L'historien peut y trouver son bien, mais à condition de prendre infiniment de précautions. Du Canada, les *Relations* ne rapportent qu'une sorte de faits, ceux qui peuvent contribuer au perfectionnement moral des Français et les inciter à se faire Canadiens (1). Et encore ces faits doivent-ils être soumis à une critique sévère. Un historien, prédécesseur de Garneau, qui ne mérite pas le discrédit dans lequel celui-ci l'a fait tomber, Bibaud en un mot, avait fait à ce sujet, il y a déjà bien des années, des remarques très justes (2).

Dans le domaine de la morale religieuses, les *Adieux* de Pierre Boucher sont célèbres (3). C'est en effet un monument très touchant, testament spirituel dans lequel se trouve réuni à peu près tout ce qu'un père de famille peut dire en pareil cas. Ce n'est pas une œuvre littéraire.

L'éloquence.

L'éloquence religieuse a jeté un certain éclat au Canada. L'éloquence religieuse, car, pour l'éloquence civile, mieux

The Jesuit Relations and allied documents... Cleveland, 1896-1901, 73 vol. — La *Relation* du P. Silvy pour 1709 et 1710, éditée par le P. de Rochemonteix. Paris, 1904, n'a plus le même caractère. C'est un récit par lettres des événements auxquels il a assisté.

1. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVIII^e siècle*, t. I, p. xv-xvi, xxvii-lxiv.

Bien qu'envoyées encore pendant plusieurs années après 1673, de Québec à Paris et à Rome, les *Relations* cessèrent de paraître en 1673.

2. R. de Gourmont, *Les Français au Canada et en Acadie*. Paris, 1888, p. 106-109. — Cf. Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 150-162.

3. Dans le *Rapport de l'Archiviste de.. Québec pour 1921-1922*, h. t. entre les p. xi et i.

Les « adieux » ne portent pas de date; ils ont dû être composés en 1696 ou 1697 (Louis Dugas, *Pierre Boucher et les Boucherville*, ouvrage ms, t. I, p. 47).

vaut n'en point parler (1). Les gens de la Nouvelle-France n'avaient que peu de goût pour les longs discours. Le P. Beschefer s'en plaint presque en 1666. On prêche, nous dit-il, le dimanche, dans les églises de Québec, mais « l'on n'y prêche que trois petits quarts d'heure ; et on ne les laisse pas passer (2). » Tout est affaire d'appréciation. A nous, trois quarts d'heure, même petits, semblent, pour un sermon, amplement suffisants.

Un grand prédicateur Canadien, ce fut M. de la Colombière. Il a laissé six volumes de sermons manuscrits : c'est la main pieuse et infatigable de la mère de Sainte-Hélène qui les a recueillis (3). Mais nous n'en sommes pas réduits à parler par oui-dire de l'éloquence de M. de la Colombière. Nous connaissons un de ses sermons, celui qu'il prononça, le 5 novembre 1690, à l'occasion de la victoire remportée par Frontenac sur la flotte de l'amiral Phips. On le trouva si beau, ce sermon, que, vingt et un ans plus tard, l'impression qu'il avait produite n'était pas encore effacée. Derechef, les circonstances donnaient lieu à une fête de la Victoire, et, pour célébrer la dispersion de la flotte de l'amiral Waiker, il fallait un discours qui fut pareillement une variation sur le *Te Deum*. M. de la Colombière vivait toujours. On s'adressa à lui. Mais on ne lui demanda pas un nouveau sermon. Craignant sans doute qu'il ne pût traiter deux fois le même thème avec le même succès, on le pria tout simplement de répéter celui qu'il avait fait en 1690. C'est ainsi que les choses se passèrent en 1711.

Hélas ! Nous ne pouvons partager l'enthousiasme des contemporains de M. de la Colombière. Dans ce panégyrique de Notre-Dame des Victoires ce qui nous a surtout frappés, ce sont des affirmations au moins curieuses :

1. E.-Z. Massicotte, *Allocutions judiciaires à Montréal au XVII^e* dans le *B. R. H.*, 1921, p. 229-233.

2. *B. R. H.*, 1929, p. 335. — Cf. *La prédication à Québec des origines à l'an 1875. Période française*, dans le *B. R. H.*, 1928, p. 432-439.

3. *Lettres du P. F. X. Duplessis...*, p. 78, n. 1 et 192, n. 1. — Huit, d'après E. Myrand. *M. de la Colombière orateur...*, p. 100.

« Puisque la Sainte-Vierge est générale des armées de Dieu, nous devons être persuadés que c'est elle qui nous a défendus... Elle a vaincu les Anglais lorsqu'ils ont assiégé Québec, puisque constamment les Anglais sont les ennemis de Dieu (1) ». Nous doutons que, dans tout le clergé Canadien, il se trouve aujourd'hui un seul prêtre pour prendre, sous sa responsabilité, la théologie de M. de la Colombière.

En ces dernières années, on a publié un certain nombre d'oraisons funèbres prononcées au Canada (2). Faut-il s'étonner que la plupart n'aient rien de remarquable ? N'est-ce pas le genre qui le veut ? Genre faux et conventionnel, puisqu'il consiste à louer à peu près indifféremment les mêmes vertus, vraies ou supposées, chez tous les défunts et à vouloir tirer un enseignement moral d'existences qui souvent n'y prêtent guère. Parler comme Bossuet ou même comme Massillon n'est pas à la portée de tout le monde. Là où le génie est nécessaire, le talent presque toujours échoue.

La seule des oraisons funèbres qui ait un peu d'éclat est celle de Frontenac. Signalons-y un assez beau mouvement du P. Goyer. Il vient de raconter que les Vénitiens ont imploré l'aide de Louis XIV contre les Turcs pour défendre Candie. Il ajoute : « Leur ambassadeur à la Cour de France, après avoir obtenu ce secours... consulta le vicomte de Turenne sur le choix d'un officier-général pour les

1. Ernest Myrand, *M. de la Colombière, orateur...*, p. 40, 42. L'abbé Joseph de la Colombière, conseiller-clerc au Conseil Supérieur depuis 1703, mourut à Québec en 1723 (P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 12).

2. Du comte de Frontenac par le P. Olivier Goyer, récollet (1698), dans le *B. R. H.*, 1895, p. 65-80 et 82-89. — De Mgr de Laval par M. de Belmont (1708) dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1920-1921*, p. 52-59. — De Mgr de Saint-Vallier, attribuée à l'abbé Fornel (1727) dans le *B. R. H.*, 1908, p. 80-87, 110-121. — Du même par le P. de la Chasse jésuite (1728), dans le *B. R. H.*, 1907, p. 66-80, 97-118. — De Mgr de l'Auberivière (1740) dans le *B. R. H.*, 1908, p. 303-316, 337-342. — De M. de la Jonquière par M. de la Valinière (1758) dans le *Rapport... pour 1920-1921*, p. 132-136.

troupes de la République. Turenne consulté sur un mérite militaire, quel oracle ! Frontenac, choisi par Turenne, quelle gloire (1) ! » Ceci n'est peut-être pas extrêmement nouveau, mais c'est assez éloquent.

Le P. de la Chasse avait entrepris une tâche plus difficile. Dans son éloge de Mgr de Saint-Vallier, il marque un souci évident de ne pas s'en tenir aux généralités. Visible est sa préoccupation de nous faire admirer chez lui tel ou tel trait particulier. Aussi n'hésite-t-il pas à rapporter des détails précis qui auraient pu sembler convenir mieux à une biographie qu'à une oraison funèbre. Ce sont des exemples de vertus, mais qui peignent l'homme. Ce discours doit être lu par quiconque se pique de juger avec impartialité le second évêque de Québec. Ainsi le P. de la Chasse nous aura appris qu'il donnait régulièrement trois et quatre heures par jour à la prière (2), qu'on ne le vit jamais laisser passer un seul jour sans dire la messe (3), que, durant le temps pascal, pendant les jubilés, les retraites, il s'astreignait à rester au confessionnal cinq à six heures de suite (4). Le P. de la Chasse est un écrivain très correct. Le bon goût, la mesure le caractérisent.

Ce sont assurément d'autres moyens, d'autres ressorts qu'employait le P. Duplessis. De son temps, il eût une réputation extraordinaire. Bien qu'il déclarât prêcher pour tout le monde, il ne voulait entretenir « aucune liaison avec les grands (5) » et ce sont les masses que son zèle ambitionnait d'atteindre. Sa vie fut toute dévouée aux missions diocésaines. C'est le Nord de la France qu'il a surtout évangélisé, inlassablement. Sa parole provoquait de véritables folies de conversion. En 1735, à Amiens, on compta, en un

1. *B. R. H.*, 1895, p. 84.

2. *Ibidem*, 1907, p. 76.

3. *Ibidem*, 1907, p. 77.

4. *Ibidem*, 1907, p. 103.

5. Lettre à ses sœurs du 25 février 1753 (*Lettres du P. F. X. Duplessis*... p. 286).

seul jour, 22.000 communians (1). Un seul orateur a pu lui être comparé, c'est le P. Bridaine, apôtre du Midi, à la même époque.

Ses succès, le P. Duplessis les devait à la force, à la chaleur de son improvisation et aussi, pour une part, à une mise en scène légèrement théâtrale. Nous ne pouvons juger par nous-mêmes de son éloquence. Il n'a écrit aucun sermon (2). Tout au plus cite-t-on de lui une péroraison qui produisait toujours grand effet sur l'auditoire. « Le P. Duplessis évoquait tous les hommes au pied du tribunal de Dieu pour y être jugés, les interrogeait, répondait pour eux et enfin prononçait leur sentence : « Qui êtes-vous ? disait-il — Je suis un marchand... Et vous ? — Je suis un procureur... Et vous ? — Je suis un artisan. » Et aussitôt il énumérait les vices et les crimes qui se rapportent plus particulièrement à chacune de ces conditions. Puis le prédicateur continuait : « Et vous ? Et vous ? » Et enfin, on le voyait abaisser son front et répondre d'une voix humble et tremblante : « Je suis le missionnaire Duplessis ». Alors il accusait sa faiblesse et son indignité et demandait pardon à Dieu et aux hommes de n'avoir pas sanctifié le ministère de la parole et de n'avoir pas fait fructifier ses prédications par une vie plus édifiante ; enfin il tombait à genoux et suppliait ses auditeurs de joindre leurs prières aux siennes pour désarmer la colère de Dieu et pour détourner la foudre prête à les frapper tous (3). »

François-Xavier Regnard Duplessis était né à Québec en 1694. Mais ce Jésuite Canadien n'a jamais prêché au Canada. Après avoir prononcé ses derniers vœux, en 1729, il avait

1. *Lettres du P. F. X. Duplessis...*, p. XLIII (notice biograph.) et 181.

2 On lui doit un formulaire intitulé : *Avis et pratiques pour profiter de la mission et pour en conserver le fruit. Cantiques spirituels à l'usage des missions du P. Duplessis...* Imprimé à Amiens en 1738, ce petit volume fut réédité à Paris en 1739, 1742, 1744. La vogue en fut prodigieuse, nous dit M. J. E. Roy (*Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. LXIV, notice biographique).

3. *Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. LXXVI-LXXVII (Notice biograph.)

demandé à y revenir. Ses supérieurs, jugeant que sa présence serait plus utile en France, ne le lui permirent pas (1).

Le Canada n'en peut pas moins retenir comme sien, le P. Duplessis. Son cœur resta toujours attaché à son « cher pays (2) ». Mieux que cela, c'est un doyen du chapitre de Québec qu'il reconnaissait comme son maître d'éloquence : « Je suis, écrivait-il à ses sœurs en 1725, je suis la méthode de M. Glandelet qui, la veille qu'il devait prêcher, rangeait dans sa tête deux ou trois réflexions importantes et s'abandonnait pour le reste aux mouvements de l'Esprit-Saint (3) ».

Ce M. Glandelet avait été, en son temps, au Canada, un grand théologien, un grand orateur, et même un littérateur estimé (4).

La poésie.

Il versifiait à l'occasion. Témoin le quatrain par quoi se terminent les remarques assez malignes qu'on lui attribue sur l'oraison funèbre du comte de Frontenac :

Pour juger avec équité
De l'oraison faite à la gloire
D'un héros de pauvre mémoire
Rien n'y manque hors la vérité (5).

1. *Lettres du P. F. X. Duplessis*..., p. xli et 157-158. — Le P. Duplessis est mort en France en 1771. — V. sur lui l'excellente notice biographique que M. J. E. Roy amise en tête de ses *Lettres*..., p. v-Lxxxv.

2. *Ibidem*, p. Lxxxiii.

3. *Ibidem*, p. 128.

4. Abbé Auguste Gosselin, *Vie de Mgr de Laval*..., t. II, p. 233-234.

Sur M. Charles Glandelet, théologal (1684) et doyen du chapitre de Québec (1700), grand-vicaire depuis 1689 et supérieur du Séminaire de 1721 à 1723, v. le *B. R. H.*, 1911, p. 170.

Les *Mandements* des évêques peuvent rentrer dans l'éloquence sacrée. NN. SS. Têtu et Gagnon en ont publié un recueil : *Mandements, lettres, pastorales et circulaires des évêques de Québec*. Québec, 1887-1888, 4 vol.

5. *B. H. R.*, 1895, p. 108. — Il avait composé aussi pour les Constitu-

On aimait la poésie au Canada, et l'on ne se contentait pas de lire des vers. On en faisait. M. Philippe Boucher avait un dictionnaire des rimes. MM. Verrier et de Vezon, également. Chez M. Verrier, on trouvait en outre un dictionnaire de la fable et une prosodie. Particularité à noter : lors de la vente de M. Verrier, cette prosodie fut achetée par Germain Langlois, qui s'apprêtait à ouvrir un cabinet de lecture (1).

Tout était, tout devenait prétexte à poésie. On rimait en toute circonstance et tout le monde rimait. Les prêtres et les religieuses, comme les autres. Il est dit de la Mère Marie-René Boulié de la Nativité, morte en 1677, qu'elle avait « une facilité admirable... pour écrire en prose ou en vers. M. Talon, intendant, qui se mêloit de poésie, lui adressoit quelquefois des madrigaux ou [des] épigrammes auxquels elle répondoit sur-le-champ fort spirituellement en même style; et ses pièces étoient estimées de tous les connoisseurs » (2). Ne se croirait-on pas revenu aux jours de sainte Radegonde et de Venantius Fortunatus ? (3).

Boileau avait chanté la querelle du Trésorier et du Chantre de la Sainte-Chapelle. L'abbé Etienne Marchand, curé de Champlain, qui avait lu les bons auteurs, voulut célébrer sur le même mode le différend qui, en 1728, à Québec, mit aux prises l'archidiacre et le chapitre (4). Les deux chants, dont il a aligné les vers assez péniblement, ne prouvent qu'une chose, qu'il connaissait *Le Lutrin*; il le connaissait même trop bien.

A Jean Pascal Taché, marchand de Québec, était venue

tions des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec un commentaire en vers (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 457).

1. Fauteux, *Les bibliothèques canadiennes*, p. 21.

2. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 236. — Cf. Chapais, *Jean Talon...*, p. 477-479 (extraits de lettres écrites par Talon à des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, 1684-1687).

3. Augustin Thierry, *Récits des temps mérovingiens* (1874), t. II, p. 235-238.

4. *Les troubles de l'église du Canada en 1728*, dans le *B. R. H.*, 1897, 1^{er} chant, p. 117-121; 2^e chant, p. 132-138. — Cf. *Ibidem*, 1897, p. 114-116.

une ambition plus haute. Vers 1733 — devançant Esme-
nard — il avait composé un « tableau de la mer » dans
lequel il voulut mettre en vers tout ce qu'il savait de l'art
de la navigation. Quelques-uns de ses vers ne sont pas trop
mal trouvés :

Voyons le capitaine et comme son pouvoir
Fait ranger, à sa voix, chacun à son devoir.
Il parle, on obéit. Mais disons davantage.
Il fait d'un seul regard trembler tout l'équipage,
Absolu sur la mer comme à terre le Roi.
Ses ordres prononcés passent pour une loi (1).

Mieux vaut peut-être par charité, clore ici les citations.

Les genres burlesque et satirique semblent avoir eu les
préférences des Canadiens (2). René-Louis Chartier de Lot-
binière avait pris part à la calamiteuse expédition de M. de
Courcelles contre les Agniers (1666). Il a essayé, tournant
en dérision ses propres souffrances, de faire sur ce thème
une épopée ridicule à la manière de Scarron. Louable tenta-
tive. Malheureusement la bonne volonté ne suffit pas tou-
jours; elle ne suffit pas à tout. Le poème du jeune Lotbi-
nière le prouve (3).

Les chansonniers foisonnaient au Canada. La piété les
inspirait quelquefois. M. de la Colombière est l'auteur d'un
cantique considéré comme le premier Noël canadien fran-
çais :

Tout charme, tout charme dans ce Roi naissant,
Sa douceur, ses regards et ses divines larmes.
Venez, pêcheurs, rendre les armes.
C'est ici votre conquérant (4).

1. Louis H. Taché, *La poésie française au Canada*, p. 7. — Cf.
P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 178-180.

2. Dans le genre bachique, on peut citer deux quatrains dont M. Massi-
cotte a retrouvé le brouillon : ils ont été écrits en 1672 (*B. R. H.*, 1916,
p. 124-125)

Peut-on appeler poésie lyrique le panégyrique en vers de Mgr de Saint-
Vallier, auquel il est fait allusion dans le *B. R. H.*, 1895, p. 79 ?

3. Publié par M. P.-G. Roy, à la suite de son étude sur *René-Louis Char-
tier de Lotbinière* dans le *B. R. H.*, 1927, p. 257-282.

4. Ernest Myrand, *Noëls anciens de la Nouvelle-France*, p. 102-103.

C'est surtout le plaisir de se moquer de quelqu'un qui faisait naître des chansons. Passe encore quand il s'agissait des Anglais. Mais les rimeurs s'attaquaient souvent aussi à leurs propres compatriotes. En pareil cas, on les poursuivait comme auteurs de libelles diffamatoires et on les condamnait (1).

De tout temps, les Anglais ont excité la verve des Canadiens. Après le désastre de Walker, les Québécois, sans pitié, s'amusèrent à railler leurs ennemis en déroute. Suivant le mot de la Mère de Sainte-Hélène « le Parnasse devint accessible à tout le monde ». Chaque jour voyait éclore une chanson nouvelle (1711).

Cette activité poétique témoigne du patriotisme des Canadiens ; mais la littérature n'a rien à voir là dedans (2). La guerre de Sept ans nous a valu mainte et mainte chansons. Production de circonstance, hâtive ; tout n'y est pas à mépriser (3). Une pièce de vers sur la prise de Chouaguen débute ainsi :

Le François comme l'Anglois
Prétendant soutenir ses droits :
Voilà la ressemblance.
Le François par équité,
L'Anglois, par duplicité :
Voilà la différence (4).

1. P. G.-Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 53 (1708) et 241 (1723). — E.-Z. Massicotte, *Le châtimement d'un chansonnier à Montréal au XVIII^e siècle* (1709) dans le *B. R. H.*, 1916, p. 46-49.

2. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 486. — Myrand, *M. de la Colombie, orateur...*, p. 228, n. 1, 259-263.

3. Selon M. Louis-H. Taché (*op.cit.*, p. 8), parmi les chansons de cette époque plusieurs étaient dirigées contre les ministres de Louis XV.

4. Bibl. Nat. fr. 12506 (Cantiques et chansons sur la prise du fort de Chouaguen), fol. 5 v^o.

Le texte de cette chanson est donné par la mère de Sainte-Hélène dans une lettre du 20 octobre 1758 ; mais le second vers du 4^e couplet qui se lit ainsi dans le manuscrit de la Bibl. Nat. :

Chacun trompe à son tour

présente une variante :

Chacun triomphe à son tour.

(*Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 117-118).

Explication simpliste des événements. Le nationalisme des Canadiens, ombrageux déjà, se fait jour dans ces poésies. A Montcalm, elles associent — quand elles ne lui substituent pas — Vaudreuil, qui, pour une fois dans sa vie, devient le grand Vaudreuil.

Célébrons tous du grand Vaudreuil
La sagesse et la gloire.
Toute l'Angleterre est en deuil
Au bruit de sa victoire.
Chouaguen n'est plus, nos soldats
L'ont forcé de se rendre
Et ses murs ne sont plus qu'un tas
De poussière et de cendre (1).

On croit pourtant généralement que, si Chouaguen est tombé entre nos mains, Montcalm y était pour quelque chose. L'histoire est une science bien conjecturale. Impossible de ne pas le trouver quand on lit ce que les Canadiens de 1756 pensaient de Bigot. On ne le maudissait pas encore, on se contentait de le porter aux nues :

Mais de tous ces exploits brillants
Quelle est l'âme secrète ?
On la connaît par ses talents.
Faut-il d'autre interprète ?
Oui, c'est Bigot qui des vengeurs
Soutient le bras terrible
Et fait circuler dans les cœurs
Cette force invincible (2).

A cette époque, l'audace poétique des Canadiens n'allait pas au delà de fabriquer des chansons. Un siècle auparavant, ils avaient montré de plus grandes ambitions. Et c'est à rien moins que la poésie dramatique qu'ils s'étaient essayés.

1. Bibl. Nat., *doc. cit.*, fol. 3.

Dans une autre version rapportée par M. Chapais (*Le Marquis de Montcalm*, p. 144-145) le premier vers se lit ainsi :

Nous célébrons du grand Vaudreuil...

2. *Ibidem*, fol. 4.

M. de Montmagny avait fait représenter à Québec, en 1640, une tragi-comédie, en l'honneur du dauphin nouveau-né. Avait-elle été composée au Canada ? Tout porte à le croire. Et probablement par le secrétaire du gouverneur, Martial Piraube, — il était aussi notaire — que l'on nous cite comme ayant fait le principal personnage de la pièce. On y voyait, dans un intermède, des diables qui précipitaient dans les flammes de l'enfer un sauvage non converti, et, pour comble d'horreur, ces diables parlaient algonquin. Ce « divertissement », c'étaient les Pères qui l'avaient fait ajouter. Ils avaient trouvé très ingénieux de joindre ainsi l'utile à l'agréable (1).

Les Jésuites, suivant une habitude qu'ils avaient en France, faisaient jouer à leurs élèves des comédies, des tragédies dont eux-mêmes devaient être les auteurs (2). Les Ursulines les imitèrent. Elles se mirent à écrire des dialogues, des pastorales, des drames sacrés, et les jeunes personnes de leur pensionnat se chargèrent de les représenter (3).

A cela, ces bonnes religieuses ne voyaient aucun mal. Mgr de Saint-Vallier en jugea autrement. Ce saint homme avait la phobie du théâtre. Mêmes les innocentes comédies des Jésuites et des Ursulines donnaient de l'inquiétude à son âme. Il réussit à imposer sa volonté aux Pères, à plus forte raison aux Ursulines. En 1699, il n'y avait plus au Collège ni déclamation ni tragédie (4).

Les Jésuites se vengèrent assez spirituellement. En 1727, pour fêter l'anniversaire de sa consécration épiscopale,

1. J.-E. Roy, *Histoire du Notariat...*, t. I, p. 34-35. — *Les notaires au Canada...* dans le *Rapport... pour 1921-1922*, p. 5-6. — P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 54-56.

2. Gosselin, *L'Instruction au Canada...*, p. 239, 312. — P. C. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 56-57. — Ernest Gagnon *Louis Jolliet...*, p. 31-32.

3. Eloges de quelques personnes mortes en odeur de sainteté à Montréal (*sic*) en Canada... par M. François Levachon de (*sic*) de Belmont... Ms. de la Bibl. du Séminaire de Saint-Sulpice à Paris, p. 25. Comm. par M. Th. Beauchesne. — Gosselin, *op. cit.*, p. 239.

4. Gosselin, *op. cit.*, p. 312.

Mgr de Saint-Vallier demanda au P. de la Chasse un compliment en vers que devrait réciter une élève de l'Hôpital-Général, la maison fondée par lui. Le Jésuite composa une saynète à plusieurs personnages que quatre ou cinq pensionnaires déclamèrent devant le prélat. On ne dit pas que ce jour-là Mgr de Saint-Vallier ait protesté (1).

Du reste, il pouvait se montrer bon prince. Car il avait désormais partie gagnée. Ces Canadiens qu'il avait trouvés si passionnés pour le théâtre (2), il les avait obligés à renoncer à leur divertissement favori. Car il fut un temps où l'on représentait à Québec de véritables pièces et pas seulement celles des Jésuites ou des Ursulines. *Le Cid* y fut joué en 1646 (3), et en 1652 (4), *Héraclius* en 1651 (5), *Tartufe* (6), *Nicomède*, *Mithridate* en 1694 (7). Mgr de Saint-Vallier avait imaginé qu'assister à une représentation théâtrale constituait un péché grave. Frontenac lutta tant qu'il put. L'évêque l'emporta. Notons le fait. C'est une des rares circonstances où, sous le régime français, le clergé ait eu gain de cause (8).

1. *Mgr de Saint-Vallier...*, p. 263-269. — Aug. Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 1^{re} partie, p. 438.

2. Aug. Gosselin, *op. cit.*, p. 110.

3. P. G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 56.

4. *Ibidem*, p. 56.

5. *Ibidem*, p. 56.

6. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. III, p. 327-328.

7. Lettre de La Mothe Cadillac du 28 sept. 1694 dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 81, 86.

8. Sur l'affaire du *Tartufe*, v. Aug. Gosselin, *Un épisode de l'histoire du théâtre au Canada* (1694) dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 2^e série, vol. 4, 1898, sect. I, p. 53-72 et du même, *L'Eglise du Canada...*, 1^{re} partie, p. 105-113. — B. R. H., 1896, p. 136-137. — Lettre de Lamothe-Cadillac, citée plus haut, dans le *Rapport pour... 1923-1924* p. 81.

Le folklore.

Pour avoir une idée exacte de l'état intellectuel du Canada avant 1760, il faut tenir compte de la littérature populaire, non écrite celle-là, du folklore. Sans doute, les habitants, en très grande majorité, savaient lire. Mais avec une existence aussi laborieuse que la leur, lire était une fatigue, tandis que les chansons, les contes, s'apprenaient rien qu'en les écoutant (1). La plupart de ces chansons étaient venues de France. Elles avaient passé la mer avec les émigrants. Dès 1638, les engagés de Pierre Le Gardeur de Repentigny, pour se moquer de leur maître à qui ils ont volé quelques boisseaux de pois, fredonnent en travaillant un refrain ironique :

Bonho... om-me, bonho... om-me,
Tu n'es pas maîtr' dans ta maison,
Quand nous y so... om-mes (2).

Au ^{xvii}e siècle, comme au ^{xviii}e siècle, les Canadiens aimaient chanter ils aimaient cela passionnément (3). Et ils chantaient toutes sortes de chansons. Celles que l'on connaît « sont d'une variété extrême, de sujet et de forme, s'adaptant aux diverses occupations et se revêtant de rythmes propres ; ce sont chansons pieuses — tel ce Noël du ^{xvi}e siècle qui a même été traduit en dialecte huron — ballades, pastourelles, plaintes, rondes, berceuses, romances, chansons à boire... » (4).

1. *Précis d'histoire littéraire. Littérature canadienne-française*, p. 15-17.

2. Ernest Gagnon, *Feuilles volantes...*, p. 132-134.

3. Weld, *Voyage au Canada dans les années 1795, 1796 et 1797*, t. II, p. 65.

4. Mariel Jean-Brunhes (Mme R. Delamarre), *Les vieilles chansons populaires françaises au pays de Québec* dans le *Correspondant*, 25 octobre 1928, p. 210.

Il y avait, il y a encore des chansons pour tous les goûts. Le ton de certaines est fort grossier (G. Lanctot, *Contes populaires canadiens*,

A la claire fontaine
M'en allant promener
J'ai trouvé l'eau si belle
Que je m'y suis baigné
Lui y a longtemps que je t'aime,
Jamais je ne t'oublierai (1).

La « Claire Fontaine » est peut-être de toutes ces chansons, celle qui est la plus familière aux oreilles canadiennes (2). Mais il y en a bien d'autres : on en a recueilli douze mille (3).

Presque toutes d'ailleurs, ont subi sur le sol canadien, des modifications. Les habitudes différentes dans la vie de tous les jours ont entraîné des changements. On aime à parler de ce que l'on voit, de ce que l'on connaît. Aux mots que l'on ne comprend pas, ou que l'on ne comprend plus, on en substitue que l'on croit comprendre. Rouen, dans les chansons, est remplacé par l'Île d'Orléans (4). Les marins y deviennent des voyageurs (5).

« Mais il y a aussi des créations canadiennes et beaucoup parmi elles pourraient entrer dans la catégorie amusante des chansons farcies où les mots anglais, indiens, français ont été mêlés » (6). Créations canadiennes, oui ; mais non créations anciennes. Nous ne croyons pas que les habitants du Canada aient fait une place quelconque à l'anglais dans leur langage avant la Cession : le fait qu'une chanson en contient nous paraît suffisant pour la dater.

contes de Québec dans *The Journal of American folk-lore*, vol. 39, 1926, p. 413.

1. Ernest Gagnon, *Chansons populaires du Canada*, p. 1-3.

2. *Ibidem*, p. xiii (préface). — Myrand, *Noëls anciens...*, p. 217-227.

3. Mariel Jean-Brunhes, *article cité*, p. 208.

Parmi les plus connues sont les suivantes : J'ai du bon tabac dans ma tabatière, En roulant ma boule, L'Alouette. — *Ibidem*, p. 221. — *B.R. H.*, 1897, p. 47.

4. Mariel Jean-Brunhes, *article cité*, p. 215.

5. Victor Morin, *La chanson canadienne*. Toronto, 1928, p. 24-26. — R. de Gourmont, *Les Canadiens de France*, p. 225.

6. Mariel Jean-Brunhes, *article cité*, p. 221. V. sur cette sorte de chansons, E. Z. Massicotte, *Nos chansons farcies*, dans le *B. R. H.*, 1929, p. 18-21

Depuis le régime anglais, sous l'influence du clergé, presque tout vestige a disparu, dans les morceaux chantés, de ce qui amusait le plus les hommes — et les femmes — du XVIII^e siècle : les allusions à l'amour — un amour qui n'était peut-être que le plaisir — mais sans malice, avec d'attendrissement juste ce qu'il en faut, — ni troublant, ni équivoque (1).

Les soldats n'ont jamais « chômé » les belles. Les Canadiens, peuple de soldats, les ont chantées. Dans les paroles que fredonnaient en 1749 les jeunes Canadiennes, les mots amour et cœur revenaient bien souvent (2). Où sont-elles toutes ces chansons ? Mais où sont les neiges d'antan (3) ?

Les chansons ne forment qu'une partie du folklore. Les contes en sont une autre, moins connue. Ce que l'on avait fait pour les chansons, on ne s'est décidé à le faire pour les contes que tout récemment (4). Les Canadiens qui avaient déployé tant d'activité pour collectionner les chansons de leur pays ont mis longtemps à s'apercevoir que

1. Gagnon, *op. cit.*, p. x (préface). — Vattier, *Essai sur la mentalité canadienne-française*, p. 133.

2. Kalm, *op. cit.*, p. 62.

3. M. Ph. de Gaspé paraît s'être le premier soucié de fixer par écrit quelques-unes des chansons canadiennes (*Les Anciens Canadiens*, p. 44, 46, 141-143, 153-155, 159, 299, 308-311, 322-326, 329. — *Mémoires*, p. 176-177, 179-181, 209). Après lui vint le docteur H. Larue qui publia en 1863 un petit volume de *Chansons populaires et historiques du Canada* (V. Morin, *op. cit.*, p. 15).

Les meilleurs recueils sont celui de Ernest Gagnon, *Chansons populaires du Canada*. Québec, 1865, et celui de MM. E. Z. Massicotte et C. Marius Barbeau, *Chants populaires du Canada*, 1^{re} série. Lancaster, E.-U., 1919.

Il faut également consulter les *Veillées du bon vieux temps...* Montréal, 1920 ; — les *Chants populaires du Canada* (1^{re} série), recueillis par E. Z. Massicotte et préparés par C. M. Barbeau dans *The Journal of American folk-lore*, vol. 32, 1919, p. 1-89. — *The Songs from Percé*, by Lorraine Wyman (*Ibidem*, vol. 33, 1920, p. 321-335) ; — les *Chansons et rondes de Laprairie*, par G. Lanctot (*Ibidem*, 1920, p. 336-345), etc.

Un certain nombre de chansons ont été publiées, généralement par M. E. Z. Massicotte, dans le *B. R. H.*, 1919, p. 284-285 ; 1920, p. 251-252, 359-363 ; 1921, p. 91-94 ; 1922, p. 154-155, 188, 365-367, 371 ; 1923, p. 40-41 ; 1924, p. 145 ; 1925, p. 119, 328, 559 ; 1926, p. 649, 724-725 ; 1928, p. 175-176, 285-286, 415-417 ; 1930, p. 97, 137-142, 221-222.

4. R. de Gourmont, *Les Canadiens de France*, p. 237-238.

chez eux les contes aussi pouvaient être intéressants. Maintenant l'étude des traditions populaires est organisée. Les résultats acquis sont dès à présent suffisants pour permettre d'en tirer quelques conclusions d'ordre général.

La plupart de ces contes sont originaires de France. Mais, en passant par la France, ils viennent de beaucoup, d'infinitement plus loin. Ils appartiennent à ce qu'on est convenu d'appeler le patrimoine commun de l'humanité. Les conteurs canadiens se sont inspirés de ce même fonds légendaire où tous les peuples, toutes les races ont pris à leur tour de quoi se distraire et s'enchanter. Perrault, Mme d'Aulnoy, et combien d'autres y ont puisé à pleines mains. Cette pauvre fille que des méchantes sœurs maltraitent si fort, en attendant que le fils du roi lui procure une revanche éclatante en l'épousant, nous la reconnaissons, c'est Cendrillon (1). Le géant, qui porte des bottes de sept lieues, ailleurs il s'est nommé l'ogre (2). La jeune beauté à qui des fleurs d'or et d'argent sortent de la bouche, à chaque mot qu'elle prononce, nous l'avons déjà rencontrée chez Perrault (3). Et l'âne à nul autre pareil, dont la litière, tous les matins, était couverte de louis d'or, si extraordinaire qu'il soit, il ne nous étonne pas si *Peau d'âne* nous a été conté (4).

Les noms des touchantes héroïnes que sont Geneviève de Brabant et Berthe aux Grands Pieds n'ont point franchi l'océan. Mais ce qui charmait les petits enfants de France charme également ceux du Canada. La trame des aventures n'a guère changé. Ce sont toujours les mêmes (5).

Le merveilleux abonde dans les contes canadiens (6). Mais

1. C. Marius Barbeau, *Contes populaires canadiens* (1^{re} série), p. 55-57.
— C. M. Barbeau, *Le folklore canadien-français* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. IX, 1915, sect. I, p. 456.

2. C. M. Barbeau, *article cité*, p. 469.

3. C. M. Barbeau, *Contes populaires canadiens* (1^{re} série), p. 54-55.

4. Barbeau, *Le folklore canadien-français*, *article cité*, p. 470.

5. Lanctot, *article cité*, p. 382, 400-403.

6. Barbeau, *article cité*, p. 456. — Cf. Barbeau, *Les métamorphoses dans les contes populaires canadiens* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. X, sect. I, p. 143-160.

il est à remarquer que les bêtes y parlent rarement (1).

A côté de ces thèmes traditionnels, il en est quelques-uns qui paraissent moins anciens, hérités du moyen âge, des auteurs de fabliaux ou de Boccace. La veine de gaillardise un peu rude à qui nous devons les *Cent nouvelles nouvelles* s'est perpétuée au Canada. L'histoire de « la femme en dérive » témoigne d'un goût plus raffiné. Un mari et son ami ont fait un pari. La fidélité de l'épouse en est l'enjeu. L'ami se fait fort d'obtenir ses dernières faveurs. Le mari n'en croit rien. Mais lorsque l'autre lui apporte, gage de son amoureuse victoire, les jarrettières de l'épouse, sa bague, sa montre, comment douterait-il de son infortune ? L'ami s'est trop vanté. La femme ne lui a rien cédé. C'est une servante qui lui a livré les bibelots dont il se sert comme pièces à conviction. Mais l'époux, sûr maintenant d'avoir été trahi, veut se venger, se venger sur sa femme. Pour sauver celle-ci, il faudra quasiment un miracle (2).

Cette affabulation, il nous semblait bien l'avoir déjà lue quelque part. Nous l'avons retrouvée avec quelques variantes dans *Cymbeline*. Shakespeare l'avait empruntée à la fois à Boccace et à un vieux chroniqueur, Hollingshed (3).

Dans les légendes canadiennes, il est un acteur que l'on ne doit point oublier, le diable. Il y tient sa place, une place importante. Au Canada comme en France, il construit des églises, se réservant bien d'ailleurs d'y trouver son compte; mais à trompeur trompeur et demi. Ce pauvre

1. Barbeau, *Le folklore canadien-français*, p. 456.

2. G. Lanctot, *Contes populaires canadiens, contes de Québec*, dans *The Journal of American folklore*, vol. 39, 1926, p. 403-407. Il y a un conte qui met en scène la princesse de Tomboso (*Veillées du bon vieux temps...*, p. 66-70 et *Contes populaires canadiens*, 3^e série, p. 112-116). Le nom de cette princesse nous a remis en mémoire la princesse Dulcinée du Toboso, dame des pensées du chevalier de la Triste-Figure. N'y a-t-il là qu'une simple coïncidence ou la légende canadienne a-t-elle subi l'influence de quelqu'un qui avait lu don Quichotte ?

3. *Œuvres complètes de Shakespeare*, trad. par E. Montégut, t. X, p. 4-15 (Avertissement de *Cymbeline*).

diable aura toujours sans le vouloir travaillé pour la seule gloire de Dieu (1).

Les Canadiens ont le souci de l'exactitude. Ils citeront, par son nom, le curé du Sault au Récollet qui sut si bien utiliser les talents d'architecte du Malin. Comment suspecter la véracité d'une histoire quand elle se présente avec de telles garanties d'authenticité ?

Des légendes vieilles comme le monde ont pris un caractère canadien. Théâtre, acteurs, tout s'est nationalisé. Les lieux où l'on situe ces histoires fantastiques sont des localités du Canada. Les héros en sont des gens de la contrée, que l'on aurait pu connaître. Ainsi procèdent d'ailleurs toutes les littératures populaires de tous les pays, de tous les temps.

Comme il est advenu partout, les contes ont subi, ont gardé l'empreinte de ceux qui les récitaient. Ceux-ci ont fait passer dans les contes leurs habitudes, il y ont mis tout ce qu'ils voyaient autour d'eux. Pour rendre plus vivants leurs personnages, ils les ont fait vivre comme eux. Les héros des contes canadiens vont à la messe (2) ; tel prince porte le « capot », vêtement national (3) ; c'est sous un costume de « flanelle d'habitant » que Cendrillon se sauve du bal (4).

Les chasses du Grand Veneur et de la Mesnie Hellequin ont été transformées elles aussi à la mode canadienne. Ce ne sont plus des chiens, des chevaux qui se poursuivent dans les airs. Dès 1661, on apercevait au ciel des canots de feu (5). La croyance à la « chasse galerie » s'est maintenue. Elle est menée par un seul canot, monté d'ordinaire par six

1. V. Satan, constructeur d'églises dans le *B. R. H.*, 1899, p. 245-247. — Cf. Grillot de Givry, *Le musée des sorciers, mages et alchimistes*, Paris, 1929, p. 148-154 et Amélie Bosquet, *La Normandie romanesque et merveilleuse...*, p. 484-491.

2. Lancot, *article cité*, p. 391.

3. *Ibidem*, p. 382.

4. C. M. Barbeau, *Contes populaires canadiens*, 1^{re} série p. 57.

5. Vattier, *Essai sur la mentalité canadienne-française*, p. 127.

hommes, comme tous les canots d'écorce bien conditionnés (1).

Changements voulus par la différence des lieux et des habitudes. Après tout est-ce plus étrange que de voir la veuve de la Barbe Bleue acheter des charges de capitaine pour ses frères « l'un dragon et l'autre mousquetaire » ?

Par un effort curieux ces conteurs anonymes ont essayé de créer une sorte de cycle. Tit'Jean en est le centre. C'est un pourfendeur de géants, un libérateur de princesses captives ; c'est aussi un voleur. Et malgré tout, c'est une personnalité sympathique. Autour de son nom sont groupés des récits d'aventures plus ou moins extraordinaires, de provenances très diverses (2).

Les Indiens ont-ils exercé une influence quelconque sur le folklore canadien ? Il n'y paraît pas (3). Pour les chansons,

1. Le chasse-galerie ou gallery a fait l'objet de nombreuses versions. On en trouvera quelques-unes dans les *Anecdotes populaires du Canada*, p. 197-200 ; — les *Légendes du Saint-Laurent*, p. 9-11 — Louis Fréchette, *Tom Caribou* (dans les *Contes Canadiens*, Montréal, s. d.) p. 73-75 — Massicotte, *Conteurs canadiens français*, 2^e série, p. 13-36 (récit de H. Beau-grand). Pour les chasses fantastiques en France, v. Amélie Bosquet, *op. cit.*, p. 60-83.

2. Lanctot, *op. cit.*, p. 374.

3. Une légende Montagnaise, celle du géant des Méchins, semble être passée des Montagnais chez les Français (J. C. Taché, *Trois légendes de mon pays*, p. 28).

M. de Gaspé, premier folkloriste du Canada, a fait place dans ses *Mémoires* à quelques contes populaires (p. 6-8, 186-196, 415-433).

On en trouvera davantage dans les études de MM. Barbeau et Lanctot citées plus haut, dans les *Veillées du bon vieux temps...* également, et surtout dans les collections qui ont paru dans *The Journal of American folklore* : *Contes populaires canadiens* (1^{re} série) par C. M. Barbeau (vol. 29, 1916, p. 1-136) ; (2^e série), par C. M. Barbeau (vol. 30, 1917, p. 1-140) ; (3^e série) par C. M. Barbeau et autres (vol. 32, 1919, p. 90-167) — *Fables, contes et formules* par G. Lanctot (vol. 29, 1916, p. 141-151) — *Facéties et contes canadiens* par V. Morin (vol. 30, 1917, p. 141-157) — *Anecdotes populaires du Canada*, par C. M. Barbeau et autres (vol. 33, 1920, p. 173-197), etc.

Sous le titre *Légendes du Saint-Laurent le Pacifique Canadien* a fourni une contribution à l'étude du folklore, sans caractère scientifique, utile tout de même.

Trois contes canadiens figurent dans le recueil de E. Henry Carnoy, *Contes français*, p. 51-61, 75-81, 83-87.

Le *B. R. H.* en a publié un certain nombre : 1898, p. 51-52, 77-79, 166-172 ; 1927, p. 644-649 ; 1928, p. 6-8 ; 1929, p. 595-596.

pour les contes, pour le blason populaire, on est aussi français dans la Province de Québec que dans n'importe quelle province de la vieille France (1).

1. Au légendaire proprement dit se rattachent les superstitions, proverbes, dictons, amusements d'enfants. Pour les connaître voir : Massicotte, *Mœurs, coutumes...*, p. 82-93 ; *Formulettes, rimettes et devinettes du Canada* dans *The Journal of American folk-lore*, vol. 33, 1920, p. 299-320. — *Croyances et dictons populaires des environs des Trois-Rivières* (*Ibidem* vol. 32, 1919, p. 168-178). V. également le *B. R. H.*, 1923, p. 310 ; 1924, p. 155 (art. de M. Massicotte) et 1929, p. 646-650 (art. du même).

CHAPITRE IV

LES SCIENCES

Le goût des sciences.

Les Canadiens aimaient donc les lettres. Ils aimaient aussi les sciences. Au XVIII^e siècle cela n'a rien de surprenant. La mode d'alors voulait que l'on se passionnât pour les expériences de physique ou les descriptions d'histoire naturelle.

L'on pourrait avancer que, dès le XVII^e, les gens de la Nouvelle-France s'intéressaient aux questions scientifiques. *L'Histoire véritable et naturelle* de Pierre Boucher ne porte-t-elle pas la date de 1663 ? Le titre de cet ouvrage a induit en erreur. On a voulu y voir un livre d'histoire. Appréciation radicalement fausse. A certains égards, c'est une histoire naturelle. Pierre Boucher dans son *Histoire* n'est pas un historien. Il ne raconte pas. Il décrit. L'appeler naturaliste, ethnologue, économiste serait moins inexact. Pierre Boucher est tout cela à la fois, sans l'être. Il énumère les productions du pays, il expose les mœurs des Sauvages, il rend compte des conditions de la vie dans la colonie (1). Mais il n'a pas fait, il n'a pas voulu faire œuvre scientifique. Son livre est un écrit de circonstances et un peu « un prospectus à l'usage des colons » (2). C'est un manifeste de propagande qui appartient au même genre que les *Relations*. Pierre Boucher servait à la fois Colbert et les Jésuites. Pour seconder les desseins de Colbert, il a montré que des Français pouvaient vivre au Canada,

1. S. Marion, *Pierre Boucher*, p. 102-141.

2. La Roque de Roquebrune, *Pierre Boucher, écrivain*, dans *Nova Francia*, vol. I, 1925-1926, p. 244.

pouvaient même s'y enrichir. Pour plaire aux Jésuites, il a tenu à prouver que religion et bonnes mœurs florissaient dans la colonie dirigée par eux. En pareille affaire il ne saurait être question de science ; et de fait il n'en est pas question.

M. de Roquebrune a trouvé des qualités et même du charme à la prose de Pierre Boucher (1). M. Marion se contente de lui reconnaître un mérite qui a sa valeur, le bon sens. Son vocabulaire est très limité ; il ne craint pas d'user, jusqu'à en abuser, des mêmes mots, des mêmes phrases. Mais, autant qu'il le peut, il tâche d'être exact (2).

Pierre Boucher avait alors quarante et un ans. A soixante-dix ans, il écrira beaucoup mieux (3).

A la même époque où Pierre Boucher recensait sommairement les plantes et les animaux de la Nouvelle-France, il y avait à Sillery un médecin, nommé Gomin, qui se mêlait d'herboriser (1663) (4). M. Gomin eut des successeurs, des imitateurs. Nous les connaissons mal. Ce que nous savons bien, c'est que, lorsque Charlevoix revint à Québec en 1720, il trouva, dans le monde où il fréquentait, beaucoup de curiosité pour les sciences et même mieux que cela. Car il constata chez les Canadiens une telle disposition pour les mathématiques, qu'à l'en croire, ils pouvaient les apprendre tout seuls, presque sans maîtres (5). Dans les salons de Québec, on parlait de science. Et nul ne s'en étonnait. Ces

1. La Roque de Roquebrune, *article cité*, p. 244-245.

2. Marion, *op. cit.*, p. 145-146, 151.

3. V. *supra*, p. 109-110.

4. B. R. H., 1896, p. 87.

Le même évidemment qu'Anicet Goumin, chirurgien à Québec en 1665 (B. R. H., 1915, p. 166). Le premier botaniste de la Nouvelle-France, c'est probablement Louis Hébert. En Acadie, il ramassait des herbes ; au Canada, il dut en faire autant (Rameau de Saint Père, *Une colonie féodale en Amérique...*, t. I, p. 45. — Cf. A. Couillard Després, *La première famille française au Canada...*, p. 32).

M. Vallée signale un *Traité des animaux de l'Amérique Septentrionale* composé par un missionnaire vers 1675 et resté manuscrit.

5. Cité par Bibaud, *Tableau historique des progrès matériels et intellectuels du Canada*, p. 15. — Cf. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 174.

sortes de sujets étaient devenus familiers à ceux qui s'y réunissaient (1).

Ce qui était vrai en 1720, le sera encore plus en 1749. Kalm fut émerveillé de ce qu'il vit au Canada. Jamais, avant d'y séjourner, il n'aurait cru que les sciences fussent à ce point honorées, cultivées dans une colonie. « Les gens de distinction, écrit-il, en général, ici, ont bien plus de goût pour l'histoire naturelle et les lettres que dans les colonies anglaises où l'unique préoccupation de chacun semble être de faire une fortune rapide, tandis que les sciences sont tenues dans un mépris universel (2). »

L'exemple venait de haut. M. Dupuy, n'avait pas seulement des livres, mais aussi divers appareils, des machines astronomiques. Bibliothèque et cabinet de physique avaient été installés par lui au second étage de l'Intendance (3). Sarrazin eut en lui, pendant quelque temps, plus qu'un protecteur, un associé, un collaborateur, qui l'assistait dans ses dissections (4). M. Dupuy, aurait été bien fâché qu'on ne le prît point pour un savant. Réaumur le tenait pour tel ou du moins le disait. « Il est universel, » écrivait Sarrazin (5). Est-ce un éloge ? Nous ne voudrions pas calomnier M. Dupuy qui, de son vivant, eut déjà tant d'ennemis. Mais il se pourrait bien que son activité dans toutes les directions ait été quelque peu brouillonne.

De tout autre envergure nous apparaît le comte de la Galissonnière. Celui-là était un homme de la plus grande valeur. Jamais encore Kalm n'avait rencontré chez un personnage de cette importance de telles connaissances scientifiques. A sa profonde stupeur, il découvrit que cet officier de marine, ce gouverneur de colonie, pouvait lutter avec

1. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 79.

2. Kalm, *op. cit.*, p. 6.

L'inventaire de M. Verrier (1758) nous apprend qu'il possédait une loupe, un verre ardent, une lorgnette (Comm. par M. P. G. Roy).

3. P. G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 148.

4. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 143-144, 224-226, 230-231.

5. *Ibidem*, p. 224 (1727).

lui à armes égales sur son propre terrain. Écoutons-le : « Son savoir est vraiment étonnant et s'étend à toutes les branches de la science, surtout à l'histoire naturelle, dans laquelle il est si bien versé que, quand il commença à discourir sur cette matière, je crus entendre un autre Linné... Un plus grand protecteur de la science n'a jamais existé et n'existera peut-être jamais en Canada (1). »

On ne protège que ce qui existe. Il existait dès cette époque une science canadienne. S'il y avait surtout parmi les Canadiens de simples amateurs à qui s'instruire suffisait, en profitant de l'expérience d'autrui, il y avait aussi, parmi eux, quelques esprits plus vigoureux qui, par leurs recherches, par leurs découvertes, se souciaient d'ajouter à ce que l'on savait avant eux.

Et d'abord, les officiers ne manquaient pas, qui employaient leurs loisirs de manière fort intelligente. Louis-Joseph de Catalogne, lieutenant dans les troupes, aurait composé, vers 1700, un traité sur la direction et la déviation des courants de l'aiguille aimantée (2). M. de Lusignan qui, en 1749, commandait le fort Saint-Frédéric, était un homme de science. C'est du moins l'impression qu'en eut Kalm. Avait-il une spécialité ? Le botaniste suédois ne nous le dit pas. Il nous apprend seulement que Lusignan s'attachait à acquérir sur les sujets les plus importants des notions exactes ; il admira combien il en avait déjà acquises (3). Voilà qui indique une tête bien faite, de la méthode, une bonne hygiène intellectuelle. M. de Muy, mort en 1758 commandant du Détroit, nous est donné comme un botaniste remarquable (4). M. de Noyan fut le dernier

1. Kalm, *op. cit.*, p. 183-185. — Cf. Vallée, *op. cit.*, p. 198.

2. Tanguay, *Etude sur une famille canadienne : famille de Catalogne* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 1^{re} série, vol. II, sect. I, p. 11. — Arch. du B^{on} de Collart, Généalogie de Catalogne.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 3, 30.

4. Abbé Auguste Gosselin, *Pages canadiennes, une famille de héros*, p. 9.

Cf. *B.R. H.*, 1904, p. 158.

commandant du fort Frontenac. On vantait ses connaissances médicales (1).

M. de Kerallain, ne nourrissait point à l'endroit des Canadiens une excessive bienveillance. Pourtant ayant rencontré sur son chemin le nom de Lotbinière, capitaine du détachement de la marine, il lui accorda que s'il était mauvais ingénieur, il était bon astronome (2).

A Montréal, un des MM. de Saint-Sulpice, M. Guillon, était mathématicien et astronome. « Il avait tiré un méridien dans le jardin du séminaire » ; il avait déterminé avec précision la latitude de Montréal. Kalm voulut vérifier ses calculs. Ce fut pour en reconnaître la parfaite exactitude (3). Un autre prêtre de Saint-Sulpice, M. de Pontarion, faisait des observations météorologiques (4). M. Gaulthier, à Québec, en tenait registre également (5).

Les observatoires des Jésuites sont célèbres de par le monde. Le P. de Bonnécamps aurait voulu en installer un sur le toit du collège de Québec. Mais il ne semble pas avoir obtenu du ministère les instruments que, dès 1744, il sollicitait à cet effet (6).

Il est deux domaines dans lesquels les Canadiens ont tracé un sillage plus profond et imprimé davantage leur marque : ces deux branches de la science sont la cartographie et l'histoire naturelle.

La cartographie.

Il n'y a aucune exagération à prétendre que les Canadiens étaient doués d'un véritable génie topographique. La merveilleuse sagacité avec laquelle, du premier coup d'œil,

1. P. G. Roy, *Les officiers d'état-major* ..., p. 196.

2. R. de Kerallain, *Les Français au Canada. La jeunesse de Bougainville*..., p. 52.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 57.

4. *Ibidem*, p. 57-58.

5. *Ibidem*, p. 187-191.

6. Abbé A. Gosselin, *Les Jésuites au Canada. Le P. de Bonnécamps*, article cité, p. 27-28.

ils discernaient les avantages de tel ou tel lieu, peut à juste titre exciter notre admiration. Fondateurs de postes, ils savaient, comme personne ne l'a jamais su, choisir leurs emplacements. La prescience qu'ils semblent avoir eue des destinées futures, réservées aux villes semées par eux, s'est rarement trouvée en défaut (1). Il fut un temps où la domination française s'étendait de la baie d'Hudson au golfe du Mexique. Un réseau de forts la maintenait. Presque toujours la valeur stratégique de ces positions avait été savamment calculée. Grâce à elles la France pouvait tenir en bride les deux tiers de l'Amérique du Nord.

Si heureuses que fussent leurs dispositions naturelles, les Canadiens ne laissaient pas tout à l'instinct. Ceux d'entre eux qui ont rendu les plus grands services à la géographie, avaient étudié. On leur avait appris ce qu'il faut savoir pour faire un levé topographique, pour dessiner une carte. Ingénieurs, officiers, hydrographes, arpenteurs s'en sont souvent fort bien acquittés. Les Jésuites doivent leur être adjoints.

Nul, croyons-nous, n'a plus travaillé en ce sens que J.-B. Louis Franquelin. On ne compte pas moins de vingt cartes à son actif et sans doute ne connaît-on pas toutes celles qui sont sorties de ses mains.

M. J.-E. Roy dans son essai sur la *Cartographie et l'arpentage sous le régime français* a dressé une liste de ceux dont les efforts ont permis, petit à petit, d'avoir une représentation exacte de l'Amérique du Nord. Elle est trop incomplète. Il y aurait injustice à laisser dans l'oubli les noms de ces bons ouvriers ou du moins des meilleurs d'entre eux (2).

1. Rameau de Saint-Père, *Une colonie féodale en Amérique. L'Acadie*, t. I, p. 301.

2. Ingénieurs : Jean Bourdon, Hugues Randin, Robert de Villeneuve, Gédéon de Catalogne, Jacques l'Hermitte, Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry.

Hydrographes et pilotes : Louis Jolliet, J.-B. Louis Franquelin, Jean Deshayes, Pierre Allemand, N. Joly, Gabriel Pellegrin.

Arpenteurs : J.-B. et René de Couagne, J.-B. Lefebvre-Angers.

Officiers : Charles Bécard de Grandville-Fondville, MM. de la Mo-

Lorsqu'aujourd'hui l'on arrête ses regards sur une carte de ce continent, on oublie trop la somme de labeur qu'il a fallu dépenser pour arriver à nous mettre sous les yeux un dessin aussi net et aussi précis. Et ce labeur en très grande partie a été un labeur canadien.

La découverte du continent nord-américain a été dans une large mesure une œuvre française. C'est parce qu'ils recevaient du Canada cartes, levés, mémoires que les géographes de Paris ont pu rendre à l'Amérique du Nord sa physionomie réelle, mettre des noms sur les fleuves, les lacs, les montagnes, diminuer progressivement l'étendue — sans limites d'abord — des terres inconnues.

En 1700, Charles Bécard de Grandville-Fondville, enseigne dans les troupes, qui venait d'être nommé procureur du Roi de la Prévôté de Québec, faisait une proposition : il offrait d'enseigner le dessin, si on lui accordait une gratification annuelle, si minime fût-elle. MM. de Callières et de Champigny le recommandaient vivement au ministre. L'habileté dont Fondville avait déjà donné des preuves — on disait même son génie — garantissait qu'il serait un bon professeur. Le gouvernement et l'intendant, dans leur lettre commune, assuraient que lui seul au Canada était en état de faire une carte (1). Ce que nous avons peine à croire. Sans doute Jolliet venait de mourir, mais restait le P. Raffex. Quoiqu'il en soit, il n'y a pas apparence que la suggestion

randière et de la Jemmerais, Joseph-Gaspard Chaussegros de Léry. Jésuites : les PP. Raffex, Laure, de Bonnécamp.

J.-E. Roy, *La cartographie et l'arpentage sous le régime français dans le B. R. H.*, 1895, p. 18, 20, 37, 53 et *Rapport sur les archives de France relatives à l'histoire du Canada*, p. 249-276, 535-559, 827-846. — P.-G. Roy, *Gédéon de Catalogne* dans le *B. R. H.*, 1907, p. 50-54, 88-90. — *Les petites choses de notre histoire*, 4^e série, p. 59-62. — *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 96-102. — *L'île d'Orléans*, p. 337-339. — M. de Léry avait envoyé à Paris, en 1720, un plan de Québec en relief ; on ne sait malheureusement pas ce qu'il est devenu (Charleroix, *op. cit.*, t. III, p. 78. — *B. R. H.*, 1926, p. 632-633. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 91-92).

1. P.-G. Roy, *La famille Bécard de Granville*, p. 10-11.

de Fondville ait été accueillie favorablement. Le temps lui manqua pour insister. En janvier 1703, il mourait (1).

L'histoire naturelle.

Qu'un cours régulier de dessin eût rendu des services, la chose n'est pas niable. Un peu plus tard, Sarrazin se plaignait de ne pas trouver au Canada d'artistes capables de faire de bonnes planches anatomiques. Pour les parties naturelles du rat musqué, n'ayant personne dans la colonie qui put se charger de ce travail, il avait dû les dessiner lui-même (1727) (2).

Dans la Nouvelle-France, on s'était toujours, peu ou prou, occupé d'histoire naturelle. Mais c'est Sarrazin qui a véritablement fondé la science canadienne (3). En physiologie animale, végétale, il s'est livré à des observations minutieuses, il a fait des recherches originales ; et certaines de ses constatations demeurent. On sut en France apprécier ce qu'il valait, ce qu'il pouvait donner. En 1699, il fut choisi comme correspondant de l'Académie des Sciences. A cette époque les correspondants de l'Académie étaient en réalité les correspondants de tel ou tel académicien. Tout membre de l'Académie, en faisant nommer un correspondant de cette compagnie, cherchait à s'assurer dans sa personne un collaborateur pour ses propres travaux. Sarrazin, successivement correspondant de Tournefort, puis

1. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 11.

Nous pouvons mieux apprécier le « génie » de Grandville, aujourd'hui que M. le baron Marc de Villiers a publié les *Raretez des Indes* (Paris 1930). Ce magnifique album ne peut, d'après le savant américaniste, avoir été composé ailleurs qu'à Québec, à une autre date que 1701 et par un autre artiste que Grandville. C'est un recueil de 180 dessins qui concernent les sauvages (15 nations), la flore (18 plantes), la faune (67 mammitères, 56 oiseaux, 33 poissons, une dizaine de reptiles, batraciens et insectes) de la Nouvelle-France. S'y trouvent aussi deux cartes.

2. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 114-115, 227-228.

3. *Ibidem*, p. 77.

(1717) de Réaumur, fit de la botanique avec le premier, de la physique animale avec le second (1).

Il envoya des plantes au Jardin Royal. En 1704, Antoine de Jussieu évaluait à deux cents le nombre des spécimens qu'il avait reçus de lui (2). Mais Sarrazin ne s'est pas borné à cette besogne d'herboriste. On lui doit un mémoire sur la *Sarracena purpurea*. Tournefort avait estimé qu'en bonne justice, il méritait de donner son nom à la plante qu'il avait si bien décrite. Ainsi a été créé le groupe des Sarracénées, qui assure à Sarrazin une immortalité assez enviable, celle des nomenclatures scientifiques (3).

Sarrazin, qui, déjà auparavant, avait étudié l'érable à sucre, revint sur ce sujet en 1730. Le mémoire qu'il publia alors et qui est le fruit d'expériences patientes et méthodiques eut un retentissement pratique que n'ont pas toujours les travaux des savants. Sarrazin le premier montra aux Canadiens le parti qu'il y avait à tirer du sucre d'érable et comment ils pouvaient trouver là les éléments d'une industrie nouvelle (4).

En biologie, Sarrazin a laissé deux œuvres remarquables, un travail sur le castor (1704), un mémoire sur le rat musqué (1725) (5). En dépit d'un outillage défectueux, n'ayant à sa disposition que des loupes qui ne grossissaient pas assez (6), il a procédé sur l'un et l'autre de ces animaux à des investigations approfondies, minutieuses, subtiles.

1. Vallée, *op. cit.*, p. 82-83, 112.

2. *Ibidem*, p. 92. V. le catalogue des plantes envoyées par Sarrazin, p. 257-272.

3. *Ibidem*, p. 94.

4. *Ibidem*, p. 97-99.

5. *Ibidem*, p. 106, 114.

6. *Ibidem*, p. 220, 223, 235.

Il écrit le 20 octobre 1726 à l'abbé Bignon : « Celle [la loupe] que j'ai ne grossit pas assez et qui que ce soit n'en a en Canada » (Bibl. Nat., fr. 22333, fol. 142) Sarrazin. parle à plusieurs reprises d'examens microscopiques faits par lui (Vallée, *op. cit.*, p. 106, 123). M. Vallée estime cependant qu'il ne faut pas attribuer, à cette expression d'autre sens que celui d'examen à la loupe.

Disséquer ne lui suffisait pas. C'est sur des sujets vivants qu'il voulait poursuivre ses expériences (1). La science excuse tout, certains le disent. On peut penser différemment. Quoiqu'il en soit les observations de Sarrazin lui ont permis d'écrire de fort bonnes choses.

Chez le castor, comme chez le rat musqué, ce qu'il a scruté avec le plus d'attention, c'est le système génito-urinaire (2). Au XVIII^e siècle, les hommes de science, quand ils étaient religieux, ne voyaient rien de plus admirable, rien qui prouvât mieux la grandeur des œuvres de Dieu que le mécanisme de la reproduction. Sarrazin ne fait pas exception à la règle. A contempler les testicules du rat musqué, il devient presque éloquent : « Tout est plein de merveilles dans les machines animales ; mais il semble qu'elles sont rassemblées en plus grand nombre dans les parties de la génération que partout ailleurs (3). »

Michel Sarrazin avait en lui l'étoffe d'un grand savant. Observateur de premier ordre, il était de ces hommes « qui peuvent fort bien saisir ce qui a échappé aux grands maîtres sur des matières qu'ils ont traitées ». C'est ainsi que l'illustre Réaumur s'exprimait sur son compte en 1727 (4). Sarrazin a été un précurseur, déclare sans ambages le docteur Vallée. Bien avant qu'il ne fut question d'histologie, il avait pressenti l'importance que peut présenter l'étude microscopique des tissus (5).

Sarrazin eut un continuateur en la personne de son successeur comme médecin du Roi, Jean-François Gaultier. Sarrazin avait fait de la botanique : Gaultier en fit également. Sarrazin avait baptisé une plante : Gaultier

1. Vallée, *op. cit.*, p. 230.

2. *Ibidem*, p. 109.

3. *Ibidem*, p. 116.

4. *Ibidem*, p. 123.

5. *Ibidem* p. 117-121.

Le *Dictionnaire raisonné et universel des animaux*... de la Chesnaye des Bois (Paris, 1789, 4 vol.) renvoie, pour la description anatomique du castor et du rat musqué du Canada, aux mémoires de Sarrazin (t. I, p. 446-447 et t. III, p. 669).

en baptisa une autre, la Gaultheria ou thé du Canada. Sarrazin avait écrit un mémoire sur le sucre d'érable. Gaulthier en écrivit un autre sur le même sujet (1). Sarrazin avait été correspondant de l'Académie des Sciences. Gaulthier le fut aussi. Du Hamel du Monceau, à qui il avait été attaché, le dirigea vers la météorologie. Dès son arrivée à Québec (1742), Gaulthier tint, pour son correspondant, un journal d'observations (2). Il en communiqua une partie à Kalm (3).

Moins bien doué que Sarrazin, Gaulthier eut certainement moins d'envergure (4). Ce fut surtout un botaniste (5).

De toutes les sciences naturelles, la botanique était celle qui intéressait le plus les Canadiens. Sarrazin avait obtenu que les commandants des postes l'aidassent dans ses recherches et ramassassent pour lui des plantes et des graines (6). Après sa mort, le chirurgien La Croix s'institua le pourvoyeur du Jardin Royal et, à deux reprises au moins, y fit parvenir des caisses de spécimens (7).

En 1749, Kalm ne put qu'admirer le point où en était arrivé l'étude de sa science favorite. « Il se déploie ici un grand zèle pour l'avancement de l'histoire naturelle ; il y a même peu de pays où l'on fasse d'aussi bons règlements dans le but de généraliser les observations, et tout cela est

1. Vallée, *op. cit.*, p. 197-198.

V. cette *Histoire du sucre d'érable* dans les *Mémoires de mathématique et de physique présentés à l'Académie Royale des Sciences ...* t. II. Paris, 1755, p. 378-392. Ce travail fournit des précisions sur la fabrication du sucre, ses divers usages, l'importance de la production (12 à 15 milliers par an que l'on vendait ordinairement 10 s. la livre).

2. Vallée, *op. cit.*, p. 197.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 187-191.

Gaulthier fut aussi Conseiller au Conseil Supérieur tout comme Sarrazin (P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 13, 18-19.)

V. *Le médecin du Roi Gaulthier* dans le *B.R.H.*, 1906, p. 347-348.

4. Vallée, *op. cit.*, 199.

5. « M. Gaulthier, homme d'un grand savoir en physique et en botanique », dit Kalm, *op. cit.*, p. 99.

6. Vallée, *op. cit.*, p. 93-94.

7. *Ibidem*, p. 195-196.

dû, au moins en grande partie, à l'initiative et aux soins d'un seul homme... Le gouverneur du fort [Saint-Frédéric] m'a passé un long mémoire que le gouverneur-général du Canada, le marquis de la Galissonnière, lui avait envoyé... L'écrit en question était une liste des arbres et des plantes de l'Amérique du Nord qui méritent les honneurs de la collection et de la culture à cause de leurs propriétés utiles... On conseille fortement dans ce même document de recueillir avec soin toutes sortes de graines et de racines et, pour faciliter l'opération, on va jusqu'à décrire la manière de les conserver pour qu'elles puissent arriver en bon état à Paris. » M. de la Galissonnière recommandait du reste à ses officiers de ne pas négliger les règnes animal et minéral ; et, dans sa sollicitude pour eux, il leur donnait des instructions précises sur la méthode à suivre pour étudier l'un et l'autre.

Le mémoire avait été rédigé par M. Gauthier ; mais le comte de la Galissonnière l'avait corrigé et annoté de sa main. Des copies en avaient été envoyées par lui aux commandants des divers postes ainsi qu'aux savants qui voyageaient dans la colonie. Les simples soldats étaient engagés eux aussi à découvrir « des plantes et autres curiosités naturelles ». On leur promettait, mieux que des récompenses pécuniaires, de l'avancement (1).

La médecine.

En dépit de ces encouragements éclairés, les seuls savants du Canada, sous le régime français, furent des médecins, ceux que nous avons nommés : Sarrazin et Gauthier. Encore n'ont-ils pu montrer tout ce qu'ils auraient pu faire. La science pure n'était pour eux qu'une distraction. C'était des praticiens. Avant tout, il fallait qu'ils exerçassent leur profession.

1. Kalm, *op. cit.*, p. 4-6.

A ce point de vue, que valaient-ils ? On a critiqué abondamment la médecine du xvii^e et du xviii^e siècles. Sarrazin et Gaultier pouvaient-ils en savoir plus que n'en savaient les médecins de Paris ? Sarrazin, peut-être. Car, avant d'être médecin, il avait été chirurgien. Excellente formation. On a soutenu, non sans apparence de raison, que les chirurgiens de l'ancien régime étaient beaucoup plus en état que les médecins de traiter leurs malades avec efficacité. Eux au moins connaissaient l'anatomie. C'était là la grande force de Sarrazin (1). Nous ne pouvons juger de la valeur de sa thérapeutique. Bornons-nous à rapporter ce qu'on nous en dit. La tuberculose sévissait dans la colonie. Sarrazin préconisait, pour la combattre, l'emploi du lait d'ânesse (2). Il traitait la pleurésie par l'usage alterné des sudorifiques et de la saignée. Par cette méthode, il avait guéri M. de Lusignan. Celui-ci demeurait persuadé que Sarrazin l'avait sauvé de la mort (3).

Ce chirurgien n'était pas atteint de la manie opératoire. Les simples tenaient une grande place dans ses médications. Le botaniste se reconnaît là (4). Cependant ce n'est pas à lui qu'il faut faire honneur de ce traitement de la syphilis, dont Kalm dit tant de bien. Les maladies vénériennes étaient un des fléaux de la colonie (5). Au xviii^e siècle, on affectait d'en parler légèrement et l'on déguisait la chose sous de galants euphémismes. Comparer ces suites de l'amour aux épines des roses était de style. Les Canadiens avaient trouvé mieux. Kalm nous certifie qu'ils avaient découvert le moyen d'en guérir. Au moyen de plantes. C'étaient les Indiens qui se chargeaient de les débarrasser de ces maladies, même à un état très avancé. Ils n'avaient

1. Kalm, *op. cit.*, p. 26.

2. Vaudreuil et Bégon au ministre, 6 nov. 1720 (Arch. des colonies C¹¹ A. 42, fol. 112-113). — Vallée, *op. cit.*, p. 56.

3. Vallée, *op. cit.*, p. 57. — Kalm, *op. cit.*, p. 26.

4. Vallée, *op. cit.*, p. 58-59.

5. Lettre de Montcalm du 18 octobre 1758 (*Rapport sur les archives publiques du Canada pour l'année 1929*, p. 70).

pas voulu d'ailleurs leur livrer la recette qu'ils gardaient comme un secret. Kalm prétend l'avoir apprise depuis (1). A une certaine époque, on guérissait — ou l'on essayait de guérir — ces sortes d'affections par les eaux minérales (2). Nous ne savons si le remède fut appliqué au Canada. Une source ferrugineuse se trouvait près de Québec. M. Gaultier en prescrivait l'usage contre la constipation et les autres maladies des voies digestives (3). Il y avait des sources sulfureuses à la Baie Saint-Paul. Les habitants s'en servaient comme d'un spécifique contre la gale (4). Nous ignorons s'ils s'en étaient avisés eux-mêmes ou si quelque médecin leur en avait révélé les vertus possibles.

Pour les maladies des bronches, M. Gaultier prônait fort le sucre d'érable pris en tablettes ou en sirop ; il lui adjoint le sirop de capillaire (5). Le ver solitaire paraissait rebelle à toute médication : en 1749, on en était arrivé à constater l'échec des divers essais dirigés contre ce parasite (6).

Les gens du monde se mêlaient aussi de médecine. M. de Lusignan, qui avait des lumières de tout, avait une méthode à lui pour vaincre les rhumatismes : l'emploi des feuilles de thuya en faisait la base. D'autres combinaient les cônes de thuya avec les feuilles de polypode (7).

1. Kalm, *op. cit.*, p. 27.

Sur la médecine chez les Sauvages, v. le *B. R. H.*, 1922, p. 59-60.

2. B. de Chantérac, *Odet de Foix, vicomte de Lautrec* dans la *Revue des Questions historiques*, 1929, II, p. 283.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 134.

4. *Ibidem*, p. 164.

5. *Histoire du sucre d'érable, ut supra*, p. 391-392.

Le sirop de capillaire était, avec le baume du Canada et les rognons de castor, un produit canadien très recherché par la pharmacopée de France. V. notamment les lettres de la mère Duplessis de Saint-Hélène à M. Féret, apothicaire à Dieppe dans *Nova-Francia*, vol. IV, 1929.

La mère de Saint-Hélène nous apprend qu'en 1736, on préférerait « pour la poitrine » le sucre de plaine ou sucre d'érable proprement dit. Le plaine ou plane est une variété d'érable (*Lettres de Mère M. A. Duplessis de Saint-Hélène*,... dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 282).

6. Kalm, *op. cit.*, p. 27.

7. *Ibidem*, p. 131.

Sarrazin, disions-nous, ne paraît pas avoir eu un goût excessif pour les interventions chirurgicales. Pourtant force lui fut bien d'en faire quelques-unes et même d'assez graves. Nous savons qu'il opéra une fistule à l'anus (1) et plusieurs cancers au sein (2). Nous connaissons nommément trois de ses opérées du cancer : c'étaient des religieuses. Elles furent guéries, nous dit-on (3).

Tous les collègues de Sarrazin n'avaient pas sa dextérité manuelle. Mme d'Youville, atteinte en 1738 d'un « mal considérable » au genou eut beau recourir successivement à trois chirurgiens différents : seul un miracle put l'en délivrer en 1744 (4).

En 1736, M. Berthier avait réussi l'opération de la pierre (5). Ce qui n'a pas empêché le chanoine Hazeur de l'Orme de prononcer sur lui une terrible oraison funèbre : « La perte, dit-on, que l'on a faite de M. Berthier, chirurgien, n'est pas grande. Il n'était pas de ces gens célèbres dans son art. Je crois qu'il n'a pas peu contribué à avancer les jours de notre pauvre évêque par la manière brusque dont il l'a traité. Ce sont ces saignées si souvent réitérées qui ont donné le transport au cerveau et causé ensuite la mort à notre cher prélat » (1741) (6). Au fond qu'est-ce que prouve ce diatribe ? Que M. Berthier avait des détracteurs. Tout le monde en a ; de plus, les Canadiens avaient le sens de la critique très développé. Faut-il ajouter que le chanoine de l'Orme se trouvait être beau-frère de Sarrazin ?

Quant aux autres médecins et chirurgiens, dans l'ignorance

1. Vallée, *op. cit.*, p. 65, 216.

2. *Ibidem*, p. 61-64. — « Les chancres deviennent bien commun icy et les meaux de dents » 1738. (*Lettres de Mère M. A. D. de Sainte-Hélène*... p. 372).

3. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 384, 513-515.

4. *Vie de Madame Youville*..., par M. Sattin, dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 397-400.

5. Hocquart au ministre, 7 octobre 1736 (Arch. des Colonies C¹¹ A. 66 fol. 3 v^o).

6. Têtu, *Le chapitre de... Québec* .. dans le *B. R. H.*, 1908, p. 131. Le « cher prélat » est Mgr de Lauberivière.

où nous sommes de leurs capacités, nous nous abstenons de les juger, par crainte de les condamner trop rapidement. Que savaient les médecins ? Nous ne le savons pas au juste. Quant aux chirurgiens, ils savaient raser (1), faire des sondages (2), couper bras et jambes. Car Charlevoix nous affirme qu'il ne se passait pas d'hiver où, par suite de membres gelés, on ne fût obligé d'en venir là (3).

1. C'est ce qui résulte des contrats d'apprentissage d'élèves chirurgiens : ceux-ci s'engageaient « à faire toutes les barbes » (*B. R. H.*, 1925, p. 51 et 1926, p. 541).

2. Assez souvent les chirurgiens portaient le surnom caractéristique de la Sonde.

(*B. R. H.*, 1921, p. 46-47 ; et 1928, p. 581. — E. Z. Massicotte, *Les chirurgiens... de Montréal...* dans le *Rapport de l'Archiviste... de Québec pour 1922-1923*, p. 138. — Vallée, *op. cit.*, p. 22).

3. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 165 (1721).

Dans certaine application des sciences, les Canadiens avaient vite montré qu'ils pouvaient devenir des maîtres. Nous voulons parler de la science — ou de l'art — de l'artificier. On manifesta toujours beaucoup de goût dans la Nouvelle-France pour les illuminations et les feux d'artifice. Dès 1637, la fête de saint Joseph, patron de la colonie, fut célébrée avec éclat. On admira un château lumineux, œuvre de Jean Bourdon : on vit tirer un feu d'artifice, que Gourdeau de Beaulieu avait préparé (P. G. Roy, *L'Île d'Orléans*, p. 95-96). — Cf. Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. XI, p. 66, 68, 70).

En 1639 on récidive. « On fait voler des feux au ciel, tomber des pluies d'or, briller des étoiles ; les serpentaux brûlants courent partout ; les chandelles ardentes éclairent une belle nuit » (Ferland, *Cours d'histoire du Canada*, t. I, p. 300).

Certaines fêtes nous sont données comme ayant été particulièrement réussies : celles de 1730 pour la naissance du Dauphin (abbé Auguste Gosselin, *Québec en 1730. Relation de ce qui s'est passé à Québec en Canada, ville capitale de la Nouvelle-France, à l'occasion de la naissance de Mgr le Dauphin* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 2^e série, vol. V, 1899, sect. I, p. 6), de 1749, pour la paix (Kalm, *op. cit.*, p. 48), de 1752, pour la naissance du duc de Bourgogne (Bonnefons, *Voyage au Canada...*, Bibl. Nat. n. acq. fr. 4156, p. 40-42).

En 1752, il y eut même deux feux d'artifice, en juillet et en septembre. Celui de juillet avait demandé trois mois de préparation : les canonnières du détachement de la marine y avaient été employés. Le résultat dut être brillant. En 1731, le chanoine de l'Orme écrivait à son frère : « De la manière dont m'ont parlé MM. Falaise et Vincelotte des illuminations que l'on a faites en Canada pour Mgr le Dauphin, vous l'avez emporté sur bien des villes de France » (Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1910, p. 163).

CHAPITRE V

LES ARTS. L'ARCHITECTURE

Développement historique.

« Les habitants des villes, surtout de la capitale, passaient l'hiver comme l'été dans une dissipation générale et continuelle. On ne leur trouvoit aucune sensibilité pour le spectacle de la nature, ni pour les plaisirs de l'imagination, nul goût pour les sciences, pour les arts, pour la lecture, pour l'instruction. L'amusement étoit l'unique passion et la danse faisoit, dans les assemblées, les délices de tous les âges ». De qui s'agit-il ? Des Canadiens. Qu'est-ce qui parle ainsi ? L'abbé Raynal (1). Son ouvrage a encore de la valeur. Il demeure comme une utile tentative d'histoire économique. Ce qu'il y a de moins bon, c'est ce qui est de l'auteur. Ses réflexions gâtent le reste.

Si on l'en croyait, le Canada n'aurait été habité que par des soldats ignorants. Mais il n'y était jamais allé, au Canada. Avait-il seulement vu des Canadiens ? Qu'est-ce qui a pu lui dire que les gens de la Nouvelle-France n'avaient de goût ni pour l'instruction, ni pour les sciences, ni pour la lecture ? Ce qu'il faut penser de pareilles affirmations, nous le savons. Véritablement, les Canadiens avaient du goût et pour l'instruction et pour les sciences et pour la lecture. Raynal, comme il leur refusait le reste, leur refuse toute disposition pour les arts. En avait-il le droit ? Là

1. *Histoire philosophique... des... deux Indes*, t. VIII, p. 224-225.

encore les Canadiens peuvent-ils se défendre, défendre leur civilisation ?

On admet que l'architecture est le premier des arts, celui qui a engendré les autres (1). Commencer par l'architecture, c'est donc commencer par le commencement (2).

Presque partout les constructions en bois ont précédé les constructions en pierre. C'est ce qui eût lieu en Grèce, dit-on. La chose n'est pas prouvée. Mais, pour le Canada, rien n'est plus certain.

On peut s'en étonner, car les Canadiens ne rentraient pas dans la catégorie de ces peuples primitifs qui n'emploient que les matériaux dont ils savent se servir. Les Canadiens dès la fondation de la colonie, connaissaient la technique de la pierre aussi bien que celle du bois. Et, en nombre d'endroits de la Nouvelle-France, à proximité des premiers centres de peuplement, ils trouvaient de riches carrières. Pierre de taille, pierre à chaux, ils avaient sous la main tout ce qu'il faut pour bâtir solidement. Et l'exploitation ne leur en aurait pas demandé beaucoup de peine (3).

Mais nous ne nous chargeons pas de tout expliquer. Constaté nous suffit. Or, en 1681, sauf huit ou neuf, toutes les églises de la colonie étaient construites en bois (4), en pieux

1. Charles Blanc, *Grammaire des arts du dessin*..., p. 60.

2. En écrivant ce chapitre, nous avons eu constamment sous les yeux l'ouvrage de M. Brutails, *Pour comprendre les monuments de la France*, Paris, 1918.

3. J.-N. Fauteux, *Essai sur l'industrie au Canada*..., t. I, p. 127.

4. Duchesneau à Seignelay, 13 nov. 1681, cité par Munro. *The seigniorial system in Canada*, p. 185, n. 3. — Aug. Gosselin, *Vie de Mgr de Laval*..., t. II, p. 262-263.

En 1660, il n'y avait encore, dans toute l'étendue du Canada que onze églises dont huit pour le gouvernement de Québec. Sur ces huit, six avaient été édifiées en pierre (Gosselin, *op. cit.*, t. I, p. 243. — Faillon, *Histoire de la colonie française*..., t. III, p. 373. On lit pourtant dans Salone, *La colonisation de la Nouvelle France*, p. 275, que, d'après Mgr de Saint-Vallier, en 1685-1686, il n'y avait pour toute la colonie que quatre églises de pierre.

La première église du Canada fut la chapelle de bois que le P. d'Olbeau récollet, construisit à Québec en 1615. On la remplaça, en 1620, par une église de pierre détruite en 1629 (P.-G. Roy, *Les petites choses de notre*

et planches à l'ordinaire avec une couverture de chaume (1).

Avec Mgr de Saint-Vallier, l'aspect du pays changea. Ce prélat (2) restera dans l'histoire comme un grand bâtisseur. Sans doute, avant lui, Mgr de Laval avait multiplié les sanctuaires. Mais qu'était-ce, pour la plupart ? De modestes réduits de bois (3).

Sous son successeur, en quelques années, le Canada, comme jadis la France de l'an mil, se couvrit d'une blanche robe d'églises neuves. Car Mgr de Saint-Vallier n'aimait que la pierre ; c'est en pierre qu'il construisait ou faisait construire des églises. Dès son arrivée dans la colonie, n'étant alors que grand vicaire, la pauvreté des édifices consacrés au culte l'avait affligé (1686) (4). Promu évêque, il eut l'ambition de laisser en pierre les églises qu'il avait trouvées en bois. Et de fait on n'estime pas à moins d'une quarantaine le nombre de celles que, suivant les cas, il fit bâtir ou rebâtir (5).

histoire..., 3^e série, p. 23-25 et *Les Vieilles églises de la Province de Québec*, p. 17. — Cf. Faillon, *op. cit.*, t. I, p. 148, 178-181).

1. Gosselin, *op. cit.*, t. II, p. 263. — Mgr Amédée Gosselin, *Le patronage des églises dans la Nouvelle-France* dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1922-1923*, p. 118.

2. Il fut évêque de Québec de 1688 à 1727.

3. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. II, p. 395.

4. Salone, *La colonisation de la Nouvelle-France*, p. 275. — R. P. Marie-Antoine, *Saint-Michel de la Durantaye*, p. 29-30.

5. Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 346. — Cf. *L'oraison funèbre de Mgr de Saint-Vallier* dans le *B. R. H.*, 1908, p. 118.

L'obligation de construire les églises fut assumée successivement par le Séminaire de Québec (1663), par la Compagnie des Indes Occidentales (1664), par le Roi (1674), (*Edits, ordonnances...*, Québec, 1854, p. 35, 41, 77). En vertu d'un édit de 1679 le patronage des églises fut dévolu aux seigneurs, qui les avaient construites, à leurs frais, sur leur propre domaine ou, à défaut des seigneurs, à ceux qui les auraient construites, à leurs frais également, sur un terrain dont ils avaient la propriété (*Ibidem*, p. 232). En 1699, Mgr de Saint-Vallier obtint un arrêt du Conseil du Roi, en vertu duquel le sieur évêque acquérait le droit de « faire bâtir des églises de pierre dans toutes les paroisses et fiefs de la Nouvelle-France où il n'en a pas été fait jusqu'à présent... au moyen de quoi le patronage lui en appartiendra... » (Mgr Amédée Gosselin, *op. cit.*, p. 115-120).

En 1721, Mgr de Saint-Vallier, de concert avec M. de Vaudreuil, alors gouverneur, procéda à la détermination des limites des paroisses. Ce

On renonça dès lors aux constructions en bois (1). En 1749, lorsque Kalm parcourut le Canada, il n'y vit guère partout que des églises en pierre. Il les vit et même en trouva beaucoup fort belles et fort jolies (2). En 1760, cent vingt-cinq églises environ s'échelonnaient sur les deux rives du Saint-Laurent, de Chateauguay à Tadoussac (3).

En architecture, le bois se plie à tous les usages. Dès les origines, on eût au Canada des églises, des maisons, des forts. Tout cela était en bois. Se défendre apparaît comme une nécessité primordiale dans la plupart des pays neufs. La première habitation (4) que Champlain construisit à Québec pouvait s'appeler un château fort : assemblage de corps de logis protégés par un fossé et un pont-levis, et dont une ancienne gravure nous a rendu familière la physiologie (1608), (5).

règlement, qui en créait quatre-vingt-deux, fut confirmé en 1722 par un arrêt du Conseil du Roi (I. Caron, *Procès-verbaux du procureur général Collet...* dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1921-1922*, p. 263-264).

Il était bon de rappeler ces dispositions législatives. Car elles ont eu une action directe sur la construction des églises. Les années qui suivirent la fixation des paroisses virent les édifices religieux s'élever avec rapidité. Des ordonnances successives obligèrent les habitants à construire des églises en pierre à Saint-Nicolas de Lauzon (1721. P.-G. Roy, *Inventaires des ordonnances...*, t. I, p. 201), à Repentigny (1723. *Ibidem*, t. I, p. 235), à Saint-Sulpice (1723. *Ibidem*, t. I, p. 248), à la Chesnaye (1724. *Ibidem*, t. I, p. 252), à Longueuil (1724 et 1725. *Ibidem*, t. I, p. 260 et 277), à la Longue Pointe (1724. *Ibidem*, t. I, p. 261), à Verchères (1724. *Ibidem*, t. I, p. 264).

1. Cependant la chapelle qui existait aux Forges de Saint-Maurice en 1740, était « en bois rond » (Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 3^e partie, p. 160).

Une ordonnance de 1734 fait allusion aux « bois de pin et cèdre nécessaires pour la bâtisse de l'église de Beaumont » (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 152). Bâtisse est certainement pris ici dans un sens très général et ne peut s'entendre que de la charpente. L'église de Beaumont fut construite en pierre en 1733 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 130).

2. Kalm, *op. cit.*, p. 40, 55, 68, 105, 117, 123, 147, 168.

3. *Deuxième rapport de la Commission des Monuments historiques de la Province de Québec, 1923-1925*, p. VII.

4. Le mot habitation signifie ici comptoir, factorie, et non point maison ou domaine d'habitant, ou colon, sens qu'il a généralement eu au Canada.

5. Elle est reproduite dans les *Œuvres de Champlain*, éd. Laverdière,

En 1620, Champlain élève le fort Saint-Louis sur une hauteur qui domine l'habitation. C'est un fort de bois. On le rabâtit en 1626, toujours en bois. En 1636, seulement, on y mettra de la pierre (1). A cette date, la ville de Québec était née. Il avait fallu la mettre « hors d'insulte ». Jusqu'au début du XVIII^e siècle, ses fortifications ne consistèrent que dans une terrasse soutenue par des pieux (2). Ce ne fut pas avant 1697 que l'on construisit un mur (3).

Boucault, qui écrit en 1754, tendrait à nous faire croire que les fortifications de la capitale, à ce moment-là, étaient, de part en part « en bonne pierre de taille » (4). Boucault était magistrat, lieutenant particulier de la prévôté. Rapportons-nous en plutôt à l'avis d'un homme du métier. Franquet qui lui, était ingénieur, en 1753, n'avait vu autour de Québec que des « ouvrages revêtus en maçonnerie » (5).

Montréal eut un fort mi-partie en bois et pierre dès 1643 (6), une enceinte en pierre en 1723 (7). Aux Trois-Rivières, jusqu'à la fin, une clôture de pieux fut jugée suffisante (8).

Nous avons édifié beaucoup de forts, un peu partout, dans l'Amérique du Nord. C'étaient les clefs de voûte d'un

t. III, h. t. entre les p. 154 et 155. — Cf. *Ibidem*, p. 155-156 et Faillon, *op. cit.*, t. I, p. 119-120.

Dès 1620, l'habitation tombait en ruines : Champlain la fit alors réparer (*Ibidem*, t. I, p. 178-179).

1. P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 48-49. — Ernest Gagnon, *Le fort et le château Saint-Louis*., p. 14-19.

2. Frontenac et Champigny au ministre, 10 nov. 1695 dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 288-289.

3. Th. O' Leary, *Les fortifications de Québec* dans le *B. R. H.*, 1913, p. 309-310. — Cf. Frontenac au ministre, 15 oct. 1697, dans le *Rapport de l'Archiviste, de .. Québec pour 1928-1929*, p. 339.

4. *Etat présent du Canada* par N. G. Boucault dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1920-1921*., p. 35.

5. Franquet, *Voyages et Mémoires*..., p. 202.

6. Ernest Gagnon, *Feuilles volantes*..., p. 196.

7. E. Z. Massicotte, *Le coteau Saint-Louis et la citadelle de Montréal* dans le *B. R. H.*, 1925, p. 264.

8. *Etat présent du Canada* par N. G. Boucault, ut *supra*, p. 43.

des plus grands empires qui aient jamais existé. De bien modestes constructions en vérité, surtout dans les commencements. Un fort que l'on fondait était un fort de bois. Plus tard, lorsque l'établissement avait justifié son utilité, on substituait à ces matériaux d'autres plus solides. Changement qui ne s'opérait d'ailleurs que dans les postes très importants (1). A la fin du régime français, Bougainville dressait comme suit l'état des forts les plus voisins de Québec : « La Prairie, fort de pieux, abandonné ; Saint-Jean, fort de pieux... ; fort Saint-Frédéric en pierres ; fort de Carillon, de pièce sur pièce... ; Sorel, fort de pieux, abandonné ; Chambly, fort en pierres ; Sainte-Thérèse, ancien fort de pieux, abandonné... ; Sault Saint-Louis, fort en pieux... ; les Cèdres, fort en pieux ; Saint-Régis, fort en pieux... ; la Présentation ou la Galette, fort en pieux... » (2).

Certains de ces forts de pieux, La Prairie, par exemple, ne consistaient qu'en une palissade (3). Saint-Jean, la Présentation comprenaient une série d'ouvrages, une enceinte, des bastions (4). Duquesne « Gibraltar des Montagnes » avait été construit en bois équarri (5). Saint-Frédéric possédait une enceinte de pierre ; elle enveloppait une redoute de maçonnerie, le fort primitif (6). En 1753, cette redoute était recouverte d'un parement de bois (7).

A Niagara, sur la plus grande partie de son tracé, l'en-

1. Chambly construit en pieux en 1665 fut rebâti en 1710, mais en pierre (*B. R. H.*, 1909, p. 32).

Catarakoui ou Frontenac, d'abord simple fort de bois (1673) (Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 467. — Lorin, *Le comte de Frontenac...*, p. 91, 195) fut pourvu par La Salle de quatre bastions de pierre (entre 1675 et 1677), (Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 473). En dernier lieu, c'était un carré de maçonnerie (Pouchot, *Mémoires*, t. III, p. 103).

2. *Mémoire de Bougainville de 1757*, dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 53.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 41.

4. *Ibidem*, p. 35 36. — Pouchot, *Mémoires*.. t. III, p. 95 (1755).

5. Bonnefons, *Voyage au Canada...*, p. 106 (1754).

6. Kalm, *op. cit.*, p. 28. — Pouchot, *op. cit.*, t. III, p. 25 (1755).

7. Franquet, *op. cit.*, p. 163.

ceinte n'était formée que par une ligne de pieux verticaux ; mais on l'avait revêtue d'un parement de pièces de chêne posées dans le sens de leur longueur (1).

Nous avons vu Champlain construisant en bois cette habitation de 1608, qui fut le berceau de Québec. Plusieurs années devaient se passer avant que l'on songeât à faire des maisons de pierre. Aux Récollets en revient l'initiative. En 1620, ils posèrent la première pierre de leur couvent de Québec (2) ; de ce couvent qu'en 1624, le frère Sagard assurera ressembler plutôt « à une petite maison de noblesse des champs que non pas à un monastère de frères Mineurs » (3). Mais quelle erreur ce serait de s'imaginer un édifice bâti en pierre de toutes pièces ! Sagard nous l'a décrit, ce couvent. Le bois, pour une bonne part, la plus importante, entrait dans sa construction.

Pendant longtemps encore, c'est le bois que l'on emploiera pour faire des maisons. Sur ce point, nous pouvons avoir confiance en Pierre Boucher et accepter en toute sécurité son témoignage. Car on ne voit pas l'intérêt qu'il aurait eu à altérer la vérité. « De quoy sont basties les maisons ? » Ainsi lui-même pose-t-il la question. Il y répond très nettement : « Les unes sont basties toutes de pierre et couvertes de planche ou aïx de pin ; les autres sont basties de collombage ou charpente et massonnées entre les deux ; d'autres sont basties tout à fait de bois ; et toutes les dites maisons se couvrent, comme dit est, de planches » (1663) (4).

Ce mélange de bois et de pierre que Boucher a décrit tant bien que mal, Marie de l'Incarnation a un mot pour le

1. P.-G. Roy, *La famille Céloron de Blainville*, p. 21 (cite une lettre du P. de Bonnécamps de 1750). — Bonnefons, *op. cit.*, p. 58 (1753).

2. Faillon, *op. cit.*, t. I, p. 179-180.

3. *Trois voyages au Canada...*, p. 81.

4. Pierre Boucher, *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France, vulgairement dit le Canada*. Paris, 1664. Rééd. par B. Sulte sous le titre : *Pierre Boucher et son livre dans les Mémoires de la Société royale du Canada*, 2^e série, vol. II, 1896, sect. I, p. 160.

caractériser : elle l'appelle « colombage pierrotté » (1). Ossature de bois garnie d'un remplissage de maçonnerie, ce mode de construction, la France l'a connu dès le Moyen Age. C'est l'architecture en pans de bois. On l'appliquait aussi aux églises. Celle de la Baie Saint-Paul, que l'on regardait, en 1749, comme une des plus anciennes du Canada, n'avait pas été bâtie autrement, ce qui lui assurait à cette époque un certain cachet d'archaïsme. De tels procédés tombaient alors en désuétude. Kalm a jugé bon de les analyser : « Les murs, dit-il, sont formés de pièces de bois posées en intervalle, de deux pieds en deux pieds, et qui supportent le toit. Les espacements des diverses parties de la charpente sont remplis avec des moellons en pierre calcaire (2). »

Lorsque Pierre Boucher écrivait, y avait-il des maisons en pierre ailleurs qu'à Québec ? C'est possible, mais douteux. Progressivement, dans la capitale, la maçonnerie se substitue au bois. En 1682, la Basse-Ville n'était encore bâtie que de bois (3). Ces maisons brûlent, on les rebâtit en pierre (4). En 1727, M. Dupuy se félicitait de ce que la plupart des personnes qui bâtissaient dans la ville de Québec avaient pris, cette année-là le parti de construire leurs maisons en pierre (5). Au moment de la Cession, presque tout Québec était en maçonnerie (6). Seules quelques maisons de colombage subsistaient, tolérées parce

1. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 384 (1644).

2. Kalm, *op. cit.*, p. 152.

3. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 256.

4. La Hontan, *Nouveaux Voyages...*, t. I, p. 15 (1684).

Elles étaient, d'après un témoignage de 1700 ou environ « bâties d'une pierre noire aussi belle et aussi dure que le marbre » (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 5). Sur cette pierre, dans laquelle nous reconnaissons la pierre de Beauport, v. *infra*, p. 164-165.

5. Delalande, *Le Conseil souverain...*, p. 255.

En 1720, Charlevoix assurait que presque toutes les maisons de Québec étaient bâties de pierre (*op. cit.*, t. III, p. 72).

6. Kalm, *op. cit.*, p. 78. *Etat présent du Canada* (1754) par N. G. Boucault, p. 35.

qu'anciennes ; mais avec défense de les réédifier en bois (1). En 1727, M. Dupuy avait interdit de construire dans les villes et les gros bourgs autrement qu'en pierre (2). Inexécutée ou mal exécutée ailleurs, son ordonnance avait été observée à Québec.

A Montréal (3), aux Trois-Rivières (4), on continua au XVIII^e siècle ce que l'on avait fait au XVII^e ; et la plupart des maisons restèrent en bois.

Dans les campagnes, l'histoire de la construction nous fait assister à la même lutte entre le bois et la pierre. Au XVII^e siècle, que ce soient des manoirs ou de simples demeures d'habitants, le bois l'emporte (5). Au siècle sui-

1. Kalm, *op. cit.*, p. 78.

2. Delalande, *op. cit.*, p. 255-256.

3. E.-Z. Massicotte, *L'incendie du vieux Montréal en 1721* dans le *B. R. H.*, 1926, p. 583-608. 138 maisons furent brûlées. Dans son ordonnance du 8 juillet citée plus bas, M. Bégon déclare que la plupart des maisons incendiées « n'estoient que de bois ou de colombage et chargées d'un comble d'une grosse charpente ». Cependant, si on examine attentivement l'état de ces maisons tel qu'il est donné par M. Massicotte, on constate qu'il contient presque autant d'immeubles en pierre qu'en bois.

Kalm, *op. cit.*, p. 55. — Abbé Casgrain, *Guerre du Canada : Montcalm et Lévis*, t. II, p. 401.

A la suite de l'incendie de 1721, une ordonnance avait été rendue par M. Bégon qui enjoignait de reconstruire en pierre les maisons détruites (Massicotte, *article cité*, p. 606-607). — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...* t. I, p. 204).

Mais des dérogations à cette ordonnance furent immédiatement accordées (*Ibidem*, t. I, p. 205, 207).

En 1756, d'après un officier de la Sarre « toutes les maisons » de Montréal étaient bâties en bois (Chapais, *Le Marquis de Montcalm*, p. 85, n. 1).

4. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 582 (1663). — Rochemonteix, *Relation par lettres... années 1709 et 1710*, p. 35. — Kalm, *op. cit.*, p. 65.

5. Presque tous les manoirs des seigneurs, paraissent avoir d'abord été faits en poutres équarries. Nous le savons expressément pour ceux de Champlain (vers 1664. *Histoire de la paroisse de Champlain*, t. I, p. 56), de Sorel (vers 1668. Couillard-Després, *Histoire de Sorel*, p. 42-43), de la Rivière-Ouelle (vers 1672. Abbé Casgrain, *Une paroisse canadienne au XVII^e siècle*, p. 23), de Saint-Ours (vers 1672. Couillard-Després, *Histoire de la Seigneurie de Saint-Ours*, t. I, p. 56).

MM. de Longueil et de Portneuf, nous le verrons, avaient des châteaux en pierre. En 1672, M. Milot, seigneur de la Chine s'y fit construire une grande maison de maçonnerie (E.-Z. Massicotte, *Maçons, entrepreneurs, architectes*, dans le *B. R. H.*, 1929, p. 134).

On cite quelques maisons d'habitants construites en maçonnerie au

vant, c'est la pierre (1). Le bois cède tous les jours du terrain. En 1734, même aux environs de Québec, les demeures des habitants sont communément faites de pieux (2). En 1749, Kalm observe sur son journal que les habitations dans la campagne sont bâties tantôt en pierre, tantôt en bois, mais plus fréquemment en pierre qu'en bois (3).

Principes et analyse de la construction : les matériaux.

Une analyse attentive de la construction pouvant amener à des constatations utiles, nous avons voulu réunir un peu plus de détails sur les procédés employés par les anciens Canadiens dans l'art de bâtir (4). Nous ne nous servons pas uniquement de documents écrits. Rien ne vaut, nous ne sommes pas sans le savoir, l'examen direct des monuments ; et les meilleures leçons d'architecture sont celles qu'eux-mêmes nous donnent. Là aussi le temps a fait son œuvre. Mais ce qui subsiste des grands édifices des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles est suffisant pour nous donner une idée du

^{xvii}^e siècle : celle de Guillaume Lemieux (il mourut en 1699) à l'Île aux Grues (Couillard-Després, *Histoire des seigneurs de la Rivière du Sud...*, p. 82), celle de la famille Prou, sur le fief Hertel (entre 1681 et 1704. *Histoire de la paroisse de Champlain*, t. I, p. 59), etc., etc.

1. Quelques manoirs de bois subsistèrent : à Saint-Jean, près Québec, en 1709 (Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 160), à Saint-Ours en 1714 (Couillard-Després, *Histoire de... Saint-Ours*, t. I, p. 101), à Contrecoeur, en 1723 (Archives des Colonies, G¹ 450 terrier de 1723-1725, fol. 113-115), à Beauport en 1725 (*Ibidem*, G¹ 451, fol. 1.900), à Champlain en 1738 (*Hist. de... Champlain*, t. I, p. 414), etc.

Le terrier de 1723 fait voir qu'à cette date nombre de seigneurs n'avaient encore, pour se loger, que des maisons de colombage ou de pièces sur pièces. Les habitants étaient parfois mieux lotis que leurs seigneurs. A Champlain, en 1738, deux habitants, Pierre Cayat et Baptiste Le Pelé La Mothe avaient des maisons de pierre (*Hist. de... Champlain*, t. I, p. 415, 419).

2. Navières, cité par Gosselin, *L'église du Canada...*, 2^e partie, p. 339.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 120, 144, 147, 195.

4. M. P. E. Renaud a résumé avec exactitude, mais de façon trop sommaire, les données fournies par les principaux historiens et auteurs de mémoires sur l'architecture canadienne (*L'industrie du bâtiment dans Les origines économiques du Canada*, p. 410-417).

Canada monumental d'avant 1760 (1). Et plusieurs maisons — beaucoup plus qu'on ne le croit — ont retenu leur aspect d'autrefois : aux environs de Québec, dans l'île d'Orléans, on peut encore visiter des habitations qui n'ont, pour ainsi dire pas changé, depuis deux cents ans (2). Car du xvii^e siècle, il reste peu de trace au Canada de ce que les hommes y avaient élevé.

Nous avons vu que, jusqu'à la fin du régime français, on construisit en bois, aussi bien qu'en pierre. Maisons de colombage, maisons de charpente, maisons de pièces sur pièces : expressions qui se rencontrent à chaque instant dans les textes. Étaient-elles absolument synonymes ? Nous ne le pensons pas puisque, à quelques lignes de distance, le même acte signale une maison de colombage, une écurie de pièces sur pièces. Dans l'incertitude où nous sommes du sens exact de ces termes, nous préférons remettre le soin de trancher cette difficulté à de plus experts que nous.

Les maisons primitives, toutes de bois, ont depuis longtemps disparu. Celle des Jésuites à Sillery que l'on considère comme la plus vénérable antiquité du Canada — l'extérieur n'a pas bougé depuis 1637 — offre aux yeux un compromis entre les deux genres de construction : bois ou pierre. Elle est bâtie en maçonnerie ; mais les pignons ainsi que les murs qui les supportent sont essentés de bois ou, si l'on préfère, revêtus de planches. Le revêtement de bois enveloppe même les cheminées qui jusqu'en haut apparaissent recouvertes de planches (3).

1. M. P.-G. Roy classe, parmi les monuments historiques du Canada les édifices suivants : « tous nos établissements religieux dont la construction remonte pour la plupart au xvii^e siècle : le séminaire de Québec, le vieux séminaire de Montréal, l'Hôtel-Dieu de Québec, l'Hôpital-Général de Québec, le monastère des Ursulines de Québec, celui des Trois-Rivières, quelques vieilles maisons du xviii^e siècle que l'on rencontre à Québec, à Montréal et dans quelques anciennes paroisses. » Pour ne pas rappeler autant de souvenirs, les anciennes maisons d'habitants qui existent encore en assez grande quantité, ne sont pas moins utiles à conserver et à étudier (*Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. vi-vii).

2. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, *passim*.

3. *Ibidem*, p. 324-326, 355 (appendice de M. W. Carless).

Ces parements de bois sont une recette pour se garantir du froid. Dans diverses provinces de France, on l'a mise en pratique. Au Canada on s'en est souvent servi, mais sans donner d'ordinaire à l'essentement autant d'extension que dans la maison de Sillery. On le restreignait aux pignons proprement dits, c'est-à-dire à « la partie triangulaire du mur contre laquelle bute le comble et dont les côtés suivent la pente du toit » (1). La disposition que nous avons remarquée à Sillery se retrouve du reste dans d'autres maisons (2). Il y en a même qui sont, à l'extérieur, entièrement lambrissées, pour employer l'expression canadienne (3).

Dans certains cas, on élevait des maisons de bois, mais sur un soubassement ou solage de pierre. Tel était l'aspect que présentait, en 1682, le couvent des Récollets de Québec (4).

Un inventaire de 1728 nous donne la liste des matériaux rassemblés pour construire une maison d'habitant dans le bourg de Boucherville : « douze poteaux de bois de pruche équarris, quatre poutres de pruche, deux sablières avec trois autres morceaux de bois équarris et environ un quart de

1. J. A. Brutails, *Pour comprendre les monuments de la France*, p. 253.

Exemples de pignons de bois dans P. G. Roy, *op. cit.*, p. 92, 95, 189, 197, 199, 205, 290, 293, 294, 332

Construire de la sorte était défendu dans les villes. Un règlement de police, fait en 1673 pour Québec, interdisait de bâtir dans la Basse-Ville des maisons qui n'eussent pas au moins les deux pignons en maçonnerie (P. G. Roy, *Ordonnances, commissions, etc.*, t. I, p. 137).

2. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 311.

3. *Ibidem*, p. 63, 119, 191.

4. P. Le Tac, *Histoire chronologique de la Nouvelle-France...*, p. 221 (appendices).

Le couvent des Récollets avait été rebâti, en 1671, et agrandi en 1677 (*B. R. H.*, 1927, p. 457).

En 1690, Pierre de Saint-Ours se faisait construire à Montréal une maison de bois élevée sur solage de pierre (Couillard-Després, *Histoire de.. St-Ours*, t. I, p. 90).

La maison que Jean Maillou se fit bâtir à la Basse-Ville de Québec entre 1717 et 1747 était en colombage « avec double solage et cheminée en pierre » (*Arch. des Colonies*, E. 297, dossier Maillou).

toise de roche » (1). Le pruche doit être le sapin de Prusse, spruce en anglais. De toutes les essences forestières, c'étaient les conifères que les charpentiers canadiens mettaient le plus à contribution : le pin et le thuya leur servaient beaucoup (2). Du moins pour les usages civils. L'architecture militaire ne dédaignait pas le sapin ; mais elle exigeait d'autres espèces, le cèdre, le thuya, l'épinette pour les pieux des palissades (3) ; le chêne, le pruche, pour les bastions et les courtines (4). Les interstices entre les pièces de bois se bouchaient avec de la mousse ou de la terre glaise (5).

Les Canadiens, nous le savons, auraient pu se procurer assez facilement de la pierre de taille. Mais jamais ils ne voulurent entreprendre l'exploitation méthodique de leurs carrières. Comme on n'extrayait qu'une assez faible quantité de pierre, on la réservait pour des emplois déterminés. Le terme de « maisons toutes de pierres » ne doit pas nous abuser. Marie de l'Incarnation n'a pas voulu nous laisser

1. Inventaire Martinbault-Pilet, 1728. Comm. par M. P. G. Roy.

2. Pierre Boucher, *op. cit.*, p. 160. — Kalm, *op. cit.*, p. 130.

Le cèdre, selon Pierre Boucher, était réservé pour les poutres des caves et les clôtures des jardins (*op. cit.*, p. 133).

3. Boucher de la Bruère, *La naissance des Trois-Rivières*, p. 28 (1649). — Marion, *Relations des voyageurs français ..*, p. 127 (Montréal, 1685-1695). P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 9 (aux Trois-Rivières, 1706) et 116 (Québec, 1711). — Kalm, *op. cit.*, p. 36 (Saint-Jean). — P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 238 (Québec, 1957). — Sautai, *Montcalm au combat de Carillon*, p. 35 (Carillon 1758).

4. N. Saint-Pierre, *La Mothe-Cadillac et la fondation de Détroit* dans le *B. R. H.*, 1913, p. 140 (au Détroit, 1701). — P.-G. Roy, *La famille Célon de Blainville*, p. 21 (Niagara, 1750).

5. Kalm, *op. cit.*, p. 11, 39-40, 195.

Pouchot nous a expliqué ce qu'en 1755, l'on entendait par « maisons à la canadienne ». « Ce sont des hangards faits de bois de chêne ronds encochés les uns dans les autres aux angles. Dans ces pays de bois, de pareils bâtiments sont bientôt construits. La cheminée est au milieu. On y fait des fenêtres et un toit couvert de planches... On enduit tout cet ouvrage ainsi que les fentes du mur » (*Mémoires*, t. I, p. 56-57). Les baraques de Niagara avaient été bâties de la sorte. A remarquer l'emploi du chêne. Dans la colonie même, on ne s'en servait guère pour la construction des maisons.

d'illusions à cet égard : « Quand je dis que nos maisons sont de pierres, je ne veux pas dire qu'elles soient de pierres de taille ; non, il n'y a que les encognures qui sont d'une espèce de marbre presque noir qui se tire par coupleaux assez bien faits. Les encognures étant de cette sorte de pierre sont très belles ; mais elles coûtent à tailler à cause de la dureté (1). » Les encognures, dit Marie de l'Incarnation. Sans doute faut-il sous-entendre les portes et les fenêtres. L'usage était de les faire en pierre de taille (2).

La pierre de taille de Beauport avait la réputation d'être la meilleure du Canada. S'en servait-on déjà au temps où

1. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 384 (à son fils, 26 août 1644).

2. Au Séminaire de Québec, les portes et les fenêtres sont garnies d'encadrements de pierre (W. Carless, *The architecture of French Canada*, p. 2).

Lorsque Hilaire Bernard de la Rivière et François de Lajoue passèrent un marché pour la construction de la porte Saint-Jean, à Québec, ils marquèrent, sur leur devis du 12 mai 1693, que les pieds-droits et les cintres de la porte, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, devraient être en pierre de Beauport (J.-E. Roy, *La cartographie et l'arpentage sous le régime français dans le B. R. H.*, 1895, p. 57-58). — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 424-425).

Le portail de la cathédrale de Québec, tel que le vit La Potherie, en 1700, était « bâti de belle pierre de taille, qui est une espèce de marbre brut » (La Potherie, *Histoire de l'Amérique Septentrionale...*, t. I, p. 234).

A la maison des Sœurs de la Congrégation, à la Sainte-Famille de l'Île d'Orléans, construite en 1701, il est spécifié que les murs sont en maçonnerie, les fenêtres et les portes en pierre de taille (Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 205).

Dans un mémoire relatif à la construction d'un bastion de Québec dont M. de Saint-Simon avait l'entreprise, on indique que les voûtes, les portes des façades, les pieds-droits, claveaux et sommiers des petites portes, les cordons, etc., devront être exécutés en pierre de taille de Beauport (1702. Arch. Nat. F⁵⁰12, liasse 3 bis).

Une ordonnance de M. Hocquart, du 28 juin 1732, prescrit une nouvelle adjudication pour les ouvrages en pierre de taille de l'enceinte de Montréal (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 121).

En 1756, Paul Tessier-Lavigne, maître-maçon-entrepreneur, s'engage à refaire l'hôtel de la compagnie des Indes à Montréal, « la porte d'entrée en pierre de taille, pareille à celle de l'Intendance » (E.-Z. Massicotte, *Maçons, entrepreneurs...*, B. R. H., 1929, p. 139).

Cf. Kalm, *op. cit.*, p. 40.

A Québec, le même voyageur vit aux maisons de Québec des encognures et des fenêtres faites en pierre calcaire grise (*Ibidem*, p. 79), et, aux murs de la ville, des portes en pierre à chaux grise (*Ibidem*, p. 81). Sous ces diverses dénominations, n'est-ce pas encore et toujours de la bonne pierre de Beauport qu'il s'agit ?

Marie de l'Incarnation écrivait la lettre que nous venons de citer ; c'est-à-dire en 1644 ? C'est possible, c'est même probable. La supérieure des Ursulines parle d'une pierre presque noire, ayant l'apparence du marbre. Or la pierre de Beauport était une sorte de marbre noirâtre avec lequel on faisait aussi de la chaux. Dès 1636, à deux lieues de Québec, on extrayait de la pierre à bâtir : et le P. Le Jeune nous apprend qu'on l'employait pour la fabrication de la chaux. Il doit s'agir, il ne peut s'agir que de la pierre de Beauport (1).

Les murs étaient de schiste calcaire noir — une espèce d'ardoise — (2) ou de moellons, de simples pierres des champs que l'on noyait dans un lit de mortier, généralement de deux ou trois pieds d'épaisseur (3). Le blocage, qui entre dans la construction des églises décèle des mains expertes : le dessin des joints est très agréable à regarder (4).

On blanchissait parfois les murs à l'extérieur. Autrement dit, on les revêtait d'un crépi de chaux. Du moins en faisait-on ainsi du temps de Kalm pour les maisons d'habi-

1. J.-N. Fauteux, *Essai sur l'industrie au Canada...*, t. I, p. 128. — P. Boucher, *op. cit.*, p. 124. — *Lettres de Michel Bégon*, p. p. L. Delavaud et Ch. Dangibeaud dans les *Archives Historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, vol. XLVII, Paris, 1925, t. I, p. 43.

Sur un plan de Québec dressé par Villeneuve en 1690, on relève cette mention « chasteau de Beauport où l'on prend la pierre pour bastir » (Arch. des Colonies).

2. Kalm, *op. cit.*, p. 40, 144, 169, 186.

Cette ardoise était aussi appelée pierre à chaux. Il ne faut pas la confondre avec la pierre de Beauport (*Ibidem*, p. 169).

Cf. La Hontan, *Nouveaux voyages...*, t. I, p. 15. — Le Beau, *Avantures...*, t. I, p. 72.

Pour le mur d'enceinte de Québec, on avait employé non seulement du schiste calcaire, mais encore une sorte de grès ou pierre à sablon gris foncé (Kalm, *op. cit.*, p. 81).

3. Kalm, *op. cit.*, p. 40, 231. Ce mortier d'excellente qualité, paraît avoir été supérieur au ciment moderne (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 58).

4. Traquair, *op. cit.*, p. 3.

D'après le chanoine Rambure, ce blocage était recouvert d'un parement de pierre.

tants dans les côtes du nord, les paroisses situées sur la rive gauche du Saint-Laurent (1).

Kalm a noté la présence à Québec dans certains murs d'une pierre rouge teintée de gris que l'on tirait des falaises du Saint-Laurent. On la retrouvait, cette pierre, dans les escaliers des maisons, aux pavés des églises (2). Les maisons avaient généralement des planchers ou des parquets (3), mais non pas les églises. Charlevoix, en 1720, louait les Jésuites d'avoir garni leur chapelle de Québec d'un bon plancher « qui rend cette église supportable en hyver, tandis qu'on est transi de froid dans les autres » (4).

Dans les édifices civils, les dallages et carrelages (5), quand il y en avait et, plus souvent, les planchers et les parquets (6) disparaissaient sous les tapis (7)

1. Kalm, *op. cit.*, p. 120, 144. — Emile Vaillancourt, *Primitifs et maîtrises d'art en Canada*. Montréal, 1927, p. 1.

Au Séminaire de Québec, le blocage des murs paraît avoir été anciennement recouvert d'une couche de plâtre. W. Carless, *The architecture of French Canada*, p. 2.

2. J. N. Fauteux, *op. cit.*, t. I, p. 133.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 79.

4. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 76.

Il y avait aussi un plancher à la chapelle de l'Hôpital-Général de Québec en 1693. Il était même pourri ; on le refit en 1697 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 19).

5. Kalm (*op. cit.*, p. 172) prétend que la pierre rouge des falaises du Saint-Laurent servait à Québec pour « le pavage des parquets ». La traduction en cet endroit pêche visiblement. D'après ce que nous savons, c'est « pour le pavage de quelques édifices » qui aurait été l'expression juste. Cf. *Ibidem*, p. 79.

En 1716, à l'Intendance, cinq chambres basses furent pavées, cinq chambres du bel appartement carrelées (P. G. Roy, *Notes et documents sur le Palais de l'Intendance à Québec* dans le *B. R. H.*, 1929, p. 654).

Au Château Ramezay, l'aire du grenier était recouverte de grosses pierres plates (Vaillancourt, *Primitifs et maîtrises d'art...*, p. 2).

6. Dans les incendies, si le feu se propageait avec autant de rapidité, c'était à cause des planchers de bois de sapin, qui flambaient comme de l'amadou (Richaudeau, *Vie de... Marie de l'Incarnation...*, p. 293. — P.-G. Roy, *Les conflagrations à Québec sous le régime français* dans le *B. R. H.*, 1925, p. 67, 97).

A l'Intendance, en 1716-1717, on posa à la fois des planchers et des parquets (P.-G. Roy, *Notes et documents... article cité*, p. 654).

7. P.-G. Roy, *L'ameublement d'un seigneur canadien...* dans le *Rapport de l'archiviste... de Québec pour 1921-1922*, p. 249.

et les catalognes (1) que l'on étendait par dessus.

De bonne heure on avait su fabriquer des briques au Canada (2). Cette industrie se révéla fort utile « pour toutes sortes de bâtiments ». La chapelle de l'ancienne Lorette fut construite en briques (1673-1674) (3). Mais au XVIII^e siècle, on n'en faisait plus dans la colonie, ou si peu que la production n'avait aucune importance (4). Lors du passage de Kalm, la brique avait cessé de figurer parmi les matériaux des maçons canadiens (5).

Ceux-ci n'ignoraient pas comment on élève des voûtes. Ils en ont fait dans leurs constructions militaires (6) ; mais dans les édifices religieux, il n'y en a point trace. La charpente qui formait la couverture des églises, affectait d'ordinaire, sur sa face inférieure, la forme d'une voûte surbaissée ou en anse de panier. Ce cintre pouvait du reste être uni ou creusé de caissons (7) ; il reposait sur une corniche plus ou moins ornée (8). Chez les Jésuites de Québec, on avait

1. *Histoire de... Champlain*, t. I, p. 87.

Les catalognes, devenues une des productions les plus originales de l'industrie canadienne, sont simplement des couvertures de laine. On les connaissait de longue date en France. « Couverte de Cataloigne », dit Bonaventure des Périers (*Le Cymbalum Mundi...* Paris, 1858, p. 38).

Le marquis de Belleval (*Nos pères...*, Paris, 1879, p. 226) parle des catalognes avec quelques détails. Suivant lui, au XVI^e siècle, c'était un article d'usage universel qui se trouvait partout, chez les riches comme chez les pauvres.

Sur les catalognes au Canada, v. Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. VI, p. 328 (notes).

2. Dès 1636 (J. N. Fauteux, *op. cit.*, t. I, p. 128) .

3. *Ibidem*, t. I, p. 153-154.

En 1702, M. de Saint-Simon, pour certaines parties de son bastion; devait se servir de « brique tirée des meilleurs endroits du pays et surtout bien cuite » (Arch. Nat. F⁵⁰ 12 liasse 3 bis).

4. *Ibidem*, t. I, p. 155-160.

Cependant l'église de Beaumont, qui date de 1733, a été construite en pierre et brique.

5. Kalm, *op. cit.*, p. 120.

6. Mémoire de 1702 cité plus haut (Arch. Nat. F⁵⁰ 12 liasse 3 bis).

7. La chapelle extérieure du Séminaire de Québec, incendiée en 1701, avait une « voûte » à caissons (Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 3^e partie, p. 152).

8. Rambure, *L'art monumental au Canada français*. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...* *passim*. V. notamment p. 132 l'intérieur de l'église de

cloué aux solives un plafond de menuiserie et on l'avait richement décoré (1).

Dans les édifices affectés à des services publics, dans les demeures des gens riches, on voyait des plafonds en plâtre ou en mortier (2). Mais la plupart du temps, au Canada, les planchers — ou plus exactement leur face inférieure — constituaient tout le plafond des appartements. On gardait au-dessus de sa tête, bien apparentes, les solives qui soutenaient le plancher de l'étage supérieur (3).

Les toits.

Les charpentes étaient peut-être, dans les constructions canadiennes, la partie la mieux faite. Les Canadiens ont toujours été d'excellents ouvriers du bois. Dans les maisons particulières deux ou trois fermes, pas davantage, supportaient la toiture (4). Les poutres, larges, carrées, taillées à la hache, étaient solidement mortaisées. Pas de ferrures. C'est par des chevilles de bois que les pièces légères étaient retenues et fixées en place (5). On s'est longtemps imaginé en France que les anciennes charpentes étaient, ne pouvaient être que de châtaignier. Ce bois, croyait on, convenait mieux que tout autre pour cette partie de la construc-

Beaumont — ancien certainement — datant, selon toute vraisemblance, de 1733.

1. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 76 (1720).

L'architecture civile, elle aussi, employait les cintres en bois en guise de plafonds. Lorsqu'on rebâtit l'Intendance, en 1716, on y fit quatre « voûtes », et notamment aux chambres du Conseil et de la Prévôté (P.-G. Roy, *Notes et documents...*, article cité, p. 654).

2. Ainsi à l'Intendance, 1716 (*Ibidem*, p. 654). M. Fauteux cite un passage du *Journal de Panet* où celui-ci note que, chez Cardeneau, en juillet 1759, sous le bombardement anglais, « le plafond resté du rez-de-chaussée a tenu bon » (*Journal du siège de Québec...*, p. 215).

En 1727, l'usage des plafonds en plâtre, pas plus que celui des carrelages, n'était encore très répandu dans la colonie (*Arrêts et règlements...*, Québec 1855, p. 317-318). — Gilles Pariset, plâtrier, se maria à Québec en 1734 (Tanguoy, *Dictionnaire... des familles canadiennes*).

3. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 303, 356.

4. Kalm, *op. cit.*, p. 79.

5. Traquair, *op. cit.*, p. 3.

tion. C'était là une erreur et un préjugé. Il n'y a pas de bois spéciaux pour la charpente. Au Canada, on a utilisé dans les toits ceux dont on se servait pour le reste : le pin et les autres conifères.

L'importance des toits achève de donner une physionomie propre aux édifices canadiens. Ils sont amples, ces toits, et fortement inclinés, afin que la neige puisse glisser sur leurs pentes plus rapidement, mais sans exagération (1). Ce qui les distingue, c'est au contraire la justesse de leurs proportions, par rapport à l'ensemble de la construction. Les couvertures des habitations rurales ne sont en général ni coiffantes, ni saillantes, comme cela eut été naturel dans un pays à climat aussi excessif (2).

Les toits canadiens étaient presque toujours à deux pentes. Cependant on a élevé aussi des pavillons, c'est-à-dire des toits à quatre pans (3).

Quant aux éléments de la couverture, ils ont varié suivant les époques : ils n'étaient pas les mêmes pour tous les édifices. Les Canadiens ont eu des toits de chaume, de planches, de bardeaux, d'ardoises. En 1644, Marie de l'Incarnation qui n'a pas l'habitude d'embellir la réalité, énonce comme une vérité incontestable, que « les couvertures des maisons sont de planches doubles ou de bardeaux, contre-garni de planches par le dessous » (4). Et Boucher, en 1663,

1. En décrivant l'église de la Baie Saint-Paul, Kalm rapporte que « la couverture est plate » (*op. cit.*, p. 152). Nous ne savons comment interpréter ce passage de la traduction.

2. V. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, *passim* et notamment p. 63, 74, 82, 135, 140, 189, 191, 207, 289, 291, 302, 311, 313-314, 316-317, 320, 323, 343, 344, 350.

Signalons quelques toits engonçants, p. 331, 335, 345. Ceux des maisons Drouin à la Sainte-Famille (I. O.) et Delisle à Deschambault, reproduits p. 290 et 349, présentent un rebord qui se relève pour former auvent et protéger la façade ; mais nous ne pouvons affirmer que cette disposition soit contemporaine du régime français et aussi vieille que l'ensemble de ces demeures.

3. Ainsi quelques stations du chemin de la croix à Oka (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 125). Ainsi encore le Collège des Jésuites, aujourd'hui disparu (Kalm, *op. cit.*, p. 105).

4. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 385.

ne parle pas différemment (1). Pourtant en 1681, nous sommes avertis que la plupart des églises étaient couvertes en chaume (2), et, au xviii^e siècle, on voyait encore, aux environs de Montréal, des habitations de cultivateurs qui dressaient, au-dessus des champs, de simples toits de paille (3).

Certains, à Québec notamment, étaient restés fidèles aux planches (4); on les posait de diverses manières, dans le sens des chevrons, ou dans celui des pannes, parfois même obliquement (5).

Les bardeaux ou tuiles de bois semblent avoir été au Canada le mode vraiment national de recouvrir les toits. Si ce procédé persista, ce fut bien malgré le gouvernement de la colonie qui, de bonne heure, réagit contre de tels errements. C'est le cèdre que l'on employait de préférence pour cet usage : et il paraît que rien n'était plus inflammable que ce bois. Au dire de M. de Denonville autant aurait valu garnir les charpentes d'allumettes soufrées. Le malheur voulait que presque toutes les maisons — toutes affirmait le gouverneur — en fussent couvertes (6).

Sans égard pour cette considération, le Conseil Supérieur,

1. V. *supra*, p. 157.

2. V. *supra*, p. 152-153.

Il y avait aussi des maisons d'habitants couvertes de cette manière. Ainsi, en 1675, la maison de Pierre Pera à la Prairie de la Madeleine (Failon. *op. cit.*, t. III, p. 317, note). En 1722, une ordonnance de M. Bégon fit défense de couvrir en chaume les maisons sises dans le fort de la Pointe aux Trembles de Montréal (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 216).

3. Kalm, *op. cit.*, p. 39, 231.

4. Le Beau, *Avantures...*, t. I, p. 72 (1729). — Kalm, *op. cit.*, p. 78-79. — *Etat présent du Canada par N. G. Boucault dans le Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1920-1921*, p. 35.

L'ordonnance du 7 juin 1727 préconisait la couverture en planches de préférence aux bardeaux (*Arrêts et règlements...*, Québec, 1855, p. 316, 317).

5. Kalm, *op. cit.*, p. 78.

V. dans P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 19, un spécimen de couverture en planches. Ici, elles sont disposées parallèlement aux pannes.

6. Denonville au ministre, 8 mai 1686 (Arch. des Colonies. C¹¹ A 8, fol. 19).

en 1688, défendit l'emploi des bardeaux tant dans la ville de Québec que dans celle de Montréal et des Trois-Rivières (1). En 1689, cette injonction fut renouvelée avec une atténuation : on exceptait les lucarnes de l'interdiction (2). On la réitéra en 1727 (3). La volonté administrative s'était clairement manifestée. Il n'y avait pas à s'y méprendre. Qu'en résulta-t-il ? En 1734, l'église des Jésuites de Québec faisait figure de rareté : elle était couverte d'ardoises, des ardoises venues de France (4). Car ce qui était bon pour les édifices civils l'était aussi pour les églises : on couvrait les uns comme on couvrait les autres, en bardeaux (5).

Kalm, au chapitre des toitures, en dehors des planches ne mentionne guère que des bardeaux (6). Il y avait bien quelques édifices dont les combles se montraient revêtus d'ardoises. Mais c'était les édifices que le botaniste suédois qualifie de publics, c'est-à-dire les couvents et les bâtiments affectés à des services d'Etat (7). Kalm assure que toutes ces ardoises étaient importées de France. De 1729 à 1733, Sarrazin et son beau-frère Hazeur avaient tenté d'exploiter leur ardoisière du Grand Etang. Expérience coûteuse, et rien de plus qu'une expérience. L'ardoise canadienne se révéla friable, inutilisable (8). On avait déjà essayé

1. Delalande, *Le Conseil Souverain*..., p. 255.

2. *Ibidem*, p. 255.

Une ordonnance de M. Dupuy, en date du 16 août 1728, autorisa les Récollets de Québec à faire réparer en bardeaux la couverture de leur église « parce qu'il n'y a pas de tuiles, ni d'ardoises dans le pays » (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances*..., t. II, p. 35).

3. *Arrêts et règlements*..., p. 316.

4. Navières, cité par Gosselin, *L'église du Canada*..., 2^e partie, p. 336.

5. P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances*..., t. II, p. 35 (1728). — Jodoin et Vincent, *Hist. de Longueuil*..., p. 209-210 (1727).

6. Kalm, *op. cit.*, p. 60, 231. Les interdictions portées contre l'emploi du bois dans les toitures ne concernaient que les villes ; elles ne s'étendaient pas aux campagnes. En 1725, deux ordonnances de M. Bégon condamnèrent les habitants du Cap Saint-Ignace à recouvrir en planches doubles le presbytère de leur paroisse (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances*..., t. I, p. 277-278, 281).

7. Kalm, *op. cit.*, p. 78.

8. J. N. Fauteux, *op. cit.*, t. I, p. 139-151.

L'ardoise ne passe pas pour avoir servi dans les constructions cana-

auparavant, pour remplacer les bardeaux de cèdre, de fabriquer des tuiles ; on l'essaya encore.

M. des Méloizes réussit à en obtenir d'excellente qualité. Mais au moment même où ses efforts aboutissaient, pour des raisons peu connues, il se découragea et abandonna son entreprise industrielle (1741) (1). Il y eut quelques toits sur lesquels on posa un revêtement de tuiles (2). Sur d'autres, de fer-blanc. Contre leur grand ennemi, le feu, les Canadiens, dès le régime français, avaient imaginé ce genre de couverture. Le Palais de l'Intendance à Québec, en son dernier état, bravait l'incendie par son toit métallique (3). A la Jeune Lorette, Kalm trouva que la flèche de l'église avait fort bonne apparence : elle était couverte de fer-blanc ; il lui sembla que l'effet dans le paysage en était assez heureux (4). Mais ces faits n'ont d'autre intérêt que celui de la curiosité. Le bardeau fut plus fort que tout, et résista victorieusement aux multiples attaques dirigées contre lui. A

diennes avant le XVIII^e siècle. Comment concilier cette opinion généralement admise avec le fait que, dès la fin du siècle précédent, il y avait à Québec et sans doute ailleurs, des ouvriers spécialisés dans ce genre de travail ? On trouve ainsi : François Jacquet dit Langevin, maître couvreur d'ardoise à Québec en 1674 (*B. R. H.*, 1902, p. 330), Pierre Gatien, couvreur d'ardoise à Québec en 1682 (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. I, p. 298, note 2), maître couvreur en 1703 (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 293. Cf. Tanguay, *Dictionnaire généalogique...* t. I, p. 255). — Pierre Dron, couvreur en ardoise à Québec en 1685 (*Ibidem*, t. I, p. 200), Louis Bardet, couvreur en ardoise en 1703 — sans domicile indiqué (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...* t. I, p. 293).

Ces couvreurs en ardoise n'auraient-ils été que des couvreurs en fausse ardoise, en bardeau ? En 1678, Pierre Gatien, déjà nommé, s'engageait à couvrir en bardeaux la maison que M. de la Martinière faisait construire à Québec (J.-E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 298, note 2). Pour tout dire, il faut ajouter que Pierre Gatien fut le père de J. B. Gatien. Ce dernier, qui était négociant à Québec, prit, en 1732, la direction de l'ardoisière exploitée au Grand Etang (J.-N. Fauteux, *op. cit.*, t. I, p. 146-149). — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 118).

1. J. N. Fauteux, *op. cit.*, t. I, p. 160-169.

2. *Ibidem*, t. I, p. 163, 167-168.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 77.

En 1730-1731, on avait essayé de le couvrir en ardoises du docteur Sarrazin (P.-G. Roy, *Notes et documents...*, p. 665-670).

4. Kalm, *op. cit.*, p. 123.

cela il y a une raison. Les Canadiens considéraient ce mode de revêtement comme le mieux adapté qui fût à leur climat (1). Ainsi qu'en maintes autres occasions, il eurent le dernier mot.

L'architecture religieuse.

Les Canadiens d'aujourd'hui auraient tort de se représenter toutes leurs églises d'autrefois comme de pauvres sanctuaires rustiques, sans intérêt, sans valeur. Les Français, qui venaient de France dans la colonie, n'en jugeaient pas ainsi. Ce qu'ils avaient sous les yeux, ils le comparaient involontairement à ce qu'ils connaissaient et la comparaison ne tournait pas toujours au désavantage de l'architecture canadienne. Déjà, en 1666, le P. Beschefer avait osé écrire de Québec : « En un mot, les églises sont ici comme dans les bonnes villes de France (2). »

En 1734, M. Joseph Navières, curé de Sainte-Anne de Beaupré, ne s'exprimait guère différemment. Dans une

1. J.-N. Fauteux, *op. cit.*, t. I, p. 162.

Au début du XVIII^e siècle, on découvrit que les toits brisés « à la marseillaise » n'étaient que des « forêts de bois ». Pour diminuer le danger d'incendie, on interdit les toits qui ne seraient pas « à deux égouts » et on réduisit la charpente en exhaussant les pignons et murs de refend. Sur ces parties de maçonnerie, on posait directement le faite et les pannes. Avec ce système, il n'y avait plus guère d'autres pièces de bois dans la couverture que le faite, les pannes, les entrails et les coyaux. On le mit en usage dès 1716, lors de la réfection de l'Intendance (P.-G. Roy, *Notes et documents...*, p. 654). Léry s'en servit également lorsqu'il la rebâtit en 1726 (*Ibidem*, p. 658-660). Cf. ordonnance du 7 juin 1727 dans *Arrêts et règlements...*, p. 316-317.

2. B. R. H., 1929, p. 335.

Il y avait alors quatre églises à Québec : la paroisse, les églises des Jésuites, des Ursulines, de l'Hôtel-Dieu (Aug. Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. I, p. 243).

En 1749, Kalm en compte quatre de plus : celle des Récollets, Notre-Dame des Victoires, les chapelles de l'évêque et du gouverneur (*op. cit.*, p. 75-76). Il aurait pu ajouter celle de l'Hôpital-Général, située en dehors de la ville.

Les termes d'église et de chapelle s'employaient indifféremment au Canada pour désigner les sanctuaires des communautés auxquels aujourd'hui semble seul convenir le nom de chapelle.

lettre à son cousin Veyssière, craignant que celui-ci n'eût une piètre opinion des édifices de la Nouvelle-France, il veillait à le rassurer : « Mon église... est une des plus belles et des mieux ornées du Canada. Tu pourrais t'imaginer que ce n'est pas grand chose ; détrompe-toi et sois persuadé que les églises paroissiales de campagne en France ne sont pas comparables à celles du pays que j'habite (1). »

Charlevoix s'était montré moins admiratif. A la cathédrale de Québec, comme du reste à l'église des Jésuites, il déniait à peu près toute beauté (2). Suivant lui, cette cathédrale sent la campagne. Pour d'autres monuments il a moins de sévérité : l'église des Pères Récollets de Québec, « grande et belle... leur feroit honneur à Versailles » (3). L'église paroissiale de Montréal « a bien plus l'air d'une cathédrale que celle de Québec » (4). Il n'y a pas jusqu'à la chapelle des frères Charon, à Montréal, qui ne lui semble « fort jolie » (5). Bougainville a qualifié de « très belle » l'église des Ursulines de Québec (6).

Des appréciations, non motivées, ne renseignent guère. Ce ne sont que des impressions. Nous avons cru pourtant devoir rapporter celles de plusieurs contemporains, parce que nous ne pouvons nous rendre par nous-mêmes un compte exact de ce qu'ils ont vu. Force nous est bien de faire appel à leur témoignage. Sans cela comment pourrions-nous juger équitablement ce qui a disparu ?

Que demeure-t-il en effet de notre ancienne architecture religieuse ? Les incendies, ce fléau chronique des monuments canadiens, ont détruit la plupart des anciennes

1. *B. R. H.*, 1899, p. 367. Cf. *Ibidem*, 1897, p. 4.

2. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 76 (1720).

3. *Ibidem*, t. III, p. 74-75 (1720).

4. *Ibidem* t. III, p. 139 (1721).

Kalm déclare de même que c'est la plus belle église de tout le Canada (*op. cit.*, p. 55).

5. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 139.

6. *Mémoire de Bougainville de 1757 dans le Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 60.

églises (1). A quelques-unes, l'invasion anglaise de 1759 a été fatale ; à d'autres, l'incurie. L'enquête menée en 1925, par la Commission des Monuments Historiques de la Province de Québec, aboutit à cette constatation que du régime français ne subsistaient plus qu'une quinzaine d'églises ou chapelles (2) ; c'est-à-dire quinze ou seize églises ou chapelles ayant conservé quelques parties de construction antérieures à 1760. Car toutes, sans exception, ont subi des modifications, des remaniements qui en ont altéré la physionomie. L'archéologie canadienne du xviii^e siècle apparaît comme une science beaucoup plus hasardeuse que l'archéologie française du Moyen-Age.

On a pourtant essayé de rechercher quels avaient été les principes de l'art de bâtir chez les Canadiens, au temps des Français. En prenant pour maîtres MM. Traquair et Carless, nous voudrions à notre tour résumer ce que l'on peut savoir actuellement sur ce sujet peu exploré, très mal connu (3).

Les plus anciennes églises en pierre, ainsi que toujours les églises des paroisses rurales furent construites d'après une formule très simple. On n'alla pas chercher bien loin le modèle. Le type adopté fut celui qui avait déjà servi pour les chapelles de bois : édifice de petites dimensions, non voûté, à nef unique, à toiture fortement inclinée, avec un

1. « Les églises du xviii^e siècle ont pour ainsi dire toutes disparu » (Carless, *The architecture of French Canada*, p. 2).

2. *Deuxième rapport de la Commission des Monuments historiques de la Province de Québec, 1923-1925*, p. vii. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...* p. v.

3. R. Traquair, *The old architecture of the Province of Québec*. Montréal, 1925. — R. Traquair et C. M. Barbeau, *The church of Saint-Famille (I. O.)*. Montréal, 1926. — R. Traquair et C. M. Barbeau, *The church of St-François de Sales (I. O.)*. Montréal, 1926. — R. Traquair et E. R. Adair, *The church of the Visitation, Sault au Récollet*. Montréal, 1927. — R. Traquair, *Old churches and church carving in the Province of Québec*. Montréal, 1928. — R. Traquair et M. Barbeau, *The church of St Pierre (I. O.)*. Montréal, 1929. — W. Carless, *The architecture of French Canada*. Montréal, 1925.

Nous avons complété l'enseignement de MM. Traquair et Carless en ayant continuellement devant nous l'ouvrage déjà cité de M. P.-G. Roy, *Les vieilles églises de la Province de Québec*.

clocher posé directement sur la charpente au-dessus du porche. Quelques églises ont un transept plus ou moins développé ; certaines n'ont pas d'abside (1).

Parfois le plan se compliquait sous l'influence de telle ou telle préoccupation esthétique, généralement une pensée d'imitation. A l'ancienne Lorette, on avait voulu reproduire la Santa Casa de la Lorette italienne (fin du xvii^e siècle) (2). Lorsque les Ursulines firent reconstruire pour la troisième fois leur chapelle, leur architecte, M. de Lajoue, s'inspira de l'ordonnance d'une chapelle parisienne, celle du collège Louis Le Grand (1715-1723) (3).

La cathédrale de Québec fut rebâtie de 1744 à 1748 sur un plan basilical : une nef et deux collatéraux (4). Elle paraît avoir été unique en son genre. Quant aux simples églises, ce qui les caractérise, c'est l'importance donnée à la façade. De toutes les parties de l'édifice, celle-là est la plus soignée (5). Façade à pignon, percée d'une porte unique.

1. La première église des Trois-Rivières, construite en 1649, par un maître charpentier, comportait des croisillons et un cul de four (*B. R. H.*, 1925, p. 192).

La chapelle de Tadoussac, a été rebâtie en 1747-1750, « c'est un modeste édifice en bois, éclairé par une rose au pignon et quelques fenêtres dans la nef, surmonté d'un campanile, coiffé d'un toit, aussi en bois, fort élevé » (Chanoine Rambure, *L'art monumental au Canada-Français* dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Québec*, vol. 6, 1912, n. 1, Comm. par M. P.-G. Roy).

A la première cathédrale de Québec — l'église commencée en 1647, terminée en 1666 — la forme en croix latine était bien dessinée (Gosselin, *L'église du Canada...*, 2^e partie, p. 127. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 1-2).

Les chevets plats se rencontrent surtout dans les chapelles des couvents (Hopital-Général de Québec), parfois aussi dans les églises paroissiales (Sault au Récollet), (Traquair et Adair, *The church of the Visitation...*, p. 13).

2. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 82 (1721) — Kalm, *op. cit.*, p. 123. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 107-110.

3. *Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 108-112. — P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 145-147.

4. P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 2-3. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 180-182. — Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 3^e partie, p. 93-100.

5. Carless, *The architecture of French-Canada*, p. 4.

Il arrivait souvent que cette porte fût couverte d'un porche en bois (1). Cette porte elle-même, on cherchait à la décorer et on y arrivait par des encadrements de pilastres surmontés d'entablements (2) ou d'appareil en bossage (3). Au-dessus de la porte s'ouvrait habituellement une rose de verre, parfois aussi deux autres fenêtres ou même plus. Assez souvent, dans la façade, étaient pratiquées deux niches — et même davantage — destinées à recevoir des statues de saints en bois (4).

Les fenêtres qui éclairaient l'église étaient cintrées comme la tradition veut que le soient les fenêtres de tous les édifices chrétiens (5).

Pour les chapelles et les sanctuaires des campagnes, six

1. Traquair, *Old churches...*, p. 3.

2. Ainsi en était-il à la chapelle de l'évêque à Québec (La Potherie, *Histoire de l'Amérique Septentrionale...*, t. I, p. 234. — *B. R. H.*, 1926, p. 291) — à la chapelle des Jésuites de Québec (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, h. t. p. 232-233) — à Notre Dame de Bon Secours de Montréal (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 29).

A la chapelle des Jésuites, la décoration de la porte faisait partie d'un ensemble : deux ordres de pilastres, superposés, occupaient la largeur de la façade. A Saint-Pierre de l'île d'Orléans, la porte principale n'a reçu aucun ornement : c'est une porte percée dans le côté sud qui est encadrée de pilastres et surmontée d'un entablement (Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Pierre...*, p. 4, 13).

3. A la chapelle des Récollets de Québec (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, h. t. p. 528-529).

4. A la chapelle des Récollets de Québec, il y avait une rose, deux fenêtres, trois niches. A celle des Jésuites, trois roses et deux niches (autant du moins qu'on en peut juger par la gravure de Short). A Notre-Dame de Bon Secours de Montréal, une rose et trois fenêtres. Au Cap de la Madeleine, il y a une fenêtre simplement (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 61). A la Pointe aux Trembles de Montréal, deux roses et deux fenêtres (*Ibidem*, p. 75). A l'ancienne chapelle des Récollets des Trois-Rivières, une rose et deux niches (*Ibidem*, p. 93). A la chapelle des Hurons de la jeune Lorette, une rose (*Ibidem*, p. 111). A Beaumont une rose et deux fenêtres (*Ibidem*, p. 131). A la Sainte Famille (I. O.) il y avait primitivement trois fenêtres (une grande et deux petites) et cinq niches (*Ibidem*, p. 177) — (Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Famille...*, p. 7 et 10). — Cf. Knox, *An historical journal.*, t. II, p. 203.

5. Brutails, *op. cit.*, p. 166.

Des fenêtres carrées ou rectangulaires avaient pourtant été percées dans les murs de quelques églises (Traquair et Barbeau, *op. cit.*, p. 7. — Traquair et Adair, *The church of the Visitation...*, p. 2).

croisées — dans la nef et le chevet — suffisaient d'ordinaire (1). Mais lorsqu'on réédifia la cathédrale de Québec (1744-1748), on y perça trente-six grandes fenêtres, ce qui la rendit « fort claire » (2).

Les clochers, montés généralement au-dessus du porche étaient de forme carrée à la base. Sur cette souche, on posait un ou deux étages à arcades de plan octogonal (3), quand ce n'était pas une flèche qui la coiffait (4). Une croix de fer fleurdelysée ou un coq — de fer également — sommait le tout (5).

A la base de leur clocher, les Jésuites de Québec avaient logé un cadran ou plutôt, à ce qu'il semble, quatre cadrans, un sur chaque face (6).

En son dernier état la cathédrale de Québec possédait un clocher plus imposant. C'était une tour attenante à l'église en avant de la façade (7).

1. Traquair, *Old churches...*, p. 3.

2. Aug. Gosselin, *op. cit.*, 3^e partie, p. 93, 103.

Pour clore les fenêtres, employait-on des vitraux ou verres de couleur ? Nous l'ignorons. Signalons pourtant qu'en 1701, au dire d'un voyageur contemporain, le cloître des Récollets de Québec était « vitré partout de vitres peintes des armes de plusieurs bienfaiteurs de cette maison » (Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. II, p. 514).

3. Notre-Dame de Bon-Secours à Montréal (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 29). — Cf. Carless, *The architecture of French Canada*, p. 4.

4. Chapelle des Récollets à Québec (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, h. t., p. 528-529).

A la baie Saint-Paul, l'église était sans clocher. On avait fixé, nous dit Kalm, une cloche en plein air sur le toit (*op. cit.*, p. 152). Peut-être avons-nous affaire ici à l'ordonnance rudimentaire dénommée clocher-pignon (Brutails *op. cit.*, p. 174).

5. P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 58, 79, 159. — Traquair et Barbeau, *The church of Saint-François...*, p. 1. — Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Pierre...*, p. 3.

Les clochers étaient de bois. Celui de la première église de la Sainte-Famille (1685) avait une couverture de chaume (Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Famille...*, p. 1).

6. Kalm, *op. cit.*, p. 75-76, 105. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, h. t., p. 232-233.

7. En 1720, chez les Jésuites de Québec ainsi qu'à la Cathédrale, le clocher était posé sur le transept. Le portail de ces deux églises était flanqué à gauche d'une tourelle carrée. La tour de la cathédrale qui ne semble pas avoir à cette époque contenu de cloches, parut très haute à Charle-

Un bâtiment annexe, la sacristie, flanquait d'ordinaire l'église et communiquait avec le chœur. Il servait souvent de chapelle. A cet effet, on y installait un autel (1).

L'église en contenait trois, le maître autel et deux autels latéraux. Sauf, lorsqu'elle était très petite, elle contenait une tribune (ou jubé), établie contre le mur de la façade (2).

L'aspect extérieur de ces temples canadiens était sévère. C'est pour l'intérieur de l'édifice que l'on avait réservé toutes les richesses de l'ornementation dont on disposait. Là — surtout au chevet — régnait, s'étalait une profusion de dorures, un luxe inouï de décoration. La sculpture sur bois en constituait l'élément essentiel. Rehaussée souvent par toutes les ressources de la polychromie. Nous en parlerons en son lieu. De même que nous parlerons des tableaux suspendus aux murs des églises. Car la peinture concourait elle aussi à leur embellissement (3).

On y voyait encore divers objets, produits des arts mineurs ou appliqués, et qui relevaient autant de l'industrie que de l'art proprement dit : des ex-voto notamment. Dans la plupart des églises, de petits navires se balançaient au-dessus de la tête des fidèles : offrandes particu-

voix (Aug. Gosselin, *op. cit.*, 2^e partie, p. 126-127). P.-G. Roy *Les vieilles églises...*, p. 2 et *La ville de Québec...*, t. I, h. t., p. 232-233.

Lors de la réfection de la cathédrale en 1744, le nouvel édifice fut pourvu d'un clocher ou beffroi et d'une tour. En 1747, une difficulté surgit à ce sujet entre Mgr de Pontbriand et son chapitre. L'évêque fit transporter d'autorité la cloche dans la tour, elle y resta (Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1908, p. 14).

MM. Traquair (*The old architecture...*, p. 4) et le chanoine Rambure (*article cité*) ont avancé qu'après 1750, les grandes églises avaient été pourvues de deux tours élevées des deux côtés de la façade. Nous n'avons rien trouvé qui justifiât cette assertion. En 1684, la fabrique de Québec s'était déterminée à faire faire deux tours carrées aux deux côtés du portail de la cathédrale. Mais une seule de ces tours « fut portée à sa perfection » (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 179-180. — Têtu, *Le chapitre de... Québec...*, dans le *B. R. H.*, 1908, p. 143).

1. Traquair, *Old churches...*, p. 3.

2. *Ibidem*, p. 2. — Cf. J.-E. Roy, *Histoire de la seigneurie de Lauzon*, t. II, p. 163. — Trudelle, *Paroisse de Charlesbourg*, p. 69.

3. V. dans Knox, *op. cit.*, t. II, h. t., p. 244-245, une vue intérieure de l'église des Jésuites de Québec en 1759.

lières ou témoignages de reconnaissance publique. Beaucoup de ces vaisseaux en réduction avaient été consacrés pour commémorer la destruction de la flotte anglaise, en 1711 (1). A Tadoussac, on vénérât une statue de l'Enfant-Jésus couché dans sa crèche : elle était en cire, et Louis XIV l'avait donnée aux sauvages de la région. La robe de satin, qui enveloppait le « bambino » semblait d'autant plus belle que, suivant la tradition, c'était Anne d'Autriche elle-même qui l'avait faite (2).

Aux voûtes de quelques églises pendaient des trophées glorieux, des drapeaux ou pavillons anglais conquis sur l'ennemi (3). Si la France leur en avait laissé le temps, nul doute que les Canadiens n'en eussent tapissé leurs sanctuaires.

L'architecture militaire.

L'historien américain Munro a donné un beau nom aux Canadiens : il les a appelés les « Croisés de la Nouvelle-France » (4). Qui dit croisé dit homme de foi. Des croisés, les Canadiens avaient l'ardeur et le zèle religieux. Ils en avaient aussi l'humeur belliqueuse. A mainte et mainte

1. *B. R. H.*, 1896, p. 59. — Abbé Charles Trudelle, *Paroisse de Charlesbourg*, p. 69.

2. P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 181-186.

3. En 1690, Jacques Le Moyne de Sainte-Hélène ayant abattu le pavillon amiral anglais, ce trophée fut porté à la cathédrale de Québec où il resta suspendu jusqu'en 1759 (Ch. de la Roncière, *Une épopée canadienne*, p. 46).

Un autre pavillon anglais fut placé cette même année 1690, à Sainte-Anne de Beaupré (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 500).

La chanoine Hazeur de l'Orme nous apprend qu'en 1748, il y avait, dans l'église de la Pointe-aux-Trembles, un drapeau ou pavillon anglais. Mais deux Pointes-aux-Trembles existaient, celle de Québec et celle de Montréal. De laquelle s'agit-il ? Le chanoine ne le dit pas (Têtu, *Le chapitre de... Québec...*, dans le *B. H. R.*, 1910, p. 361).

Cinq drapeaux avaient été pris à Chouaguen. Deux furent déposés dans l'église paroissiale de Montréal, deux, à la cathédrale de Québec et le dernier, dans l'église paroissiale des Trois-Rivières (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 263-264).

4. W.-B. Munro, *Crusaders of New-France. A chronicle of the Fleur de Lis in the wilderness*. New-Haven, 1918.

reprise, ils ont porté la guerre chez leurs voisins, Anglais ou Sauvages. Mais la guerre, l'invasion, bien souvent aussi ils les ont subies. A peine installés en Amérique, les Français avaient dû pourvoir à leur défense, protéger leur existence contre des attaques toujours possibles. Et puis, leur empire s'étendant, force leur avait été d'assurer leur domination en jetant à travers l'Amérique une chaîne de points fortifiés.

Sur les pays conquis par eux, les croisés de la Terre-Sainte ont fait peser des masses formidables de maçonnerie. Rien de pareil chez les croisés de la Nouvelle-France. Pour cela, les moyens leur manquaient. La main-d'œuvre a toujours été rare dans la colonie : quand on voulait avoir des ouvriers pour une entreprise qui sortait de l'ordinaire il fallait les faire venir de France. Par ailleurs les Indiens, — peu nombreux au demeurant, — n'avaient pas la même docilité que les populations indigènes de la Syrie, depuis des siècles habituées à servir.

Aussi longtemps que le Canada fut français, ce fut un pays pauvre. Dans leurs constructions militaires, comme dans les autres, les Canadiens visaient avant tout à l'économie.

En étudiant les matériaux qui y entraient, nous avons passé en revue les diverses espèces de fortifications en usage au Canada. Québec seul présentait un système de défense à peu près complet. A peu près. Car, en 1759, il n'était pas encore ce qu'il aurait dû être.

Pourtant, on y avait beaucoup travaillé. On en avait aussi beaucoup écrit, beaucoup parlé. Mais le gouvernement français, sauf pendant quelques années, sous Louis XIV, n'avait jamais aimé envoyer de l'argent au Canada : et il avait toujours lésiné sur les dépenses les plus nécessaires.

Le premier fort, fort de bois, celui qui n'aurait eu « d'autres sentinelles que deux vieilles femmes et un couple d'oies » (1), avait été bâti en 1620 et rebâti — rebâti en

1. R. de Gourmont, *Les Français au Canada...*, p. 75.

bois — six ans plus tard (1). En 1636, on le reconstruisit en pierre (2). Et il put durer ainsi jusqu'en 1693, où l'on réédifia ses murailles (3).

A quelle époque Québec fut-il pour la première fois entouré d'une enceinte ? C'est ce que nous n'avons pu arriver à savoir. Marie de l'Incarnation nous a raconté, en 1660, les transformations que M. d'Argenson avait fait subir à son couvent pour le convertir en fort. Jamais la panique n'avait été si grande. D'un instant à l'autre, on s'attendait à voir apparaître une armée de douze cents Iroquois. Dans ce péril extrême, les habitants de Québec, tant de la ville proprement dite que des environs, pour se mettre à l'abri, coururent se réfugier soit au Fort, soit chez les Jésuites, chez les Ursulines ou chez Mgr de Laval. A la Basse-Ville, l'on se barricada. Les sauvages chrétiens, Hurons et Algonquins, cabanèrent dans la cour des Pères (4). Les uns et les autres auraient-ils agi de la sorte s'il y avait eu alors, autour de Québec, ce qu'il y eut plus tard, une clôture de pieux (5) ? On ne trouve mention faite de travaux de défense qu'en 1690. On établit alors une palissade, et on la rempara d'épaulements de terre. Pieux et terrasses, tous ces ouvrages faits trop hâtivement, commençaient à se dégrader en 1695 (6).

Les travaux de maçonnerie — car il y en avait aussi —

1. Ernest Gagnon, *Le fort et le château Saint-Louis...*, p. 14-17.

2. *Ibidem*, p. 19.

3. *Ibidem*, p. 49-50.

4. Marie de l'Incarnation à son fils, Québec, 25 juin 1660 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 546). — Faillon, *op. cit.*, p. 393-394.

5. En 1653, M. de Lauzon en ordonnant aux Jésuites de Québec de fortifier leur maison, déclarait sans ambages que « le lieu de Québec est tout ouvert et sans défense » (M. Boucher de la Bruère, *La naissance des Trois-Rivières*, Les Trois-Rivières, 1928, p. 56).

6. Frontenac et Champigny au ministre, 10 nov. 1695, dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 288-289.

On lit dans M. Lorin, *Le comte de Frontenac*, p. 386, qu'en 1690 « les fortifications avaient été doublées en plusieurs endroits et toute la haute ville entourée de palissades ». Ceci tendrait à faire croire qu'avant 1690, la ville avait déjà été ceinte de pieux. La chose aurait besoin d'être confirmée.

présentaient également des défauts au jugement de Frontenac (1). Nous ignorons si les portes Saint-Jean et Saint-Louis, faites en 1693, se trouvaient englobées dans ses critiques (2).

Mur et palissade, un mur complété sur une grande partie du pourtour par une palissade, telle était l'enceinte de Québec en 1700. Deux ans après, on entreprit de la remplacer par une meilleure courtine de maçonnerie, continue et flanquée de bastions (3). Le tracé de ce système avait été examiné par Vauban (4). Mais en 1720, la ville n'était pas encore fortifiée régulièrement (5). Si les murailles étaient trop épaisses (6), là où il y en avait, il n'y en avait pas partout : une rangée de pieux faisait encore sur certains points toute la défense de Québec (7).

Vers 1716, on avait commencé l'exécution du plan de Léry. Ce plan était très bon, il était même si bon que les Anglais l'ont repris. Car ce ne sont pas les Français, ce sont les Anglais qui ont achevé de le réaliser (8).

Kalm vit la nouvelle enceinte en 1749 (9). On venait d'arrêter les travaux. Les choses devaient rester à peu

1. Frontenac et Champigny au ministre, *doc. cit.*, p. 289.

2. V. *supra*.

Trois portes donnaient entrée dans la ville de Québec : les portes Saint-Jean, Saint-Louis et Saint-Nicolas. La dernière avait été construite peu après les deux premières. Toutes trois furent refaites en 1720 et en 1757 (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 521-522).

3. Arch. nat. F⁵⁰ 12 liasse 3 bis.

M. O'Leary, *Les fortifications de Québec* (B. R. H., 1913, p. 309-311) recule le commencement des travaux jusqu'en 1709, ce qui est beaucoup trop tard. Ils paraissent au contraire avoir été arrêtés ladite année (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 523-524).

4. P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 526.

5. P.-G. Roy, *L'ingénieur Levasseur de Néré* dans le B. R. H., 1908, p. 25-28. — Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 78.

6. P.-G. Roy, *article cité*, p. 28.

7. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVIII^e siècle*, t. I, p. 45, note 2. — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 162 (1716).

8. Th. O'Leary, *article cité*, p. 311-314. — Garneau, *Histoire du Canada*, t. II, p. 29.

9. Kalm, *op. cit.*, p. 81.

près en cet état jusqu'à la fin du régime français (1).

De presque tous les côtés, la capitale était défendue par un mur élevé et par des bastions. Les bastions se flanquaient réciproquement. Murs et bastions, étaient soutenus par des épaulements de terre (2). Un point restait vulnérable ; la gorge qui faisait face au fleuve (3). Une autre partie restait mal défendue, par une simple palissade (4).

On a dit du bien, on a dit du mal de ces fortifications (5). Mais, en 1759, les Anglais n'osèrent pas leur donner l'assaut (6). Lors du Conseil de Guerre du 15 septembre, aucun des officiers qui opinèrent pour la capitulation n'invoqua d'autre motif que le manque de vivres (7). En 1760, Québec tint dix-neuf jours contre les Français (8).

Quatre mois plus tard, Montréal ne fit même pas mine de résister aux Anglais (9). La seconde ville du Canada

1. En 1757, M. de Léry le fils fut chargé de divers travaux qui regardaient ces fortifications : surélever les murs, fermer les poternes, établir des ponts-levis aux trois portes de la ville, etc. Nous apprenons par là qu'il y avait alors un fossé autour de la ville et un mur de contrescarpe (Ordre du M^{is} de Vaudreuil, à M. de Léry, 23 juin 1757, dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 238-239).

En 1759, on ajouta, assez précipitamment quelques défenses à cette ligne (Garneau, *op. cit.*, t. II, p. 226-227).

2. Aug. Gosselin, *Les fortifications de Québec en 1730* dans le *B. R. H.*, 1906, p. 24-25. — Franquet, *Voyages et Mémoires...* p. 202. — *Etat présent du Canada* par N. G. Boucault..., p. 35.

3. Franquet, *op. cit.*, p. 202-203.

4. Procès-verbal du conseil de guerre tenu à Québec le 15 septembre 1759 dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1922-1923*, facsimilé entre les p. 304 et 305. — Doughty, *The siège of Québec...*, t. I, h. t. p. xviii-xix (plan de Québec). — Knox, *op. cit.*, t. II, p. 210-212.

5. « L'enceinte de la ville est grande et elle est assez bien bâtie » (*Journal d'une campagne au Canada...* par L. G. de Parseau du Plessix (1756) dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 224.

« Les fortifications en sont si ridicules et si mauvaises qu'elle serait prise aussitôt qu'assiégée » (*Journal de Montcalm*, 1757, cité par Chapaïs, *Le Marquis de Montcalm*, p. 549).

« Québec, grande ville mal fortifiée » (*Mémoire de Bougainville de 1757*, dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 53).

6. Garneau, *op. cit.*, t. II, p. 256.

7. *Doc. cit.*

8. Garneau, *op. cit.*, t. II, p. 273-275.

9. *Ibidem*, t. II, p. 279-281.

avait toujours été plus mal protégée que la capitale. Ses défenses, en 1760, ne consistaient, derrière un fossé, qu'en une chemise de pierre, crenelée (1). Elles dataient de 1723 (2).

Aux Trois-Rivières, il n'y avait, en 1759, — il n'y avait jamais eu — qu'une clôture de palissades renforcée par quelques levées de terre (3).

La plupart des forts n'en pouvaient montrer davantage :

1. *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 53. — Dussieux, *Le Canada sous la domination française...*, p. 237. — Knox, *op. cit.*, t. II, p. 604-605.

2. E. Z. Massicotte, *Le coteau Saint-Louis...*, dans le *B. R. H.*, 1925, p. 264.

En 1646, M. d'Aillebout, nous dit-on, réduisit à quatre le nombre des bastions de Montréal. Il existait donc auparavant un fort plus important. Depuis quand ? Peut-être depuis 1643 (Ernest Gagnon, *Feuilles volantes...*, p. 196. — Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 59-60). En tout cas, depuis 1644, date à laquelle l'enclos de l'Hôtel-Dieu fut environné d'une forte palissade de pieux (*Ibidem*, t. I, p. 467). Le fort de 1646, de forme carrée, avait des courtines en bois et des bastions en maçonnerie (Gagnon, *op. cit.*, p. 196-197).

En 1659, devant le péril iroquois, toutes les maisons de Montréal sont transformées en autant de redoutes (Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 192). Donc pas encore d'enceinte à ce moment là. En 1682-1683, on achève de démolir le fort — ce que l'on avait commencé à faire depuis 1672 (Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 59, et III, p. 381-382). En 1685, la ville apparaît pour la première fois ceinte de pieux (*Mémoires de la sœur Morin*, cités par Marion. *Relations des voyageurs français...* p. 127). Jusqu'en 1723, il n'y eut rien de plus comme clôture (Frontenac et Champigny au ministre, 10 novembre 1695, dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 289). — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 187 (1720). — Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 138 (1721).

Le fort primitif aurait été démoli en 1682-1683 (Gagnon, *op. cit.*, p. 191, note 1). Mais on dut en rebâtir un. La Potherie a vu à Montréal « un petit fort revêtu de terrasse » (*Histoire de l'Amérique septentrionale...*, t. I, p. 339) et Charlevoix, « une assez méchante redoute » (*Op. cit.*, t. III, p. 138 (1721).

3. M. Boucher de la Bruère, *La naissance des Trois-Rivières*. Les Trois-Rivières, 1928, p. 15, 28. — Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 373-374. — La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 288.

Cette enceinte de pieux, établie en 1650-1653, comportait bastions et redoutes. En 1684, il n'y en avait plus (La Hontan, *op. cit.*, t. I, p. 15, 23). Une nouvelle palissade fut brûlée en 1752 (Franquet, *op. cit.*, p. 110), mais bientôt refaite (*Etat présent du Canada* par N. G. Boucault..., p. 43. *Mémoire de Bougainville de 1757*, p. 53).

De 1634 à 1652 (ou 1653), un petit fort avait existé aux Trois-Rivières (La Bruère, *op. cit.*, p. 28, 48-50). En 1637, il n'était encore composé que de palissades (Faillon, *op. cit.*, t. I, p. 296).

forts de pieux, constitués par de simples palissades, bastionnés ou non (1). Et c'était également des forts de pieux, les forts de seigneuries qu'à diverses reprises, il avait bien fallu construire. Le danger était partout : partout aussi devait être la défense. Jamais les Iroquois ne purent emporter aucun de ces réduits (2).

Les Sauvages fortifiaient leurs bourgs au moyen de pieux mis tout autour (3). Mais de là à conclure que les Français les ont imités serait puéril. De tout temps, les palissades ont été employées pour la défense des places, grandes ou petites : c'est le mode de retranchement le plus simple et le plus naturel. Quant aux vrais forts — forts de pièces équarries ou forts de maçonnerie — on avait combiné leur tracé de façon à les rapprocher le plus possible du carré. A Saint-Frédéric, l'enceinte enveloppait

1. Saint-Jean était un fort de pieux avec quatre bastions (*Mémoire de Bougainville de 1757*, p. 53. — V. description dans Kalm, *op. cit.*, p. 36). Les courtines de pieux étaient percées de créneaux (Franquet, *op. cit.* p. 125).

Saint-Frédéric avait des courtines de pierre (Kalm, *op. cit.*, p. 28. — Franquet, *op. cit.*, p. 66-69, 163-168). Le fort Duquesne était en bois (Bonnetons, *Voyage au Canada...* p. 106). Dans la plupart des postes, ce qu'on appelait fort c'était tout simplement une maison — celle du commandant — entourée de pieux (*Mémoire de Bougainville de 1757*, p. 54).

2. En 1660, M. d'Argenson, à Québec, M. de Maisonneuve, à Montréal, ordonnent la construction de réduits ou villages fermés (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 555-556. — Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 420). Il ne restait plus aucune trace de ces clôtures de pieux en 1685. En 1687, ordre leur en ayant été donné, les habitants, aidés par la troupe, se mettent à construire un certain nombre de réduits : enceintes de palissades, avec ou sans redoutes, bâties autour de l'église et du manoir, derrière lesquelles, en cas d'alarme, tous pouvaient venir se réfugier (P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. II, p. 166-168). — D. Girouard, *Les anciens postes du lac Saint-Louis* dans le *B. R. H.*, 1895, p. 146-148. — Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 124). Quelques-uns de ces forts subsistaient encore en 1753. Franquet les décrit comme suit : « On appelle le fort d'un village un espace contourné (*sic*) d'une enceinte de pieux en laquelle sont renfermées l'église et un nombre de maisons serrées les unes aux autres et alignées par des rues comme dans une ville » (*Op. cit.*, p. 138).

3. E.-J. Devine, *Le fort Sainte-Marie, résidence des missionnaires et des martyrs Jésuites au Canada, 1639-1649*, p. 4-5. — *Trois voyages au Canada...*, p. 257.

une redoute ou blockhaus, percée de meurtrières et de machicoulis (1). Chambly eut longtemps — depuis que M. de Beaujours, capitaine et ingénieur, l'eut rebâti en pierre (1710) — la réputation du « plus joli fort du Canada ». Franquet le considérait comme imprenable (2).

Mais, lorsque M. Pouchot eut reconstruit Niagara, et en eut fait une des meilleures places de toute la Nouvelle-France, Chambly dut lui céder le premier rang (3).

Les courtines étaient percées de créneaux (4) ; sur les fossés était jeté un pont levis (5).

Pour prendre les assaillants en écharpe, ce qui est le but de tout flanquement, les Canadiens n'ont que très rarement projeté en avant de leurs courtines des tours de forme ronde. Ce qu'ils construisaient, c'étaient ce qu'ils appelaient des bastions, tours ou bâtiments en général carrés. Ils en mettaient habituellement quatre, un à chaque angle : parfois ils en augmentaient le nombre (6). Des meurtrières, des machicoulis y étaient ménagés (7).

1. Saint-Jean était un parfait carré (Franquet, *op. cit.*, p. 125). Chambly, également (*Ibidem*, p. 169). Frontenac était un fort carré (Pouchot, *op. cit.*, t. III, p. 103).

Cf. Les plans des forts élevés par le régiment de Carignan sur le Richelieu en 1665 dans le *Catalogue illustré de l'Exposition rétrospective*, h. t. entre les p. 22 et 23.

2. *Journal de M. de Bougainville dans le Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924* p. 327. — Cf. Franquet, *op. cit.*, p. 86-88, 168-170. — P.-G. Roy, *Les Officiers d'Etat-Major...*, p. 23-24, 96. Le fort de Chambly a été restauré de nos jours. V. une reproduction photographique dans *Sur les routes de Québec*, 1929, p. 80.

3. Pouchot, *Mémoires...*, t. I, p. , et plan. — Cf. vue de Niagara en 1758 dans Knox, *op. cit.*, t. II, h. t., p. 180 181.

Sur Niagara en 1749, v. Gosselin, *Le Père de Bonnécamp*, article cité, p. 44.

4. A Saint-Jean, en 1752 (Franquet, *op. cit.*, p. 125) ; à Chambly, en 1752 (*Ibidem*, p. 86).

5. A Chambly, en 1752 (*Ibidem*, p. 86) ; à Niagara, en 1753 (Bonnefons, *Voyage au Canada...* p. 53) ; au fort Duquesne, en 1754 (*Ibidem*, p. 106).

6. Il y en avait six à Saint-Frédéric (Franquet, *op. cit.*, p. 163). Il n'y en avait que trois au fort Duquesne (Bonnefons, *op. cit.*, p. 106).

7. A Saint-Jean (Kalm, *op. cit.*, p. 36).

L'illustration du 24 septembre 1927 a publié un article de M. L. Thomas sur *La restauration d'un fort français aux États-Unis*. Ce fort, c'est Carillon. La reconstitution qui en a été faite, concorde avec la description qu'en donne le capitaine Sautai (*Montcalm au combat de Carillon...*,

On a pourtant vu au Canada des tours cylindriques : par exemple au château de Longueuil, qui était un manoir seigneurial (1), au vieux magasin du Roi à Québec (2) et au fort de la Montagne. M. de Belmont avait bâti là, vers 1683, un ouvrage de maçonnerie destiné à protéger les Iroquois qui venaient de s'y établir en mission sédentaire (3). Et l'on montre aujourd'hui deux tours rondes, tout ce qui en reste (4).

Les Canadiens ont eu d'autres tours rondes. Car, à tout prendre, les moulins à vent, ne sont pas autre chose. On en a fait au Canada un certain nombre du type traditionnel, et,

p. 35). L'ouvrage avait la forme d'un rectangle, qui présentait un bastion à chaque angle. La courtine — en bois de chêne — était percée de créneaux. Deux demi-lunes couvraient les fronts les plus exposés. Il n'existait ni fossé, ni chemin couvert.

Une lettre de Montcalm fait allusion aux « blindages » des forts de Carillon et de Saint-Frédéric (27 oct. 1758) (*Rapport sur les Archives publiques du Canada pour... 1929*, p. 75).

Dussieux a traité sévèrement nos forts ; « La plupart des forts du Canada étaient mal construits et mal situés ; ils étaient dominés par les hauteurs voisines ; les murs n'avaient que deux pieds d'épaisseur, sans terre-plein, ni fossés, ni chemin-couvert » (*Op. cit.*, p. 198, note 2). Il ne fallait pas juger de tous les forts d'après Carillon. Ainsi, à Frontenac, un échafaud en bois tenait lieu de terre-plein (Pouchot, *Mémoires...*, t. III, p. 103). A Chambly, Franquet put voir « intérieurement au pourtour des quatre côtés et sous la couverture des bâtiments... une galerie destinée pour faire feu, à la déffence de ce fort » (*Op. cit.*, p. 169).

1. V. *infra*, p. 202.

2. P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, h. t., p. 442-443. La tour de ce magasin se voyait encore en 1686 (Arch. des Colonies, E. 15. dossier Bailly).

3. Aug. Gosselin *Vie de Mgr de Laval*, t. II, p. 74.

On appelait missions sédentaires les chrétientés de sauvages convertis, installées à l'intérieur de la colonie proprement dite ou, si l'on préfère, dans les limites des gouvernements, de Québec, Montréal et des Trois-Rivières, dans l'étendue de pays divisée en paroisses et seigneuries.

4. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 5-8, et V. Morin, *Croquis Montréalais*, p. 2.

Ce fort a été connu aussi sous le nom de fort des Messieurs (de Saint-Sulpice). Les Sulpiciens étaient seigneurs de toute l'île de Montréal et par suite du territoire assigné aux Sauvages. Il ne faut pas confondre la Montagne avec le lac des Deux Montagnes. C'est dans cette dernière localité que fut établie aux *xviii*^e siècle une autre mission sauvage. Elle appartenait également aux Sulpiciens. En 1732, ils possédaient au lac des Deux Montagnes une maison bastionnée de quatre tours carrées (P.-G. Roy, *Inventaire des concessions en fief et seigneurie...*, t. V, p. 283-284).

Cf. *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1921-1922*, p. 369.

comme ils servaient pour la défense des habitants presque autant que pour leur consommation, les quelques mots que nous avons à en dire ne seront pas déplacés ici. Lorsque Maisonneuve fit construire en 1648 le premier moulin à vent de Montréal, le moulin du Fort, il eut soin d'y faire pratiquer des meurtrières (1). Tous les moulins que l'on bâtit, au xvii^e siècle, dans l'île de Montréal paraissent avoir été des redoutes autant que de simples moulins. On les destinait à protéger les colons et c'est ce qu'ils firent (2). Aux Trois-Rivières le premier moulin eut le même caractère de forteresse (1649-1650) (3). A Québec le moulin que l'on appelait le Cavalier faisait même partie, au xviii^e siècle du système défensif de la place (4).

Kalm observa qu'entre Montréal et les Trois-Rivières les moulins à vent défilaient sous ses yeux en assez grand nombre : la plupart étaient en pierre (5).

Les Canadiens regrettent aujourd'hui de n'avoir pas songé plus tôt à sauvegarder ces modestes monuments. Du régime français, il subsiste encore au Canada plusieurs douzaines de moulins à vent (6).

L'architecture civile : les éléments.

Après avoir exposé tout ce que nous avons appris à cet égard, nous ne faisons aucune difficulté pour reconnaître

1. Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 85.

2. *Ibidem*, t. II, p. 386, 460. — J. N. Fauteux, *Essai sur l'industrie au Canada...*, t. II, p. 353. — D. A. Heneker, *Seigniorial regime in Canada*, p. 77.

3. M. Boucher de la Bruère, *La naissance des Trois-Rivières*, p. 40. — Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 374.

4. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 78 (1720). — Ernest Gagnon, *Feuilles volantes...*, p. 197, note I.

5. Kalm, *op. cit.*, p. 62. A une ou deux portées de fusil de Saint-Frédéric, on avait élevé un moulin garni en haut de cinq ou six petites pièces d'artillerie (*Ibidem*, p. 29).

6. *Premier Rapport de la Commission des Monuments Historiques de la Province de Québec*, p. ix-x. Pour des reproductions photographiques d'anciens moulins, voir P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 15, 210, 296, 353 et l'*Île d'Orléans*, p. 142.

que, dans la construction de leurs églises et de leurs forts, les Canadiens n'ont pas montré une grande puissance d'invention. Simplement, ils ont cherché à résoudre les problèmes que posaient les conditions du climat, la nature des matériaux employés, la pauvreté du pays. Et ce fut suffisant pour leur faire produire des œuvres caractéristiques. Leur architecture civile ne s'est pas inspirée d'un autre idéal, c'est le même but qu'elle a poursuivi. Si là aussi, les architectes et maçons du Canada ont été originaux, c'est assurément sans l'avoir voulu. Ils ont eu le sentiment du beau, cela est indéniable. S'ils sont parvenus à réaliser l'idéal qu'ils portaient en eux, c'est parce qu'ils avaient au plus haut degré le sens de la convenance et de la proportion. Ils ont fait des œuvres robustes, bien équilibrées, remarquables par la rigoureuse adaptation de chaque membre à sa destination. La perfection ne réside dans aucun détail particulier, elle est partout, elle résulte des justes rapports que les parties ont avec l'ensemble.

Perfection, avons-nous dit. Nous ne retirons pas le mot. Les Canadiens — ces Canadiens, si peu, si mal connus en France — ont laissé, en témoignage de leur science et de leur goût, des constructions irréprochables. M. François Porché avait le droit de reconnaître dans « les lignes imposantes » du Séminaire de Québec « le style du grand siècle » (1). La simplicité des surfaces rend plus impressionnantes leurs vastes dimensions. La même majesté se trouve aux façades des autres établissements religieux de l'ancien Québec.

Mais peut-être faut-il admirer davantage encore quelques monuments moins considérables. La maison de Gannes aux Trois-Rivières nous paraît défier toute critique (2). M. P.-G. Roy ne s'est pas trompé en attirant notre attention sur la maison Drouin, à la Sainte Famille de l'Île d'Or-

1. F. Porché, *Visite aux Canadiens Français*. Les amis d'Edouard, s. d., p. 17.

2. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 74.

léans (1). C'est un type achevé d'habitation champêtre. Tout y est harmonieux, tout y est à sa place. Nulle recherche ; mais l'œil s'arrête avec plaisir sur la jolie courbe du toit pour se reporter non moins volontiers sur les fenêtres à petits carreaux et les lucarnes du comble. En dépit de la simplicité des moyens employés, le goût des connaisseurs est satisfait.

Au Canada, portes et fenêtres sont traitées très sobrement, sans aucun luxe. Aux pieds droits des entrées, on applique parfois des pilastres plats, à l'antique, qui supportent un entablement. Cet entablement, dans certains cas, forme linteau (2) et, dans d'autres, surmonte l'arc de la porte (3). Parfois, au-dessus de l'entablement, est posé un fronton (4).

Rien de particulier à dire pour la forme des fenêtres. Les combles, surtout dans les maisons de ville étaient souvent percés de lucarnes en pierre ou en bois (5). Les châssis des croisées, à petits carreaux, n'étaient pas toujours garnis de vitres (6). Dans les débuts on remplaçait le verre

1. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 290.

2. *Ibidem*, p. 4 (Séminaire de Montréal), 74 (Maison de Gannes aux Trois-Rivières), 280 (Manoir Mauvide I. O.).

3. *Ibidem*, p. 317 (Hôtel-Dieu de Québec). — P.-G. Roy, *La ville de Québec*,... t. I, h. t., p. 232-233 (Collège des Jésuites de Québec).

4. *Ibidem*, t. I, h. t. p. 232-233. — P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 4, 74.

5. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 2, 4, 11, 25, 74, 81, 291, 302, 313-314, 316-317, 320, 323, 331, 333, 345, 349.

Il n'est pas toujours facile de distinguer sur les photographies dans les parties ombrées, ce qui est en bois, ce qui est en pierre. Nous pouvons indiquer comme spécimens de lucarnes en bois celles qui sont reproduites dans le même ouvrage, p. 19, 79, 189, 197, 206, 290, 311, 350.

Au-dessus des mansardes éclairées par de grandes lucarnes régnait dans certaines constructions un grenier qui prenait jour par des lucarnes plus petites. V. *Ibidem*, p. 74, 302, 311, 314, 316.

6. V. *Ibidem*, p. 87 une fenêtre du presbytère de Batiscan avec ses vitres à petits carreaux. Ces carreaux mesuraient ordinairement huit pouces sur six (*Ibidem*, p. 80, 323). Montcalm a trouvé plaisant qu'il y eut au Canada un vitrier-colleur du Roi (Chapais, *Le marquis de Montcalm*, p. 508). Peut-être n'y en avait-il pas qu'un seul. En 1748, Denis Bredin, (ou Berdin) portait, à Montréal, le titre de vitrier du Roi (P.-G. Roy *Inven-*

par du papier (1). A la campagne, la pauvreté faisant loi, l'usage persista de ces carreaux qui n'en étaient pas (2).

Il y avait souvent double châssis (3) contre le froid. Contre le froid également, on se protégeait avec des contrevents (4).

Une ou deux cheminées surmontaient les maisons (5). Régulièrement il les fallait de pierre (6). En dépit des injonctions administratives, les cheminées de terre ne durent pas disparaître complètement.

Dans les premiers temps, on reculait devant le dur tra-

taire d'une collection..., t. I, p. 136). — Cf. Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. II, p. 223.

1. Ainsi en 1662, à Montréal, chez Lambert Closse (E. Z. Massicotte, *L'inventaire des biens de Lambert Closse* dans le *B. R. H.*, 1919, p. 30-31).

2. Kalm, *op. cit.*, p. 60, 195. — E. Z. Massicotte, *Athlètes canadiens français*, p. 9 (introduction).

3. Surtout dans la capitale, si l'on prenait au pied de la lettre le texte de Kalm : « les doubles châssis étant en usage à Québec » (*Op. cit.*, p. 79).

4. Il y en avait déjà chez Lambert Closse (Massicotte, *article cité*, p. 30-31). Autre mention de contrevents à Québec en 1716 (*B. R. H.*, 1929, p. 652), en 1730 (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 48), en 1751 (*B. R. H.*, 1902, p. 232), à Montréal en 1756 (E.-Z. Massicotte, *L'inventaire des biens de Julien Tavernier...* dans le *B. R. H.*, 1921, p. 114).

5. Vaillancourt, *Primitifs et maîtrises d'art...*, p. 2.

Lorsque les maisons avaient deux cheminées il se pouvait qu'il y en eut une de fausse, qui n'avait été mise là que pour la symétrie. Dans certaines constructions, des demeures d'habitants, une seule cheminée occupait le centre de la maison (Kalm, *op. cit.*, p. 195 — P.-G. Roy, *Vieux Manoirs...*, p. 357, appendice de M. W. Carless). Chez les Ursulines de Québec en 1642, une seule cheminée avait été construite à l'une des extrémités du couvent (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 384. Quelques maisons avaient trois cheminées (*B. R. H.*, 1902, p. 335. 1677) — deux cheminées doubles, une à chaque pignon, caractérisent nombre de maisons de la région de Montréal (Traquair, *The old architecture...*, p. 2).

6. 1688, ordonnance de M. de Champigny pour Montréal, enjoignant de construire toutes les cheminées en maçonnerie — (P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. II, p. 174-175) — 1722, ordonnance analogue de M. Bégon pour la Pointe-aux-Trembles de Montréal (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 216). — Divers arrêts et ordonnances déterminèrent les dimensions des cheminées et veillèrent à ce qu'elles fussent suffisamment exhausées au-dessus des toits (Delalande, *Le Conseil Souverain...*, p. 253-254. 1688-1689. — P.-G. Roy, *La protection contre le feu à Québec sous le régime français* dans le *B. R. H.*, 1924, p. 133-134. — *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 202-203. 1721 et t. II, p. 299. 1740. — *Arrêts et règlements...*, p. 317. 1727).

vail de faire des caves voûtées (1). Plus tard, tout au moins, dans les villes, il y en eut sous les maisons (2).

À l'intérieur des habitations les murs étaient généralement blanchis (3). Parfois on les lambrissait de haut en bas (4).

Un détail qui a bien son importance, c'est la question des cabinets. Les architectes du Moyen-Age, on le sait, s'en préoccupaient : et, pas plus qu'une autre, cette partie des édifices n'était négligée par eux (5). Bien qu'au point de vue de l'hygiène, il y ait eu un recul sérieux aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, il serait téméraire de généraliser et d'attribuer par exemple à la province les mauvaises habitudes de la Cour. La chaise percée ne supprima point partout les cabinets. Au Canada des règlements de police de 1673, de 1676 (6), un arrêt du Conseil de 1706 (7), ordonnèrent aux propriétaires et locataires de maisons d'y construire des

1. En 1650, aux Ursulines les caves n'étaient point voûtées ; un plancher en sapin les séparait seul du rez-de-chaussée (abbé Richaudeau, *Vie de la R. Mère Marie de l'Incarnation...*, Paris, Leipzig et Tournai, 1873, p. 293.)

2. Une ordonnance de M. Dupuy de 1727 enjoignit à ceux qui construisaient des maisons dans les villes d'y faire des caves voûtées (*Arrêts et règlements...*, p. 315.)

P.-G. Roy, *Vieux Manoirs...*, p. 312, 322. — *Journal du Siège de Québec...*, p. p. Aegidius Fauteux dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1920-1921*, p. 215. — *Catalogue of the château de Ramezay*, p. 4.

3. A Québec, Kalm, *op. cit.*, p. 79. Ils pouvaient être badigeonnés de diverses couleurs. Kalm (*Ibidem*, p. 100) observe que la salle de couture à l'Hôpital-Général est « bien peinte ».

4. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 80, 83-86, 303. Boisées en bois de pin, parce que c'était le bois le plus employé pour les cloisons intérieures (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 328 (1640) et 384 (1644). — Couillard-Després, *Histoire de... Saint Ours*, t. I, p. 56 (1672). — *B. R. H.*, 1902, p. 335 (1677). — P.-G. Roy, *Les conflagrations à Québec sous le régime français* dans le *B. R. H.*, 1925, p. 101 (1713).

5. Brutaills, *op. cit.*, p. 227.

6. P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 135, 192. — E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits... conservés dans les archives du Palais de Justice de Montréal (Mémoires de la Société Royale du Canada, 3^e série, vol. XI, 1917, sect. I, p. 156)*. Le règlement de 1676 faisait d'ailleurs une exception et admettait qu'il pouvait être impossible de construire des « privés » dans certains immeubles.

7. Delalande, *Le Conseil Souverain...*, p. 247-248,

latrines. Ainsi disait-on alors. Il paraît qu'on se soumit petit à petit à cette exigence. Pourtant en 1710, le Conseil Supérieur accorda des attermoiements pour le cas où il y aurait force majeure, impossibilité matérielle d'établir des lieux d'aisances (1). Pareilles dispositions ne furent que trop bien entendues. En 1735, Lanoullier de Boisclerc, grand-voyer, craignait, pour Québec, l'infection qui pouvait résulter dans les voies non pavées de la Basse-Ville de l'amas des boues et des vidanges : car on jetait tout à la rue (2).

L'architecture civile : les couvents.

Les premiers couvents du Canada ne se différenciaient en aucune manière des autres maisons. Pauvreté, exigüité étaient alors des traits communs à toutes les constructions de la Nouvelle-France. C'était leurs vraies caractéristiques. Les lettres de Marie de l'Incarnation nous édifient à cet égard. « Pour tout logement, écrit-elle en 1640, nous n'avons que deux petites chambres qui nous servent de cuisine, de réfectoir, de retraite, de classe, de parloir, de chœur... » (3). Pénible épreuve. Ce fut un beau jour pour

1. R. du Bois-Cahall, *The Sovereign Council of New-France*. New-York, 1915, p. 242.

2. *Ibidem*, p. 241.

Une lettre de la mère Duplessis de Sainte-Hélène de 1734 contient une allusion aux « lieux communs » de l'Hôtel-Dieu : l'eau qui y passait, ayant tari, par suite d'une grande sécheresse, ils dégageaient une mauvaise odeur qui incommodait les religieuses (*Nova Francia...*, vol. IV, 1929, p. 245). Au Séminaire de Montréal, les « lieux » étaient séparés de la maison par une galerie (Arch. Nat., K. 1232, n° 45).

Franquet a constaté la présence de latrines au fort Chambly (*Op. cit.*, p. 87).

Nous ne parlons pas des escaliers. La plupart n'avaient certainement rien de remarquable. Celui de la maison Messier, qui remonte au XVIII^e siècle, ressemble assez à une échelle (P.-G. Roy, *Vieux manoirs...*, p. 24). Le grand escalier de l'évêché de Québec devait constituer une exception : il occupait, à lui tout seul, un pavillon d'angle, « couvert en forme d'impériale » (La Potherie, *Histoire de l'Amérique Septentrionale...*, t. I, p. 234).

3. A une dame de qualité, 3 septembre 1640 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 328).

les Ursulines que celui où elles purent sortir de leur affreux « petit trou » (1). Le 21 novembre 1642, elles prenaient possession de leur nouvelle demeure (2).

Si nous voulons savoir en quoi consistait cette maison, « la plus belle et la plus grande qui soit en Canada », il n'y a qu'à le demander à la Mère de l'Incarnation, elle nous le dira très volontiers. Cette maison « toute de pierres » — mais nous connaissons la valeur des termes, de celui-ci en particulier — cette maison mesurait 92 pieds de longueur sur 28 de largeur; elle avait « trois étages », c'est-à-dire deux, le rez-de-chaussée comptant alors pour un étage. Les cellules se trouvaient au milieu du bâtiment, « faites comme celles de France »; le dortoir des pensionnaires, à une extrémité du couvent (3). Tout cela brûla en 1650 (4).

Le monastère qui remplaça — en 1652 — celui de 1642 avait de plus vastes dimensions : 108 pieds de long sur 28 de large. Marie de l'Incarnation révèle à son fils et non sans fierté, semble-t-il, que les Ursulines ont maintenant des parloirs de 30 pieds de long sur 24 de large (5).

Hélas! les religieuses n'avaient pas fini d'essuyer des incendies. En 1686, elles sont encore éprouvées par le feu (6). Les bâtiments réédifiés, à la suite de ce dernier sinistre, ont duré : ils forment la partie la plus ancienne du couvent actuel des Ursulines. Charlevoix les déclare, en 1720, « proprement et commodément logées » (7). C'est peu. Il y aurait eu mieux à dire. Mais Charlevoix était peu sensible aux beautés de l'architecture et particulièrement de l'architecture canadienne.

1. A une religieuse de la Visitation, 4 septembre 1640 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 337).

2. Abbé Richaudeau, *Vie de... Marie de l'Incarnation...*, p. 226-227.

3. A son fils, 26 août 1644 (*Op. cit.*, p. 384).

4. Richaudeau, *op. cit.*, p. 293-302.

5. 13 septembre 1651 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 137). La reconstruction ne fut achevée qu'en 1652 (*Ibidem*, p. 459).

6. P.-G. Roy, *Les conflagrations à Québec sous le régime français dans le B. R. H.*, 1925, p. 74-76.

7. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 75.

Il paraît avoir regardé davantage l'Hôpital-Général. Ce qu'il en dit prouve que cette fois, il a été forcé d'admirer : « C'est la plus belle maison du Canada et elle ne déparerait point nos plus grandes villes de France » (1). Rien de plus exact. En vérité, il aurait fallu se montrer bien exigeant pour ne pas trouver de la grandeur aux lignes sobres et majestueuses de ces constructions. Kalm, d'un seul mot, en exprime encore plus. « Le couvent à distance paraît comme un palais (2). »

L'Hôtel-Dieu de Québec, lui aussi, était un bel édifice. Commencé en 1644 (3) et agrandi en 1654-1658, puis en 1672 (4) et en 1695-1698 (5) il présentait, comme l'Hôpital-Général, une longue série de bâtiments à deux étages dont un sous les combles. Kalm qui, par une faveur toute spéciale du comte de la Galissonnière, pénétra à l'intérieur du couvent nous l'a décrit avec cette minutie en quelque sorte photographique qu'il apportait à toutes ses observations. Suivons-le. Le couvent est « divisé... en longs corridors sur lesquels donnent, de chaque côté, des cellules, des salles et des chambres. Les cellules des religieuses sont au troisième [lisons : au second]... Dans l'étage du milieu, il y a des chambres où elles passent la journée ensemble, la salle de couture surtout qui est spacieuse », le noviciat, l'infirmerie, le réfectoire. « Adossée à cet édifice est l'église... Il y a encore nombre de salles et de chambres dont je ne me rappelle plus la destination. L'étage inférieur contient la cuisine, la boulangerie, les dépenses, etc. Dans les greniers, on conserve les grains et fait sécher le linge. L'étage du milieu est entouré d'une galerie où les religieuses ont la liberté d'aller

1. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 77 (1720).

2. Kalm, *op. cit.*, p. 114.

Le couvent des Récollets (devenu en 1692 l'Hôpital-Général) avait été bâti en 1671, et augmenté en 1677. Divers bâtiments furent ajoutés en 1710 et 1736 (*Tableau chronologique des principaux faits touchant l'histoire de l'Hôpital-Général de Québec* dans le *B. R. H.*, 1927, p. 457-459).

3. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 52-53.

4. *Ibidem*, p. 98-100, 102, 111, 212.

5. *Ibidem*, p. 365-367.

prendre l'air » (1). L'hôpital — ou partie affectée aux malades — constituait un bâtiment distinct dans l'enclos de l'Hôtel-Dieu. Kalm l'inspecta comme le reste. Après avoir bien regardé autour de lui, il ne put que rendre hommage à son excellente organisation. En dehors de quelques chambres particulières (2) et de la pharmacie, tout l'espace était occupé par deux grandes salles. Elles contenaient « deux rangées de lits de chaque côté. Les lits près du mur sont entourés de rideaux ; les autres n'en ont pas. Les couchettes sont à deux ou trois verges de distance les unes des autres et entre chacune d'elles il y a une petite table. Les dortoirs sont chauffés avec d'excellents poêles en fonte et de nombreuses croisées y laissent pénétrer la lumière » (3).

L'Hôtel-Dieu subsiste en partie (4). Mais le Collège des Jésuites n'est plus. Il n'en restait que des ruines après le bombardement de 1759. Comme beaucoup d'autres, ces ruines ont péri.

Heureusement pour nous, Kalm l'a visité ; cet homme a voulu — et il a su — voir tout ce qui pouvait, tout ce qui devait être vu au Canada en juillet, août et septembre 1749.

Le Collège des Jésuites — c'est-à-dire leur résidence de Québec — qui, suivant Charlevoix, déparait la ville en 1720 (5) avait été rebâti en ou vers 1725, rebâti avec magni-

1. Kalm, *op. cit.*, p. 99-101.

2. On mettait dans des chambres séparées ceux dont l'état demandait le plus de soins, afin d'empêcher qu'ils ne fussent incommodés par le bruit (Kalm, *op. cit.*, p. 102). Plusieurs étaient réservées aux prêtres et officiers malades (P.-G. Roy, *Les conflagrations à Québec...*, p. 102).

3. Kalm, *op. cit.*, p. 102.

4. En 1755, un incendie consuma presque tous les bâtiments de l'Hôtel-Dieu. L'hôpital seul fut épargné (P.-G. Roy, *Les conflagrations...*, p. 102).

De 1756 à 1757, on reconstruisit l'Hôtel-Dieu (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 253-254).

5. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 75. Pourtant, tel quel il aurait coûté 400.000 livres d'après les Mémoires de M. de la Salle sur le Canada (Arch. Nat., K 1232, n° 1, p. 35. Cf. p. 109. Mémoire de la conduite des Jésuites au Canada). Mais ces mémoires sont forts sujets à caution. C'est en 1648 qu'on l'avait rebâti une première fois.

ficence. Cet « immense carré » avec sa cour intérieure, ses « murs larges et solides », son « aspect massif » était « destiné dans la pensée des fondateurs à durer des siècles » (1).

Comme l'on ne peut faire de rapprochements qu'avec ce que l'on connaît, le curé Navières le déclare « sans comparaison plus beau et beaucoup plus grand que celui... de Limoges » (2). A Kalm, il rappelle quelque chose de mieux : « on dirait un vrai palais... ; il ressemble au nouveau palais de Stockholm » (3).

Comme l'Hôtel-Dieu, comme l'Hôpital-Général, comme les Ursulines, le collège présentait une façade de deux étages — sans compter le grenier. Tant au dehors qu'à l'intérieur, l'apparence en était superbe. Trois cents familles auraient pu s'y loger à l'aise ; et cependant, en 1749, il n'abritait que vingt Jésuites. Ces chiffres, c'est Kalm qui les donne. Nous les laissons sous sa responsabilité. Ce botaniste aimait l'exactitude, jusqu'au scrupule. Mais, pour le besoin et le plaisir d'une antithèse il pourrait bien avoir été une fois moins exact que d'habitude.

Le Collège proprement dit — ou quartier des élèves — formait une aile séparée. Dans la maison des Pères, on avait suivi, pour chaque étage, la même disposition qu'à l'Hôtel-Dieu et aux Ursulines : un corridor sur lequel donnaient toutes les pièces (4). Ordonnance très simple, mais la mieux adaptée qui soit à une société de gens vivant en commun et la plus logique, pour qu'ils se gênent le moins possible les uns les autres (5).

1. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. I, p. 224. Cf. P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 83-85 et le *B. R. H.*, 1929, p. 335.

2. Cité par Aug. Gosselin, *l'Eglise du Canada...*, 2^e partie, p. 336.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 105.

4. Cf. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 315.

5. En 1720, la maison des Récollets, à Québec, était « grande, solidement bâtie, commode ». Du moins parut-elle à Charlevoix (*Op. cit.*, t. III, p. 75).

Vingt ans auparavant La Potherie avait témoigné beaucoup d'enthousiasme pour l'établissement des frères Charon à Montréal. « La maison

Les édifices civils : édifices privés.

Québec n'absorbait pas toute la vie intellectuelle et artistique du Canada. Mais c'était dans la capitale que les étrangers trouvaient rassemblés le plus d'objets dignes de leur admiration. Là les couvents étaient plus beaux qu'ailleurs (1) et les autres monuments, plus grandioses. Il y avait certainement du luxe à Montréal. Les grosses fortunes n'y étaient pas rares ; et les marchands dépensaient largement. Mais c'est à Québec qu'il fallait venir si l'on voulait vivre « à la mode de Paris » (2). On vivait néanmoins dans les autres villes canadiennes et même en dehors des villes. Nous voudrions reconstituer le cadre de ces existences d'autrefois. L'aspect que les maisons présentaient au dehors, point n'est besoin de l'imagination pour l'évoquer (3). Bien des témoins du XVIII^e siècle fran-

des frères hospitaliers que l'on pourroit appeler en Canada un palais, si elle étoit finie, est le plus beau bâtiment que l'on y voye », à Montréal (*Op. cit.*, t. I, p. 342).

Le trait distinctif de ces couvents, au point de vue architectural, c'était la sobriété, la sobriété dans la majesté. Aux façades, aucun ornement, si ce n'est parfois une niche pour loger une statue et, sur le toit, un clocheton (Carless, *The architecture of French Canada*, p. 2). Cf. Traquair, *The old architecture of the Province of Québec*, p. 2-3. — Kalm, *op. cit.*, p. 114. — Knox, *op. cit.*, t. II, p. 203.

1. Cependant Kalm trouva que les Récollets, à Montréal, avaient un établissement « spacieux » ; les Jésuites, un collège « petit mais bien bâti » (*Op. cit.*, p. 55).

2. *Lettre du curé Navières...* dans la *Revue Canadienne*, 1886, p. 30, (1734). — *Journal d'une campagne au Canada...* (1756) par Louis-Guillaume de Parscau de Plessix, dans le *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 224.

3. A part la maison des Jésuites à Sillery, il ne reste guère au Canada d'édifices privés construits au XVII^e siècle. Ce devait être des bâtisses très modestes. Les renseignements fournis par Marie de l'Incarnation nous en donnent la certitude. Quand toute une communauté de religieuses était si chétivement installée, comment une famille de simples particuliers aurait-elle pu être moins à l'étroit ? Cependant Asseline de Ronval, qui vint au Canada en 1662, résume ainsi ses impressions sur Montréal : « Les maisons, quoyque en petit nombre, ne laissoient pas d'estre belles, spatieuses et agréables. Celle de M. Le Moine... surpassoit toutes les

çais subsistent encore, de pierre et de bois. Il n'y a qu'à les regarder (1). En général, elles n'ont qu'un étage, ces demeures, un étage construit sous les combles (2).

Presque toujours, elles sont beaucoup plus longues que hautes. La plupart ont un air de famille incontestable. Cela tient à l'ordonnance uniforme (3).

La recherche de la symétrie à toujours préoccupé les architectes et maçons canadiens. Ils veillaient d'ordinaire à ce qu'il y eut le même nombre d'ouvertures au rez-de-chaussée et à l'étage. En toutes choses, ils avaient le goût de la pondération, de l'équilibre. Ils l'appliquaient aux détails de leur métier. Si la maison bâtie par eux n'avait besoin que d'une cheminée, construite au-dessus d'un des pignons, sur l'autre pignon, ils en élevaient une seconde, cheminée sans utilité, qui ne servait à rien, mais qui répondait à la première et lui faisait pendant (4).

autres » (*Rapport sur les archives publiques du Canada pour 1928*, p. 32). Et la Hontan, en 1684, a vu aux Trois-Rivières des habitants « forts riches et logez magnifiquement » (*Op. cit.*, t. I, p. 23). D'ailleurs, suivant lui, « tout le monde y est bien logé » [au Canada] (*Ibidem*, t. I, p. 12). Déclarations qu'il convient d'accueillir avec une forte dose de scepticisme, à moins qu'on ne se dise que tout est relatif, et que ces auteurs ont sous-entendu : spacieux, magnifique pour le Canada.

1. C'est aux environs de Québec et dans l'île d'Orléans que l'on peut voir les plus anciens échantillons d'architecture domestique.

2. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, passim. Les maisons de la Haute-Ville n'ont généralement qu'un étage, dit Kalm (*Op. cit.*, p. 78). Certaines même n'en avaient pas (*Avantures du sieur C. Le Beau...* t. I, p. 75) (1729).

La Hontan, en 1684, Le Beau en 1729 ont vu des maisons à deux étages à la Basse-Ville de Québec (La Hontan, *Nouveaux voyages...*, t. I, p. 15-16. Le Beau, *op. cit.*, t. I, p. 72).

3. M. Traquair (*The old architecture...*, p. 2) croit pouvoir établir qu'il y eut deux types de construction : le type québécois et le type montréalais ; ce dernier, en usage également dans la région des Trois-Rivières. La saillie du toit, qui forme auvent, caractériserait le type québécois. Le trait distinctif du type montréalais serait, avec le petit mur qui relie les deux cheminées de chaque pignon, le coupe feu, parapet ou chaperon de maçonnerie qui dépasse le rampant de ces pignons. Disposition empruntée aux maisons de ville ; elle y servait de sauvegarde contre l'incendie.

4. Carless, *The architecture of French Canada*, p. 3.

Très rarement dans le plan habituel introduit-on quelque variété comme chez les Marchand de Ligneris, à Montréal, où un corps de logis principal s'augmente de deux ailes (1). Revenaient-elles en équerre de façon à former une petite cour ? Nous l'ignorons. La maison de M. Nicolas Lanoullier, conseiller au Conseil Supérieur, présentait cette disposition, assez peu accentuée, du côté opposé à la rue (2).

A Montréal, Kalm fit une observation qu'il jugea bon de consigner sur son journal : devant les maisons les plus importantes, de chaque côté de la porte qui donnait sur la rue, on avait placé des bancs. On venait s'y asseoir pour causer, matin et soir (3).

Dans la mesure où cela se pouvait, on évitait d'ouvrir des baies, portes ou fenêtres, qui eussent regardé le nord (4). Se garantir du froid, n'était-ce pas, pour les colons, la préoccupation primordiale ?

Au xvii^e siècle, un autre danger les menaçait presque constamment : l'Iroquois. Dans les villes, aux champs les murs des habitations se perçaient de meurtrières (5).

Car il n'y a pas d'architecture spéciale à la campagne.

1. xviii^e siècle. Cette maison est surtout connue sous le nom de Près-de-Ville (*B. R. H.*, 1925, p. 150).

2. Construite probablement avant 1737 (*B. R. H.*, 1902, p. 227).

3. Kalm, *op. cit.*, p. 55.

Les habitants des villes aimaient avoir devant leur porte un perron de bois. L'ordonnance de M. Dupuy de 1727, que nous avons déjà citée, édicta que, lorsque les maisons n'auraient pas de caves voûtées, ces perrons ne devraient pas avoir plus de trois marches (*Arrêts et règlements...*, p. 315). En 1753, Franquet trouvait qu'il y avait encore beaucoup trop de ces escaliers dans les rues de Québec. Certains mêmes étaient à deux rampes. Il aurait voulu les réduire uniformément à la hauteur de trois marches (*Op. cit.*, p. 210).

4. J.-E. Roy, *Histoire de la seigneurie de Lauzon*, t. I, p. 63.

5. J.-E. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 63.

En dépit des efforts, tant de la Cour que du gouvernement colonial, pour rassembler la population, et parce que chaque habitant préférait vivre sur son bien, les habitations demeurèrent toujours éparses le long du fleuve, séparées les unes des autres par une distance d'environ quatre arpents (Salone, *La colonisation de la Nouvelle-France*, p. 191. — Kalm, *op. cit.*, p. 60-61. — *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 64).

Maisons des villes et maisons des champs ont été bâties par les mêmes maçons pour répondre aux mêmes nécessités. On ne peut même pas dire que la présence ou l'absence d'un étage les différenciât. Il y en avait d'ordinaire aux demeures des citadins ; mais les habitants eux aussi utilisaient parfois leurs combles pour y faire des logements (1).

Les manoirs sont des maisons un peu plus vastes. Ils ne ressemblent guère à des châteaux de France, tandis qu'ils ressemblent beaucoup à des habitations du Canada (2).

Mettons à part Longueil, Portneuf, Samos. Longueil avait quatre tours rondes, une à chaque angle, qui lui conféraient l'aspect d'une maison-forte française du xiv^e ou du xv^e siècles (3). Portneuf, édifié avant Longueil, l'avait été par René Robineau avec « toutes les marques de noblesse et seigneurie » (1681) (4). Ces marques de noblesse comprenaient-elles des tours ? C'est douteux (5). En revanche, lorsque Mgr Dosquet fit construire, en 1732, sa maison de

1. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 2, 11, 12 (maisons de Montréal), 74 (maison des Trois-Rivières), 302, 311 (maisons de Québec, 19, 23, 92, 95, 140, 189, 191, 222, 253, 261-263, 266, 278, 284, 287, 289-290, 294-295, 323, 331, 335, 343-345, 349-350 (maisons d'habitants). — Cf. *Histoire de... Champlain*, t. I, h. t. p. 368-369.

Généralement, les maisons d'habitants, au-dessus du rez-de-chaussée, n'avaient qu'un grenier (Traquair, *The old architecture ...*, p. 2).

P.-G. Roy, *L'Ile d'Orléans*, p. 139-143, 190, 245-246, 252, 266, 268, 270-271, 283-285, 296.

Dater avec exactitude une maison canadienne est souvent difficile. Sous le régime anglais, on a continué à construire de la même manière que l'on construisait sous le régime français.

2. P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 135, 197-199, 207, 280.

3. Lettre d'érection en baronnie de la terre de Longueil (1700) dans P.-G. Roy, *Lettres de noblesse, généalogies...*, t. I, p. 270.

Cf. Frontenac et Champigny au ministre, 15 oct. 1698, dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 376.

V. une gravure représentant le château de Longueil en ruines dans Jodoïn et Vincent, *Histoire de Longueuil...* en frontispice.

4. P.-G. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 98 (Lettres d'érection en baronnie de la seigneurie de Portneuf, 1681).

5. Cette circonstance n'aurait pas été négligée dans un acte où sont relevées avec soin toutes les particularités propres à faire valoir l'importance du seigneur et de la seigneurie de Portneuf.

Samos, il eut soin de la pourvoir de quatre tourelles d'angle (1).

La plupart des manoirs, avons-nous dit, n'étaient que des habitations, pareilles à celles qui les entouraient, un peu plus grandes simplement (2). Avantage qu'elles partageaient avec les presbytères (3).

Maisons d'habitants et maisons de seigneurs comportaient des dépendances : grange, étable, écurie — parfois une laiterie, une bergerie et un fournil ou boulangerie (4).

1. Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 2^e partie, p. 64, note.

Le château Ramezay, à Montréal, s'orne aussi d'une tourelle ; mais elle n'est pas ancienne ; c'est une addition relativement récente, assez heureuse, il faut le reconnaître (Traquair, *The old architecture...*, p. 2). Construite en 1705-1706 par Claude de Ramezay, gouverneur de Montréal, cette demeure fut vendue en 1745 par ses héritiers à la Compagnie des Indes (P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 1, 3. — *Catalogue of the château de Ramezay*, p. 3-4. — Le P. Sixte Le Tac, *Histoire chronologique de la Nouvelle-France...*, p. 260-261 (appendices).

2. Dimensions de quelques manoirs : Saint-Ours (v. 1672), 50 pieds de long sur 18 de large (Couillard-Després, *Histoire... de Saint-Ours*, t. I, p. 56). — La Pérade (1673) 30 sur 26 (P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 89). — Contrecoeur (1723) 50 pieds de long (Arch. des Colonies, G¹ 450, fol. 113-115). — Varennes (1723), 35 sur 24 (Renaud, *Les origines économiques du Canada...*, p. 412). — Vincelotte (1724), 50 sur 22 (*Ibidem*, p. 412). — Beauport (1725), 60 sur 40 (Arch. des Colonies, G¹ 451, fol. 900). — Champlain (1738) 35 sur 25 (*Histoire de... Champlain*, t. I, p. 414). — La Rivière du Sud (1740), 48 sur 25 (Couillard-Després, *Histoire de... la Rivière du Sud...*, p. 180).

S'il faut en croire M. Renaud (*Op. cit.*, p. 412), les maisons d'habitants n'auraient en général mesuré que 20 pieds sur 38.

3. Le presbytère était d'ordinaire, avec le manoir, la plus belle maison de la paroisse. On a des ordonnances de 1715, 1720, relatives aux presbytères de Lotbinière, de Bécancour, de Saint-Nicolas de Lauzon (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 149, 155, 193, 201). Mais après 1727 (la fixation des paroisses est de 1721), qu'il s'agisse de la construction ou de la réparation de presbytères, ce genre d'ordonnances se multiplie. Nous ne pouvons songer à les citer toutes. Auparavant les missionnaires logeaient chez les seigneurs, ou même chez les habitants (Couillard-Després, *Histoire... de la Rivière du Sud...*, p. 138. — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 111, 1732). — L'ancien presbytère de Batiscan « est peut-être la vieille maison la mieux conservée du Canada ». Cette maison, qui date du XVII^e siècle, servait aussi de manoir, les Jésuites possédant la seigneurie de Batiscan (P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 80).

4. V. les ouvrages et documents cités plus haut aux pages indiquées et aux suivantes : Renaud, *op. cit.*, p. 413, 415. — Couillard-Després, *His-*

Voilà pour l'extérieur. Mais l'intérieur de ces habitations, peut-on espérer arriver à s'en faire une idée ? Les descriptions que l'on trouve insérées dans les actes notariés sont bien sèches.

La maison de M. Péan était réputée, à la fin du régime français, comme « la meilleure de la ville de Québec » (1). Elle avait été bâtie avant 1705 ; mais M. Péan, aide-major de Québec, qui l'avait achetée en 1750, avait aménagé le dedans — aménagé et embelli — à son goût et au goût de sa femme (2). Le signalement que nous fournit une annonce de 1764 ne nous aide guère à nous représenter l'état des lieux. Cet hôtel, assis en la ville de Québec, rue Saint-Louis, aurait consisté « en un corps de logis à rez-de-chaussée composé d'une salle, quatre chambres, deux cabinets, une cuisine, un grenier avec différents appartements logeables, un second grenier sans appartement, avec voûte d'un bout à l'autre, glaces, trumeaux et les tableaux placés au-dessus des portes, cour, hangar, écuries, remises, pigeonnier, glacière, citerne et jardin (3). »

Une salle, est-il dit, dans l'annonce. Cette pièce devait servir à la fois de salle à manger et de salon. Mais un salon, qui n'en était pas un, ce n'eût pas été beaucoup, ce n'eût pas été assez pour M^{me} Péan. Elle avait aussi sa « grande

toire de Sorel, p. 93-106 (1724). — *Histoire de... Champlain*, t. I, p. 415-428 (1738). — Couillard-Després, *Histoire... de Saint-Ours*, t. I, p. 229-243 (1745).

« Les dépendances en bois... couvertes en chaume » (Kalm, *op. cit.*, p. 60, 231). Les laiteries étaient d'ordinaire construites en pierre (P.-G. Roy, *Vieux Manoirs...*, p. 234, 258).

1. L.-G. de Parscau du Plessis, *Journal d'une campagne au Canada...*, p. 224.

Pourtant d'après M. Roy (*La ville de Québec...*, t. II, p. 243-244), le citoyen de Québec le mieux logé, à cette époque, fut probablement le munitionnaire-général Cadet.

2. P.-B. Casgrain, *La maison d'Arnoux où Montcalm est mort* dans le *B. R. H.*, 1903, p. 9-11.

3. P.-B. Casgrain, *article cité*, p. 41, 69.

Les riches Canadiens avaient chez eux des glacières qui leur servaient à conserver la bière et la viande. Habituellement bâties en pierre, elles se trouvaient dans les celliers des maisons (Kalm, *op. cit.*, p. 176).

chambre de compagnie » vraisemblablement toute en glaces et en tableaux, fixés les uns et les autres dans les boiseries (1). Entre ces murs, si joliment décorés, a défilé, au couchant de la domination française, tout ce qui, pour une raison ou pour une autre, comptait alors dans la société de Québec.

C'était l'indice d'un grand luxe que de pouvoir consacrer une pièce à ses relations. Ce luxe-là, François Martel de Brouage l'avait dans son lointain commandement du Labrador (2). Qui dit Français dit sociabilité. Et M. de Brouage s'était installé de manière à pouvoir offrir une large hospitalité à ceux que leurs fonctions ou leurs affaires auraient amenés dans ces parages. Dans la maison, qu'il avait fait bâtir, où il paraît avoir résidé de 1718 à 1759, on ne comptait pas moins de sept à huit chambres à coucher ; on trouvait une salle à manger, une grande chambre ou salon (3). Mais combien de demeures auraient pu se comparer à celle de M. de Brouage dans l'intérieur même de la colonie ? Bien peu assurément.

Dans l'ancien Canada comme dans la vieille France, la salle tenait une grande place : on y prenait les repas, on y travaillait, on y recevait (4). Homme ou femme, on recevait aussi les visites dans sa chambre à coucher (5).

Les maisons qui ne contenaient que quatre pièces — et

1. P.-B. Casgrain, *article cité*, p. 40.

2. Ce que les Canadiens désignaient alors sous le nom de Labrador, c'était la côte nord du golfe Saint-Laurent — ainsi encore appelée dans le langage populaire (Ernest Gagnon, *Louis Jolliet...*, p. 213-214).

3. P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 4^e série, p. 73-77.

4. Chez M. Cugnet, — en dehors de plusieurs chambres et cabinets —, les seules pièces désignées avec des noms spéciaux, sont une cuisine, une salle, deux bureaux (dont un pour son commis) et une bibliothèque.

5. Arch. Nat. K 1232, n^o 1 (Mémoires de M. de la Salle), p. 61-64. Allusion y est faite à une visite que, peu après son arrivée à Québec (1667), La Salle aurait rendue à M^{me} Bazire dans sa chambre.

Au manoir de Lauzon, c'est dans sa chambre à coucher qu'Étienne Charest (mort en 1734) recevait ses censitaires et sans doute tous ceux qui le venaient voir (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 132-133).

Cf. pour les maisons d'habitants, Kalm, *op. cit.*, p. 195.

même moins — au rez-de-chaussée, étaient de beaucoup plus nombreuses que les autres. Et encore était-ce là de bonnes, de très bonnes maisons canadiennes (1).

On aurait tort, suivant nous, de vouloir retrouver dans les habitudes et les procédés des maçons de la Nouvelle-France la trace directe d'influences ancestrales. C'est faire fausse route que de s'imaginer qu'ils ont cherché à bâtir au Canada comme l'on bâtissait en Normandie ou en Poitou. Avant tout ils devaient s'accommoder des conditions naturelles de leur nouvel habitat, et tirer parti — le meilleur

1. Vaillancourt, *Primitifs et maîtrises d'art...*, p. 1-2. — Renaud, *Les origines économiques du Canada...*, p. 412-413.

Une maison construite par Nicolas Juchereau de Saint-Denis ne consistait qu'en deux chambres, haute et basse (D. Heneker, *Seigniorial regime in Canada*, p. 385, 1667).

Le manoir de Louis Couillard de Lespinay, seigneur de la Rivière du Sud, ne paraît avoir contenu, en 1678, qu'une cuisine, une chambre et un grenier (*B. R. H.*, 1915, p. 117-122).

En 1690, Pierre de Saint-Ours, capitaine du détachement de la marine, passe un marché avec un maçon pour se faire bâtir une maison à Montréal : elle devra avoir deux chambres au rez-de-chaussée et deux cabinets (Couillard-Després, *Histoire de... Saint-Ours*, t. I, p. 90).

En 1710, il ne semble exister que deux chambres — basse et haute — avec un petit cabinet et un grenier dans la maison de M. Leduc, procureur-général (*B. R. H.*, 1927, p. 123-124).

L'hôtel de M. René-Louis Chartier de Lotbinière, premier conseiller au Conseil Supérieur, sis à Québec est ainsi décrit : maison à deux étages, dont un en mansardes, quatre chambres à feu, cuisine, deux salles, deux cabinets, caves et grenier. Ce signalement est donné en 1713, mais l'immeuble avait dû être construit dès avant 1670 (*B. R. H.*, 1913, p. 9-12).

La maison du charpentier Pierre Ménage, également située à Québec, n'avait aussi qu'un premier mansardé ; elle était divisée en trois pièces au rez-de-chaussée : salle, chambre et cuisine ; on y accédait par un vestibule. Etat fourni par un aveu de 1737 ; mais la construction remonte probablement à 1677 (*B. R. H.*, 1902, p. 331, 335).

Chez M. Lanoullier, le grenier n'était pas mansardé ; mais le rez-de-chaussée très logeable renfermait les pièces suivantes : deux cuisines, deux salles, sept chambres, trois cabinets (*B. R. H.*, 1902, p. 227, 230-232 (1751).

« Les maisons des fermiers, dit Kalm... contiennent trois ou quatre chambres » (*Op. cit.*, p. 60).

Cf. Carless, *The architecture of French Canada*, p. 2. Beaucoup n'avaient que deux chambres (Traquair, *The old architecture...*, p. 2). Telle était la maison de Jacques Lavoie à la Petite Rivière en 1736 (Lavoie, *La famille Lavoie*, p. 115-116).

parti possible — des matériaux qu'ils avaient à leur disposition. C'est ce qu'ils ont fait. Rien de plus, rien de moins. Et cela a suffi (1).

« L'architecture privée est l'une des expressions les plus nettes de la nationalité canadienne. (2) »

L'architecture civile : les édifices publics.

Au XVIII^e siècle, lorsque le gouverneur-général — ou, comme l'on disait, le général — du Canada, venait à Montréal, il habitait une maison bâtie en 1723 par le M^{rs} de Vaudreuil et que louait sa famille (3). En 1741, l'intendant était installé, à titre également de locataire, chez M. de Ramezay (4).

A Montréal, ni le gouverneur, ni l'intendant, n'avaient d'hôtel à eux. Ils étaient mieux logés à Québec. Le gouverneur avait le château Saint-Louis. Ce n'était à l'origine qu'un simple corps de logis à l'intérieur du fort (5). Au XVIII^e siècle, par suite du nouveau système défensif, l'importance stratégique du fort avait beaucoup diminué. Celle du château Saint-Louis s'était accrue. A cette époque on ne parle plus guère du fort, mais bien du château Saint-Louis. Le château avait absorbé le fort. C'était du reste, ce fut jusqu'à la fin, un palais fortifié (6).

1. W. Carless, *Old manors and old houses...* dans P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 356-357.

2. J. Tramond, dans la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, t. XX, 1927, p. 473.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 52, 56, 243. Cette maison était communément appelée le château de Vaudreuil (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. III, p. 35, 1743). — Cf. Lery Macdonald, *Le château Vaudreuil dans la Revue canadienne*, 1884, p. 1-11, 69-85, 165-167.

4. E.-Z. Massicotte, *Un recensement inédit de Montréal en 1741*, article cité, p. 10.

5. Le premier château Saint-Louis construit en 1647, fut démoli en 1694. Ernest Gagnon, *Le fort et le château Saint-Louis*, p. 21, 56.

6. Charlevoix dit encore « le fort » pour désigner l'ensemble de ces bâtiments.

Frontenac, Callières, l'avaient reconstruit de 1694 à 1700 (1). La Potherie, qui le vit, à peine achevé, admira surtout la terrasse ou galerie que l'on avait établie devant le logis du gouverneur. « Il y manque encore un pavillon » ajoute-t-il (2). Charlevoix, en 1720, estima que ce n'était pas un, mais deux pavillons qui devaient flanquer l'édifice. Il y en avait eu un de construit (3). L'autre le fut quelques années plus tard (4).

Lorsque Kalm vint au Canada, tout était donc à point pour faire sur lui la meilleure impression. Le Suédois, cette fois, ne fut pas ébloui : « Ce n'est pas précisément un palais, écrit-il, mais un grand bâtiment en pierre à deux étages » (5). Deux étages, dont un était mansardé.

Ce qui avait frappé La Potherie et Charlevoix parut également à Kalm très beau et digne de remarque. La galerie, large d'environ quatre mètres, pavée avec des dalles et fermée par une balustrade de fer, qui régnait tout le long de la façade de l'est, faisait un des grands charmes de cette résidence. De là, on jouissait sur la Basse-Ville, sur le fleuve, d'une vue qui, même aux contemporains, paraissait splendide (6).

L'Intendance, d'après Kalm, avait les dimensions d'un palais (7). Et de fait, le Palais, tel était le nom qu'on lui donnait habituellement, abritait de nombreux services.

1. Ernest Gagnon, *op. cit.*, p. 57, 64. — M. P.-G. Roy, *La Ville de Québec...*, t. I, h. t., p. 424-425 et 534-535 donne l'élévation du château Saint-Louis en 1683 et 1698.

2. La Potherie, *Histoire de l'Amérique septentrionale*, t. I, p. 242-243.

3. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 74.

4. En 1723 (Ernest Gagnon, *op. cit.*, p. 57), dans une édition antérieure de cet ouvrage (1895), on lit, p. 104-105, que cette aile fut bâtie en 1723-1724 par Léry.

5. Kalm, *op. cit.*, p. 75. L'inventaire du M^{is} de Vaudreuil (P.-G. Roy, *L'ameublement d'un seigneur canadien...*, article cité) montre de quoi se composait intérieurement, en 1726, le château Saint-Louis : cuisine, office, deux salles, antichambre, dix chambres, cinq cabinets, garde-meubles, grenier et cave.

6. Cette magnifique terrasse ne mesurait en longueur que 80 pieds (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 5).

7. Kalm, *op. cit.*, p. 77-78. — Cf. Knox, *op. cit.*, t. II, p. 206.

Le Conseil y tenait ses assises ; la Prévôté y siégeait (1).

Deux autres constructions attiraient encore, au XVIII^e siècle, les regards des voyageurs qui visitaient Québec : l'évêché et le Séminaire. Construit de 1694 à 1697 (2), l'évêché s'ouvrait par un large portail qui donnait sur une cour. En entrant, on longeait à gauche la chapelle ; au fond et à droite, s'étendaient des bâtiments à un étage, que surmontaient des mansardes. L'aile de droite se terminait par un pavillon. Dans l'angle formé par le raccordement du principal corps de logis avec cette aile, on avait logé un autre pavillon qui contenait le grand escalier (3).

C'est aussi les dehors d'un « vaste bâtiment » qu'offrait aux yeux le Séminaire, — centre, maison, foyer du clergé diocésain — et, à l'extérieur, imposant corps de logis accompagné de deux pavillons. A l'intérieur, ce grand immeuble, — à deux étages, — était divisé par des corridors sur lesquels, des deux côtés, s'ouvraient des portes de chambres (4). La Potherie avait trouvé bien belle la vue que l'on avait du Séminaire sur le Saint-Laurent (5). Un demi-siècle plus tard, Kalm était du même avis. « Aucun édifice de la

1. Kalm, *op. cit.*, p. 78.

Cf. Delalande, *Le Conseil souverain...*, p. 111, 144-145.

En 1713, on y trouvait encore installés l'arsenal, la prison et une chapelle (P.-G. Roy, *Notes et documents sur le Palais de l'Intendance à Québec* dans le *B. R. H.*, 1929, p. 651-653).

Cf. *La ville de Québec...*, t. I, p. 487-488.

2. Aug. Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 1^{re} partie, p. 149-150.

En 1743, Léry y fit des réparations importantes (*Ibidem*, 3^e partie, p. 41).

3. P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 533-534. — La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 233-234. « Il y auroit peu de palais épiscopaux en France qui pussent l'égaliser en beauté s'il étoit fini. » La description de La Potherie a été reproduite textuellement dans le *Dictionnaire universel de la France ancienne et moderne et de la Nouvelle-France*. Paris, 1726 (*B. R. H.*, 1926, p. 291).

Le Beau ne vit pas l'évêché du même œil que La Potherie ; il se contente de dire que « c'est un petit bâtiment de pierre de taille... » *Avantures...*, t. I, p. 75, 1729).

Pour Kalm (*Op. cit.*, p. 76), « c'est un grand et bel édifice ».

4. Kalm, *op. cit.*, p. 77, 109.

Quelques parties subsistent des bâtiments élevés en 1678-1681 et 1705 (P.-G. Roy, *Vieux manoirs...*, p. 312-313).

5. La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 235.

ville, dit-il, ne peut se vanter d'une perspective comparable à celle qu'offre le jardin du Séminaire, d'où l'on a vue sur le fleuve à une grande distance » (1).

L'Urbanisme.

A cette époque, la ville de Québec présentait déjà un aspect imposant. Les nouveaux venus, qui débarquaient à la Basse-Ville, ne pouvaient regarder avec indifférence, ce port, ces rues, ces fortifications, tant de maisons et tant de monuments. C'était un beau spectacle que celui de la Haute-Ville avec ses majestueux édifices aux façades régulières, au-dessus desquels émergeait une forêt de clochers (2). Français et étrangers ne pouvaient s'empêcher de ressentir le genre d'émotion que l'on éprouve devant quelque chose de grand. Ce qu'ils avaient sous les yeux, c'était l'œuvre de la France, l'empreinte de son génie sur le sol américain. Là, où, avant eux, il n'y avait rien, les Français avaient implanté leur civilisation ; ils avaient créé de toutes pièces une image de leur patrie. Comme jadis les Romains, ils avaient été des conquérants et des bâtisseurs. Ils avaient su être forts et rendre manifeste à tous l'idée de leur force. Ces vastes constructions, un peu lourdes et uniformes, mas-

1. Kalm, *op. cit.*, p. 77.

Cf. P.-G. Roy, *Vieux manoirs...*, p. 312-313 et *La ville de Québec...*, t. I, p. 421-422.

Le Séminaire de Montréal, plus « solide et commode que magnifique » au dire de Charlevoix (*Op. cit.*, t. III, p. 138-139), fut jugé par Kalm « une superbe maison » (*Op. cit.*, p. 55). Cf. P.-G. Roy, *Vieux manoirs*, p. 4. V. aux Arch. Nat. K. 1232, nos 42 45 plans et élévations de ce Séminaire.

Knox, en 1760, compare les édifices publics de Québec et de Montréal pour donner l'avantage, sous le rapport de la beauté et de la commodité, à ceux de Montréal (Knox, *An historical journal...*, t. II, p. 603). Ceux de Québec, l'année d'avant, l'avaient grandement impressionné (*Ibidem*, t. II, p. 204-205).

2. V. gravures représentant Québec au xvii^e et au xviii^e siècles dans La Potherie, *op. cit.*, t. I, h. t. entre les p. 232-233, dans le *Catalogue illustré de l'Exposition Rétrospective...*, h. t. entre les p. 14-15 et dans P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, h. t., p. 496-497 et t. II, frontispice, h. t., p. 212-213.

sives, semblaient exprimer par leur solidité et leur grandeur, la grandeur et la solidité de la puissance française. L'évêché de Québec était bien la demeure qui convenait au chef de cet immense diocèse, le plus vaste qu'il y eût dans la chrétienté (1). Et le château Saint-Louis aurait imposé le respect, même à ceux qui n'auraient pas su ce que c'était ; le poste de commandement d'où partaient des ordres pour la plus grande partie de l'Amérique du Nord (2).

Cette ville de Québec, capitale d'empire, n'avait pourtant, lorsqu'elle allait cesser d'être française, qu'une population d'environ 8000 âmes (3).

C'était une ville, officiellement une ville, depuis 1663 (4). A cette date on pouvait prévoir que Québec en serait une un jour. En réalité ce n'était encore qu'une bourgade (5). L'année précédente, Ronval, en descendant de la Haute-Ville pour aller à la Basse-Ville, avait dû passer devant un grand nombre de cabanes sauvages, enfermées dans une palissade de pieux (6). En 1720, Charlevoix réduisait cette capitale au rang des plus petites villes de France (7) ; et, un peu

1. Kalm. *op. cit.*, p. 80.

2. Ernest Gagnon, *op. cit.*, p. 57.

3. Arch. des Colonies C¹¹ A. 99, fol. 529 (rôle pour la capitation 1754).

4. Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. I, p. 224, note. — P.-G. Roy, *La ville de Québec*, t. I, p. 305-306. L'usage avait anticipé sur cette décision puisque, en 1650, le P. Ragueneau pouvait écrire : « On donne à Québec le nom de ville. C'est à peine un misérable bourg. A part notre couvent et ceux de deux communautés religieuses, il n'y a qu'une trentaine de maisons françaises, dispersées, çà et là, sans aucun ordre » (cité par l'abbé Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 242).

5. En 1665, on ne comptait à Québec que soixante-dix maisons (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 172).

En 1669, Marie de l'Incarnation écrit : « maintenant Québec est une ville ». Surtout peut être parce qu'elle comparait ce qu'elle voyait à ce qu'elle avait vu, l'état de 1669 à celui de 1639 (Lettre du 1^{er} octobre 1669 dans Griselle, *La Vénérable mère Marie de l'Incarnation...*, p. 70).

6. Journal d'Asseline de Ronval dans le *Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1928*, p. 30. Les débris de ce camp de Hurons existaient encore en 1665 (Chapais, *Jean Talon...*, p. 71). En 1663, la population de Québec était d'environ 500 âmes (Garneau, *Hist. du Canada*, t. I, p. 200. — Abbé Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 242-243).

7. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 71.

plus tard, Le Beau disait tout crûment : « Québec est une fort vilaine ville » (1).

Mais l'ère de très grande prospérité matérielle qui correspond au ministère de Fleury (1726-1743), profita aux villes canadiennes comme au reste de la colonie (2). Et, en 1757, Montcalm ne trouve que du bien à dire de Québec. Il s'exprime sur son compte laconiquement, mais en fort bons termes : « Pour Québec, comme les meilleures villes du royaume quand on en a ôté une dizaine, moins que Montpellier, mieux que Béziers, Nîmes, etc. » (16 avril 1757) (3).

De bonne heure, on s'était préoccupé, en haut lieu, d'aménager la capitale d'une façon qui fut en rapport avec son rôle présent, avec ses destinées futures. Un des premiers soucis de Montmagny, dès son arrivée à Québec, avait été de faire tirer l'alignement de la ville « afin que tout ce qu'on bâtirait par la suite se trouvât disposé d'une manière régulière et bien ordonnée » (1636) (4). Louable intention, mais les effets n'y répondirent pas.

Frontenac, qui avait tant admiré la position de Québec et qui avait eu le pressentiment de son avenir, avait pu constater que rien n'avait été fait pour organiser son développement (5). On avait laissé bâtir les maisons à la fantai-

1. *Avantures du sieur C. Le Beau...*, t. I, p. 77.

En 1739, Québec avait 4.600 habitants (Salon, *La colonisation de la Nouvelle-France*, p. 370).

2. « La période 1732-1742 est regardée comme ayant été la plus prospère pour la Nouvelle-France » (D. Heneker, *op. cit.*, p. 199).

3. *Lettres de Montcalm*, dans le *Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1929*, p. 55.

Cependant, en 1753, Franquet n'avait pas eu une aussi bonne impression. « Il est désagréable, écrit-il, qu'une ville, habitée depuis plus de cent ans, riche aujourd'hui et dont on a une si haute idée en France, conserve encore un air misérable » (*Voyages et mémoires...*, p. 211).

4. Faillon, *op. cit.*, t. I, p. 295. En 1639, s'il faut en croire Marie de l'Incarnation, évoquant, trente ans plus tard, les souvenirs de son arrivée, il n'y aurait eu, à Québec, que cinq ou six petites maisons (Lettre du 1^{er} octobre 1669 dans Griselle, *La vénérable Mère Marie de l'Incarnation...* p. 70).

5. En 1672, il n'y avait pas encore à Québec plus de 1000 habitants (Ernest Gagnon, *Louis Jolliet...* p. 162).

sie des particuliers. Déplorable situation, à laquelle il importait de remédier au plus tôt.

Frontenac prit la chose très à cœur. Dans ses lettres au ministre, il insiste sur la nécessité de construire « désormais avec symétrie pour augmenter la décoration et l'ornement de la ville » (1). Dorénavant, il fut défendu d'élever une maison sans avoir obtenu l'alignement du grand voyer ou de ses commis. Défendu également de faire aucun ouvrage qui aurait avancé sur la voie publique tel que balcon, auvent, perron, et cela sous peine d'amende (2). On prit d'autres mesures. En 1707, une ordonnance de M. Raudot enjoignit à tout propriétaire d'un emplacement non bâti situé dans la Basse-Ville d'y construire ou tout au moins d'y établir des clôtures dans un délai de cinq mois. Faute de quoi, les contrevenants s'exposaient à voir leurs terrains confisqués (3).

La Haute Ville s'était développée tout d'abord, avant la Basse. Le rocher de Québec formait par lui-même une défense. Autour du fort Saint-Louis s'étaient groupés les premiers couvents, les premières maisons. En 1653, la Basse-Ville n'existait pas encore : deux magasins, celui des Jésuites et celui de la Société de Montréal, étaient seuls à occuper la place de la future agglomération (4). En 1665, il y

1. Frontenac à Colbert, 2 nov. 1672 et 13 nov. 1673 dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1926-1927*, p. 12, 28. — Cf. Lorin, *Le comte de Frontenac*, p. 32-33.

2. P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions, etc...*, t. I, p. 135, 138 (1673); t. II, p. 93-96 (1685), 158-160 (1686). — *Inventaire des Ordonnances...* t. II, p. 13 (1727), 27 (id), 131 (1732); t. III, p. 286 (1685), 288 (1686). — *Inventaire d'une collection...* t. I, p. 16 (1675). — Renaud, *Les origines économiques...*, p. 416.

3. P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 28.

Déjà, en 1658, M. d'Argenson, en faisant une concession de terrain dans la Basse-Ville au nommé Pierre Petit lui avait imposé l'obligation d'y bâtir dans un an (*Catalogue illustré de l'Exposition Rétrospective...*, p. 202-203).

4. Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 181, 186, qui indique comme source la sœur Bourgeoys. D'après cette dernière, il n'y aurait eu à cette date que cinq ou six maisons dans toute la Haute-Ville : ce qui nous semble difficile à admettre.

avait sur le bord du fleuve un embryon de cité (1). Cette première Basse-Ville brûla en 1682 (2). On la rebâtit et peu à peu elle s'accrut.

Haute-Ville, Basse-Ville que reliaient une rue montante et aussi un escalier (3), constituaient deux petits mondes opposés l'un à l'autre avec des caractères suffisamment tranchés pour frapper les étrangers. En bas, habitaient les marchands. En haut, prêtres, religieux, officiers, et riches bourgeois : c'était la cité de l'évêque et du gouverneur (4).

A Montréal comme à Québec, il y avait Haute et Basse-ville. Basse-Ville ou quartier des marchands ; Haute-Ville, quartier des gens d'église et des officiers. C'est du moins sous cet aspect que Villemarie apparut à Charlevoix (5). Mais cette vue des lieux comporte une bonne part d'exagération. Si les fonctionnaires et les négociants — c'est-à-dire les grands marchands — commençaient à se grouper dans les environs de la place du Marché — aujourd'hui place Royale — il n'y avait encore là qu'une tendance. Et le plus souvent, journaliers, artisans, marchands et gentilhommes habitaient les mêmes rues, les uns à côté des autres (6).

Là aussi on avait voulu faire une ville régulière. En 1672, M. Dollier de Casson avait déterminé le tracé des rues (7).

1. Chapais, *Jean Talon...*, p. 71.

2. P.-G. Roy, *Les conflagrations à Québec sous le régime français*, dans le *B. R. H.*, 1925, p. 72-73.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 74. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 269-270 et t. II, p. 5.

4. La Potherie, *op. cit.* (1700) t. I, p. 232. — *Avantures du sieur C. Le Beau...*, t. I, p. 72-75 (1729). — *Lettre du curé Navières...*, dans la *Revue Canadienne*, 1886, p. 29 (1734). — Kalm, *op. cit.*, p. 74. — Knox, *op. cit.*, t. II, p. 201. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...* t. II, p. 5.

5. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 138 (1721).

6. E.-Z. Massicotte, *Un recensement inédit de Montréal en 1741, article cité*, p. 4. — En 1754, Montréal avait 4.000 habitants (Arch. des Colonies, C¹¹ A. 99, fol. 531, v^o, *doc. cit.*).

7. Maurault, *Dollier de Casson*, dans la *Revue Trimestrielle Canadienne*, 1918-1919. Comm. par M. P.-G. Roy. — Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 375-378.

En 1688, M. de Champigny avait rendu une ordonnance visant tous ceux qui possédaient des terrains à l'intérieur de l'enceinte. Une triple obligation leur était imposée : se réduire à un arpent, y bâtir dans le délai d'un an, respecter l'alignement, tel que l'aurait donné le bailli de Montréal (1).

Les rues de la ville devaient avoir trente pieds de large (2). Certaines n'en avaient que dix-huit (3). En 1721, aucune n'était pavée (4). Peu l'étaient en 1749 (5). Mais la plupart, semble-t-il, avaient des trottoirs ; en 1721, il y avait déjà longtemps qu'elles en avaient (6).

À Québec, les rues de la Haute-Ville étaient taillées dans le roc ; mais cette fausse ardoise, trop friable, se fendillait, et les éclats pointus qui s'en détachaient abîmaient les chaussures des promeneurs (7).

Quant à la Basse-Ville les habitants, dès 1673, avaient reçu l'ordre de paver la portion de la rue qui s'étendait le long de leur maison, devant sa façade (8). Cependant Bou-

1. P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. II, p. 176-177.

L'ordonnance de M. Hocquart du 19 août 1732, qui interdisait de bâtir sans avoir pris du grand-voyer des procès-verbaux d'alignement, était applicable à toutes les villes et faubourgs de la colonie (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 131).

2. P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. II, p. 176.

3. Maurault, *article cité*.

4. E. Z. Massicotte, *L'incendie du vieux Montréal en 1721* dans le *B. R. H.*, 1926, p. 605. — Cependant nous trouvons une ordonnance de M. Raudot rendue en 1710 « au sujet des dalles des maisons qui sont le long du chemin de la petite rivière de la ville de Montréal » (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 107).

5. Kalm, *op. cit.*, p. 56.

6. E.-Z. Massicotte, *article cité*, p. 605.

Sur les trottoirs de Montréal, v. E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits, ordonnances...*, 2^e partie, 1701-1725, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XII, 1918, sect. I, p. 212 (1706), 219 (1715). — *B. R. H.* 1916, p. 81 (1715).

E.-Z. Massicotte, *Les arrêts, édits, ordonnances... conservés à Montréal* dans le *B. R. H.*, 1928, p. 524 (1735, 1737, 1738) et 525 (1739, 1741).

7. Kalm, *op. cit.*, p. 78. — Les rues étaient plus larges dans la Haute-Ville que dans la Basse (Knox, *op. cit.*, t. II, p. 202).

8. P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 135-136 (1673). — *Jugements et délibérations...*, t. III, p. 111 (1687). — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 475.

gainville affirme que M. Bigot aurait été le premier à faire paver Québec en quelques endroits (1). Des trottoirs — on disait aussi des banquettes — bordaient les artères de la capitale (2). A cause de la fonte des neiges et de l'accumulation de la boue, les trottoirs se présentaient comme une nécessité. Trottoirs de bois ou de blocage avec bordure de bois, de deux à trois pieds de large (3), à Montréal comme à Québec. Jusqu'à l'humble cité des Trois-Rivières en était pourvue (4).

Le sol des rues allait en descendant des deux côtés vers le milieu ; dans cette dépression coulait un ruisseau (5). Méthode qui, dans l'ancienne France, fut partout suivie.

Une réglementation abondante, minutieuse concernait l'hygiène et la propreté des rues, ainsi que la défense contre les incendies (6).

1. *Mémoire de Bougainville de 1757, ut supra*, p. 65.

2. P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...* t. I, p. 189 (1720).

3. E.-Z. Massicotte, *article cité*, p. 605.

4. P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...* t. I, p. 127 (1713).

P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 2^e série, p. 55-57.

En 1749-1759, les Trois-Rivières n'avaient plus l'apparence que d'un grand village (Kalm, *op. cit.*, p. 64). — Knox, *op. cit.*, t. II, p. 487). En 1754, la population des Trois-Rivières, même en y joignant celle des Forges de Saint-Maurice, ne dépassait pas 800 âmes (Arch. des Colonies C¹¹ A. 99, fol. 532, v^o, *doc. cit.*) « Il fut un temps, assure Kalm, où Trois-Rivières était la ville la plus florissante du Canada » (p. 65). Ceci, on le lui a dit, il l'a cru ; mais rien nous force d'en faire autant. Cette ville subit certainement une très réelle diminution d'importance à la fin du xvii^e siècle. Mais la décadence ne fut pas aussi sensible que ce passage de Kalm le laisserait supposer. Le P. Ragueneau y comptait 300 habitants en 1658 (Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 242). Il en restait 272 en 1685, 206 en 1706 (Salone, *op. cit.*, p. 244 et 320).

5. A Québec, 1673, 1687 (P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 136. — *Jugements et délibérations...*, t. III, p. 111).

A Montréal, 1721 (E.-Z. Massicotte, *L'Incendie du vieux Montréal en 1721, art. cité*, p. 605).

6. Injonction aux propriétaires et locataires d'enlever les ordures qui se trouvent devant leurs maisons ; défense de déposer des déchets et des décombres ailleurs que dans des lieux désignés : à Québec, 1664, 1676, 1710, 1732, 1734, 1739, 1743, 1750, 1751 (Delalande, *Le Conseil Souverain...*, p. 251. — P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 192. — *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 100, 112 ; t. II, p. 118-119, 165, 269 ; t. III, p. 38, 149, 157-158. — *La protection contre le feu à Québec sous le régime*

Nous ne la citerons que pour mémoire. Ce n'est plus de l'art, c'est de la police, c'est de la voirie.

Les administrateurs qui se succédèrent dans la Nouvelle-France n'avaient pas eu que des soucis strictement utilitaires. La symétrie des villes, leur ornementation les préoccupaient. Surtout à Québec, ils voulaient faire beau, ils

français dans le *B. R. H.*, 1924, p. 137). — A Montréal, 1676, 1692, 1698, 1715, 1735, 1737, 1741 (E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits, ordonnances...*, 1^{re} partie, 1653-1700 dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XI, 1917, sect. I, p. 156, 169, 172. — *Les arrêts, édits, ordonnances... conservés à Montréal* dans le *B. R. H.*, 1928, p. 524-525. — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 152, etc...)

Défense de laisser les cochons vaguer dans les rues de Québec, 1698, 1706, 1731. (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 269-270. — *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 99. — Cf. R. du Bois-Cahall, *The Sovereign Council...*, p. 242-243 et P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 136). — de Montréal, 1702, 1706, 1710, 1715, 1752 (E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits, ordonnances...*, 2^e partie, 1701-1725 dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XII, 1918, sect. I, p. 211, 213, 219. — P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. II, p. 308-309. — E.-Z. Massicotte, *Les arrêts, ordonnances...*, conservés à Montréal, article cité, p. 522. — *B. R. H.*, 1916, p. 81. — P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 17, 104; t. III, p. 294. — *Les petites choses de notre histoire*, 2^e série, p. 36-38).

Injonction d'« enfermer » les chevaux et « anneler » les pourceaux aux Trois-Rivières, 1735 (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...* t. I, p. 101).

Injonction de construire des canaux pour l'écoulement des eaux, à Québec, 1728, 1729, 1751; à Montréal, 1734 (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 33, 43, 172; t. III, p. 160-161).

Une ordonnance de 1727 fait allusion à un canal de bois souterrain qui existait à Québec sous la rue des Pauvres (*Ibidem*, t. II, p. 13-14).

Injonction de faire des citernes, à Montréal, 1734 — de forer des puits, à Québec, 1687, 1689, 1695 (*Ibidem*, t. II, p. 172. — *Jugements et délibérations du Conseil Souverain...*, t. III, p. 113. — P.-G. Roy, *La protection contre le feu à Québec sous le régime français* dans le *B. R. H.*, 1924, p. 134-135); — de faire ramoner les cheminées tous les deux mois d'abord, tous les mois ensuite; d'avoir des échelles sur les toits, à Québec, 1673, 1676, 1684, 1710; 1726; à Montréal, 1676, 1694, 1721, 1732, 1741, 1748 (P.-G. Roy, *La protection contre le feu à Québec sous le régime français* dans le *B. R. H.*, 1924, p. 130, 132-133, 137-138. — *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 136-137, 193. — *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 289. — *Complément des ordonnances et jugements...*, p. 445-446. — E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits, ordonnances...*, 1^{re} partie, *ut supra*, p. 156, 170. — *Rapport sur les Archives publiques du Canada pour l'année 1899. Supplément*, p. 122 et 146. — *B. R. H.*, 1926, p. 605 et 1928, p. 526. — Arch. des Colonies, C¹¹ A. 93, fol. 375-376).

Organisation de services d'incendie et de postes de secours (seaux; haches), à Québec, 1673, 1676, 1691, 1701, 1705, 1706, 1736, 1739; à Montréal, 1676, 1721, 1739 (P.-G. Roy, *La protection contre le feu...* article cité,

voulaient faire grand (1). Les résultats acquis ne paraissent pas avoir été absolument satisfaisants.

On avait trop serré les maisons à la Basse-Ville ; on ne les avait pas assez rapprochées à la Haute-Ville (2). Le plan de la Basse-Ville gardait une forme irrégulière (3). Les rues se coupaient à angles droits, ce qui ne les empêchait pas, dans leur parcours, d'être tortueuses (4). Aux voies publiques des Trois-Rivières, on adressait le même reproche (5).

p. 130, 132, 134-136. — *Ordonnances, commissions...* t. I, p. 137, 193. — *Inventaire des ordonnances...*, t. II, p. 208, 262, 273. — Delalande, *op. cit.*, p. 252, 255-258. — R. du Bois-Cahall, *The sovereign council...*, p. 245-248, — E.-Z. Massicotte, *Arrêts, édits, ordonnances...*, 1^{re} partie, *ut supra*, p. 156).

Sur les mesures prescrites pour la construction des maisons en vue de diminuer les risques d'incendie, v. *supra*, p. 159, 170, 192.

1. M. Dupuy, dans le préambule d'une ordonnance de 1727, fait cette déclaration : « Nous ne devons rien oublier de notre part pour... contribuer à tout ce qui peut embellir cette ville [de Québec] et l'accroître d'un nombre de maisons capable de loger une quantité considérable d'habitants, avec une nombreuse garnison pour sa défense et de donner retraite tant aux milices qu'il conviendrait y joindre en cas d'alarme qu'aux habitants de la campagne qui chercheraient en pareil cas à s'y réfugier. . » (P.-G. Roy, *La protection contre le feu... article cité*, p. 139).

De 1686 à 1699 ou 1700, la place Royale — ou place de la Basse-Ville — s'orna d'un buste de Louis XIV apporté par M. de Champigny et donné par lui. On l'enleva parce qu'il gênait la circulation (P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 71-79). — Les documents mentionnent à Québec une fontaine Champlain en 1677, 1687, 1710 (P.-G. Roy, *Inventaire des insinuations...*, p. 61, — *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 112. — *La ville de Québec...*, t. I, p. 476), — une fontaine du Roi en 1713-1728 (P.-G. Roy, *Notes et documents sur le palais de l'Intendance à Québec dans le B. R. H.*, 1929, p. 651, 663).

2. La Hontan, *Nouveaux Voyages...*, t. I, p. 15 (1684). — *B. R. H.*, 1916, p. 85 (1685). — *Avantures du Sieur C. Le Beau...*, t. I, p. 75 (1729). — Kalm, *op. cit.*, p. 74.

Les jardins compris dans l'enceinte de la ville la faisaient paraître beaucoup plus grande qu'elle ne l'était en réalité (Kalm, *op. cit.*, p. 79).

3. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 71 (1720). V. un plan de Québec, *ibidem*, h. t. entre les p. 72 et 73.

4. Kalm, *op. cit.*, p. 79.

Franquet déclare que la ville de Québec est « bizarrement percée » ; il en rejette d'ailleurs la faute sur les inégalités du sol (*Voyages et mémoires...*, p. 209).

Sur les rues de Québec, en 1759 (on en avait ouvert un peu moins de quarante), v. P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 77-78, 255-256).

5. Kalm, *op. cit.*, p. 65.

Charlevoix jugea la physionomie de Montréal plus plaisante que celle de Québec. La ville, suivant lui, avait, lorsqu'il la vit, « un aspect fort riant... bien située, bien percée et bien bâtie » (1). Charlevoix, on le sait, a toujours été prévenu en faveur de Villemarie. Mais Kalm qui vit le nouveau Montréal, celui qui s'était relevé des ruines de 1721, ne trouva rien à y reprendre. « Les rues principales, écrit-il, sont droites, larges et coupées à angles droits par les petites rues » (2).

Ponts, croix et calvaires.

En 1680, M. de Casson voulait obliger les habitants de l'île de Montréal — ceux du moins dont les terres étaient traversées par des ruisseaux — à construire des ponts, lorsqu'il n'y en avait pas, et, lorsqu'il y en avait, à les entretenir (3). « Des ponts » disent les textes : ce ne pouvait être que des ponceaux, de simples passerelles de bois.

On devait par la suite, édifier de vrais ponts sur de vraies rivières, mais toujours des ponts de bois (4). Lorsque le grand-voyer Lanoullier de Boisclerc veut ouvrir à la circulation une route royale de Québec à Montréal, il ne doit pas en établir moins de treize (5). Et encore a-t-on renoncé à en jeter sur les rivières les plus importantes (6). En beaucoup d'endroits le bac reste le seul mode de passage employé et employable (7).

1. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 137 (1721).

2. Kalm, *op. cit.*, p. 55-56.

3. P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 261-262.

4. P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, mentionne un certain nombre d'ordonnances relatives à des ponts que l'on construit, que l'on rétablit ou que l'on répare : t. II, p. 12-13 (1727), 15 (*id.*), 17 (*id.*), 41 (1729), 61 (1730), 63 (*id.*), 68 (*id.*), 69 (*id.*), 88 (1731), 104-105 (*id.*), 120 (1732), 296 (1740); t. III, p. 259-260 (1670).

Pour le pont de la Rivière du Cap Rouge, on prévoyait une largeur de douze pieds (1729), (*Ibidem*, t. II, p. 41).

5. Salone, *op. cit.*, p. 372.

6. *Ibidem*, p. 372.

7. P.-G. Roy, *op. cit.*, t. II, p. 163 (Ordonnance de M. Hocquart, 1734,

En dépit des admirables efforts de Boisclerc, le Saint-Laurent était demeuré le grand chemin de la colonie. Cette voie, Kalm la suivit, de Montréal à Québec. De son bateau, il put faire maintes observations intéressantes dont nous tirons encore profit. Ainsi, de distance en distance, très souvent, le long de la route — celle de Boisclerc — qui courait parallèlement au bord du fleuve, il put voir des croix et des calvaires.

Les monuments commémoratifs abondent dans le Canada d'aujourd'hui. Dans celui d'autrefois, on paraît également avoir considéré comme un devoir de perpétuer le souvenir de certains hommes, de certains événements. Mais ce culte s'est toujours exprimé d'une seule et même manière, par l'érection d'humbles croix de bois. Cartier en avait planté une à Gaspé en 1534. Cette croix-là est le premier monument commémoratif du Canada (1). Depuis, on en éleva un peu partout. Celle que, en 1643, Maisonneuve dressa en haut du Mont-Royal pour en prendre possession au nom de Jésus-Christ (2) est célèbre. Mais il y en eut bien d'autres (3).

A partir de 1740, elles se multiplient. Peut-être sous l'influence du P. Duplessis. Jamais, on le sait, il ne revint au Canada, mais il aimait beaucoup son pays. Par l'intermédiaire de ses sœurs, de ses correspondants, il a pu, sous ce rapport, y exercer une action. Pour lui, il n'y avait pas de

qui règle les prix que les propriétaires de bacs pourront exiger pour le passage des rivières entre Québec et Montréal).

Cf. P.-G. Roy, *Le passeur de la Rivière Saint-Charles*, dans le *B. R. H.*, 1918, p. 129-132.

1. P.-G. Roy, *Les monuments commémoratifs de la Province de Québec*, t. I, p. 3.

2. P.-G. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 4.

Les Iroquois l'ayant enlevée et détruite, la sœur Bourgeoys la rétablit en 1654 (Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. II, p. 218-219).

3. Montmagny, débarquant à Québec, eut tôt aperçu, sur le chemin qui le conduisait chez les Jésuites, « l'arbre de notre salut » (1636 — Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 8, p. 216-218).

mission sans croix commémorative. Partout où il passait, il arborait « l'étendard du salut » (1).

Quoi qu'il en soit, on ne peut nier qu'il n'y ait eu beaucoup de croix au Canada. Le recensement qui en a été fait le prouve. En 1923, M. Roy évaluait à environ quatre cents le nombre des anciennes croix de chemin dont il avait pu réunir les photographies (2).

Au temps de Kalm, elles portaient, abritées dans une niche vitrée, une figure de cire : christ ou madone. Un coq les surmontait (3). A celles qui subsistent, on a fréquemment attaché les instruments de la Passion, en bois découpé (4).

Ces insignes traditionnels — marteau, tenailles, clous, lance, éponge etc. — avaient aussi leur place sur les calvaires érigés près des églises (5). Croix et calvaires ne se distinguent du reste que par le lieu de leur emplacement.

Rien, au Canada, ne saurait se comparer aux beaux calvaires de pierre sculptée qui font l'orgueil de tant de paroisses bretonnes. Les Canadiens n'aimaient point travailler la pierre. Et d'ailleurs, il n'est point venu dans la colonie autant d'émigrants de la Bretagne qu'on l'avait cru pendant longtemps.

1. *Lettres du P. F. X. Duplessis...*, p. XLIII (notice biographique), 200, 235. En 1749, il écrivait à ses sœurs : « Je suis charmé que l'on commence à planter des calvaires en Canada » (*Ibidem*, p. 268).

2. P.-G. Roy, *Premier rapport de la commission des monuments historiques...*, p. x.

3. E.-Z. Massicotte, *Nos croix de chemins* dans le *B. R. H.*, 1923, p. 125-127, 142-143, 229-231, 269-270, 350-352. — Cf. *B. R. H.*, 1898, p. 369-371.

4. Kalm, *op. cit.*, p. 60-61. — E.-Z. Massicotte, *Nos croix de chemins*, *article cité*, p. 142.

5. On peut voir des représentations de croix canadiennes dans P.-G. Roy, *L'Île d'Orléans*, p. 144, 191, 250, 324. A remarquer, sur toutes ces croix, les extrémités pommelées ou fleuronées des bras.

6. Kalm, *op. cit.*, p. 40-41, 61, 219.

Les architectes.

Au Canada, pays de foi intense, surtout dans les premiers temps, les prêtres, sans être tout, prenaient part à tout. Il y en eut donc qui ont construit des maisons, des églises ; d'autres ont été peintres ou sculpteurs. Nous ne pouvons nous en étonner. C'est le contraire qui eut été surprenant.

Tous, Jésuites, Récollets, Sulpiciens, prêtres diocésains ou des Missions Etrangères (1), là, comme ailleurs, ils se sont bien employés, ils ont payé de leurs personnes. C'est le frère Liégeois, coadjuteur des Jésuites, qui dirige la reconstruction du collège en 1648 (2). M. Dollier de Casson passe pour avoir fait le plan de l'église paroissiale de Montréal (1672) (3). Et celui du Séminaire de Québec est attribué au frère Luc, un Récollet, plus connu comme peintre (1678) (4).

1. Mgr de Laval avait uni, en 1675, le Séminaire de Québec à celui des Missions Etrangères de Paris ; le clergé diocésain de Québec se trouva par là-même affilié à la Société des Missions Etrangères et fit partie de cette société (Têtu, *Le chapitre de... Québec...*, dans le *B. R. H.*, 1909, p. 168-169).

2. Ernest Gagnon, *Louis Jolliet...*, p. 29. — Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle*, t. I, p. 220-221. — Le P. Jogues, l'illustre martyr, avait commencé la construction du fort de Sainte-Marie, au pays des Hurons (1639. E.-J. Devine, *Le fort Sainte-Marie...*, p. 15). — En revanche la chapelle de Tadoussac paraît avoir été rebâtie en 1747, non par le P. Coquard comme le dit le chanoine Rambure (*L'art monumental au Canada français, article cité*), mais par Michel de Lavoye (voir *infra*, p. 225).

3. Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 380.

L'abbé Maurault (*Dollier de Casson, article cité*) appelle M. de Casson « le premier architecte de notre ville ».

M. Joseph Dargent, prêtre de Saint-Sulpice et curé de la Pointe aux Trembles de Montréal, de 1739 à 1747, a laissé la réputation d'« un excellent architecte » (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 74).

M. Massicotte range parmi les « architectes amateurs » deux autres Sulpiciens, MM. Guillaume Bailly (au Canada de 1666 à 1691) et M. de Belmont, supérieur de Saint-Sulpice, arrivé en 1680, mort en 1732. Ce dernier fut vraisemblablement l'architecte du Séminaire et du fort de la Montagne (E.-Z. Massicotte, *Maçons, entrepreneurs, architectes*, dans le *B. R. H.*, 1929, p. 140-141).

4. P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 421.

Le frère Didace, charpentier des Récollets (1657-1738), fut aussi un

Au xvii^e siècle, force était bien aux ecclésiastiques de se muer en architectes. Depuis que Jean Bourdon était mort (1668) et pendant près d'une vingtaine d'années, on ne put guère trouver, dans la colonie, de bon maître-maçon (1).

Au xviii^e siècle, beaucoup de gens, se mêlèrent de bâtir. Même à cette époque les spécialistes étaient rares. Dans une société qui se forme ceux qui savent doivent tout faire. En outre les Canadiens n'ont jamais aimé s'enfermer toute leur vie dans les limites étroites d'une carrière déterminée : on admire la facilité avec laquelle, tour à tour ou même concurremment, ils passaient d'un mode d'activité à un autre passablement différent.

Il y a eu dans la colonie sous le régime français toutes sortes d'architectes : les ingénieurs en ont fait fonction — cela se comprend encore — (2), mais aussi de simples offi-

constructeur ; il bâtit ou répara presque toutes les églises et maisons possédées par les Récollets dans la Nouvelle-France (P.-G. Roy, *Didace Pelletier* dans le *B. R. H.*, 1895, p. 28. — Cf. *B. R. H.*, 1911, p. 54-55).

Parmi les prêtres du clergé diocésain qui ont fait œuvre d'architecte, citons M. Buisson de Saint-Côme, procureur du séminaire de Québec, qui, en 1710, aurait fait les plans pour les tribunes de la cathédrale de Québec (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 3) et M. Louis Geoffroy. Ce dernier qui vint dans la colonie vers 1685, y mourut en 1707. Il fut un peu le « grand architecte du diocèse ». On lui attribue plusieurs églises (Aug. Gosselin, *L'église du Canada... 1^{re} partie*, p. 194-195. — *Histoire de... Champlain*, t. I, p. 193. — Massicotte, *article cité*, p. 141).

1. En 1702, les habitants de la Sainte-Famille (I. O.) exposent à l'Intendant que, lorsque leur église fut bâtie (1669), « il y avait très peu de bons maçons dans le pays » (Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Famille* (I. O.), p. 1). Dans une lettre de Mgr de Saint Vallier, non datée, mais adressée au marquis de Denonville, par conséquent écrite entre 1685 et 1689, on lit la phrase suivante : « Je vous écris ce petit mot... par un entrepreneur de bastiment que j'envoie en Canada avec six massons et trois charpentiers pour travailler à notre église catédrale et succursale » (P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec* pour 1923-1924, h. t. entre les p. 240 et 241). Cependant en 1685-1695, Claude Bailly (ou Baillif) était établi architecte à Québec (Arch. des Colonies, E. 15, dossier Bailly. — Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. I, p. 22. — P. G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. II, p. 111) En 1695, il fut chargé d'achever une partie des fortifications de Québec (Arch. des Colonies, C¹¹ A. 13^e fol. 371-373).

2. Jean Bourdon, ingénieur, arpenteur, procureur-général du Conseil Souverain, dirigea pendant plus de trente ans (1634-1668) la plupart des

ciers d'infanterie (1). C'est un enseigne des troupes. M. Druillon, qui, en 1753, construisit le fort de la Rivière-aux-Bœufs et, l'année suivante, seconda M. Le Mercier dans les travaux faits pour élever le fort Duquesne (2). Des menuisiers, des charpentiers, ont construit des édifices qui n'étaient pas tous de bois (3). Il y eût même un notaire qui, sans négli-

grandes constructions de son temps (J.-E. Roy *La cartographie et l'arpentage...*, article cité, p. 17-18).

C'est sur les plans de M. de Léry, ingénieur en chef de la Nouvelle-France que la cathédrale de Québec fut rebâtie en 1744 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 3. — Myrand, *Noëls anciens...*, p. 192). Du moins la cause paraissait entendue. M. Massicotte pose à ce sujet, un point d'interrogation. « On attribue également, dit-il, à M. Chaussegros de Léry le plan de la cathédrale de Québec » (*Maçons, entrepreneurs, architectes*, article cité, p. 138).

1. Il faut observer que les fonctions — et même le titre d'ingénieur — furent parfois dévolus à des officiers des troupes qui n'avaient fait aucune étude spéciale. V. la liste donnée par Léry, le fils, des ingénieurs employés au Canada en 1757 (P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 236-237).

2. Arch. des Colonies, E. 139 (dossier Druillon).

M. Massicotte (*Maçons, entrepreneurs, architectes*, article cité) a relevé un marché passé, en 1754, par J.-B. Testard de Montigny, lieutenant dans les troupes, avec un maître maçon de Montréal pour une construction à faire d'après les plans du dit Montigny. Ceci prouve qu'il savait dessiner, mais non pas qu'il ait réellement fait profession d'architecte. Sur ce Montigny, v. Daniel, *Histoire des grandes familles françaises du Canada...*, p. 429-438.

En 1701, un officier de justice, M. de Saint-Simon, traite avec le gouvernement pour élever un bastion à la nouvelle enceinte de Québec (Arch. Nat. F⁵⁰ 12 liasse 3 bis). Ce bastion prit à cause de cela, le nom de Saint-Simon. — Paul Denys de Saint-Simon était, depuis 1689, prévôt de la maréchaussée de Québec (P.-G. Roy, *La Maréchaussée de Québec...* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XII, 1918, sect. I, p. 190).

3. Pierre Ménage, charpentier, construit, vers 1677, une maison de pierre à Québec (*B. R. H.*, 1902, p. 331).

Un Noël Levasseur — ce ne peut être que le sculpteur de ce nom — édifie en 1697, une « rallonge » de la cathédrale de Québec (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 2).

Jean Guillot, maître charpentier, en 1707, dresse les plans de l'escalier qui descend de la côte de la Montagne à la Basse-Ville de Québec (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 25).

Jacques Bédard, maître charpentier à Charlesbourg, s'engage, en 1709, à construire les deux ailes de l'Hôpital-Général de Québec (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 115).

Gabriel Gosselin, menuisier de Saint-Laurent (Ile d'Orléans, en 1735, achève les murs et, en 1737, fait le clocher de Saint-François (I. O.) (P.-G.

ger son étude, ni la culture de ses terres, avait entrepris de bâtir et des maisons et des églises (1).

Le Canada a pourtant connu des techniciens en fait d'architecture. Mais tous ne portaient pas le titre d'architecte. Dans l'ancien Canada comme dans l'ancienne France, la ligne de démarcation, si nettement tranchée aujourd'hui entre le métier et la profession, était parfois malaisée à déterminer. Maîtres maçons ou tailleurs de pierre, entrepreneurs de construction (2), architectes, nous voyons ces diverses qualifications appliquées à des hommes qui, de toute évidence, remplissaient dans la société, le même office. Mieux encore, c'est parfois le même individu qui les prenait tour à tour (3).

Roy, *Les vieilles églises...*, p. 159-161). Le même avait construit le clocher de la Sainte-Famille (I. O.) (1731 — *Ibidem*, p. 172).

En 1750, René Fouré, maître menuisier de Québec, s'oblige, par contrat à construire une maison (P.-G. Roy, *Inv. d'une collection...*, t. I, p. 139).

1. Michel de la Voye, notaire à la Petite-Rivière, de 1737 à 1772. C'est lui qui a bâti la vieille église de Tadoussac en 1747 (Lavoie, *La famille Lavoie*, p. 35-36. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 180 — P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1921-1922*, p. 46).

2. Nous disons entrepreneurs de construction. Cette expression a été employée au Canada, mais, pour désigner les particuliers qui avaient choisi cette profession, on usait d'assez nombreuses variantes : entrepreneurs, maçons ou maîtres maçons, maîtres-entrepreneurs, entrepreneurs de maçonnerie, d'ouvrages de maçonnerie, de bâtiments, etc.

3. Citons, à titre d'exemple, le sieur Jean Maillou : maître-maçon, 1702 (P.-G. Roy, *Inventaire des concessions en fief...*, t. IV, p. 165). — entrepreneur des fortifications de Québec, 1711 (P.-G. Roy, *Le vieux Québec*, 1^{re} série, p. 51. — *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 120). — architecte et entrepreneur des travaux du Roi à Québec, 1713 (*B. R. H.*, 1913, p. 11), — architecte à Québec, 1717 (*Arch. des Colonies*, E. 297, dossier Maillou) — entrepreneur des ouvrages du Roi, 1720 (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 193) — architecte et entrepreneur des bâtiments du Roi au Canada, 1723-1724 (*Ibidem*, t. I, p. 250, 267. — J.-N. Fauteux, *Essai sur l'industrie au Canada...*, t. I, p. 201. — P.-G. Roy, *Inventaire des concessions en fief...*, t. III, p. 98) — entrepreneur, 1725 (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 279) — entrepreneur de bâtiments, 1727 (*Ibidem*, t. II, p. 8) — architecte, 1728, 1732, 1740, 1741 (*Ibidem*, t. II, p. 136-137, 301 ; t. III, p. 12 — *Inventaire d'une collection...*, t. II, p. 371. — *Inventaire des insinuations...*, p. 185) — architecte et entrepreneur d'ouvrages de maçonnerie à Québec, 1734 (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 97) — architecte à Québec, 1744, 1747, 1753 (*Ibidem*, t. I, p. 125, 127. — *B. R. H.*, 1914, p. 215. — *Arch. des Colonies*, E. 297, dossier Maillou).

Au Canada, une seule profession suffisait rarement à nourrir son homme : elle ne suffisait même pas à l'occuper. Etre architecte n'empêchait pas d'être et de faire tout autre chose. L'association de l'architecture et de la sculpture se conçoit (1). Mais au Canada l'on gagnait sa vie comme l'on pouvait, sans voir d'incompatibilité entre les divers emplois possibles de son temps. Plusieurs architectes se firent recevoir non seulement arpenteurs, mais encore huissiers, notaires (2).

N'étaient-ils tous que de simples artisans ? Gardons-nous d'un tel préjugé. Qu'on les appelle comme on voudra, on ne saurait le nier, certains de ces architectes

1. Antoine Cirier, sculpteur, 1741 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 74), sculpteur et architecte, 1755 (*B. R. H.*, 1929, p. 140).

2. Hilaire Bernard de la Rivière, architecte, fut nommé huissier au Conseil Supérieur en 1707 (*Jugements et délibérations...*, t. V, p. 505. — P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 180. — *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 24) et notaire royal la même année (*Ibidem*, t. I, p. 31. — *Les notaires au Canada ...* dans P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1921-1922*, p. 34). En 1721, il est cité comme juré-arpenteur (P.-G. Roy, *Inventaire des concessions en fief...*, t. V, p. 197).

Pierre Couturier, maître maçon et entrepreneur de bâtiments, nommé arpenteur à Montréal en 1708 (E.-Z. Massicotte, *Faits curieux de l'histoire de Montréal*, p. 53. — *B. R. H.*, 1919, p. 223). En 1706, il était maître-tailleur de pierre et maçon à Montréal (Le Tac, *Histoire de la Nouvelle-France...*, p. 260-261, appendices).

Pierre Janson-Lapalme, entrepreneur de bâtiments, nommé arpenteur en 1708 (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 55) Le même, en 1721, qualifié maître-maçon et tailleur de pierre à Montréal (*B. R. H.*, 1926, p. 601).

François de Lajoue, architecte, reçu mesureur et arpenteur à Québec, en 1689 (J.-E. Roy, *La cartographie et l'arpentage...*, article cité, p. 39. — P.-G., Roy, *ordonnances, commissions...*, t. II, p. 185-190. — *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 177). Il est dit aussi maître-tailleur de pierre (Tanguay, *op. cit.*, t. I, p. 168).

Jean le Rouge, nommé arpenteur-juré à Québec en 1672 (P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions...*, t. I, p. 128-129. — E.-Z. Massicotte, *Faits curieux...*, p. 49). Il fut marbrier, arpenteur, puis architecte (*B. R. H.*, 1919, p. 136).

Jean Maillou, architecte, commis pour faire les fonctions de grand-voyer, 1728 (P.-G. Roy, *Inventaire des insinuations...*, p. 185).

Charles Vallée, entrepreneur d'ouvrages de maçonnerie en 1751, nommé, en 1753, arpenteur (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection ...*, t. I, p. 146 — *Inventaire des concessions en fief...*, t. I, p. 220).

ou entrepreneurs avaient de l'instruction et de leur profession ne connaissaient pas seulement la pratique.

Le P. Chauchetière nous cite bien un constructeur qui « n'ayant rien appris » s'était cependant « rendu maître architecte » (1). Mais le fait lui a semblé admirable. D'autant plus admirable sans doute qu'il était peu fréquent. Cela d'ailleurs se rapporte à l'année 1683. Il ne faudrait pas croire que tous les architectes canadiens ressemblassent à celui-là. Il y a une porte au Petit Séminaire de Saint-Joachim qui est l'exacte reproduction d'un dessin de Vignole, ce Vignole, qui, au XVII^e siècle, faisait loi en France (2).

On lisait donc les œuvres de Vignole. On en lisait d'autres. Chez M. Cugnet, on pouvait consulter l'« Architecture française » de Savot (3) ; chez M. Verrier, on avait le « Cours d'architecture » d'Aviler, les « Lois des bâtiments » de Desgodets (4). Nous savons avec quelle libéralité M. Verrier prêtait ses livres. Nous pouvons donc tenir pour à peu près prouvé que ces deux traités ont été pratiqués par ceux-là même qui avaient besoin de les connaître et qui ne les possédaient pas. A la vente de M. Verrier, ce fut d'ailleurs M^{me} Lapalme, femme de l'architecte de ce nom, qui acheta le Desgodets. Elle ne put l'acheter [que pour son mari.

L'exploration des inventaires passés devant notaire infligera probablement un démenti à ceux qui croient pouvoir taxer d'ignorance les architectes canadiens. Ignorants, ils ne l'étaient pas, ils ne pouvaient pas l'être (5).

1. *Narration annuelle de la mission du Sault...*, par le P. Chauchetière dans Rochemonteix, *op. cit.*, t, III, p. 672-673. (Pièces justificatives).

2. W. Carless, *Old Manors and Old Houses...* dans P.-G. Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, p. 357.

3. Inv. Cugnet.

4. Inv. Verrier.

5. En 1695, M. de Lajoue put exécuter pour les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec un plan en relief de leur maison (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 365).

Jean Maillou prenait et recevait le titre d'architecte du Roi (V. *supra*, p. 225). Cette marque d'honneur signifiait-elle qu'il était le meilleur archi-

On a soutenu cette opinion que ce que l'on sait le mieux, c'est ce que l'on sait sans l'avoir appris, du moins dans les livres, ce que l'on a reçu par tradition orale, familiale, ce qui s'est assimilé, incorporé à nous, sans que nous nous en rendions compte, dès notre enfance, et qui fait partie intégrante de notre vie, de notre personnalité. L'expérience individuelle est une bonne chose, mais qui peut y ajouter l'expérience de ses devanciers acquiert par là même une tout autre valeur. On regarde l'hérédité comme un facteur primordial en physiologie : dans le domaine moral, son importance ne saurait davantage être contestée. Rien ne vaut une main-d'œuvre habituée depuis plusieurs générations à exécuter le même travail. Des ouvriers placés dans ces conditions feront leur besogne beaucoup mieux que de nouveaux venus. C'est là un fait admis dont on tient grand compte dans l'organisation de l'industrie.

Constatée pour les artisans, cette valeur de l'hérédité se justifie également pour les artistes. A un moindre degré pourtant. Car le génie ou même le talent ne se transmet pas aussi facilement que la simple habileté manuelle. Bien qu'il ne faille pas exagérer l'attachement des Français d'autrefois pour la profession de leurs pères, l'ancien régime n'en a pas moins donné à cet égard de très beaux exemples : et la transmission des mêmes aptitudes pendant plusieurs générations a produit parfois les plus heureux résultats.

Les Canadiens ont eu eux aussi, d'excellentes dynasties de constructeurs. Les Maillou, les Janson Lapalme annoncent

tecte de la colonie ? En 1751, Dominique-François Janson-Lapalme, architecte de Québec, reçut une commission d'architecte du Roi au Canada (P.-G. Roy, *Inventaire des ordonnances...*, t. III, p. 159, 162 — *B. R. H.*, 1902 p. 227, 230).

J.-B. Boucher-Belleville aurait été, d'après Tanguay (*Op. cit.*, t. II, p. 378), architecte et entrepreneur de la maçonnerie du Roi. En 1724, 1738, nous le trouvons cité comme entrepreneur d'ouvrages en maçonnerie (P. G. Roy, *op. cit.*, t. I, p. 259 — *Inventaire d'une collection...*, t. II, p. 329).

Un sieur Belleville, entrepreneur-charpentier et menuisier, prit part, en 1715-1723, à la reconstruction de l'église des Ursulines (*Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 112).

les Baillairgé (1). Certains de ces architectes paraissent avoir appartenu à des milieux d'élite, à des familles vraiment douées pour les arts (2).

Par ce qui subsiste de leurs ouvrages, on peut juger qu'ils avaient quelque mérite. Ils avaient certainement de la valeur. Peut-être les circonstances ne leur ont-elles pas permis de donner toute leur mesure (3).

1. A un niveau plus modeste, des familles de maîtres-maçons se firent remarquer par leur fidélité au même métier ; entre autres, les Aide-Créquy, les Créquy, les Guise.

2. L'architecte canadien, François de Lajoue, originaire de Paris, était certainement apparenté à Jacques de Lajoue, le peintre d'architecture, né lui aussi à Paris. Sur Jacques de Lajoue (1687-1761), dont les compositions, à la fois élégantes et précises, sont toujours appréciées, on peut voir les dictionnaires de Lalanne (p. 1077), de Siret (t. I, p. 520), de Bellier de la Chavignerie (t. I, p. 884).

Nous croyons qu'il existait également des rapports de famille entre Jean Le Rouge, architecte et entrepreneur à Québec, et Georges-Louis Le Rouge, ingénieur-géographe de Louis XV. Ce dernier a publié un « *Recueil des fortifications, forts et ports de mer de France...* » dans lequel figure un plan des fortifications de Québec avec l'indication de la porte Saint-Louis, construite précisément par Jean Le Rouge en 1693 (J. E. Roy, *La cartographie et l'arpentage...*, article cité, p. 58). Ne faut-il voir dans ce rapprochement qu'une coïncidence toute fortuite ? Nous ne le pensons pas. — Sur Georges-Louis Le Rouge, on trouvera quelques détails, dans la *Biographie Hœfer*, t. XXX, p. 878) et à la Bibl. nat., n. acq. fr. 12142 (Répertoire Laborde), v° Le Rouge.

3. L'ancienne architecture du Canada est beaucoup plus originale que celle de la Nouvelle-Angleterre. Ainsi en a jugé M. Carless (*The architecture of French Canada*, p. 3).

CHAPITRE VI

LES AUTRES ARTS

La sculpture.

Ouvriers ou artistes, les Canadiens ont surtout aimé travailler le bois. Et, de fait, c'est dans l'art du bois, plus peut-être que dans aucun autre qu'ils ont excellé. Menuisiers, charpentiers aussi bien que sculpteurs ; car, entre ce que faisaient les uns et ce que faisaient les autres, il n'y avait pas de cloisons étanches. La distinction entre l'artiste et l'artisan, qui eut tant de peine à s'acclimater dans l'ancienne France, n'existait guère au Canada (1).

Dans l'art de la pierre, il s'était formé de vraies dynasties. Il s'en forma aussi dans l'art du bois. Ces dernières sont peut-être encore plus remarquables. Elles ont duré plus longtemps ; et la réputation qu'elles avaient acquise leur a davantage survécu.

1. On cite aussi quelques gens d'Eglise comme ayant réussi dans la sculpture. Le frère Didace, nous dit-on, excellait dans le travail du bois quel qu'il fût ; car il était doué de « pénétration pour tous les arts » (O. M. Jouve, *Le frère Didace Pelletier, franciscain*, dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 197).

C'est un frère convers des Récollets qui avait sculpté les boiseries de leur église de Québec, travail admiré par Charlevoix (*Op. cit.*, t. III, p. 75-1720).

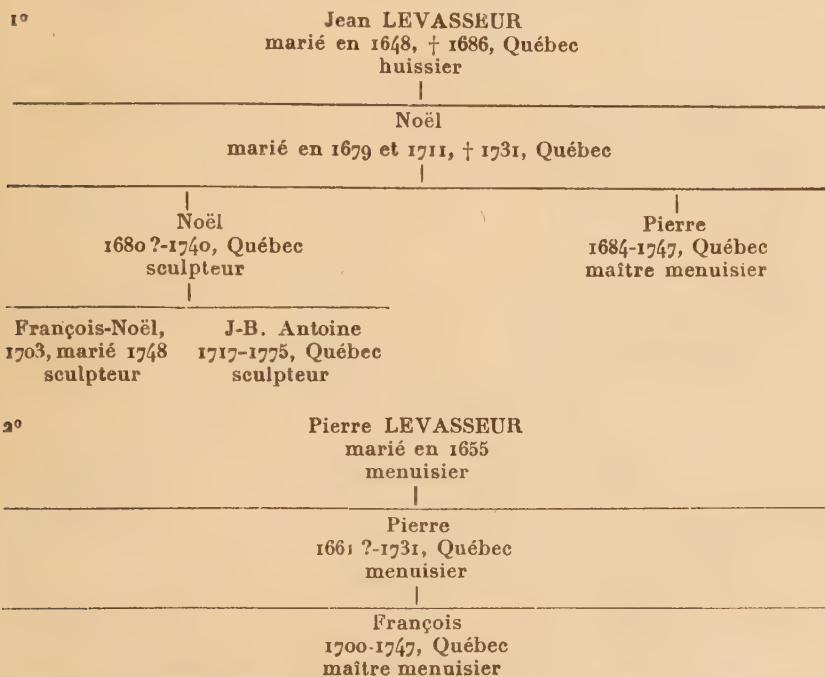
L'incendie du Séminaire de Québec, en 1701, y surprit un ecclésiastique « qui travaillait à la sculpture » (P.-G. Roy, *Les conflagrations à Québec...* dans le *B. R. H.*, 1925, p. 98).

Pierre-Gabriel Le Prévost, curé de Sainte-Foy (1674-1756) « a fait de nombreuses œuvres dont la statue de Sainte-Foy qui est signée » (M. Barbeau, *Les Arts au Canada français dans le Devoir* de Montréal, 22 mars 1926). Cf. Tanguay, *Répertoire général du clergé canadien...*, p. 91 et Gosselin, *L'Instruction au Canada...*, p. 363.

On ne peut écrire l'histoire de l'art au Canada sans y rencontrer, à maintes et maintes reprises, les noms, des Levasseur, des Gosselin, des Jourdain-Labrosse (1).

1. MM. Traquair et Barbeau (*The church of St-Pierre...*, p. 4. — *The church of St-François...*, p. 3) ont su discerner qu'il y avait eu, au XVIII^e siècle, deux familles du nom de Levasseur qui s'étaient adonnées toutes deux, à l'art ou à l'industrie du bois.

Si l'on se fiant aux indications de Tanguay on aurait les croquis généalogiques suivants (*Op. cit.*, t. I, p. 391-392 et V, p. 387-393).



Mais ce système n'est pas très sûr et semble fort incomplet. Nous avons relevé plusieurs mentions de Levasseur divers qui ne rentrent pas toutes dans ces cadres : Jean et Pierre Levasseur, maîtres menuisiers, 1663 (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 273). — Noël Levasseur, sculpteur, 1702 (Vaillancourt, *Primitifs et maîtrises d'art...*, p. 4). — Pierre Levasseur, sculpteur, 1721 (*Ibidem*, p. 4). — N. Levasseur, sculpteur, 1728 (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 84). — N. Levasseur, sculpteur, 1734 (*Ibidem*, t. I, p. 99). — Pierre-Noël Levasseur, sculpteur de Québec, 1744 (*Ibidem*, t. I, p. 126). — François Levasseur, sculpteur, 1745 (*Ibidem*, t. I, p. 128). Cf. *infra*, p. 232-234.

Les plus grands parmi les Levasseur, furent les deux frères François-Noël et J.-B. Antoine (Traquair et Barbeau, *The church of St François...*, p. 3).

Familles de menuisiers et de sculpteurs. Souvent le même homme faisait à la fois un meuble usuel et une œuvre d'art (1).

Des œuvres d'art, car les sculpteurs canadiens en ont produit. Les contemporains nous l'attestent. A la chapelle du Séminaire de Québec, la sculpture était « très belle », on l'estimait 10.000 écus (2) ; et, chez les Récollets de la même ville, dans leur église, la boiserie était « bien travaillée » (3). Cela, c'est La Potherie, c'est Charlevoix qui nous le certifient.

Nous devons les croire. D'autres documents nous prouvent à quel point, dans leurs églises, les Canadiens poussaient le luxe de la décoration. Le bois en faisait presque tous les frais.

Lambris, autels, tabernacles, retables, baldaquins, chaires, confessionnaux (4), autant de terrains offerts aux

1. En 1759, M. Chauffour, curé de Saint-Michel de la Durantaye, paye à un nommé « Levasseur, ouvrier », le prix de la réparation des tabernacles de son église. Ce Levasseur, ouvrier, semble bien être un des Levasseur, sculpteurs de Québec (P. Marie-Antoine, *Saint-Michel de la Durantaye...*, p. 77).

Plusieurs menuisiers nous sont donnés comme ayant fait œuvre de sculpteurs. Jean Lemelin, menuisier, exécuta, en 1660-1661, le retable de la chapelle Sainte-Anne dans la cathédrale de Québec (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 3. — *La ville de Québec...*, t. I, p. 430). — Gabriel Gosselin, menuisier à Saint-Laurent (I. O.), sculpta, en 1738, la chaire, et, en 1757-1758, les lambris de Saint-François (I. O.) (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 161, 172).

Un certain nombre d'individus sont expressément désignés, dans les actes, comme sculpteurs. V. plus haut ce que nous disons des Levasseur. Citons encore Jean-François Huquerre, sculpteur, 1723 (Tanguay, *op. cit.*, t. IV, p. 558). — Gilles Bolvin, maître sculpteur, v. 1740 (*Ibidem*, t. II p. 345). — Antoine Cirier, sculpteur, 1741 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 74). — M. Massicotte a recueilli plusieurs mentions de ce genre (notamment sur les Jourdain-Labrosse) dans son étude sur *Quelques sculpteurs montréalais sous la domination française* (B. R. H., 1928, p. 538-540).

2. La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 235 (1700).

3. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 75 (1720).

4. A l'église des Récollets de Québec, en 1720, « une boiserie bien travaillée... règne tout autour... dans laquelle sont pris les confessionnaux » (Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 75).

« Les murs de la nef sont parfois entièrement recouverts de panneaux sculptés et parfois enduits simplement de plâtre. Dans ce dernier cas, on réserve la décoration pour le chevet » (Tanguay, *Old churches...*, p. 3).

sculpteurs sur bois pour exercer leur talent. En bois également les lustres et les statues (1). Les textes abondent pour nous montrer que partout régnait la même richesse d'ornementation. Ce n'était pas à quelques églises, aux sanctuaires des cités qu'elle était réservée. Les sculpteurs travaillaient pour les campagnes comme pour les villes.

Il en fut ainsi dès le commencement. A peine eut-on construit des églises qu'on se préoccupa de les embellir intérieurement (2).

1. En 1749, M. Morisseaux, curé de Charlesbourg, fit faire quatre grands lustres en bois. La mode des lustres en cristal n'était pas encore venue au Canada (Trudelle, *Paroisse de Charlesbourg*, p. 90). — Entre 1732 et 1740, le sculpteur Vézina confectionna un chandelier pascal pour Saint-Pierre de l'île d'Orléans (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 79). Ordinairement les chandeliers étaient en bois et sculptés (Traquair, *op. cit.*, p. 3). Cf. P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 88 et Gosselin, *L'Instruction au Canada...*, p. 362.

2. En 1660-1661, Jean Lemelin fait le retable de la chapelle Sainte-Anne dans la cathédrale de Québec (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 3). Vers le même temps (1665), la chapelle de la Sainte-Famille, dans la même cathédrale, fut enrichie d'un retable sculpté par les élèves du Petit Séminaire (*Ibidem*, p. 3). En effet, les enfants du Petit Séminaire de Québec « eurent la dévotion de travailler à l'autel et au rétable de la chapelle de la Sainte-Famille » dans la cathédrale. Ils y réussirent (La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval...*, p. 172-173). En 1688, Mgr de Saint-Vallier félicitait M. Berthelot, comte de Saint-Laurent, de son zèle pour la décoration des églises (P.-G. Roy, *l'Île d'Orléans*, p. 74).

La chapelle extérieure du Séminaire de Québec, incendiée en 1701, « était très belle avec sa voûte en caissons et ses sculptures élégantes et bien fouillées que les écoliers eux-mêmes avaient faites durant leurs récréations et leurs jours de congé, sous la direction de leur maître, l'abbé Le Blond » (Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 3^e partie, p. 152). — En 1702-1710, un Levasseur sculpte pour l'église de Charlesbourg deux statues de Saint Pierre et de saint Paul (Trudelle, *op. cit.*, p. 70).

En 1734, M. Navières, curé de Sainte-Anne de Beaupré, s'émerveillait d'officier dans une si belle église : « Le maître-autel, écrivait-il, est d'une architecture rare, et le retable l'emporte pour la richesse et la magnificence sur tout ce que j'ai vu » (*Revue canadienne*, 1886, p. 32). Cette décoration devait avoir été faite à la fin du xvii^e siècle (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 311). — Pour avoir des statues, des tabernacles, certains curés, certains couvents préféraient s'adresser à la France. Le tabernacle de Champlain — en place en 1687 — en venait (*Histoire de Champlain*, t. I, p. 183). En 1695, M. Boucher, curé de Saint-Joseph de la Pointe de Lévy, achète un tabernacle en France (J.-E. Roy, *Histoire de Lauzon*, t. I, p. 485). En 1716, les Hospitalières de Québec reçurent de Paris un tabernacle qu'elles attendaient depuis douze ans (*Histoire de l'Hôtel-Dieu...*, p. 550-551). Pour les statues, v. *infra*, p. 240-241.

Les circonstances, qui avaient favorisé le développement de l'architecture religieuse, eurent la même influence sur la sculpture. Après 1722, on assiste à une belle éclosion d'œuvres d'art. Les églises nouvellement bâties, se parent à l'envi (1).

1. En 1723, la fabrique de la Pointe de Lévy paye la façon de « trois figures mises au portail, ne portant point les deux autres qui ont été données gratis ». En 1725, elle paye le bois des retables. En 1732, M. de la Rue, curé, prend à sa charge la moitié de ce que coûtait la sculpture d'un retable, sans doute celui du maître-autel. Le prix de l'ensemble ne s'élève pas à moins de 2.620 livres (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 163-164, en note).

En 1725, François Levasseur exécute le tabernacle du maître-autel, à la Pointe-aux-Trembles de Montréal (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 74).

En 1732, Paul Jourdain-Labrosse entreprend de sculpter le retable du maître-autel, dans l'église des Jésuites, à Montréal (Vaillancourt, *Une maîtrise d'art...*, p. 1).

De 1732 à 1736, un Levasseur travaille au retable du maître-autel, pour la chapelle des Ursulines de Québec (*Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 110-111. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 146).

En 1738, Antoine La Brosse, sculpteur à Montréal, fit don à l'église paroissiale d'un christ en croix, de grandeur naturelle, ouvrage de ses mains (*Vie de Mme Youville...*, par M. Sattin, dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 398).

De 1732 à 1740, le sculpteur Vézina exécute une partie de la décoration intérieure de Saint-Pierre de l'Île d'Orléans, notamment les retables du sanctuaire et des chapelles (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 79).

En 1740, Antoine Cirier commence le retable de la Longue Pointe (A. Bellay, *L'église de la Longue Pointe* dans la *Revue Canadienne*, 1893, p. 42).

Vers 1742, l'église de Charlesbourg nous est donnée comme un petit sanctuaire « richement boisé en noyer sculpté et peinturé ». (Trudelle, *Paroisse de Charlesbourg*, p. 69).

C'est à M. Dufournel, curé de l'Ange-Gardien, de 1694 à 1749, que cette église doit ses trois retables et son tabernacle (P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 34-35). A qui s'adressa-t-il pour ce travail ? Nous l'ignorons.

En 1748 ou 1749, Noël et François Levasseur sculptent cinq statues pour la Sainte-Famille de l'Île d'Orléans (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 172); en 1749, les mêmes font le maître-autel de la même église (*Ibidem*, p. 172).

En 1751, les frères Levasseur exécutent trois statues pour Saint-Pierre de l'Île d'Orléans (*Ibidem*, p. 79).

En 1750, Noël Levasseur s'engage à livrer aux officiers de l'Immaculée Conception, confrérie établie en la ville de Québec, un tabernacle et un baldaquin (*B. R. H.*, 1927, p. 367-368).

En 1757, M. Chaufour, curé de Saint-Michel de la Durantaye, fait faire par les frères Levasseur trois retables, deux tabernacles et des cadres (P. Marie-Antoine, *Saint-Michel de la Durantaye...*, p. 75).

On ne se contentait pas de sculpter le bois ; on le dorait (1). Les Canadiens usaient aussi des effets de la polychromie. Sur les panneaux de bois travaillés par eux, au lieu de dorure, ils appliquaient parfois des couleurs (2).

Le Canada a donc eu des sculpteurs, sous le régime français ; on pourrait dire une école de sculpteurs. Ils ont beaucoup travaillé, beaucoup produit. Mais reste-t-il assez de leurs œuvres pour que nous puissions apprécier leur faire, leur métier ?

Dater une sculpture canadienne est en effet une tâche difficile. La conquête anglaise n'a rien interrompu, rien changé au point de vue de l'art. Le style Louis XV formait la dominante de cet art canadien. Après 1760, comme avant et jusque dans la seconde moitié du xix^e siècle, il n'a cessé d'être en honneur.

1. La Potherie vit, à la chapelle du Séminaire de Québec, des « ornements de sculpture peints et dorés » (1700) (*Op. cit.*, t. I, p. 235).

A l'Ange Gardien, le tabernacle paraît avoir été doré une première fois aux frais de M. Dufournel et redoré en 1753 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 35).

Le tabernacle, le retable, le baldaquin commandés, en 1750, par les confrères de l'Immaculée-Conception devaient être dorés par le sculpteur (B. R. H., 1927, p. 367).

A la cathédrale de Québec en 1749, la chaire était dorée « ainsi que plusieurs autres parties de l'église » (Kalm, *op. cit.*, p. 75).

Il y avait des spécialistes de la dorure. Ainsi existaient en 1706 à Montréal un Claude-Vincent Meunson, maître doreur (Tanguay, *op. cit.*, t. VI, p. 18) et, à Québec, en 1713, un Denis Lafontaine, doreur de son métier (*Ibidem*, t. V, p. 81). Les religieuses se chargeaient souvent de ce travail (*Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 255-256. — Traquair, *Old churches...* p. 6. — Traquair et Adair, *The church of the Visitation...*, p. 4).

2. La première église du Cap de la Madeleine construite, en 1659, par Pierre Boucher, était de bois et couverte de peintures à l'intérieur (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 57-58).

Les portes de la sacristie du Sault au Récollet sont en bois sculpté et peint (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 196, 204-205).

En 1742, l'église de Charlesbourg était « richement boisée en noyer sculpté et peinturé » (Trudelle, *Paroisse de Charlesbourg*, p. 69).

En 1748, les chanoines de Québec remercient les Ursulines d'avoir contribué « par leurs travaux de peinture et de dorure à l'ornement du chœur et de la chaire » (*Les Ursulines de Québec...*, t. II, p. 255-256).

On enchâssait parfois des tableaux dans les caissons des lambris. C'est ce qu'on semble avoir fait, en 1697, à la chapelle de l'Hôpital-Général de Québec (B. R. H., 1927, p. 457).

La technique des sculpteurs canadiens vient encore compléter la tâche des historiens de l'art. Tant pour les retables que pour les boiseries des murs, on commençait par mettre en place les encadrements. Entre ces pilastres et ces colonnes s'inséraient ensuite des panneaux décoratifs. Les motifs peuvent donc être changés sans que l'on touche à la bordure et réciproquement. Grâce à ce procédé d'application, « nous pouvons avoir de vieilles sculptures inscrites dans des dessins tout à fait nouveaux » (1).

Les critiques les plus rigoureux admettent parfaitement l'ancienneté de plusieurs beaux morceaux conservés dans les églises canadiennes. Nous pouvons ranger, dans cette classe des sculptures qui remontent à l'époque française, un certain nombre d'autels et de boiseries des églises de Québec (2) et de la campagne (3), particulièrement de l'île d'Orléans, ce musée des traditions et des antiquités canadiennes (4).

Bien avant que ne fut créé le style Louis XV, l'on cher-

1. Traquair, *op. cit.*, p. 6. — Pour les lambris, les retables, les chaires, on employait le bois de noyer (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 163. — Trudelle, *op. cit.*, p. 69. — Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Pierre...*, p. 3. — Knox, *op. cit.*, t. II, p. 214); pour les statues, le bois de pin (Traquair, *op. cit.*, p. 8).

2. La chapelle des Ursulines de Québec (autels, boiseries, chaire, 1720-1736) (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 145-157).

3. Le maître-autel de l'Ange-Gardien, 1730, environ (*Ibidem*, p. 33-38). — Les boiseries de l'abside de Beaumont, 1733 (?) (*Ibidem*, p. 127-130, 132-134). — Les portes de la sacristie du Sault au Récollet. V. 1750 (*Ibidem*, p. 194-197, 204-205); les montants des panneaux inférieurs ont été refaits et les peintures remplacées dans des moules d'esprit Régence (Traquair et Adair, *The church of the Visitation...*, p. 14). — Le retable du maître-autel, au Cap de la Madeleine (P. G. Roy, *op. cit.*, p. 57-60, 63-64). — Un des autels de l'église de Repéntigny, xviii^e siècle (*Ibidem*, p. 97-98, 100).

4. Le maître-autel et au moins trois des statues de la Sainte-Famille: la Vierge, saint-Joachim et sainte-Anne, xviii^e siècle (P.-G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 146-147, 152-153, 162-166. — *Les vieilles églises...*, p. 172-173. — Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Famille...*, p. 10-11. — Le maître-autel de Saint-Jean, 1749 (P.-G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 277-279. — *Les vieilles églises...*, p. 137-138, 141). — Les boiseries de l'abside de Saint-François, 1757 (P.-G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 235-236). — *Les vieilles églises* p. 159-161, 163, 167). — Les boiseries de l'abside de Saint-Pierre, 1732-1740 (P.-G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 207-208. — *Les vieilles églises...*, p. 79-80, 83).

chait à embellir intérieurement les églises canadiennes. Mais, à peine né, cet art nouveau bénéficia tout de suite d'une grande vogue dans la colonie. Comme toutes les provinces de France, le Canada s'éprit d'amour pour le style Louis XV, « le plus français, avec le gothique, des styles de chez nous » (1). Il l'adopta et lui resta fidèle. Mais il le fit sien.

Pour les autels, la forme tombeau prédomine. Les tabernacles, les retables présentent presque toujours une disposition architecturale (2). Tant pour les rétables que pour les boiseries des murs, rosaces, rinceaux, trophées s'inscrivent dans des encadrements de pilastres et de colonnes (3). On veut que le bois imite le marbre (4). L'ordre corinthien prévaut. Presque partout, on le retrouve (5). Mais, de l'époque qui avait précédé, les Canadiens ont retenu quelques éléments qu'ils ont su employer en même temps que les motifs à la mode (6) : les colonnes torsées par exemple (7) et les coquilles Louis XIV (8).

1. Roger de Felice, *Le meuble français sous Louis XV*. Paris, 1926, p. 48.

2. Le maître-autel de Charlesbourg, en 1742, était orné de miroirs de forme pyramidale (Trudelle, *op. cit.*, p. 69).

3. Sur les boiseries de Saint-Pierre (I. O.) le trophée épiscopal — d'un style Louis XVI très lourd — a visiblement été intercalé, dans les parties plus anciennes, en l'honneur de Mgr. d'Esgly, curé de Saint-Pierre lorsqu'il fut nommé évêque, c'est-à-dire en ou après 1772 (P.-G. Roy *l'Île d'Orléans...* p. 208, 219).

4. P.-G. Roy. *Vieux manoirs...*, p. 5.

5. Au maître-autel des Ursulines de Québec. refait vers 1723 (*Les Ursulines de Québec...* t. II, p. 111). — Au maître-autel de la Pointe-aux-Trembles de Montréal, 1725 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 74), etc..

6. On semble avoir fait un usage assez modéré des guirlandes. L'abbé Trudelle en signale, en 1742, dans l'église de Charlesbourg, autour des deux colonnes cannelées, placées des deux côtés du maître autel (*Op. cit.*, p. 69).

7. Le retable de la chapelle de l'évêché, en 1700, était un « raccourci de celui du Val-de-Grâce » (La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 234).

8. Le retable, apporté au xvii^e siècle par les Jésuites au Cap de la Madeleine, a toujours des colonnes torsées (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 64).

On les retrouve au baldaquin de la Pointe-aux-Trembles de Québec, v. 1780. (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 69).

8. A l'autel de Repentigny (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...* p. 100). — Aux portes des Ursulines de Québec (*Ibidem*, p. 156-157). — Aux boiseries

A la nature de leur pays, ils ont emprunté des sujets de décoration végétale, — fleurs de fraisier (1) entre autres ou plantes grimpantes (2) — qui constituent une des particularités de l'art canadien. Car les Levasseur et leurs émules dessinaient eux-mêmes les motifs qu'ils travaillaient ensuite au ciseau (3).

Les sculpteurs de la Nouvelle-France possédaient une très grande habileté (4). Le métier ne devait pas avoir beaucoup de secrets pour eux. Ils traitaient leur travail avec une légèreté de main remarquable et un goût très sûr. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder l'autel de Repentigny. Ne croirait-on pas plutôt avoir devant soi une commode « d'un contour agréable » ? Tous les angles s'arrondissent ou s'enroulent ; toutes les lignes s'infléchissent ; la surface de la façade ondule mollement. Les artistes canadiens étaient bien des gens de leur temps. « Ces grands voluptueux avaient certainement toujours devant les yeux, pour idéal inconscient, les courbes du corps féminin (5). »

Ils étaient gracieux : l'époque le voulait ainsi. Mais ils pouvaient être forts. Dans certains cas, leur ciseau savait donner au bois de l'accent, de l'énergie et produire des œuvres de grand style. La Vierge de la Sainte-Famille est charmante ; elle n'est que charmante (6). Saint Joachim a déjà plus de caractère (7). Quant à sainte Anne, la sobriété du geste, la science des draperies, l'expression émouvante de la physionomie apparentent celui qui l'a faite aux grands

de Saint-François (*Ibidem.* p. 165, 167. — P.-G. Roy, *L'Île d'Orléans* p. 235-236).

1. Aux fonts baptismaux de Saint-Jean (P.-G. Roy, *L'Île d'Orléans*, p. 279).

2. A l'abside de Beaumont (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 134).

3. Traquair, *Old churches...*, p. 6.

4. « On est adroit en Canada, » dit l'abbé de la Tour, à propos des sculptures exécutées, en 1665, par les écoliers du Petit-Séminaire (*Mémoires sur la vie de M. de Laval...*, p. 172).

5. Félice, *op. cit.*, p. 37.

6. P.-G. Roy, *L'Île d'Orléans*, p. 163.

7. *Ibidem*, p. 165.

maîtres (1). La comparaison s'impose avec les saintes femmes au tombeau de Ligier Richier.

Les Levasseur, auteurs de cette statue, se seraient-ils inspirés d'un modèle du ^{xv}^e siècle ? C'est une question qui se pose. Qu'on y réponde comme on voudra, on ne peut l'éluder.

Ces artistes, qu'avant de les connaître nous aurions pu prendre pour des artisans, avaient singulièrement étudié. Autant que des dimensions qu'il donne à sa statue, le sculpteur doit se préoccuper de la place qu'elle occupera (2). Cela, ils le savaient. A la Sainte-Famille, ils ont calculé avec soin l'angle sous lequel leurs saints personnages recevraient la lumière. Ils n'ont pas oublié non plus que ces figures étaient destinées à être vues d'en-bas. Judicieusement ils ont employé toutes les ressources de leur art pour mettre leur œuvre en valeur et lui faire produire le plus grand effet possible (3).

L'ancien Canada n'a-t-il connu qu'une sorte de sculpture, la sculpture sur bois ? N'y savait-on pas aussi travailler la pierre ? Il semble que si.

Selon Rémy de Gourmont, on voyait naguère, au château Bigot, quelques pierres sculptées, « fort belles et pareilles à celles qui ornent en France les édifices de cette époque (4) ».

Ce dont étaient capables les artistes de la Nouvelle-

1. P. G. Roy, *L'Île d'Orléans*, p. 166.

Sur ces statues, v. Traquair et Barbeau, *The church of Saint-Famille...*, p. 10. Ces deux auteurs, qui en jugent la facture très remarquable, n'hésitent pas à les attribuer toutes les cinq au milieu du ^{xviii}^e siècle.

2. Ch. Blanc, *Grammaire des arts du dessin...*, p. 412.

3. Traquair, *Old churches...*, p. 8.

Cet auteur signale, d'après M. Barbeau, trois grandes statues aux Eboulements.

4. R. de Gourmont, *Les Canadiens de France*, p. 122.

Sur le château Bigot, qui fut véritablement construit par un intendant, mais par Bégon et non par Bigot, v. P.-G. Roy, *Vieux manoirs...* p. 327-329, et F.-X. Maheux, *Le Château Bigot*, dans le *B. R. H.*, 1898, p. 194-206.

France, quand ils s'attaquaient à d'autres matières que le bois, si on veut le savoir, que l'on regarde le cartouche, reproduit par M. P.-G. Roy dans son plus récent ouvrage (1). Cette pierre a été descendue d'une des anciennes portes de Québec qu'elle surmontait autrefois. Sous la couronne royale, l'écu fleurdisé se détache, entouré des colliers des ordres, dans un encadrement de palmes et d'haricots.

C'est le triomphe de l'asymétrie, cette asymétrie qui caractérise le style Louis XV dans ce qu'il a de plus délicat, de plus savant aussi. Car il n'est pas à portée du premier venu d'exécuter ce genre de décoration. Il y faut une singulière habileté de main et un goût affiné est nécessaire pour équilibrer des motifs équivalents, mais dissemblables, pour rendre harmonieux les contrastes eux-mêmes (2). Les difficultés techniques que soulève l'asymétrie n'effrayaient point les Canadiens. Et ils avaient raison, puisqu'ils trouvaient en eux-mêmes les moyens de les résoudre. Ce cartouche est parfait. Nous avons bien envie de l'appeler un chef-d'œuvre (3).

Les Canadiens se sont encore exercés dans une autre catégorie de statuaire : ils ont fait des statues de papier mâché. Il en reste du XVIII^e siècle. Elles ne sont pas laides à voir (4).

Nous n'avons envisagé jusqu'ici qu'une seule espèce d'œuvres sculptées, celles qui avaient été faites au Canada. Mais les églises de la colonie en contenaient un certain nombre qui avaient une autre origine. Elles venaient de France, on les avait apportées toutes travaillées. Elles peuplaient les sanctuaires et, comme nous pouvons supposer que ce n'était pas de vilaines choses, elles devaient contri-

1. P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, h. t. p. 380-381.

2. Sur l'asymétrie dans le style Louis XV, v. Félice, *op. cit.*, p. 41-43.

3. Jean Le Rouge, que l'on voit qualifié de marbrier, était-il sculpteur de marbre ? Il mourut en 1712. V. *supra*, p. 226 et le *B. R. H.*, 1918, p. 343.

4. Traquair et Barbeau, *The church of Saint-François...*, p. 2. — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 4.

buer à maintenir associées dans l'esprit des fidèles, les deux notions de religion et de beauté (1).

La peinture.

Après l'histoire de la sculpture au Canada, nous avons à faire celle de la peinture. Titre qui se justifie parfaitement. Il ne faut pas se représenter les Canadiens d'autrefois plus sauvages qu'ils n'étaient et s'imaginer qu'ils ne savaient pas ce que c'était que des tableaux. On en voyait déjà au

1. Voici, une liste, très incomplète, de ces statues. Nous avons suivi l'ordre chronologique de leur apparition dans la colonie.

L'Enfant-Jésus de la Jeune-Lorette, 1632 (?), (Myrand, *Noëls anciens...*, p. 279).

La Vierge de Notre-Dame de Recouvrance, à Québec, 1633 (Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. I, p. 273. — Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 277).

Sainte-Anne, à Beaulieu (1661) (*Sur les routes de Québec...*, p. 469).

Notre-Dame de Foy, à Sainte-Foy, près Québec, vers 1667 (*B. R. H.*, 1899, p. 377).

Notre-Dame de Montaignu, à Notre-Dame de Bon Secours, à Montréal, 1672 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 26. — Scott, *op. cit.*, p. 309-311 — *B. R. H.* 1930, p. 499).

La Vierge — réplique de celle de Lorette — à l'ancienne Lorette, 1673. (*Sur les routes de Québec...*, p. 164).

La Vierge, au Sault-au-Récollet, avant 1683 (Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. III, p. 672). Ni pour cette statue, ni pour la suivante, nous n'avons d'indication certaine de leur provenance.

Notre-Dame de Protection, à l'Hôpital-Général de Québec, y déposée en 1693; appartenait auparavant — depuis 1648 — à l'Hôtel-Dieu (*Mgr de Saint-Vallier...*, p. 108, 113. — P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 531-532).

Notre-Dame de Toutes-Grâces, à l'Hôtel-Dieu de Québec, 1738 (*B. R. H.*, 1930, p. 371-372. — P.-G. Roy, *op. cit.*, t. II, p. 151-152).

Notre-Dame du Grand-Pouvoir, aux Ursulines de Québec, 1735 (*Ibidem*, t. II, p. 141-142).

Le Chemin de Croix de Tadoussac y fut, dit-on, apporté par les premiers missionnaires (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 180-181).

Nous ne pouvons dire où avaient été faites les statues vues par Knox à l'Hôpital-Général de Québec : Père Éternel, Jésus, Marie, saint Augustin, saint Charles Borromée (*Op. cit.*, t. II, p. 214-215).

En dehors des églises, on mettait encore des statues, ou des statuettes, de saints, aux façades de certaines maisons. En 1682, les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec placèrent une Vierge dans leur pignon (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 259). En 1710, au coin de ce même Hôtel-Dieu se trouvait un saint Michel (*Ibidem*, p. 459). Un autre saint Michel

xviii^e siècle dans la colonie. Dans les églises surtout, c'est évident (1). Peut-être aussi chez quelques particuliers (2).

est signalé, en 1710, à l'Hôpital-Général (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 53). Cf. Knox, *op. cit.*, t. II, p. 203.

Les statuettes logées dans les niches des croix de chemins étaient, au dire d'Anbury, des figures de cire (E.-Z. Massicotte, *Nos croix de chemins* dans le *B. R. H.*, 1923, p. 142). Reste à savoir si on les avait importées de France ou si, au contraire, c'est sur place qu'on les avait fabriquées.

1. En 1635, M. du Plessis-Bochart donne deux tableaux sur cuivre à N. D. de Recouvrance, à Québec (Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. I, p. 278).

En 1640, la duchesse d'Aiguillon envoie à l'Hôtel-Dieu de Québec un grand tableau « du crucifix » avec « six autres petits tableaux de bronze dans des cadres » (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 26) et probablement ensuite son portrait, qui y était en 1759 (Knox, *op. cit.*, t. II, p. 225). En 1647 la même maison reçoit deux tableaux : une Pietà et un Jésus au jardin des Olives (*Ibidem*, p. 68). — En 1642, Marie de l'Incarnation fait allusion à « l'image de la T. S. Vierge » et au « Petit Jésus » qui se trouvaient dans son couvent, probablement à la chapelle (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 357). — Les chapelles des missions indiennes, de bonne heure aussi, s'ornèrent de peintures qui parlaient aux yeux des sauvages. En 1635, à Saint-Joseph des Hurons, la chapelle contenait quatre tableaux représentant le Christ, la Vierge, l'Enfer, le Paradis (Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. I, p. 339).

Aux environs de 1645, le P. Garnier réclamait à son frère, carme en France, des images pour sa chapelle de Saint-Joseph et d'autres, plus petites, pour distribuer à ses Hurons (Fouqueray, *Martyrs du Canada*, p. 127-129). En 1651, la chapelle des Jésuites chez les Attikamègues était une simple cabane d'écorce. Mais on l'avait parée « de couvertes bleues sur lesquelles étaient attachées des images de papier et quelques petits crucifix » (Sulte, *Chronique trifluvienne*, p. 119).

En 1670, M. Talon ayant été préservé dans un naufrage, grâce à sainte-Anne qu'il avait invoquée, fit faire un tableau qui représentait « l'Intendant sauvé des eaux ». Ce tableau fut placé par lui à la cathédrale de Québec (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 207-208).

En 1687, l'église de Champlain ne renfermait pas moins de dix-huit tableaux (*Histoire de Champlain*, t. I, p. 183-184).

L'église de Percé, terminée vers 1687, était fort belle, d'après le P. Le Clercq, et « ornée de tableaux » (*B. R. H.*, 1911, p. 374-375). — En 1690, les Ursulines de Québec possédaient, entre autres tableaux, celui de la Sainte-Famille, qui lors du siège fut exposé, comme un palladium, sur le clocher de la cathédrale (Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 284. — *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 326). On leur avait donné, au xvii^e siècle, un portrait de M^{lle} de la Vallière dont elles firent, pour leur chapelle, une sainte Thais (*B. R. H.*, 1896, p. 191 ; 1897, p. 27). Au xviii^e siècle — vers 1730 — elles firent subir une transformation analogue au portrait d'une dame Davanne qui devint une sainte Catherine (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, p. 123-124).

2. L'inventaire de Jean Nicolet (1642) contient les mentions suivantes : quatre images représentant les quatre scènes de la nature, un tableau

Il faut croire qu'une peinture ne constituait pas alors une rareté au Canada, puisque Pierre Boucher prend ce genre d'objet comme terme de comparaison. Les maisons des Algonquins, dit-il, consistent d'ordinaire en trois écorces de bouleau « qui se plient comme fait un tableau quand il sort de chez un peintre » (1). On avait donc des tableaux au Canada en 1663 ; et, même, semble-il, on en peignait déjà dans la colonie.

On en eut d'avantage au XVIII^e siècle. Une paix prolongée amène une plus grande sécurité. Le luxe, s'introduit aux foyers de l'élite canadienne, et, avec le luxe, le moyen de satisfaire les goûts artistiques aussi bien que les goûts intellectuels.

Le clergé, comme les classes riches, a profité du bien-être général. Les peintures continuent à faire partie de la décoration des églises. C'en est un élément habituel, nécessaire. Bâtit-on une église, ou la rebâtit-on, le premier soin de la fabrique est d'assurer à la paroisse l'effigie de son saint patron (2). A ce tableau fon-

de la Vierge (V. Morin, *Précurseurs d'histoire* dans la *Revue Canadienne* 1917, t. I, p. 24. Cf. Couillard-Després, *La première famille...*, p. 153). Encore faut-il prendre garde au sens du mot tableau. Ce que les inventaires d'autrefois désignaient sous ce nom n'était souvent que de mauvaises gravures (Ch. Leroy, *Paysans normands au XVIII^e siècle*, t. I, *La vie rurale*, p. 29). Chez M^{lle} Mance, l'inventaire fait après sa mort (1673) signale un « crucifix de papier sur toile avec ses rouleaux », sept petits tableaux de cuivre et trois autres petits tableaux, probablement sur toile, tous sujets de piété (*Jeanne Mance, op. cit.*, p. 14-15, 27-29).

1. P. Boucher cité par S. Marion, *Pierre Boucher*, p. 116.

2. A l'Ange Gardien, on conserve le tableau donné à l'église du lieu par Mgr de Laval avant 1671 ; il représente un ange gardien (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 35). M. Doucet, curé de Charlesbourg, acquiert, en 1700, un portrait de saint Charles, patron de Charlesbourg (Trudelle, *Paroisse de Charlesbourg*, p. 48. Cf. *Noms géographiques de la Province de Québec*, p. 128).

A Saint-François de l'île d'Orléans, on achète, en 1721, un « portrait de saint François de Sales » (P.-G. Roy, *op. cit.*, p. 159).

A Berthier — avant 1750 — on met dans l'église un portrait de sainte Geneviève, patronne de la paroisse (*Sur les routes de Québec...*, p. 184. Cf. *Noms géographiques de la Province de Québec*, p. 134).

La chapelle de la Grande-Ferme, à Saint-Joachim, tenait lieu, au XVIII^e siècle, d'église paroissiale ; elle contenait, dès avant 1759, un portrait

damental, d'autres, peu à peu, viennent s'ajouter (1).

Le portrait de son protecteur avait, dans chaque église, une place d'honneur, traditionnelle : au-dessus du maître-autel (2). Toutes les peintures, achetées ensuite ou données, étaient moins importantes que celle-là. Lorsqu'on pouvait le faire, on les enchâssait dans les boiseries, entre les colonnes et les pilastres qui en formaient les divisions (3). Les couvents acceptaient les tableaux qu'on leur donnait.

de saint Louis de Gonzague, patron de la chapelle (P.-G. Roy, *op. cit.* p. 247).

1. À l'ancienne Lorette, en 1721, Charlevoix nota la présence d'une « image de la Vierge » envoyée de la « Santa Casa » d'Italie et « semblable à celle que l'on vénère dans ce célèbre sanctuaire ». (*Op. cit.*, p. 82). Dans l'église des Jésuites, à Québec, il signale « quelques bons tableaux » (1720. *Op. cit.*, t. III, p. 76).

La fabrique de Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévy achète, en 1724, « deux petits tableaux or et argent battu » et, en 1725, fait faire trois cadres dorés, sculptés (J.-E. Roy, *Histoire de...Lauson*, t. II, p. 163).

Mgr de Saint-Vallier, en 1725, fait placer, dans la chapelle de la Vierge, à l'église de l'Hôpital-Général, un tableau sur lequel il était représenté en prière devant l'image du Cœur de Marie (Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 1^{re} partie, p. 433).

M. Navières, curé de Sainte-Anne de Beaupré, décrit ainsi son église en 1734 : « vaste, ornée de tableaux, donnés par des vœux qu'ont faits plusieurs bâtiments dans les dangers qu'ils ont essuyés dans les voyages au Canada » (*Lettre du curé Navières*, dans la *Revue Canadienne*, 1886, p. 31-32).

En 1755, Mgr de Pontbriand se dessaisit de tous droits sur les tableaux qu'il avait fait placer dans le chœur de la cathédrale de Québec (Aug. Gosselin, *L'église du Canada...*, 3^e partie, p. 272, 288).

Avant le siège, on retira de la cathédrale avec deux statues de la Vierge et de saint Louis, qui se trouvaient au maître-autel, deux petits tableaux jugés plus précieux que les autres. Ainsi les sauva-t-on. Tout le reste fut brûlé. (*Journal du curé Récher*, 1759, dans le *B. R. H.*, 1903, p. 354).

Au Sault au Récollet, on garde plusieurs tableaux, presque tous des copies, qui paraissent avoir été achetés par la fabrique avant 1760 (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 196).

Les tableaux anciens de la chapelle de Tadoussac doivent y être également depuis le régime français (*Ibidem*, p. 181).

Dans les églises de Montréal en 1760, Knox n'aperçut aucune peinture : on avait dû mettre les tableaux à l'abri (*Op. cit.*, t. II, p. 604).

2. V. les ouvrages indiqués, p. 243.

3. C'est ce que nous voyons que l'on fit à la chapelle de l'Hôpital-Général de Québec, en 1697 (*B. R. H.*, 1927, p. 457). On avait procédé de la même manière pour décorer celle du Séminaire de Québec (La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 235, 1700).

A la Longue-Pointe, cinq tableaux encastrés dans les boiseries y ont

Nul ne trouvait mauvais que religieux ou religieuses en eussent sous les yeux ailleurs qu'à la chapelle (1).

L'Eglise n'exerçait aucun monopole. Elle n'empêchait aucunement les laïques d'aimer les tableaux et d'en posséder. Et ceux-ci assurément ne s'en faisaient pas faute. M. Verrier, qui avait tant de livres, en avait un, intitulé : *L'explication des peintures* (2). Cet ouvrage, il l'avait certainement lu ; il l'avait fait lire à ses élèves, à ses amis. Qu'en avaient-ils retenu ?

En tout temps, en tout lieu, les vrais connaisseurs, en matière d'art, ont été rares. Mais il n'est pas besoin d'en savoir beaucoup pour suivre une mode. Le goût des tableaux en était une au xviii^e siècle. Les Canadiens la suivirent. En 1748, les tableaux formaient à l'importation un des articles ordinaires du commerce avec la France. On les taxait de

été placés en 1748 et 1749 (A. Bellay, *L'église de la Longue-Pointe* dans la *Revue Canadienne*, 1893, p. 426).

Dans nos plus anciennes églises, dit M. P.-G. Roy, « ce n'étaient que boiseries et tableaux » (*Les vieilles églises...*, p. 27). Ce que constatent les recouvrements que l'on a faits parfois de mobiliers d'églises. Un inventaire de ce genre, celui de l'église du Détroit, dressé en 1711, ne mentionne pas moins de seize tableaux (*Un document inédit sur M. de La Mothe-Cadillac*, dans le *B. R. H.*, 1918, p. 21).

1. En 1692, les Récollets, quittant leur monastère, en emportent tous les tableaux (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 19).

M^{lle} Le Ber (morte en 1714) donne à la Congrégation de Notre-Dame « un grand tableau de la Visitation » (*Eloges de quelques personnes...*, *doc. cit.*, p. 60. — Cf. Tanguay, *op. cit.*, t. I, p. 356).

Lorsqu'on fit l'inventaire de la maison des frères Charon, en 1719, on découvrit, dans leur salle de récréation, « une image en crucifix avec son cadre » et une autre image ; dans la sacristie « un autre cadre de bois doré, dont la figure est un cœur » ; au réfectoire, un « tableau en crucifix » (E.-Z. Massicotte, *Inventaire des documents et des imprimés concernant la communauté des frères Charon...* dans le *Rapport de l'archiviste de Québec pour 1923-1924*, p. 198-199).

2. Inv. Verrier (1759).

En 1749, l'ameublement d'une cellule de religieuse, chez les Ursulines de Québec, comportait un crucifix et des images de saints (Kalm, *op. cit.*, p. 133).

« Il n'y a dans le monastère [l'Hôpital-Général de Québec] presque aucun lieu où l'on ne conserve précieusement quelque objet donné par notre illustre fondateur ou lui ayant appartenu. Ici, c'est un tableau du crucifiement ; là une antique image de la mère de Dieu » (*Mgr de Saint-Vallier...*, p. 286).

droits à l'entrée. Ce n'était point d'après leur valeur artistique qu'on les tarifait, mais d'après leurs bordures, plus ou moins précieuses, plus ou moins communes (1). Qu'il soit venu de France au Canada nombre de tableaux, on ne saurait en douter (2).

Contentons-nous de ce que nous savons et acceptons les faits sans y rien changer. Connaisseurs ou non, le Canada a compté au XVIII^e siècle quelques amateurs de tableaux (3). Les époux Péan avaient relégué les leurs au-dessus des portes (4). Ainsi le commandaient les dernières exigences du bon ton (5). Et M^{me} Péan, jusque dans les plus petits détails, se piquait d'observer la mode. On vivait chez elle comme dans la maison la plus élégante de Paris.

De tels soucis s'inquiétait peu M. Verrier. Aux tableaux, il préférait les livres. Il avait accroché aux murs de sa chambre cinq gravures en taille douce, « enfermées dans

1. Tableaux de prix avec leurs cadres enrichis d'or, argent et cuivre doré... Tableaux communs avec leurs cadres en bois... (*Edits, ordonnances royales*... Québec, 1854, p. 602 — tarif douanier de 1748).

2. Nous en donnerons plus loin plusieurs exemples. Les portraits des souverains figuraient bien entendu parmi les tableaux importés. En 1735, André Traublain, peintre parisien et entrepreneur de copies, vend un portrait de Louis XV destiné à la salle du Conseil Supérieur de Québec. Ne serait-ce pas une copie de Van Loo? (Comm. de M. E. de Cathelineau).

Par les soins du P. Duplessis furent envoyés à l'Hôtel-Dieu de Québec plusieurs tableaux (*Lettres du P. F. X. Duplessis*, p. LXXXIII (notice biographique, 266-267, 271, 274, 294).

3. Chez M. de Vandreuil, au Château Saint-Louis l'inventaire, fait après sa mort, n'indique que trois tableaux, un portrait de Louis XIV, un tableau à cadre doré, « représentant un dieu phone », un autre tableau « représentant divers seigneurs de la Cour et de la famille » (*L'ameublement d'un seigneur canadien*... dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1921-1922*, p. 243, 245, 256).

« Nous avons ici des ornemens, des tableaux, des livres qu'elle nous a donnés ». Elle, c'est M^{me} du Plessis, morte en 1732 (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 246). — Cf. J.-E. Roy, *Lettres du P. F. X. Duplessis*..., p. XXXI, (notice biographique).

J. B. Couillard de Lespinay, lieutenant général de l'amirauté, mort en 1735, avait quelques tableaux chez lui : sept de dévotion et deux portraits de famille (Couillard-Després, *Histoire... de la Rivière du Sud*..., p. 165).

4. P.-B. Casgrain, *La maison d'Arnoux*... dans le *B. R. H.*, 1903, p. 40.

5. Felice, *op. cit.*, p. 108.

des cadres dorés » qui représentaient les batailles d'Alexandre. Cette série, nous la connaissons. C'est l'admirable ensemble des œuvres de Lebrun, gravées par Audran et Edelinck (1). M. Verrier aurait pu choisir plus mal. Cet érudit se doublait d'un homme de goût.

M. Cugnet en avait-il autant que lui? Comment le savoir? Nous avons voulu faire le dénombrement des tableaux qu'il possédait en 1742. C'est au total de vingt-huit toiles que nous sommes arrivés, encadrées pour la plupart dans des bordures dorées (2). Qui nous dira ce qu'elles valaient ?

N'ayant pas le moyen de s'offrir le luxe d'une galerie pour loger ses tableaux, M. Cugnet les avait répartis dans les diverses pièces de son habitation, dans la salle, dans les chambres.

« Les connaisseurs d'outre-monts... professaient en 1672 qu'un tableau ne peut pas être tout à fait bon s'il n'y a un peu de nudité » (3). Dans ses achats de peintures, M. Cugnet avait-il su se conformer à cette loi des dilettantes ?

Chez lui, comme chez tous les Canadiens, la religion avait la meilleure part (4). Saints et saintes, sujets pieux de toute sorte n'excluaient point les dieux de la mythologie (5), ni les paysages (6). Le Roi était là, comme il convenait : il y était même deux fois, avec sa fille, M^{me} Infante. Les portraits du monarque ne faisaient pas tort aux portraits de famille. On n'en trouvait pas moins de cinq chez M. Cugnet.

1. Inv. Verrier. Ces cinq gravures représentent, comme on sait, les batailles du Granique et d'Arbèles, Alexandre et Porus, l'entrée à Babylone, la famille de Darius devant Alexandre (R. Peyre, *Répertoire chronologique de l'histoire universelle des Beaux-Arts*, p. 359, 362, 364-366, 368).

2. Inv. Cugnet, 1742 (Arch. des Colonies, C¹¹ A. 114, fol. 168, 169 v^o, 170, 172, 172, v^o, 173 v^o).

3. Dupont Ferrier, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris...*, 1929, p. 64.

4. Six tableaux.

5. Deux.

6. Cinq. Il y avait aussi deux tableaux de fleurs, et un où étaient peints des poissons.

Ces derniers tableaux avaient-ils été faits au Canada ? La majeure partie de la peinture canadienne — si on peut l'appeler ainsi, — était importée de France, tant celle qui décorait les intérieurs d'église que celle qui ornait les appartements des particuliers (1).

Pourtant nous savons avec certitude que, de très bonne heure, des Français établis dans la colonie, — il n'y eut guère de Canadiens parmi ces artistes — se sont exercés dans l'art de la peinture. Des prêtres, des fils de famille (2), des religieuses (3), quelques spécialistes aussi, parmi lesquels il est malaisé de distinguer les artistes des ouvriers. Car le terme de peintre s'applique aux uns comme aux autres (4).

1. V. plus haut, p. 241-243, 245.

Quelques exemples viennent à l'appui de ce que nous avons déjà dit. En 1666, M. de Tracy offre, en ex-voto à Sainte-Anne de Beupré, un portrait de sainte Anne, attribué à Lebrun (Aug. Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. I, p. 493. — *B. R. H.*, 1899, p. 158, 249-250 et 1923, p. 73-74).

En 1723, la fabrique de Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévy achète un tableau en France (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 163).

Le tableau de la Sainte-Famille, que l'on voit dans l'église de ce nom, à l'île d'Orléans, est ancien et doit venir de France (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 173).

Les tableaux que l'abbé Picquet avait placés dans les sept chapelles de son calvaire d'Oka « étaient tous des œuvres de France, excellentes copies des chefs-d'œuvre des maîtres » (V. 1740), (*Ibidem*, p. 119. — Abbé Aug. Gosselin, *Le fondateur de la Présentation : L'abbé Picquet*, dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 1^{re} série, vol. XII, 1894, sec. I, p. 7-8).

2. Pierre Le Ber (1669-1707), fils de Jacques Le Ber, fut associé libre des frères Charon et peintre amateur (Faillon, *L'héroïne chrétienne du Canada ou vie de M^{lle} Le Ber*. Montréal, 1860, p. 331. — E. Z. Massicotte, *Inventaire des documents et des imprimés concernant la communauté des frères Charon...*, op. cit., p. 195. — *Éloges de quelques personnes...*, doc. cit., p. 16-17, 68).

3. Notamment à Québec, à l'Hôtel-Dieu (la mère Marie-Madeleine Mau-fils de Saint-Louis, morte en 1702) (*Histoire de l'Hôtel-Dieu*, p. 406. — *B. R. H.*, 1926, p. 153), chez les Ursulines en 1749 (Amédée Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 240-241. — Aug. Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 3^e partie, p. 107-108), etc.

4. Aux ouvriers-peintres devait incomber la tâche de peindre les enseignes ou « tableaux de boutique », ainsi que les tableaux qui représentaient les exécutions en effigie (*B. R. H.*, 1912, p. 62-63 ; 1916, p. 49 ; 1917, p. 189 ; 1927, p. 147). Ce sont eux aussi qui sans aucun doute décoraient « de peintures et d'armoiries » les carrioles ou traîneaux (Ch. de la Roncière, *Une épopée canadienne*, p. 52).

Comment savoir ce qu'était au juste Jean Berger, peintre à Montréal en 1707-1709 ? (1). Le sieur Peltier, qui peignit des armoiries pour la décoration des pompes funèbres, aux obsèques du M^{is} de Vaudreuil (1726), s'il n'a jamais fait que des besognes analogues, ne mérite pas qu'on le traite en artiste (2). Nous ne savons pas davantage quel cas il faut faire de Paul Malepart de Beaujours. Son fils fut un artiste ; mais lui ? D'abord sergent dans les troupes, il quitta le service en 1745 et semble avoir été peintre à Québec à partir de ce moment-là jusqu'à sa mort en 1756 (3).

Pour Michel Desailly de Richeterre (4), pas d'hésitation, nous sommes fixés. Celui-là s'essayait au grand art : il faisait des portraits (5).

Mais avant tout et surtout les peintres du Canada furent des prêtres ou des religieux. Le premier en date avait été

1. Massicotte, *Faits curieux de l'histoire de Montréal*, p. 38-44. — Cf. P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 301.

2. P.-G. Roy, *Lameublement d'un seigneur canadien...*, article cité, p. 260.

3. E.-Z. Massicotte, *Le peintre Malepart de Beaujours* dans le *B.R.H.*, 1921, p. 187-188. — P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 215. — Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. II p. 169). Il ne serait pas impossible que ce Malepart fût parent d'un homonyme qui apparaît au Canada de très bonne heure : André de Malapart, qui, soldat sur la flotte de la Nouvelle-France en 1629 (Sulte, *Pages d'histoire...*, p. 125 140), se retrouve aux Trois-Rivières en 1635, 1637 (*Relation de 1636* dans Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 8, p. 250, 252, 311. — Ph. Gagnon, *Noms propres au Canada français*, article cité, p. 143). Même il y commande en 1639 (Sulte, *op. cit.*, p. 140). On l'y voit encore en 1649 (Gagnon, article cité, p. 143).

Il se trouvait parmi les soldats des gens de toute profession. Certains devaient savoir dessiner, peindre ; et ils ont pu se servir de leur talent du temps qu'ils étaient encore au service : D'après une constante tradition de famille, le portrait de François Hertel, dont une copie a figuré à l'Exposition Rétrospective de 1929 (*Catalogue...*, p. 57) a été fait par un soldat. (Comm. de M. R. de Roquebrune.)

4. Appelé aussi Destailly et Rissettière (Ph. Gagnon, *Essai de bibliographie canadienne*, t. II, p. 331. — Tanguay, *op. cit.*, t. III, p. 352. — *B. R. H.*, 1916, p. 135).

5. En 1701, il donne un reçu de 40 livres pour le portrait de M^{me} de Repentigny (Gagnon, *op. cit.*, t. II, p. 331). En 1706, il était à Québec et au Détroit : en 1708, à Montréal ; en 1710, à Québec (*Ibidem*, p. 331. — *B.R.H.*, 1916, p. 135).

un Jésuite, le P. Pierron (1) ; le meilleur en fut un récollet, le frère Luc Le François. Ce dernier travaillait beaucoup. A Québec et autour de Québec, il est peu d'églises, conventuelles ou paroissiales, qui n'aient été gratifiées de ses ouvrages (2).

M. Pommier, prêtre du Séminaire de Québec, se piquait de peinture. C'est tout ce que l'on en peut dire. Peut-être avait-il de bonnes intentions. En tout cas le résultat n'y répondait pas (3). Le P. Laure devait être mieux doué. S'il n'avait pas eu de dispositions, ses supérieurs lui auraient-ils laissé suivre son goût et cultiver la peinture, du temps même qu'il faisait sa théologie ? (4).

Parmi les noms de ces artistes ecclésiastiques, il en est un qui exige une mention particulière. C'est Jacques Le Blond de la Tour (5). Il appartenait à une famille de mérite connue dans les arts et dans les sciences (6). Par lui-même il paraît avoir eu une réelle valeur. A la fois sculpteur, architecte et peintre, mais surtout peintre, semble-t-il, il fut

1. Le P. Jean Pierron débarqua à Québec en 1667. Massacré en 1673. Sur lui v. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. II, p. 404-406 et Tanguay, *Répertoire... du clergé canadien...*, p. 56.

2. Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 364. — Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 41. — P. G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 35-36. Il fut au Canada de 1675 à 1685 (Tanguay, *Répertoire général... du clergé Canadien...*, p. 63).

3. Arrivé en 1664, il retourne en France en 1677 ou 1678 (P.-G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 27).

4. Il fit sa théologie à Québec en 1717-1719 (Rochemonteix, *op. cit.*, t. III, p. 432, en note).

5. Ordonné en 1706, nommé aussitôt curé de la Baie Saint-Paul ; il y mourut en 1715.

De 1690 à 1696, puis de 1698 à 1706, il dirigea un atelier de sculpture, soit au Petit Séminaire, soit à Saint-Joachim (Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 361-363).

6. Antoine Le Blond de la Tour, peintre officiel de la ville de Bordeaux en 1665, mort en 1690 ou 1691. Marc-Antoine, son fils lui succéda comme peintre de la ville jusqu'en 1742 (Siret, *Dictionnaire des peintres...*, Bruxelles, 1883, 2 vol., t. I, p. 533. — Bénézit, *Dictionnaire des peintres, sculpteurs...* Paris, 1924, 3 vol., t. III, p. 65).

Un Le Blond de la Tour fut ingénieur en chef de la Louisiane de 1719 à 1723 (Hanotaux et Martineau, *Histoire des colonies françaises...*, t. I, p. 302-306 (*La Louisiane*, par E. Lauvrière).

un des meilleurs maîtres de l'école de Saint-Joachim et du Petit Séminaire (1).

Bons ou mauvais, que peignaient ces artistes ? Des sujets religieux d'abord, beaucoup de sujets religieux (2), peu de paysages (3), beaucoup de portraits (4). Jamais, en aucun temps, le Canada n'a manqué de gens disposés à reproduire les traits de leurs contemporains (5).

1. Gosselin, *op. cit.*, p. 361-363. On le trouve ainsi désigné en 1696 : « La Tour, peintre de Bordeaux ».

2. Marie de l'Incarnation a décrit deux tableaux du P. Pierron qui figuraient le Paradis et l'Enfer. Cet Enfer était « effroyable ». Mais les deux peintures étaient destinées aux Missions des Agniers (au P. Poncet, 7 oct. 1669. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 274).

Le frère Luc avait fait, entre autres tableaux, une Sainte-Famille, une Assomption, une Adoration des rois mages (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 35-36).

Entre 1710 et 1713, un tableau fut donné en ex-voto à l'église des Récollets des Trois-Rivières par M^{me} Fafard-Laframboise. Il représentait ses deux enfants offerts à la Vierge par le frère Didace (O. M. Jouve, *Le frère Didace Pelletier, franciscain*, article cité, p. 213).

3. La mère Marie-Madeleine de Saint-Louis, religieuse de l'Hôtel-Dieu de Québec, en avait exécuté plusieurs (*B. R. H.*, 1926, p. 153).

A l'Hôpital-Général de Québec, les lambris de l'église étaient recouverts de peintures en clair-obscur qui représentaient les paysages des environs (Knox, *op. cit.*, t. II, p. 214).

4. On trouvera un certain nombre de portraits anciens énumérés dans le *Catalogue of the château de Ramezay*. Plusieurs sont reproduits dans le *Catalogue de l'Exposition Rétrospective* de 1929 et dans les ouvrages de M. P.-G. Roy, *La famille Juchereau-Duchesnay*, *La famille Renaud d'Avène des Méloizes*.

5. Nous savons de façon absolument certaine que furent faits au Canada, entre autres portraits, les suivants : la mère Marie de Saint-Joseph, ursuline, morte en 1652 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 502). — M^{me} de la Peltrie, morte en 1671 (*Les Ursulines de Québec*, t. I, p. 357, note 1) ; — Mgr de Laval, vers 1682, et dans ses dernières années (Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. II, p. 553-554), — le frère Didace, sous les traits de qui on représenta saint Pascal Baylon, v. 1690 (O. M. Jouve, *Le frère Didace Pelletier, franciscain* dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 198-199). — Marguerite Bourgeoys, par Pierre Le Ber (Renaud, *Les origines économiques du Canada...*, p. 392). — M. de la Colombière, en 1721 (Myrand, *M. de la Colombière orateur...*, p. 293-294) ; — Mgr de Pontbriand, par les Ursulines de Québec, en 1749 (Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 3^e partie, p. 107-108).

Deux portraits méritent qu'on s'y arrête. Celui de Marie de l'Incarnation d'abord. Elle aurait été peinte sur son lit de mort par un artiste qu'avait envoyé M. de Courcelles. Ce tableau périt dans l'incendie des Ursulines en 1686. Mais des copies avaient dû en être faites à Québec. Et c'est

Quelle valeur attribuer à ces productions de l'école canadienne ? Oui, école canadienne. Car au xviii^e siècle, la colonie avait déjà des traditions artistiques. Dès la fin du xvii^e, ceux qui voulaient apprendre à peindre trouvaient sur place des gens qui le leur montraient (1).

Il ne faudrait pas croire que, dans ce qu'ils ont fait, les uns et les autres, maîtres et élèves, tout ait été méprisable. Sans doute voyons-nous à plusieurs reprises des Canadiens qui, désireux d'avoir un tableau représentant tel ou tel sujet déterminé se gardent bien de le faire exécuter dans la Nouvelle-France. C'est dans l'ancienne qu'ils en passent la commande (2). Mais qu'est-ce que cela prouve ? Qu'au xvii^e siècle et au xviii^e, l'on peignait mieux à Paris qu'à Québec ou à Montréal. Nous n'avons jamais entendu le contester.

Tout ce que nous voulons dire, c'est que, pour une bonne part, la qualité de la peinture canadienne semble avoir été honorable. Marie de l'Incarnation, la franchise même, trouvait le P. Pierron « un assez bon peintre ». Les Iroquois,

d'après ces copies que l'on suppose avoir été gravé le portrait d'Edelinck et peint le portrait encadré que les Ursulines reçurent de France en 1699 (Marie de l'Incarnation, *Ecrits spirituels et historiques*, t. I, p. 41-42).

Catherine Tekakwitha, la vierge iroquoise, fut portraiturée plusieurs fois, en 1681 d'abord par le P. Chauchetière (J. Tramond dans la *Revue de l'histoire des Colonies françaises*, 1927, p. 139). M. de Champigny en fit faire « plusieurs petits tableaux » (Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 1^{re} partie, p. 227). On attribue au P. Rasle un autre portrait de Catherine (*Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 349). Nous ne pouvons dire quel portrait reproduit la gravure de La Potherie qui représente Catherine (*Histoire de l'Amérique Septentrionale*, t. I, h. t., p. 350-351).

1. Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 363. — *B. R. H.*, 1926, p. 153.

2. En 1690, les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec font faire en France une mort de saint Joseph ; elles la reçoivent en 1694 (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 349, 363).

Dans un mémoire de 1722, M. d'Auteuil rappelle qu'il a fait peindre à Paris « un très beau tableau de sainte Anne » qu'il a donné à l'église de la Grande Anse (*Rapport de l'Archiviste... de Québec pour 1922-1923*, p. 97. — Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 1^{re} partie, p. 192-193, note 3).

En 1741, M^{me} d'Youville s'oblige, par promesse, à faire venir de France un Père Eternel (*Vie de M^{me} Youville*, par M. Sattin dans le *Rapport... pour 1928-1929*, p. 400).

écrit-elle, le tiennent, à cause de ses peintures « pour le plus grand génie du monde » (1). Mais des sauvages ne peuvent passer pour des critiques en fait d'art. Marie de l'Incarnation rapporte cette appréciation, en souriant, semble-t-il : elle n'y souscrit point. Son jugement à elle, très modéré, garde toute sa valeur.

Est-il vrai que le frère Luc ait été « assez connu de toute la France pour un des plus habiles peintres de son temps » ? (2). C'est le P. Le Clercq qui nous l'assure. Charlevoix, pour sa part, estimait les tableaux du frère Luc (3) ; et l'on sait que Charlevoix ne s'est jamais fait scrupule d'exprimer son opinion sur les choses, sinon sur les gens en toute liberté.

Les portraits du xviii^e siècle — en existe-t-il encore du xvii^e ? — représentent ce qu'il y a de plus intéressant au point de vue peinture canadienne. Il est vrai que beaucoup ont été retouchés (4). Mais tous ne l'ont pas été. Sur ceux même qui ont subi des remaniements, ces retouches n'empêchent pas toujours de distinguer les parties anciennes. L'impression d'ensemble qui s'en dégage est une impression de probité et de science. Les hommes qui ont peint ces tableaux connaissaient à peu près toutes les recettes employées de leur temps par les gens du métier. Leurs œuvres dénotent une observation intense de la physionomie, du regard en particulier : car c'est surtout le regard dont les artistes d'alors cherchaient à reproduire la vie sur leurs toiles. Leur grand défaut, c'est le manque d'originalité, une certaine inexpérience dans tout ce qui

1. *Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 274.

2. Cité par Scott, *Nos anciens historiographes...*, p. 41.

3. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 75 (1720). — Gosselin, *L'instruction au Canada...*, p. 364. — Les deux tableaux de l'Ange-Gardien qu'on lui attribue sont très médiocres : mal dessinés, ils se rachètent un peu par le coloris. Sont-ils bien de lui ? (P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 35-36).

4. Pour s'en convaincre il suffit d'un coup d'œil jeté sur les planches de portraits dont l'abbé Daniel a agrémenté son *Histoire des grandes familles...*

n'est pas le visage. Tels quels, on peut les classer d'excellents documents humains et des œuvres fort honnêtes (1).

Comment d'ailleurs la peinture canadienne ne se serait-elle pas maintenue à un assez bon niveau ? Le goût s'était formé vite dans la colonie. Déjà au xviii^e siècle — entre 1664 et 1677 — M. Pommier n'avait pas trouvé d'admirateurs pour ses tableaux. Il en faisait beaucoup, mais « personne ne les goûtoit. Il espéra qu'en France son talent seroit mieux connu. Il n'y réussit pas » davantage (2).

Un fait contribua à donner aux Canadiens des idées justes sur le beau en matière d'art. Dans leurs églises, ils pouvaient s'emplir les yeux d'idéal. La piété éclairée de divers bienfaiteurs y avait mis des œuvres de maîtres français et italiens. On nous cite, comme ayant orné des sanctuaires de la Nouvelle-France, un Lebrun (3), un Stella (4), et même un Raphaël (5).

Rien qu'en regardant autour d'eux, les Canadiens trouvaient ainsi les éléments d'une éducation artistique. La Potherie leur reconnaissait « de la disposition pour les arts (6) » ; et Charlevoix déclarait qu' « on en pourroit

1. Nous remercions très sincèrement M. Olivier Flornoy dont la science picturale nous a aidé à comprendre les artistes d'autrefois. C'est grâce à lui que nous avons pu parler d'eux comme ils le méritaient.

2. La Tour, *Mémoire sur la vie de M. de Laval...*, p. 108-109. « Comme vous pouvez le constater, le goût déjà s'affinait et la critique d'art était née au Canada » (Vaillancourt, *Primitifs et maîtrises d'art...*, p. 3).

3. Sur le Lebrun de Sainte-Anne de Beaupré, v. *supra*, p. 247.

4. *Nativité*, de Stella, donnée en 1735, par Mgr Dosquet à l'Hôtel-Dieu de Québec (*Lettres de Mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia*, vol. III, 1927-1928, p. 178-179). — Gosselin, *L'Eglise du Canada*, 2^e partie, p. 298).

5. Une *Sainte-Famille* attribuée à Raphaël vint à l'Hôtel-Dieu de Québec par donation de Mme d'Aillebout (*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 283).

Aux sœurs de la Congrégation Mgr Dosquet — vers 1735 — donna un beau tableau « d'un peintre fameux ». Leur église avait déjà été « enrichie par lui d'autres peintures remarquables » (Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 2^e partie, p. 299).

Knox admira le *saint Pierre repentant* de l'Hôpital-Général de Québec et le jugea remarquable par ses qualités d'expression (*Op. cit.*, t. II, p. 214).

6. La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 366 (1700).

tirer de grands services », toujours pour les arts (1). On parlait d'art dans les salons de Québec (2). Bref, une vie artistique très réelle existait dans la colonie avant 1760. A cet égard, comme à d'autres, la conquête anglaise a peut-être marqué un recul.

La gravure.

C'est un des arts du dessin. Sa place se trouve donc bien ici. Mais y a-t-il lieu d'en parler ? L'art de la gravure a-t-il été pratiqué au Canada ? Nous connaissons au moins un individu dont telle était la profession avouée, Nicolas Bellin, (ou Blain), graveur à Québec en 1688 (3). Que gravait-il ? Des plaques sans doute, plaques de plomb ou de cuivre. Car on en consommait beaucoup au Canada. On en mettait dans les fondations des édifices importants pour commémorer la pose de la première pierre (4) ; on en fixait sur les cercueils des grands personnages (5). C'est encore au moyen de plaques, enfouies dans le sol des pays sauvages, que l'on attestait leur prise de possession (6).

Elles portent parfois, ces plaques, les noms des ouvriers —

1. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 175 (1721).

Depuis les *Voyages* de Champlain, la plupart des ouvrages qui ont paru sur le Canada ont été illustrés. Ces planches, gravées en France, devaient s'inspirer de dessins faits au Canada, soit par les auteurs eux-mêmes, soit par des artistes locaux.

2. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 79 (1720).

3. Ph. Gagnon, *Noms propres au Canada français* dans le *B.R.H.*, 1909, p. 23.

4. Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. II, p. 288 (1657). — *Ibidem*, t. III, p. 380 (1672). — *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 213-215 (1672) et 367 (1696). — *B. R. H.*, 1930, p. 501 (1675). — Gagnon, *Le fort et le Château Saint-Louis...*, p. 50 (1693), 72 (1723). — P.-G. Roy, *Les vieilles églises...*, p. 79 (1718) et 189 (1750). — Lavoie, *La famille Lavoie*, p. 110 (1738). — *B. R. H.*, 1902, p. 45-46 (1748).

5. Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. II, p. 552 (Mgr de Laval, 1708). Faillon, *Vie de la sœur Bourgeoys...*, t. II, p. 86 (Marguerite Bourgeoys, 1700).

6. *B. R. H.*, 1914, p. 319 (La Vérendrye, 1743). — *Ibidem*, 1927, p. 246 et *Mémoires sur le Canada...* par le sieur de C., appendice A, p. 209-210 (Céloron, 1749).

car on ne peut dire des artistes — qui les ont gravées. Au nom de Bellin, nous pouvons ainsi ajouter ceux de Jean Soullard en 1693 (1), de Paul Labrosse en 1749 (2). Ce Paul Labrosse nous l'identifions avec Paul-Raymond Jourdain Labrosse que nous connaissons déjà en tant que sculpteur (3). Quant à Soullard, il était surtout armurier (4).

Sur certaines de ces plaques figurent des armoiries (5). Faut-il en conclure que les graveurs se sont élevés à un travail plus délicat, celui qui consiste à faire des cachets, armoirés ou non ? Assez tôt dans la Nouvelle-France, on s'est servi de cachets (6). Au XVIII^e siècle, l'usage ne fit qu'en augmenter (7). Encore convient-il de ne rien exagérer. En 1760, beaucoup de gentilshommes français ne possédaient point de cachets à leurs armes (8). A plus forte raison, les gentilshommes canadiens.

1. Gagnon, *Le fort et le château Saint-Louis...*, p. 50.

2. *B. R. H.*, 1927, p. 246.

3. *V. supra*, p. 231-232, 234.

4. Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. VII, p. 205, qui orthographie son nom Soullard.

5. Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 380. — *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 213. — Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. II, p. 552.

6. Jean-François Bourdon-Dombourg appose, sur une pièce de 1668, un cachet armorié (P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 4^e série, p. 57-58).

M^{lle} Mance avait un cachet, de caractère tout religieux, qui représentait saint Joseph et l'Enfant Jésus (1673) (*Jeanne Mance, op. cit.*, p. 27).

7. On trouvera un certain nombre de blasons reproduits, d'après des cachets anciens, dans l'*Armorial du Canada français*, de E.-Z. Massicotte et R. Roy, 1^{re} et 2^e série. M. R. de Roquebrune nous a indiqué plusieurs cachets qui remontent certainement au régime français : Hertel-La Roque (deux), Boucher de la Broquerie (V. R. de Hertel, *Les armes des Boucher de la Broquerie* dans *Nova Francia*, vol. I, 1924-1925, p. 247), Salaberry. Ce dernier, accolé de Villeray, circonstance qui le date. Car il a probablement été gravé entre 1735, année du mariage de Michel de Salaberry avec M^{lle} Rouer de Villeray, et 1750, année de son second mariage avec M^{lle} Juchereau du Chesnay (P.-G. Roy, *La famille d'Irumberry de Salaberry*, p. 22-23).

Quelques particuliers mettaient leurs armes sur leur argenterie. Pouvaient-ils le faire faire au Canada ? M. E.-Z. Massicotte (*La coutellerie, de table et de traite sous le régime français* dans le *B. R. H.* de 1929 p. 267) mentionne de très belles fourchettes en argent, remontant à 1750 environ, qui portent les armes de Varin et de Beaujeu.

8. « Une ordonnance du 20 juillet 1760 enjoignit aux nobles de faire

Mais il y en avait tout de même un certain nombre dans la colonie. Où les fabriquait-on ? En 1709, Tilly exprime à son frère La Mothe-Tilly son désir d'avoir un cachet d'argent. Il venait de perdre le sien, et cela l'embarrassait beaucoup. Mais c'est en France qu'il veut le faire faire ; c'est son frère qu'il en charge (1).

De France venaient les médailles d'argent que le gouvernement distribuait aux Indiens pour récompenser leur mérite militaire (2). Mais les médailles de dévotion, chères aux âmes pieuses, si on en recevait de France (3), en France aussi on en envoyait (4).

Le mot graver se prend dans une double acception. Au sens général, « graver, c'est dessiner par incision dans un corps dur, pierre, bois ou métal ». Au sens particulier, graver « c'est... l'art de tirer des impressions sur papier d'une gravure en bois ou en métal » (5). Cette dernière sorte de gravure, les Canadiens l'ont-ils connue ? pratiquée ? Si bonne opinion que nous ayons des Canadiens et de leurs dispositions artistiques, nous ne pouvons, nous n'osons rien affirmer (6).

enregistrer leurs armoiries, sous peine de ne plus pouvoir en porter... On fit vainement observer au contrôleur-général que l'ordonnance serait d'une application parfois difficile, la plus grande partie des nobles de province ne portant point d'armoiries, si ce n'est sur leurs cachets, et beaucoup d'entre eux n'en possédant même pas ». (G. Vallois, *Etat des personnes sous l'ancien régime* dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1891, p. 304-305).

1. 14 novembre 1709 (Archives de M. le comte de Montalembert). Tous ces cachets devaient être de petits sceaux, pourvus de manches. Il y en avait en argent ; il y en avait en cuivre. La mode des chevalières était encore peu répandue (Comm. de M. R. de Roquebrune).

2. C'est en 1669 qu'est mentionnée pour la première fois une médaille donnée par le Roi à un Indien. C'est en 1693 seulement que furent frappées, pour la première fois, en France, des médailles spécialement destinées aux Indiens du Canada. L'on continua d'en faire de la sorte jusqu'à la fin du régime français (Victor Morin, *Les médailles décernées aux Indiens d'Amérique* dans les *M. S. R. C.*, 3^e série, vol, IX, 1915, p. 277-353. — Cf. *Catalogue de l'Exposition Rétrospective...*, p. 97).

3. *Lettres du P. F.-X. Duplessis...*, p. 292 (1756).

4. *Ibidem*, p. 121-122 (1724).

5. Cf. Blanc, *Grammaire des arts du dessin...*, p. 616.

6. La mère de Sainte-Hélène écrit, le 30 octobre 1753, à M^{me} Illecquet de

La musique.

Avec la musique nous nous sentons mieux à notre aise. Nous prenons pied sur un terrain plus solide et nous n'en sommes plus réduits à faire des hypothèses.

S'il y a un fait certain, c'est que les Canadiens ont toujours aimé la musique. Les Jésuites ont pu contribuer à entretenir ce goût chez eux ; ils ne le leur ont pas donné (1). C'est à une cérémonie toute profane, aux noces d'Elizabeth Couillard avec Jean Guyon du Buisson (27 novembre 1645), qu'eux-mêmes, dans leur *Journal*, notent la première apparition des violons dans la colonie (2). Auparavant, les violes seules étaient en usage : les entendre émerveillait les sauvages et les transportait d'aise (3).

A partir de 1645, nous sommes tenus au courant de la chronique musicale du Canada. Progressivement, la partie artistique des offices religieux se développe ; on la soigne davantage, elle prend plus d'importance. A la messe de minuit de 1645, chez les Jésuites, les chants furent accompagnés de violon. « Il y avoit encore une fluste d'Allemagne » ; malheureusement, elle ne se trouva pas d'accord (4) :

Villers (alias de la Cloche : « La sauvagesse dont je vous ay envoyé uue image est iroquoise » (*Lettres de Mère M.-A. Duplessis de Sainte-Hélène*, dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 53). Il s'agit de Catherine Tekakwitha. M. de Champigny, nous dit-on, avait fait faire « plusieurs petits tableaux de cette bonne fille sauvage qu'il distribue et qu'on garde par estime » pour elle (Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 1^{er} partie, p. 227). Une telle diffusion semble indiquer que l'on avait tiré ces portraits en assez grande quantité : ce que l'on comprendrait malaisément si ce n'était pas des épreuves sur papier.

1. Nicolet, en 1642, possédait deux livres de musique (V. Morin, *Précurseurs d'histoire...* article cité, p. 24).

2. Couillard-Després, *La première famille* . . , p. 310.

3. 1639. Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. I, p. 323.

4. Ernest Gagnon, *Louis Jolliet...*, p. 128-129.

M. Myrand donne (*Noels anciens...*, p. 25-26, 48-49) le texte et la musi-

En 1647, on commence chez les Jésuites, à chanter la grand'messe, les dimanches et jours de fêtes, de façon régulière, selon toutes les exigences de la liturgie : jusque-là on ne s'était pas senti assez « fort » pour l'essayer ; et l'on se contentait de faire entendre quelques morceaux au cours de l'office (1).

En 1651, la fabrique de Québec essaie d'organiser une maîtrise ; et c'est à Saint-Martin — Martin Boutet de Saint-Martin — qu'elle demande d'instruire les enfants de chœur et de leur apprendre le plain-chant (2).

L'année suivante, Marie de l'Incarnation écrit à son fils : les cérémonies se font « ici [c'est-à-dire à la paroisse de Québec] comme dans une cathédrale, tant pour le chant que pour les cérémonies que les mieux entendus disent s'y observer avec autant de majesté que dans les chœurs de France les mieux réglés » (3). En dépit de ce témoignage et de toute évidence, la maîtrise des Jésuites était la meilleure de Québec et du Canada. En 1665, deux « officiers de musique » la dirigeaient : ils avaient nom Germain Morin et Louis Jolliet (4).

Louis Jolliet, c'est l'illustre découvreur du Mississipi. Il savait jouer de l'orgue. Car maintenant il y avait des orgues au Canada. Dès 1661, les Jésuites en avaient installé un petit dans leur église (5). Mgr de Laval en rapporta un autre de Paris en 1663 pour sa « grande église », l'église paroissiale (6).

que des cantiques de Noël qui furent chantés, chez les Jésuites, aux messes de minuit de 1646 et 1647.

1. P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 92-93.

2. *Ibidem*, p. 67-69.

3. 1^{er} septembre 1652 (*Lettres de... Marie de l'Incarnation*, p. 460).

4. E. Gagnon, *Louis Jolliet...* p. 32. — On connaît deux autres « officiers de musique » des Jésuites : Charles-Amador Martin et Pierre de Repentigny de Francheville (P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. I, p. 261).

5. P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire...*, 5^e série, p. 93.

6. *Ibidem*, p. 93-94. — Le premier organiste de l'église de Québec paraît avoir été Louis Jolliet, au moins depuis 1675 (E. Gagnon, *Louis Jolliet...*,

A peine les Canadiens eurent-ils entendu ces orgues qu'ils en voulurent partout. Un ecclésiastique qui avait « du génie pour la mécanique » en fabriqua plusieurs sur le même modèle que l'instrument de l'évêque, mais « avec du bois seulement ». L'abbé de La Tour se porte garant que, de son temps encore, ils rendaient « un son fort agréable » (1).

On eut, au XVIII^e siècle, de véritables facteurs d'orgues. Paul-Raymond Jourdain-Labrosse, déjà cité comme sculpteur, comme graveur, en faisait à Montréal (2). Cependant, en 1744, Mgr de Pontbriand, voulant doter sa cathédrale de nouvelles orgues, préféra les commander en France. Elles arrivèrent en 1753 (3).

Heureuse époque au demeurant que ce XVIII^e siècle pour la musique comme pour les autres arts. M. Raudot fils organise des concerts, mêlés « de voix et d'instruments » (4). Désormais ce genre de divertissements fera partie inté-

p. 137-139. — En 1721, il y avait deux orgues dans la cathédrale (Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1908, p. 359, en note).

1. La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval...*, p. 172. — C'en'est pas avant 1698 que la fabrique de Montréal décida d'acheter un orgue. Le premier organiste connu est — en 1705 — J.-B. de Poitiers du Buisson (O. Lapalice, *Les organistes et maîtres de musique à N. D. de Montréal* dans le *B. R. H.*, 1919, p. 243).

2. Les comptes, extraits par Mgr Têtu (*Le chapitre... de Québec...*, dans le *B. R. H.*, 1908, p. 359, en note), prouvent du moins qu'en 1721-1723, il réparait et raccommoait les orgues. Mais il en fabriquait aussi, Mgr Tanguay l'a trouvé qualifié : sculpteur et facteur d'orgues (*Dictionnaire... des familles canadiennes*, t. V, p. 24). En 1738, le chanoine Hazeur de l'Orme promet d'envoyer à ses confrères du chapitre l'étain qu'ils lui avaient demandé « pour faire les tuyaux de l'orgue de la cathédrale qui peuvent y manquer » (Têtu, *op. cit.*, dans le *B. R. H.*, 1910, p. 240).

3. *Ibidem*, dans le *B. R. H.*, 1908, p. 359-361, en note. — Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 3^e partie, p. 106.

La fabrication des cloches tient un peu à l'art. On en fondit au Canada depuis 1664 jusqu'à la Cession (Amédée Gosselin, *Fondeurs de cloches...* dans le *B. R. H.*, 1920, p. 334-336. — P. - G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 105-107. — *La ville de Québec...*, t. I, p. 321-322). M. Roy nous fournit une date qui complète la biographie du maître-fondeur Latour; il l'était en 1720 (*Inventaire des ordonnances...*, t. I, p. 184).

4. *Lettres du P. F.-X. Duplessis...*, p. 95, note 1. M. Raudot avait des musiciens ordinaires qu'il prêtait parfois à la chapelle de l'Hôtel-Dieu.

grante des plaisirs de la capitale. Et Montcalm ne pourra se dispenser d'en donner aux « prudes » de Québec (1).

Les autres que les prudes aimaient mieux danser. Les bals se multiplient dans les dernières années du régime français. Les Jésuites ne les avaient guère encouragés. Mais on n'était plus au temps où ils pouvaient les empêcher (2). En 1667, déjà, ils n'avaient pu qu'enregistrer avec appréhension le grand bal donné par M. de Lotbinière (3). Pendant les derniers hivers qui précédèrent la Cession, les réunions dansantes se succédèrent : c'était devenu, surtout à Québec, le meilleur amusement de la saison (4).

« Quoiqu'il n'y ait point de maîtres à danser dans le Canada, les femmes, qui ont bonne grâce et de l'oreille, dansent assez bien (5) ». On n'y apprenait point à danser ; on apprenait à chanter, à jouer de divers instruments (6). Mais les Canadiens ne se contentèrent pas du rôle d'exécutants. Assez vite, ils voulurent être plus que des élèves et ils s'essayèrent à la composition.

Charles-Amador Martin, premier prêtre du Canada, passe aussi pour en avoir été le premier compositeur. On lui doit la musique d'une prose *Sacrae Familiae*, musique qui a pu

1. Ch. de Bonnechose, *Montcalm et le Canada français*, p. 57. — M. Verrier possédait un *Recueil d'opéras*.

2. En 1647, on avait, le « mercredy-gras », dansé un « ballet » au magasin de Québec. Le *Journal des Jésuites* à qui nous devons cette information, ajoute « Pas un de nos Pères, ny de nos frères n'y assista, ny aussi des filles de l'Hospital, et des Ursulines, sauf la petite Marsolet » (Thwaites, *The Jesuit Relations...* t. 30, p. 158).

3. Thwaites, *The Jesuit Relations...*, t. 50, p. 206. — Cf. Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 397.

4. Bonnefons, *Voyage au Canada...*, p. 34. — Chapais, *Le Marquis de Montcalm*, p. 182, 199.

5. *Mémoire de Bougainville* de 1757, *op. cit.*, p. 61. — De 1737 à 1749. Montréal avait eu un maître de danse, Louis Renault dit Duval (E. Z. Massicotte, *Les métiers rares d'autrefois*, dans le *B. R. H.*, 1930, p. 611).

6. Saint-Martin, en 1651, apprenait le plain-chant aux élèves des Jésuites qu'il avait en pension chez lui (P.-G. Roy, *Les petites choses de notre histoire*, 5^e série, p. 67). — Louis Jolliet, non content de tenir l'orgue de la cathédrale, « avoit montré à en jouer à plusieurs personnes du Séminaire » E. Gagnon, *Louis Jolliet...* p. 138).

être qualifiée de « très belle » et « très remarquable » (1). L'abbé Martin dut avoir des émules. Ce premier compositeur de la colonie n'en fut certainement pas le seul. Mais, en l'état actuel de la documentation, notre science s'arrête là.

1. Né en 1648, il mourut en 1711 (P.-G. Roy, *Les petites choses...*, 5^e série, p. 157-160. — *La ville de Québec...* t. I, p. 261-262. — E. Gagnon, *Louis Jolliet...*, p. 32-33, en note). — Cf. Faillon, *op. cit.*, t. III, p. 547.

CHAPITRE VII

LES ARTS APPLIQUÉS : LE LUXE

Dire quels sont les arts appliqués semble bien plus facile que de dire ce qu'ils sont. Toute définition qu'on en pourrait donner risque d'être arbitraire. Bornons-nous, après beaucoup d'autres, à leur assigner pour but la décoration des objets usuels.

Mettre de la beauté dans tous les détails matériels de l'existence, c'est une des formes du luxe ; c'en est peut-être la meilleure. Les Canadiens en ont joui. Il y avait du luxe au Canada, dans les églises et les édifices publics, chez les particuliers aussi. Pourtant en général ils n'étaient pas riches ; ils n'étaient pas non plus dépensiers. Mais la plupart d'entre eux ne se sentaient aucune disposition pour l'économie (1).

Examiner ce décor de la vie, ce sera pour nous l'occasion de rechercher, ce qui venait de France, ce qui était fabriqué sur les lieux mêmes. Disons-le tout de suite, beaucoup de ces articles étaient importés, moins d'ailleurs qu'on l'a cru jusqu'ici (2). Mais ceci ne nous touche pas. Le luxe, quelle qu'en soit la provenance, quand il s'associe à l'art, est toujours une école de goût. Ce que nous jugeons intéressant d'établir, c'est dans quelle mesure les Cana-

1. « Le luxe était grand en Canada, comparativement à la richesse » (Garneau, *Histoire du Canada*, t. II, p. 81).

2. M. Cebet, époux d'une Canadienne, dans un mémoire sur le Canada du 29 janvier 1795, exposait que, si le Canada redevenait français, « Paris, comme autrefois, fournirait aux objets de luxe, de parure, de bijouteries. . » (*B. R. H.*, 1930, p. 407. — Cf. *Ibidem*, 1927, p. 197).

diens ont participé à la brillante civilisation française du XVIII^e siècle.

Le mobilier (1).

« On ne voit point en ce pays de personnes riches et c'est bien dommage ; car on y aime à se faire honneur de son bien et personne presque ne s'amuse à thésauriser. On fait bonne chère, si, avec cela, on peut avoir de quoi se bien mettre ; sinon, on se retranche sur la table pour être

1. Nous donnons ici, une fois pour toutes, la liste des inventaires ou extraits d'inventaires que nous avons mis à contribution pour cette étude sur le luxe au Canada : Inventaire de Jean Nicolet, interprète et commis de la Compagnie de la Nouvelle-France, 1642 (V. Morin, *Précurseurs d'histoire dans la Revue Canadienne*, 1917, t. I, p. 23-24) ; — Inventaire de Marie Rollet, veuve de Louis Hébert, épouse en secondes noces de Guillaume Huboust, habitant de Québec, 1649 (Comm. par M. P.-G. Roy) ; — Inventaire de Léonard Lucault dit Barbeau, habitant de Montréal, 1651 (Mac Lachlan, *One of the first recorded auction sales at Montreal* dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. V, 1911, Sect. II, p. 122-123). — Inventaire de Lambert Closse, major de Montréal, 1662 (*B. R. H.*, 1919, p. 16-31) ; — Inventaire de Jeanne Mance, administratrice de l'Hôtel-Dieu de Montréal, 1673 (*Jeanne Mance*, *op. cit.*, p. 12-40) ; — Inventaire de Louis Couillard de Lespinau, écuyer, seigneur de la Rivière du Sud, 1678 (*B. R. H.*, 1915, p. 117-122) ; — Inventaire de Guillaume Richard, habitant de la Pointe-aux-Trembles de Montréal, 1694 (Comm. par M. P.-G. Roy) ; — Inventaire de Mathurin Gagnon, habitant du Château-Richer et auparavant marchand à Québec, 1696 (*B. R. H.*, 1911, p. 306-310) ; — Inventaire de Marie Gauthier, épouse de Pierre Prou, habitant du fief Hertel, 1704 (*Histoire de... Champlain*, t. I, p. 59-60) ; — Contrat de mariage de Pierre-Thomas Tarieu de la Pérade, écuyer, seigneur de Sainte-Anne de la Pérade, lieutenant réformé des troupes de la Marine, avec Marie-Madeleine Jarret de Verchères, 1706 (P.-G. Roy, *La famille Jarret de Verchères*, p. 43) ; — Inventaire de Jean Deshayes, hydrographe du roi, 1706 (*B. R. H.*, 1916, p. 132-134) ; — Inventaire de Claire-Françoise Bissot, veuve de Louis Jolliet, hydrographe du roi, 1710 (*B. R. H.*, 1916, p. 337-338) ; — Inventaire d'Antoine de La Mothe-Cadillac, ancien commandant du Détroit, au Détroit 1711 (*B. R. H.*, 1918, p. 19-29) ; — Inventaire de Simon Dupuy, écuyer, enseigne des troupes, 1716 (Couillard-Després, *Histoire... de la Rivière du Sud...*, p. 95) ; — Inventaire de Mgr de Saint-Vallier, évêque de Québec, 1726 (*B. R. H.*, 1926, p. 51-56) ; — Inventaire de Jacques Martinbaut et de Jacques Pilet, habitants de Boucherville et de la côte Saint-Joseph, 1728 (Comm. par M. P.-G. Roy) ; — Inventaire d'Étienne Charest, seigneur de la Pointe de Lévy et marchand à Québec, 1734 (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 132-133) ; — Inventaire de Jean-Baptiste Couillard de Lespinau, écuyer, seigneur de la Rivière du Sud, lieutenant général de

bien vêtu. Aussi faut-il avouer que les ajustemens font bien à nos créoles (1). »

En fait de luxe au Canada, Charlevoix ne signale que celui de l'habillement. A l'époque où il écrivait, c'était le seul qui fut un peu répandu. Et pas seulement au Canada, en France aussi.

Les Canadiens faisaient ce qu'ils pouvaient. Mais, en France, c'est seulement sous le règne de Louis XV, que les classes moyennes ont commencé à être bien meublées. Le tour du peuple devait venir plus tard, beaucoup plus tard. Au xviii^e siècle, les familles bourgeoises ont pu acheter des meubles de toutes sortes, de beaux meubles. Auparavant, on se réduisait aux pièces les plus indispensables : lits tables, chaises, bahuts — surtout des bahuts — peu de chose en somme et ce peu d'ordinaire était dénué de la moindre valeur artistique.

C'est ce que nous trouvons au Canada, le Canada du xvii^e siècle, quand nous l'y trouvons. On tenait alors un lit pour un objet de luxe et même de grand luxe. En 1695, si Frontenac n'a pas menti, la plupart des habitants couchaient sur la paille. Seuls les « principaux des villes » avaient des lits (2).

l'amirauté de Québec, 1735 (Couillard-Després, *op. cit.*, p. 165) ; — Inventaire de Jacques Lavoie, habitant de la Petite Rivière, 1736 (J.-A. Lavoie, *La famille Lavoie...*, p. 114-116) ; — Inventaire de François Martel de Brouage, commandant du Labrador, au Labrador, 1740 (P.-G. Roy, *Les petites choses...*, 4^e série, p. 75-77) ; — Inventaire de François-Etienne Cugnet, directeur receveur du domaine d'Occident, 1742 (Arch. des Colonies, C¹¹A. 114, fol. 144-204) ; — Inventaire de Jean Boucher, écuyer, sieur de Montbrun, et de Françoise Charest, sa femme, 1745 (Comm. par M. P.-G. Roy) ; — Inventaire du fief Saint-Jean, ayant appartenu au docteur Sarrazin, 1746 (?) (A. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 277-280) ; — Inventaire de Philippe Boucher, curé de la Pointe de Lévy, 1755 (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 100) ; — Inventaire de Julien Tavernier, négociant à Montréal, 1756 (*B. R. H.*, 1921, p. 109-115) ; — Inventaire de Guillaume Verrier, procureur-général au Conseil Supérieur, 1759 (Comm. par M. P.-G. Roy).

1. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 80 (1790).

2. Frontenac et Champigny au ministre, 10 novembre 1695 dans le *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 288. — M. de la Martinière n'en déclarait pas moins en 1694 que, dans l'incendie de sa

Assez souvent des bancs remplaçaient les chaises (1), et des coffres, les armoires. Le coffre ou bahut apparaît comme le meuble universel, presque le meuble unique (2).

Dès le second tiers du XVIII^e siècle, un progrès sensible s'accuse. Les meubles augmentent en quantité, en qualité, dans tous les intérieurs. Lits, chaises, fauteuils, armoires se multiplient. Les inventaires de cette époque font défiler devant nous les charmantes et si variées créations du style Louis XV : bergères, commodes, canapés, bureaux, tables de jeu ou de quadrille, toilettes, encoignures (3).

Ce bien-être nouveau ne reste pas confiné aux foyers de quelques privilégiés, il tend à se répandre. En 1741, la Compagnie des Indes fit faire un recensement, à Montréal, de toutes les indiennes et autres étoffes prohibées qui pourraient se trouver chez les particuliers. Ces tissus d'origine étrangère s'employaient surtout pour recouvrir les meubles, pour faire des rideaux et parfois des tapis. Les agents de la Compagnie visitèrent 506 logis ; 57 propriétaires ou locataires seulement n'eurent rien à déclarer (4). La mode des indiennes avait donc pénétré partout. Une telle mode suppose déjà bien des raffinements.

Franquet, en 1753, passa par la Chesnaye. Il descendit chez une marchande de l'endroit, M^{me} Lamothe, et il y cou-

maison, dix ans plus tôt, il avait perdu pour 5 à 6.000 l. de meubles (Arch. des Colonies C¹¹ A. 13, fol. 43).

1. Fait digne de remarque : chez les Prou, habitants du fief Hertel, en 1704, un inventaire mentionne quatre chaises en marquetterie (*Histoire de Champlain*, t. I, p. 59).

2. Sulte, *Histoire des Canadiens-Français*, t. III, p. 117. — *Histoire de Champlain*, t. I, p. 446. — Le fauteuil et la table dits de la sœur Bourgeoys (P.-G. Roy, *L'île d'Orléans*, p. 174) sont sujets à caution, tout au moins le fauteuil. Car la table n'a aucun caractère et peut être de n'importe quelle époque. Le fauteuil fait l'effet d'un escabeau Louis XIII auquel un dossier aurait été ajouté.

3. Il y avait un coin de bois chez M^{me} Péan (*B. R. H.*, 1903, p. 40). — A l'intérieur des maisons, on ménageait fréquemment des armoires enclavées, encastrées ou engagées dans les murs, autrement dit des placards (P.-G. Roy, *Vieux manoirs...*, p. 24, 278, 303).

4. E.-Z. Massicotte, *Un recensement inédit de Montréal en 1741*, article cité, p. 1, 6-7.

cha dans un lit à la duchesse. Sous ce toit hospitalier il y en avait du reste plusieurs. C'était plus qu'il n'en fallait au gré de M. Franquet. Car voici l'étrange réflexion qu'il émit à ce propos : « Par le détail de l'ameublement de cette maison, l'on doit juger que l'habitant des campagnes est trop à son aise... (1) ».

Nous croyons que beaucoup de ces meubles avaient été fabriqués au Canada, par des Canadiens. Beaucoup, la plupart peut-être, mais pas tous. M. Cugnet possédait une table dorée à tiroir, garnie d'un dessus en mosaïque, soutenue par des têtes et pieds de griffon. Manifestement une telle œuvre d'art ne pouvait venir que de France. Ce qu'on importait, c'était principalement les sièges cannés (2) et quelques meubles en noyer (3).

Les artisans du Canada étaient de bons ouvriers. Ils savaient travailler et travaillaient bien (4). Car ils avaient de bons modèles sous les yeux. A la fin du xvii^e siècle et surtout au xviii^e. Auparavant, n'ayant pas le moyen d'acheter du mobilier, on n'en faisait guère (5). Mais sous Louis XV, l'industrie du meuble canadien est créée. Les menuisiers ordinaires ne suffisent plus. En 1696, à Montréal, Pierre Raimbault s'intitulait marchand ébéniste (6). Au xviii^e siècle, on eut mieux, et les progrès du luxe permirent à un

1. Franquet, *Voyages et Mémoires*..., p. 157-158.

2. *Edits, ordonnances*..., p. 598 (tarif douanier de 1748. Les « fauteuils et chaises de treillis de canne » sont les seuls meubles qui y figurent).

3. En 1711, la chapelle du Détroit contenait deux petites crédences en noyer de France, un autel de bois de noyer de France (*Un document inédit sur M. de La Mothe Cadillac* dans le *B. R. H.*, 1918, p. 21). — En 1734, chez Etienne Charest, se trouvait un bureau de noyer de France (J.-E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. II, p. 139).

4. En 1682, à Québec, le chevalier de Baugy se fait faire « un petit lit » (Lettre à son frère du 22 nov. 1682 dans E. Serrigny, *Journal d'une expédition contre les Iroquois... Lettres et pièces*..., p. 156).

5. Un passage de Pierre Boucher le prouve. Il écrit ceci (*Histoire véritable*..., p. 133) : « D'ordinaire les arbres ne sont pas sains. Cependant il s'en trouve plusieurs gros qui pourroient servir à faire du meuble. »

6. Il mourut, en 1740, lieutenant-civil et criminel au bailliage de Montréal (E.-Z. Massicotte, *Le Juge Pierre Raimbault et sa famille* dans le *B. R. H.*, 1915, p. 78-81).

« tabletier en nacre de perles » appelé Benoît Jacquet, de s'installer, en 1755, à Montréal (1).

Le bois d'érable est à la mode aujourd'hui. L'était-il autrefois ? En tout cas, du temps de Charlevoix, comme de nos jours, on en faisait « d'assez beaux meubles » (2). Lepin servait davantage. La plupart des tables étaient en bois de pin. On les recouvrait parfois en peaux de loups-marins (3). Il y avait d'autres tables faites en noyer, en merisier, deux bois que l'on retrouvait surtout utilisés pour les armoires et les lits. On voyait beaucoup de chaises en merisier.

La broderie et les fleurs artificielles.

Pour peu que l'on fût non pas riche, mais simplement à l'aise, on ne laissait jamais nus les murs de sa maison. Les tapisseries en faisaient la parure la plus habituelle. Tapisseries de Flandre pour ceux qui pouvaient en acheter ; tapisseries de Bergame pour le plus grand nombre.

Ce luxe ne descendait point jusqu'aux habitants. Officiers, marchands, seigneurs, avaient seuls les moyens et le goût de se l'offrir. Belles ou non, ces tapisseries n'ont jamais été fabriquées dans la colonie. Pour en faire, il faut un outillage compliqué que le Canada n'a jamais pu se procurer (4).

1. (E. Z. Massicotte, *Les métiers rares d'autrefois*, article cité, p. 613).

2. Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 161 (1721).

3. Le loup-marin s'employait surtout pour recouvrir des coffres, des valises ; on en faisait aussi des porte-manteaux (Kalm, *op. cit.*, p. 34).

M. P.-G. Roy, dans son ouvrage, *La ville de Québec...*, t. II, h. t. p. 204-205, a donné la photographie de trois sièges, propriété des Ursulines et attribués au régime français. Nous avons là deux chaises et un fauteuil. La chaise du milieu, selon nous, ne peut passer pour Louis XV qu'avec beaucoup de peine : elle paraît appartenir à une époque plus récente. L'autre chaise et le fauteuil sont d'excellents spécimens de sièges cannés de style Louis XV, où se retrouvent les meilleures caractéristiques du début du règne.

4. Le tarif douanier de 1748 mentionne les sortes suivantes de tapisseries : tapisseries de Flandres et Bruxelles, de Felletin et d'Auvergne, de Rouen, de Bergame, de cuir doré (*Edits, ordonnances...*, p. 602).

J. B. de Veract, tapissier à Montréal en 1751-1754, devait se borner à réparer les tapisseries importées de France (E. Z. Massicotte, *Les métiers rares d'autrefois*, article cité, p. 612-613).

Les femmes de la Nouvelle-France auraient pu être mises à ce travail, car elles besognaient bien de leurs mains. Celles des campagnes, le souci du nécessaire les absorbait suffisamment : en dehors de la toilette, elles ne songeaient guère au superflu. Les religieuses disposaient de plus de loisirs : elles en profitaient.

La femme a tendance à embellir tout ce qu'elle touche, à imprimer un caractère personnel à tout ce qui lui sert. C'est une des raisons pour lesquelles lui plaisent les travaux de l'aiguille, à cause des combinaisons presque infinies que le jeu des fils et des couleurs lui permet de réaliser.

Les Canadiennes avaient été à bonne école. Leurs institutrices leur avaient enseigné à faire œuvre de leurs dix doigts. Mais toutes ne furent pas en possession de montrer ce dont elles étaient devenues capables. Celles d'entre elles, du moins, qui restèrent au couvent firent honneur à l'enseignement reçu.

Une grande place était faite dans la vie des communautés à cette sorte d'ouvrages qui sont pour les femmes à la fois une occupation sérieuse et un divertissement. On y brodait, on y faisait de la dentelle (1).

Marie de l'Incarnation, en plus de ses autres mérites, était une excellente ouvrière : elle savait exécuter à merveille les broderies d'art (2). Après elle, les Ursulines de Québec ne semblent pas avoir conservé cette supériorité. La maîtrise, en fait de broderie, passe à leurs sœurs des Trois-Rivières : elles confectionnent des ornements sacerdotaux ; elles en fournissaient presque toutes les églises de la colo-

1. L'inventaire, dressé après la mort de Mlle Mance (1673), montre qu'elle possédait des crochets et un fuseau pour faire de la dentelle (*Jeanne Mance, op. cit.*, p. 26). — C'est chez les Ursulines de Québec, lorsqu'elle y était pensionnaire, que Jeanne Le Ber apprit à faire de la dentelle (1668) (Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. III, p. 259). Sa correspondante lui avait donné un petit coussin pour y travailler (*Eloges de quelques personnes...*, p. 24).

2. H. Brémond, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, t. VI, p. 171.

nie (1). Sauf, à la fin du régime français, la cathédrale de Québec ; Mgr de Pontbriand y suffisait. Il savait parfaitement broder, il brodait lui-même des vêtements sacrés et il aimait à enseigner à d'autres la manière d'en broder (2).

C'est dans un autre sens que s'orienta l'activité des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec. Elles eurent le mérite d'instaurer au Canada une industrie qui n'y existait pas encore, une forme nouvelle de l'art. Dès 1660 ou environ, elles s'étaient mises à fabriquer des fleurs artificielles, mais sans originalité. Les sœurs fleuristes manquaient des dons qu'il fallait. De ce qui n'avait encore été que des essais plus ou moins maladroits, la mère Jeanne-Françoise Juchereau de Saint-Ignace allait faire sortir une des manifestations les plus heureuses de l'art au Canada (1678). Elle commença par apprendre tout ce que l'on pouvait savoir à ce sujet. Elle demanda à des couvents de France, spécialisés dans cette production, des instructions, des patrons. On lui envoya ce qu'elle voulait et même des assortiments de matériaux. A l'expérience d'autrui, les Hospitalières ajoutèrent bientôt leur propre expérience. Elles découvrirent des méthodes plus faciles et meilleures pour teindre les fleurs. Le goût des ouvrières et le sentiment qu'elles avaient du beau firent le reste. Elles fabriquèrent des bouquets, elles fabriquèrent des couronnes (3).

Les créations de l'Hôtel-Dieu connurent en peu de temps

1. *Les Ursulines des Trois-Rivières*, t. I, p. 123. — Kalm, *op. cit.*, p. 65. *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 60.

2. Bracq, *L'évolution du Canada français*, p. 388-389. — On trouvait également des religieuses qui faisaient de beaux travaux de broderie à la Congrégation (Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 3^e partie, p. 179-180), à l'Hôpital-Général (*Mgr de Saint-Vallier...*, p. 341 — Knox, *op. cit.* t. II p. 214).

3. *Histoire de L'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 243-244.

Des ouvrières laïques leur faisaient concurrence. En 1683, Barbe de Lettre, femme de Paul Aguenier, fabriquait, à Montréal, des bouquets de papier (E. Z. Massicotte, *Les Métiers rares d'autrefois* dans le *B. R. H.*, 1930, p. 610-611). Elles avaient à lutter contre les articles importés. En 1695, M. Boucher, curé de Saint Joseph de la Pointe-de-Lévy, faisait venir de France, pour son église des bouquets et des pots dorés (J. E. Roy, *Histoire de... Lauzon*, t. I, p. 485).

une très grande vogue. La mère de Sainte-Hélène écrit dans son *Histoire* : « Nos fleurs passent pour être très naturelles, délicates, bien assorties, bien montées et sont si recherchées que nous ne pouvons en fournir à tous ceux qui nous en demandent, non seulement en ce pays, mais en Angleterre, aux isles de l'Amérique et en France, où il ne se passe point d'années que quelqu'un ne se fasse un plaisir d'en emporter à la cour même, où un grand nombre de dames du premier rang ont été curieuses d'en voir. Il est vrai que ce qu'elles y trouvent de plus admirable, c'est que des Canadiennes travaillent avec tant d'art et de propreté, car on nous regarde comme des sauvages (1). »

La mère de Sainte-Hélène était Hospitalière. Mais d'autres témoignages viennent corroborer le sien, qui ne sont pas moins élogieux. En 1730, de Paris, le chanoine Hazeur de l'Orme, qui a reçu un bouquet de l'Hôtel-Dieu, en réclame un autre à son frère. Le premier, affirme-t-il, « m'a paru surpasser en beauté toutes les belles fleurs d'Italie que l'on nous envoie à Paris » (2).

Le P. Duplessis en dit encore davantage. En 1721, il écrit à ses sœurs, à propos d'une couronne de fleurs qu'elles lui avaient envoyée : « Tout le monde en a admiré la beauté ; on ne voit point en France de fleurs si bien imitées (3). » Et, en 1724, pour une nouvelle couronne : « Quand on la vit sur le Saint-Sacrement, on fut surpris de voir au milieu de l'hiver des fleurs qu'on croyait naturelles et plusieurs personnes s'approchèrent de l'autel pour en considérer la beauté ; car on n'est point accoutumé d'en voir en ce pays-ci de si bien imitées (4). » Ce pays-ci, c'est Blois.

On fit aussi des fleurs artificielles chez les Ursulines de

1. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 244.

2. Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1910, p. 171.

3. *Lettres du P. F.-X. Duplessis*, p. 72.

4. *Ibidem*, p. 120. Cf. *Ibidem*, p. 114.

Québec (1). Mais on les faisait mieux, semble-t-il, à l'Hôtel-Dieu. C'était là une sorte de monopole. Les Hospitalières le gardèrent (2).

Les Ursulines, les Hospitalières, s'appliquèrent aussi à un autre genre d'ouvrages de dames : la broderie sur écorce. Cela, elles l'avaient appris des Indiens. Ils confectionnaient, avec passablement d'art, des boîtes en écorce de bouleau qu'ils décoraient de broderies en poils de porc-épic. Les « boîtes sauvages » plurent aux Canadiens. Ils en envoyèrent en France où on les trouva jolies. Ils se mirent à en fabriquer. Eux, c'est-à-dire leurs femmes, leurs sœurs. Il y eut « des dames » qui surent travailler « en ces matières avec des nuances » en sorte que cela était admirable (3). Les religieuses ne voulurent pas demeurer en arrière. Pour ce genre d'occupation, les Ursulines des Trois-Rivières furent les initiatrices des Hospitalières (1714). Celles-ci « réussirent si bien que, dès l'année suivante, leurs ouvrages furent recherchés et goûtés ». Ce succès se maintint (4).

Ces bonnes religieuses trouvèrent encore un autre moyen d'exercer leur adresse : elles habillaient de petites poupées en sauvages et en sauvagesses (5). Mais en 1751, la mère de Sainte-Hélène regrettait qu'on n'y fut plus aussi habile qu'autrefois (6).

1. Kalm, *op. cit.*, p. 133. Il nous apprend qu'elles faisaient aussi des « images dorées ».

2. Kalm, *op. cit.*, p. 100. Cf. *Lettres de mère M.-A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia*, vol. III, 1926-1927, p. 108.

3. *Lettres de Mère M.-A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia* vol. IV, 1929, p. 243, 245-246 (1734).

4. *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 515. — Têtu, *Le chapitre de... Québec...* dans le *B. R. H.*, 1910, p. 195 (1731).

Les Ursulines de Québec se livraient aussi à la confection des boîtes, sauvages. Mais Bougainville assure que celles des Trois-Rivières avaient beaucoup plus de réputation pour ce genre d'ouvrages (*Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 60. — *B. R. H.*, 1928, p. 635).

5. *Lettres de mère M.-A. Duplessis de Sainte-Hélène* dans *Nova Francia* vol. III, 1927-1928, p. 355 et IV, 1929, p. 33-34, 40-41.

6. *Ibidem*, dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 40.

La toilette.

Le clergé bénéficiait en premier du talent des religieuses. Grâce à elles, les vestiaires des églises canadiennes pouvaient faire envie à beaucoup (1). M. Navières s'extasie, en 1734, sur les trésors qu'il a trouvés dans sa paroisse de Sainte-Anne de Beaupré : « J'ai, dit-il, plus de douze ornements différents pour la messe, tous propres et beaux ; les linges, soit sacrez, soit aubes et surplis, sont presque sans nombre. » (2)

La mère Saint-Claude de la Croix, religieuse de l'Hôpital-Général de Québec, écrit en 1757 : « Tous nos ornements d'église sont fort beaux et de belles étoffes d'or, d'argent et de soie. » Mais elle ajoute : « Nous sommes accoutumés d'en voir, car jusqu'aux servantes s'en habillent dans notre pays. Le luxe y est aussi grand qu'à Paris. Les dames y sont d'une magnificence qu'on n'y peut rien ajouter et même elles portent des étoffes d'or et d'argent. » (3)

Déjà, à la fin du xvii^e siècle, La Hontan reprochait aux filles des gentilshommes de se parer avec une richesse suffisante pour ruiner leurs parents (4).

Au xviii^e siècle, cette recherche d'élégance et de somptuosité ne connut presque plus de bornes. La mère de Sainte-Hélène constate avec mélancolie ce qu'elle ne peut empêcher : « Nos Canadiennes sont délicattes et aime avec passion ce qui a de l'éclat. » (5) Les différences de fortune, de profession s'abolissent extérieurement : tous

1. Le Roi avait contribué à les enrichir. Au sujet d'un ornement d'église complet donné par Louis XIV à la cathédrale de Québec en 1713, v. B. R. H., 1925, p. 521 ; 1930, p. 471-472 et P.-G. Roy, *La ville de Québec...* t. II, h. t., p. 32-33.

2. B. R. H., 1899, p. 367.

3. Gosselin, *L'Eglise du Canada...*, 3^e partie, p. 476.

4. Cité par Vattier, *Essai sur la mentalité canadienne-française*, p. 216-217.

5. *Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène dans Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 244 (1734).

les rangs sont confondus dans cette folie de la toilette (1). Même dans le poste lointain qu'est alors le Détroit, les femmes ne veulent porter que de la soie ; et leurs souliers sont toujours brodés d'or ou d'argent (2).

A plusieurs reprises le clergé s'insurge contre ce débordement de la coquetterie (3). Les mandements des évêques restent sans effet. Sans effet également, les promesses de conversion arrachées aux Canadiens par quelque grand danger (4). L'émotion passée, bien vite leurs habitudes reprennent le dessus.

En 1732, Mme de Quercy, marchande à Québec, organise une loterie. Ce sont surtout des objets d'habillement qu'elle offre comme lots, pour tenter ses concitoyens. Et quels objets ! Il y en a de biens jolis ! : une robe pour enfant en damas citron, garnie de dentelle d'argent ; un bonnet d'étoffe d'argent avec plumet ; des souliers de damas brodés, des bonnets d'enfant à fonds d'or et d'argent (5).

Pas de livres dans cette loterie, ni dans les autres. Le goût de la lecture était beaucoup moins général que celui de la toilette. Et Mme de Quercy, pour ne parler que d'elle, savait qu'en flattant celui-là, on pouvait tout espérer des Canadiens, tout leur demander.

Le commerce avec la France aurait diminué sensible-

1. La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 366. — Kalm, *op. cit.*, p. 81, 214. — Knox, *Op. cit.*, t. II, p. 605 (1760).

2. 1756. *Mémoire du Canada* par le sieur de C. dans P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1924-1925*, p. 125-126.

3. Mandements de Mgr de Laval contre le luxe et la vanité des femmes, 1682 ; — de Mgr. de Saint-Vallier, sur le même thème, 1697 (Gosselin, *Vie de Mgr de Laval...*, t. II, p. 318-319. — *L'Eglise du Canada...*, 1^{re} partie, p. 199-200. — La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval...*, p. 175-176).

4. Ainsi en 1711, au moment de l'approche de la flotte anglaise de Walker (Myrand, *M. de la Colombière...*, p. 239) ; — en 1732, lors d'un tremblement de terre (*Lettres de mère M. A. Duplessis de Sainte-Hélène*, p. p. l'abbé Verreau, dans la *Revue Canadienne*, 1875, p. 185).

5. *Les loteries sous le régime français au Canada*, dans P.-G. Roy, *Rapport de l'Archiviste de... Québec pour 1923-1924*, p. 149-162.

ment si l'on avait cessé d'importer dans la colonie les étoffes de luxe. Le tarif douanier de 1748 en mentionne toute une collection : soie, satin, damas, dentelles et galons d'or, d'argent, dentelles d'Angleterre et des Flandres (1). Des étoffes et non pas des robes toutes confectionnées.

Les Canadiennes, si soucieuses qu'elles fussent de suivre la mode de Paris (2), se faisaient donc communément habiller par leurs couturières (3). Que la création, l'arrangement de la toilette féminine, soit une forme de l'art, nul ne le conteste aujourd'hui. Dans quelle mesure pour le Canada du XVIII^e siècle, cet art était-il un art canadien ?

L'orfèvrerie, les ivoires, etc.

Le luxe du Canada se déployait, dans les églises, sur les vêtements sacerdotaux. Sur les autres objets du culte il ne resplendissait pas moins. L'éclat de tous ces ors et même le simple lustre de l'argent avaient de quoi éblouir plus que des yeux canadiens (4). En 1690, sans l'attrait du butin qu'ils comptaient faire dans les églises, les Anglais auraient

1. *Edits, ordonnances...*, p. 597,602. — La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 366.

2. La Tour, *Mémoires sur la vie de M. de Laval...*, p. 175-176. — Kalm, *op. cit.*, p. 214-215.

3. Nous en connaissons quelques-unes : Marie Morin, en 1726 (*L'ameublement d'un seigneur canadien... article cité*, p. 260) ; — Marguerite Cotton en 1744 (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 127). — Catherine Frontigny, en 1745 (*Les sommations respectueuses autrefois* dans P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de ... Québec pour 1921-1922*, p. 66).

4. Dès 1635 ou environ, les prêtres se servaient à Notre-Dame de Recouvrance, à Québec, d'un ostensoir et d'un calice en vermeil achetés sur les deniers provenant du legs de Champlain (Faillon, *Histoire de la colonie française...*, t. I, p. 287). A l'origine, les vases d'argent ou d'argent doré étaient certainement plus nombreux que les autres (Sagard, *Histoire du Canada...*, p. 1002. — *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 30). L'usage en persiste, au XVIII^e siècle, dans certaines églises de la campagne (Traquair et Adair, *The church of the Visitation...*, p. 6).

certainement montré moins d'ardeur à pousser leur expédition de Québec (1).

Ciboires, calices, ostensoirs, reliquaires, c'est la mère patrie qui devait les fournir à sa colonie (2). Des orfèvres pourtant ont vécu au Canada (3). En 1757, suivant Bougainville — qui en compte trois ou quatre, — ils végétaient plutôt, se bornant à travailler les écus et les piastres qu'ils faisaient fondre (4). Ils fabriquaient, entre autres ouvrages, des écuelles, des gobelets, des couverts d'argent (5).

Encore un luxe, presque ignoré au xviii^e siècle, qui a fleuri au xviii^e. Dans les premiers temps, tout le monde, grands et petits, se servait de vaisselle d'étain (6). A sa mort en 1685 Charles Le Moyne détenait chez lui, dans sa maison de ville, pour 1.406 l. de vaisselle d'argent (7). Mais Charles Le Moyne était un des hommes les plus importants

1. Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle*, t. III, p. 250, note 2.

2. En 1737, le chapitre de Québec commanda en France une chasse pour les reliques de saint Paul : chasse d'ébène « avec agréments d'argent ». Il la reçut en 1740 (Têtu, *Le chapitre de Québec...* dans le *B. R. H.*, 1910, p. 258). En 1749, M. Chambron, curé du Sault au Récollet, achète en France une croix de procession et un ciboire d'argent (Traquair et Adair, *The church of the Visitation...*, p. 6).

3. Nous connaissons : Antoine-Olivier Le Picard, à Montréal, 1695. — Jacques Pagé-Carcy, 1703-1713. — Jacques Gadois-Mauger, à Montréal, 1714. — J.-B. Deschevery, dit Maisonbasse, à Montréal, 1718, à Québec, 1735. — J.-B. Saint-Marc, à Montréal, 1719. — Jean-François Landron, à Montréal, 1719-1730. — Nicolas Gaudin, 1723. — Roland Paradis, 1728. — François-Marie Lefebvre, 1730, tous trois à Québec. — Louis Joseph Varin, dit Lapistole, à Montréal, 1731. — Michel Cotton, à Québec, 1747. — Ignace-François Delzenne, à Montréal, 1748. — J. B. Planté, à Montréal, 1750. — Louis-Alexandre Picard, à Québec, 1759. — Louis Palin d'Abonville, à Montréal, 1760 (E. Z. Massicotte, *Orfèvres et bijoutiers du régime français* dans le *B. R. H.*, 1930, p. 31-32. — P. G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. I, p. 85, 104, 135. — Tanguay, *op. cit.*, t. IV, p. 118, 188 ; V, p. 127, 273 ; VI, p. 225, 347, 386 ; VII, p. 427).

4. *Mémoire de Bougainville de 1757...*, p. 57.

5. *Ibidem.*, p. 57.

6. On a pu voir à l'Exposition Rétrospective de 1929 une assiette d'étain aux armes de M. d'Aillebout, gouverneur du Canada. V. reproduction dans le *Catalogue...* p. 81.

7. Jodoin et Vincent, *Histoire de Longueuil...*, p. 79.

de la Nouvelle-France. Ce simple fait donnerait à penser qu'il était encore plus important, plus hors de pair que nous ne le supposions.

A l'époque qui suivit, l'argenterie devint un luxe assez ordinaire pour les officiers et les marchands. Encore entendons-nous sur la signification des mots. Presque tous ont quelques pièces en argent, couverts ou assiettes. C'est tout. Il y a bien M. Bigot qui « a la plus belle vaisselle qu'on puisse avoir » (1). Mais M. Bigot était seul de son espèce au Canada.

Si peu d'argenterie que l'on eut, au moins avait-on une timbale ou un goblet chiffré à ses initiales (2). Habitude à laquelle on tenait dans les bonnes familles qui avaient des traditions d'instruction et de dignité. La possession d'un tel objet témoignait d'une honorabilité que l'on entendait garder. Car c'était là un luxe auquel la masse des habitants restait étrangère comme à beaucoup d'autres du reste (3).

Pour la classe moyenne et supérieure, au XVIII^e siècle, la vaisselle de faïence s'introduit dans l'usage quotidien (4).

1. *Journal d'une campagne au Canada* par L.-G. de Parscau du Plessix dans P.-G. Roy, *Rapport de l'archiviste de... Québec pour 1928-1929*, p. 224. Après le retour de Bigot en France et sa condamnation, on se disputa cette argenterie. Le Maréchal de Richelieu en eut, comme M. de Laverdy, comme encore M. de Villerault, maître des requêtes, etc. (1764). Voir dans le *Rapport sur les Archives Canadiennes pour 1904*, app. G. p. 24-26.

2. M. Sulte assure avoir déjà rencontré dans les inventaires, pour la période 1650-1660, des tasses, des cuillers et des fourchettes d'argent (*Histoire des Canadiens-français*, t. III, p. 117).

3. C'est surtout chez les officiers, les marchands, dans les manoirs seigneuriaux que l'on rencontre de ces gobelets. Aussi M. L'abbé Couillard-Després a-t-il fait une constatation intéressante en notant que la famille Vel-Sansoucy conserve « une coupe d'argent » au chiffre d'un Vel, habitant de Saint-Ours, coupe qui porte la date de 1712 (Couillard-Després, *Histoire de... Saint-Ours*, t. II, p. 465). Cf. l'inventaire de l'argenterie d'un huissier de Québec, en 1707, dans *Jugements et délibérations...*, t. V, p. 590-595.

4. *Edits, ordonnances...*, p. 603 (tarif douanier de 1748; vaisselle d'argent, vaisselle de faïence). Faïence de Rouen, sans doute, dans la plupart des cas. Au Labrador, en 1740, M. de Brouage se servait d'assiettes de Marseille (P.-G. Roy, *Les petites choses...*, 4^e série, p. 76). Les articles de

Les habitants continuèrent à manger, comme leurs pères, dans des assiettes et des écuelles d'étain (1).

En France, sous l'ancien régime, les paysans ne savaient guère ce qu'était un miroir. Ils ne le savaient pas davantage au Canada. Tout ce qui était glace coûtait très cher. On l'importait (2).

Importés également, les crucifix et autres objets d'ivoire, ainsi que la plupart des montres et horloges. Pour bizarre que cela puisse paraître, il n'en faut pas moins constater qu'au xvii^e et au xviii^e siècles, christs et crucifix se voyaient beaucoup moins à l'intérieur des maisons qu'au xix^e et au xx^e. C'était surtout les gens d'église qui en mettaient chez eux, quelques autres aussi. Nous pouvons citer le crucifix argenté de M. Verrier, les deux christs de M. Cugnet : d'ivoire sur fond de velours noir avec un cadre de bois doré. Modèle bien connu, qu'une tradition artistique et religieuse avait consacré depuis le dernier quart du xvii^e siècle (3). Pour la plupart des fidèles, une image pieuse accrochée aux murs, suffisait à leur dévotion.

Les ivoires, petites croix et statuettes, venaient de Dieppe. La mère de Sainte-Hélène avait essayé d'en faire le commerce. Elle y éprouva surtout des déboires (4). Les Cana-

porcelaine constituaient des curiosités coûteuses. M. Cugnet possédait quelques gobelets en porcelaine de Chine.

1. *Histoire de Champlain*, t. I, p. 446.

2. *Edits, ordonnances...*, p. 599 (tarif donanier de 1748). Dès 1673, il y avait, chez M^{lle} Mance, à Montréal, un petit miroir (*Jeanne Mance, op. cit.*, p. 14).

3. Lorsqu'on fit l'inventaire des frères Charron en 1719, on trouva dans leur sacristie deux christs avec leurs cadres sur velours noir « le tout doré » (E.-Z. Massicotte, *Inventaire des documents... concernant la communauté des frères Charon...*, p. 198-199). On conserve au château Ramezay, un christ en ivoire, à cadre doré et sculpté qui provient de la famille Taschereau (*Catalogue...*, p. 54). — V. dans P.-G. Roy, *La ville de Québec...*, t. II, h. t. p. 176-177, la reproduction du « crucifix outragé » de l'Hôtel-Dieu.

4. Elle avait demandé à M. Féret, apothicaire à Dieppe, des Vierges, des crucifix, des croix d'ivoire. Mais cette « pacotille » rencontrait peu d'amateurs. Un marchand à qui elle avait voulu les céder lui répondit que « ces sortes de choses ne se vendoit guerre en ce pais » (1733-

diennes étaient très regardantes et voulaient tout avoir pour rien (1).

Montres et pendules ont été fabriquées au Canada. L'existence d'horlogers canadiens sous le régime français ne saurait être niée (2). Mais à la France on demandait les belles pièces. Montres de Genève ou de Paris, ces dernières plus appréciées que les autres (3). Montres d'or ou montres d'argent (4). Car en acheter une d'or n'était pas à la portée de toutes les bourses. Celle de M. Cugnet lui avait coûté 300 livres (5). Le P. Rasle n'avait jamais voulu en posséder une par humilité et amour de la pauvreté (6). Mais les officiers en avaient besoin, ils en avaient. Quitte à les perdre comme M. Herbin à qui les Anglais, en 1760, prirent tout à la fois sa maîtresse et sa montre (7).

A cette époque et probablement depuis la Régence, la mode des horloges à gaine avait pénétré dans la Nouvelle-

1738) (*Lettres de M. M.-A. Duplessis de Saint-Hélène dans Nova-Francia*, vol. IV, 1929, p. 119, 238, 245, 247, 370).

1. 1737-1740. *Ibidem*, dans *Nova Francia*, vol. IV, p. 290, 368-371, 377-378).

2. Henry Solo, « horloger », à Québec, 1730, *Les loteries au Canada...*, p. 144-145; — Jean Ferment, horloger, 1734 (P.-G. Roy, *Inventaire d'une collection...*, t. II, p. 326); — N. Gosselin, horloger, 1758 (*Ibidem*, t. I, p. 170). Un nommé Dubois, ancien menuisier, passe pour avoir exercé le métier d'horloger, à Montréal, dans les dernières années du régime français; il y aurait fait preuve d'une très grande habileté (Sulte, *Pages d'histoire...*, p. 385, 387-389. — *B. R. H.*, 1906, p. 320). Est-ce lui que désigne Kalm dans le passage suivant : « Les arts mécaniques, tels que l'architecture, l'ébénisterie, la confection des ouvrages au tour, etc..., ne sont pas aussi avancés ici qu'on devrait s'y attendre et les Anglais sous ce rapport l'emportent sur les Français... Il y en a cependant qui ont de bonnes notions de la mécanique et j'en ai vu un qui faisait d'excellentes horloges et montres, quoiqu'il n'eut que fort peu d'instruction ». Il écrit cela à Montréal (*Op. cit.*, p. 45).

3. *Les loteries au Canada...*, p. 144-145.

4. En 1673, Mlle Mance avait « une montre sonnante à boîte d'argent » (*Jeanne Mance, op. cit.*, p. 27).

5. Arch. des Colonies, C¹¹, A 114, fol. 198 v^o.

6. *Relation inédite de la mort du P. Racle* (1724) par le P. de la Chasse dans *Nova Francia*, vol. IV, 1929, p. 348.

7. Knox. *An historical journal...*, t. II, p. 361. Cf. E.-Z. Massicotte, *Les cadrans, sabliers, horloges, montres et pendules sous le régime français* dans le *B. R. H.*, 1929, p. 328-329.

France. M. Cugnet, M. Verrier en avaient chacun une (1). Que n'avait pas M. Cugnet ? Une tabatière d'or, par exemple estimée 320 ou 350 livres (2). On se servait beaucoup de tabatières au Canada (3). Faute de mieux, certains s'accommodaient de tabatières d'argent, de tabatières étamées, voire de tabatières en carton (4).

Mais à quoi bon poursuivre cette énumération ? Sauf exception (5) tous les autres articles, formant le matériel de luxe, les bijoux notamment (6), étaient apportés du dehors. Nous en avons dit assez pour montrer que, sous le régime français, une élite existait dont les goûts et le genre d'existence offraient un singulier raffinement. Malheureusement parmi les objets qui lui servaient à réaliser son idéal et dont quelques-uns devaient être de véritables œuvres d'art, à peu près tout a disparu.

1. Des horloges, sans doute d'un autre modèle, avaient été introduites au Canada d'assez bonne heure. Dès 1634, celle que les Jésuites avaient installée dans leur mission de Saint-Joseph excitait au plus haut point l'admiration des Hurons (Fouqueray, *Martyrs du Canada*, p. 87). En 1652, les Ursulines en possédaient une, don de M. de Bernières (*Lettres de Marie de l'Incarnation*, p. 155). En 1663, les horloges paraissent avoir été assez nombreuses, au moins à Québec (*Ibidem*, p. 576). Horloges et pendules, pour la plupart, devaient venir de France (E.-Z. Massicotte, *Les cadrans, sabliers, etc...*, article cité, p. 327-330, 353). Sur une ancienne horloge, conservée dans la famille Baby, voir Sulte, *Pages d'histoire...*, p. 378, 391.

2. Arch. des Colonies, C¹¹ A. 114, fol. 198 v^o.

3. Kalm, *op. cit.*, p. 193.

4. Inv. de M. de Sarrobert, 1756, dans le *B. R. H.*, 1921, p. 296. Cf., *Les loteries au Canada...*, p. 145, 151-152).

5. Ainsi les éventails dont parle Kalm (*Op. cit.*, p. 50-51) : « on se sert ici [à Montréal] d'éventails faits de queues de dindons sauvages. Les dames et les hommes de distinction portent ces éventails en marchant dans les rues, durant la grande chaleur du jour. »

L'art de la ferronnerie aurait pu se développer au Canada. Les forgerons qui faisaient les croix des clochers et des cimetières, en ont exécuté quelques-unes de très jolies, qui sont même des œuvres d'art (Traquair, *Old churches*, .., p. 6).

6. *Mémoire de Bougainville* de 1757, p. 57. François Chambellan était bijoutier à Montréal en 1717 (E. Z. Massicotte; *Orfèvres et bijoutiers du régime français*, article cité, p. 31). En 1747 se mariait, à Québec, un Louis-Nicolas Gaudin, marchand-bijoutier (Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes...* t. IV, p. 188). Ils devaient fabriquer les croix d'argent que les femmes d'habitants portaient suspendues à leur cou (Kalm, *op. cit.*, p. 61).

CONCLUSION

Avons-nous convaincu ceux qui nous ont lu que le Canada d'autrefois ne fut pas « ce qu'un vain peuple pense » ? Nous aimons notre pays. Et parce que nous l'aimons, nous avons voulu le faire connaître mieux qu'on ne le connaît, persuadés que nous sommes que c'est encore le meilleur moyen de le faire aimer davantage.

Sur l'épopée à la fois pacifique et guerrière que fut l'histoire du Canada tout ou presque tout a été dit. La conquête sur la forêt, la conquête sur l'Iroquois, la lutte contre l'Anglais ont été racontées, décrites à maintes et maintes reprises. Nous n'avons pas voulu refaire ce qui avait été fait avant nous. Notre ambition a été tout autre. Nous nous sommes souvenus du but que Fustel de Coulanges assigne à l'historien : « déterminer ce que les groupes sociaux ont cru, pensé, senti à travers les âges » (1).

Cette formule, nous nous sommes efforcés d'en faire l'application au Canada d'avant 1760. En dépouillant les textes, comme en regardant autour de nous ce qui subsiste du passé, nous avons senti une conviction s'imposer à notre esprit avec toute la force de l'évidence. Cette conviction qui est devenue nôtre, nous avons tenté de la faire partager à ceux qui s'intéressent au Canada et aux Canadiens, voire au Canada et aux Canadiens de jadis.

Non, il n'est pas vrai que ceux-ci aient tous été des soldats ou des colons incultes, taillés sur le patron de Samuel Chapdelaine. Issus pour une bonne part d'excellentes familles, affranchies des dures et opprimantes obligations

1. Paul Guiraud, *Fustel de Coulanges*. Paris, 1896, p. 199.

des classes laborieuses, ils avaient apporté avec eux plus d'éducation qu'on ne le croit d'ordinaire et, ce qui vaut mieux encore, le goût de l'instruction pour eux, pour leurs enfants. Nous ne prétendons pas que tous les Canadiens, sous le régime français, aient été des lettrés, mais simplement qu'ils en savaient au moins autant que les Français leurs contemporains.

Au Canada, les écoles ne manquaient point, et les élèves, pas davantage. A Québec, les Jésuites assuraient un enseignement complet « composé de la théologie, philosophie et humanités ». Or, en 1695, quatre collèges seulement dans tout Paris en pouvaient offrir autant à leur clientèle (1).

Les Canadiens pouvaient donc s'instruire ; et de fait, ils se sont instruits. Parler de vie intellectuelle au Canada, avant la conquête anglaise n'a rien de ridicule. Elle existait, cette vie. Le Canada n'était pas alors un pays perdu. A tous égards, la Nouvelle-France se comportait comme une province de l'ancienne.

A travers l'Atlantique, on s'écrivait, on échangeait des idées, des informations. A tout moment apparaît manifeste la préoccupation de maintenir le contact moral entre les deux rives de l'Océan. De Montréal, le 27 novembre 1693, Tonty remerciait Villermont de lui avoir envoyé des nouvelles l'an passé. « C'est pour nous un fort grand plaisir en ce pays d'avoir correspondance avec une personne qui se veuille bien donner la peine de nous en faire part, estant pour nous une joie d'apprendre ce qui se passe de plus particulier en France » (2).

Marie de l'Incarnation, de son couvent de Québec, collabore à l'histoire du P. du Creux (3), et la Mère de Sainte-Hélène se charge de renseigner Mme Hecquet de Villers

1. V^{te} G. d'Avenel, *Le goût de l'instruction et son prix depuis trois siècles* (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1930, p. 620).

2. Bibl. Nat., fr. 22803, fol. 316.

3. *Lettres de... Marie de l'Incarnation...*, p. 211 (1660) et 263 (1668).

lorsque celle-ci veut raconter l'histoire d'une petite Esquimaude (1). Sarrazin, sans quitter le Canada, est en relations avec quelques-uns des meilleurs esprits de la France. Ses correspondants, ce sont Tournefort, Réaumur, l'abbé Bignon, M. Cochon-Dupuis, Fontenelle (2).

Comment a-t-on pu dire, imprimer, que les Canadiens lisaient peu? C'était au contraire de grands liseurs. Le goût de la lecture était si invétéré chez eux, qu'il ne l'abandonnait jamais en aucune circonstance. François Hertel, prisonnier des Iroquois, se réjouissait d'avoir trouvé chez eux un bréviaire du P. Le Moyne; cela le consolait de tout (3).

Comment ne pas reconnaître qu'au Canada on lisait? Lorsque l'on sait ce que les livres coûtaient autrefois on admire davantage le curé Boucher, M. Cugnet, M. Verrier, pour ne citer que les principaux bibliophiles, d'avoir préféré à tout autre luxe celui-là. M. d'Avenel nous a donné les prix, en monnaie actuelle, de quelques ouvrages, les prix auxquels on les vendait au xviii^e siècle : 960 francs pour le Dictionnaire de Trévoux; 365 pour ceux de Bayle ou de Moreri, d'occasion; 30 et 37 pour un La Fontaine, un Boileau (4). Que de sacrifices il fallait s'imposer pour constituer une bibliothèque dans de pareilles conditions!

Les Canadiens de ce temps-là lisaient moins de livres que nous. Mais c'étaient de bons livres. Peut-être ne se laissaient-ils pas accaparer comme nous par la masse frivole de la production contemporaine? C'était des classiques qu'ils se nourrissaient et de quelques auteurs qui, sans être classiques, n'en étaient pas moins excellents.

Tout en demeurant catholiques, ils avaient appris à

1. *Lettres de la Mère M. A. du Plessis de Sainte-Hélène*, dans *Nova-Francia*, vol. IV, 1930, p. 52, 57.

2. Vallée, *Michel Sarrazin*, p. 133-134.

3. *Relation de 1660-1661* dans Thwaites, *The Jesuit Relations...* t. 47, p. 84.

4. Vt. G. d'Avenel, *Le goût de l'Instruction...*, III (*Revue des Deux Mondes*, 15 août 1930, p. 812).

l'école de Bayle, l'indulgence, la tolérance, le respect de toutes les opinions. S'ils avaient la foi, ce n'était pas la foi du charbonnier. L'élite canadienne, c'est un fait, pensait librement.

Le Canada d'avant 1760 a eu une littérature, une science, un art. A part Marie de l'Incarnation, en aucun domaine, reconnaissons-le, il n'a produit d'œuvre maîtresse. Mais Marie de l'Incarnation est sienne. Quelle province de France, à la même époque, a fait plus que le Canada ?

Toute civilisation est un ensemble d'idées et de sentiments qui, pour chaque peuple, constituent son âme, sa conscience collectives. Les idées, les sentiments qui présidaient au développement de la civilisation canadienne, on les appréciera mieux pour peu qu'on les compare à l'âme, à la conscience de leurs voisins, les gens de la Nouvelle-Angleterre ? Que trouvons-nous là ? Une organisation empruntée à la Bible et qui nous transporte à des centaines de siècles en arrière (1), une société « toute occupée des soins matériels de la culture » dans laquelle « il n'y avait place, ni pour les arts, ni pour les sciences, ni pour les lettres » (2), un pays où l'adultère était puni de mort (3). « Les prescriptions auxquelles les Jésuites avaient soumis les Indiens du Paraguay... étaient raisonnables en comparaison des ordonnances puritaines » (4).

La liberté, elle était toute politique, elle ne consistait que dans l'indépendance des townships, des colonies. Comme dans les républiques antiques, la communauté avait tous les droits; l'individu n'en avait aucun. Au XVIII^e siècle, plutôt que la Nouvelle-Angleterre, le pays de la liberté, en Amérique, n'aurait-il pas été la Nouvelle-France, cette Nouvelle-France, qui par ailleurs, dans une si large mesure, jouissait déjà des bienfaits de l'autonomie ?

1. Laboulaye, *Histoire des Etats-Unis*, t. I, p. 176.

2. *Ibidem*, p. 227.

3. *Ibidem*, p. 177.

4. *Ibidem*, p. 179.

Un littérateur canadien, qui connaît déjà une légitime notoriété, M. Marcel Dugas, a peut-être été prophète le jour où il a écrit, en parlant des bords du Saint-Laurent : « Il se crée là-bas... une civilisation qui étonnera sans doute l'avenir » (1). Nous souscrivons volontiers à cette prédiction. Mais rien ne se crée en ce monde. Toujours, partout, le passé a conditionné le présent, l'avenir. Pour prévoir ce que le Canada sera, il faut savoir ce qu'il a été. Ce sont les fondements historiques de la future civilisation canadienne que nous avons voulu rechercher.

1. Marcel Dugas, *Littérature Canadienne...* Paris, 1929, p. 159.

Vu le 8 juillet 1930.
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	III
BIBLIOGRAPHIE.....	VII
CHAPITRE I. — <i>L'instruction</i>	5
1 ^o Les premières écoles.....	5
2 ^o L'enseignement primaire.....	6
3 ^o L'enseignement secondaire.....	15
4 ^o Enseignement supérieur. Théologie.....	20
5 ^o L'école d'hydrographie.....	24
6 ^o Les écoles de droit.....	29
7 ^o La médecine.....	32
8 ^o Etudes faites en France.....	35
9 ^o Les langues indigènes.....	38
10 ^o Enseignement technique.....	41
11 ^o L'éducation des filles.....	45
12 ^o Le niveau intellectuel de la population.....	50
CHAPITRE II. — <i>La vie intellectuelle, ce qu'on lisait, ce que l'on pensait, les bibliothèques</i>	58
1 ^o Les mœurs canadiennes.....	58
2 ^o L'imprimerie.....	59
3 ^o Le goût des livres.....	62
4 ^o Les bibliothèques.....	64
5 ^o L'esprit critique et la pensée libre.....	83
CHAPITRE III. — <i>La littérature : prose et poésie. Les lettres. Le folklore</i>	88
1 ^o Les lettres.....	89
2 ^o La valeur littéraire des lettres.....	101
3 ^o Les mémoires et les journaux.....	107
4 ^o Littérature pieuse.....	113
5 ^o L'éloquence.....	115
6 ^o La poésie.....	120
7 ^o Le folklore.....	127
CHAPITRE IV. — <i>Les sciences</i>	135
1 ^o Le goût des sciences.....	135
2 ^o La cartographie.....	139
3 ^o L'histoire naturelle.....	142
4 ^o La médecine.....	146

CHAPITRE V. — <i>Les arts, l'architecture</i>	151
1 ^o Développement historique.....	151
2 ^o Principes et analyse de la construction : les matériaux.....	160
3 ^o Les toits.....;	168
4 ^o L'architecture religieuse.....	173
5 ^o L'architecture militaire	180
6 ^o L'architecture civile : les éléments.....	189
7 ^o L'architecture civile : les couvents	194
8 ^o Les édifices civils : édifices privés.....	199
9 ^o L'architecture civile : les édifices publics.....	207
10 ^o L'urbanisme.....	210
11 ^o Ponts, croix et calvaires.....	219
12 ^o Les architectes.....	222
CHAPITRE VI. — <i>Les autres arts</i>	230
1 ^o La sculpture.....	230
2 ^o La peinture.....	241
3 ^o La gravure.....	255
4 ^o La musique.....	258
CHAPITRE VII. — <i>Les arts appliqués: le luxe</i>	263
1 ^o Le mobilier.....	264
2 ^o La broderie et les fleurs artificielles.....	268
3 ^o La toilette.....	273
4 ^o L'orfèvrerie, les ivoires, etc.....	275
CONCLUSION.....	281

ADDITIONS ET CORRECTIONS

- Page 26, ligne 31 :
au lieu de : *Mémoire*, lire : *Mémoires*.
- Page 27, ligne 33 :
ajouter : le capitaine du port de Québec avait aussi qualité pour donner des certificats de capacité aux candidats-pilotes (P.-G. Roy, *Inventaire des Ordonnances...*, t. II, p. 225-226, 1737):
- Page 29, ligne 1 après : le seul :
ajouter : avec Mgr Dosquet.
- Page 66, ligne 17 :
au lieu de : novice jésuite, lire : scolastique.
- Page 67, ligne 24 :
au lieu de : Tarlon, lire : Talon.
- Page 68, ligne 35 :
au lieu de : 1926, lire : 1929.
- Page 71, ligne 35 :
au lieu de : 1758, 1759.
- Page 81, ligne 24 :
ajouter : Les *Mémoires de Trévoux*, 14 brochures achetées en 1751 pour Saint-Sulpice de Montréal (Arch. Nat. H⁵ 3263, fol. 35).
- Page 92, ligne 35 :
ajouter : le P. Ragueneau raconte de la mère Catherine de Saint-Augustin (religieuse de l'Hôtel-Dieu de Québec, morte en 1668) qu'« une année, elle avait écrit, dans le peu de temps que les navires demeurent à Québec, 156 lettres, tant pour soi que pour d'autres personnes, à qui elle servait de secrétaire » (Georges Goyau, *L'Eglise en marche*, 2^e série. Paris, 1930, p. 84).
- Page 93, ligne 35 :
au lieu de : Montéal, lire : Montréal.
- Page 93, ligne 40 :
ajouter : La sœur Tardy était religieuse de la Congrégation. L'abbé Faillon, dans sa *Vie de la sœur Bourgeoys...* (t. I, p. 379-380, 382-392) parle d'elle et de ses visions (1689-1692) ; il ne fait aucune mention de ses correspondances d'outre-tombe.
- Page 114, ligne 34 :
au lieu de : en 1689, lire : avant 1689.
- Page 114, ligne 35 :
ajouter : La vie de la mère Marie-Catherine de Saint-Augustin fut publiée à Paris, en 1671, par le P. Ragueneau qui, entre autres documents, a utilisé le journal et les lettres de Catherine (G. Goyau, *op. cit.*, p. 70-102).
La sœur Bourgeoys a laissé une autobiographie, ainsi que des instructions pour sa congrégation (Faillon, *op. cit.*, t. II, p. 50-79).

- Page 120, ligne 32 :
 ajouter : et Tanguay (*Répertoire du clergé canadien*, p. 63) qui l'appelle Charles de Glandelet :
- Page 130, ligne 38 :
 après : 3^e série, vol. X, *ajouter* : 1916.
- Page 137, ligne 33 :
 au lieu de : 1758, *lire* : 1759.
- Page 137 : ligne 34 :
 ajouter : chez Nicolet, son inventaire fit trouver, en 1642, 2 compas, « une paire de lunettes de multiplication », 4 miroirs ardents (V. Morin, *Précurseurs d'histoire*, article cité, p. 23-24).
- Page 139, ligne 36 :
 ajouter : V. dans Rochemonteix, *Les Jésuites et la Nouvelle France au XVIII^e siècle*, t. I, p. 182-183, liste d'instruments « de mathématiques » aux mains des Jésuites de Québec en 1727
- Page 152, ligne 23 :
 au lieu de : p. 60, *lire* : p. 57-59.
- Page 154, lignes 27 et 28 :
 les lire comme suit : à Longueuil (1724. *ibidem*, t. I, p. 260), à la Longue-Pointe (1724 et 1725, *Ibidem*, t. I, p. 261 et 277).
- Page 155, ligne 3 :
 au lieu de : rebâtît, *lire* : rebâtît.
- Page 156, ligne 31 :
 après : p. 473, *ajouter* : E. Lauvrière, *Les premières explorations en Louisiane* dans la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, 1926, p. 321.
- Page 159, ligne 15 :
 au lieu de : l'ncendie, *lire* : l'incendie.
- Page 160, ligne 27 :
 au lieu de : fol. 1.900, *lire* : fol. 900.
- Page 164, ligne 14 :
 ajouter : lorsqu'en 1692, la sœur Bourgeoys décida de faire construire une chapelle dans l'enclos de sa congrégation, Pierre Le Ber promet de donner toute la pierre de taille qui serait employée aux croisées (Faillon, *op. cit.*, t. I, p. 357).
- Page 164, ligne 18 :
 au lieu de : devraient être, *lire* : seraient.
- Page 166, lignes 15-16 :
 depuis : Emile Vaillancourt, à supprimer.
- Page 166, ligne 44 :
 ajouter : le tarif douanier de 1748 mentionne des tapis de Turquie (*Edits et ordonnances*, p. 602).

- Page 167, ligne 34 :
 au lieu de : ibidem, lire : Fauteux, op. cit., t. I.
- Page 168, ligne 36 :
 au lieu de : Tanguoy, lire : Tanguay, et ajouter, in fine, p. 254.
- Page 170, ligne 3 :
 au lieu de : ou, lire : on.
- Page 182, ligne 29 :
 au lieu de : Faillon, op. cit., p. 393-394, lire : Faillon, op. cit., t. II, p. 393-394.
- Page 183, ligne 22 :
 ajouter : p. 164.
- Page 183, ligne 31 :
 ajouter : on y travaillait en 1712 (B.R.H.. 1930, p. 621).
- Page 184, ligne 36 :
 au lieu de : assiégée, lire : assiégée.
- Page 186, ligne 43 :
 ajouter : Charlevoix, op. cit., t. III, p. 335.
- Page 187, ligne 30 :
 après : t. I, p. ajouter : 55, 58.
- Page 198, ligne 35 :
 au lieu de : parut-elle, lire : elle parut telle.
- Page 199, ligne 1 :
 au lieu de : les édifices civils : édifices privés, lire : l'architecture civile : les édifices privés.
- Page 201, ligne 23 :
 au lieu de : p. 227, lire : p. 227-228.
- Page 202, ligne 26 ;
 entre : 266 et 278, ajouter : 268.
- Page 203, ligne 30 :
 au lieu de : 38, lire : 18.
- Page 211, ligne 42.
 au lieu de : p. 71, lire : p. 79.
- Page 215, ligne 39 :
 au lieu de : 78, lire : 79.
- Page 217, ligne 19 :
 au lieu de : 211, 213, lire : 211-213.
- Page 217, ligne 33 :
 au lieu de : p. 113, lire : p. 111.
- Page 218, lignes 4 et 5 :
 au lieu de : le plan, lire : la place.

- Page 226, ligne 33 :
 au lieu de : p. 185-190, *lire* : p. 189-190.
- Page 226, ligne 39 :
 au lieu de : 1919, *lire* : 1929.
- Page 233, ligne 15 :
 au lieu de : p. 3, *lire* : p. 6.
- Page 234, ligne 30 :
 au lieu de : p. 42, *lire* : p. 425
- Page 244, ligne 13 :
 au lieu de : vénère, *lire* : voit.
- Page 244, ligne 30 :
 au lieu de : 272, 288, *lire* : 272, 278,
- Page 247, ligne 30 :
 supprimer : 359, 362.
- Page 247, ligne 37 :
 au lieu de : deux, *lire* : trois.
- Page 248, ligne 28 :
 ajouter : Sur la Mission d'Oka, auparavant Mission des Deux-Montagnes, voir note de M. J. Tramond dans la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, 1930, p. 558.
- Page 264, ligne 23 :
 ajouter : Inventaire d'Antoine de la Fresnaye de Brucy, officier et marchand, 1684 (*B.R.H.*, 1930, p. 644-667).
- Page 268, ligne 39 :
 ajouter : au XVIII^e siècle, on garnissait assez souvent les cabinets de tentures d'indiennes (E -Z. Massicotte. *Un recensement inédit de Montréal en 1741*, article cité, p. 6.
- Page 270, ligne 33 :
 au lieu de : Barbe Delettré, *lire* : Barbe Delestre ou de Lestre (Tanguay, *Dictionnaire... des familles canadiennes...*, t. I, p. 174-175).
- Page 275, lignes 20 et 21 :
 les lire comme suit : 1. *Edits, ordonnances...*, p. 597-602.
 2. La Potherie, *op. cit.*, t. I, p. 366:
- Page 278, ligne 24 :
 ajouter : Même chez les premiers colons, la faïence n'était pas absolument inconnue. Louis Hébert avait apporté de France une très belle fontaine, précisément en faïence, dont on peut voir la reproduction dans l'ouvrage de l'abbé Couillard-Desprès (*La première famille française du Canada*, h. t., p. 304-305).
- Page 283, ligne 9 :
 au lieu de : l'abandonnait, *lire* : les abandonnait.

